Le Monde voyages : Terres d'été

Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15



CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15325 – 7 F – VENDREDI 6 MAI 1994 FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Le sida des pauvres

L'ÉMOTION et la médiatisation ne changent rien à l'implacable logique du profit. Même quand il s'agit de sida. Le professeur *Peter Piot, qui est directeur* de la recherche et du développement à l'Organisation mondiale de la santé (OMS), *a ainsi* eu le courage de dire publiquement mercredi 4 mai ce que nombre de chercheurs et de responsables ne cessent de souligner en privé ou d'écrire dans des rapports confidentiels depuis quelques années : la logique économique conduit certains géants mondiaux de l'industrie pharmaceutique à *abandonner la* recherche d'un vaccin contre le sida.

De manière paradoxale, alors même que le fléau progresse, affectant davantage, jour après jour, de très *nombreux* pays en voie de développement, la mise au point d'une parade vaccinale intéresse de moins en moins l'industrie pharmaceutique privée.

CONTRAIREMENT à certains clichés encore trop répandus, cette pandémie est, avant tout, une affection transmise par voie hétérosexuelle frappant le tiers-monde. Selon la Banque mondiale, 80 % des personnes infectées par le virus du sida vivaient en 1990 dans un pays *en voie de développement*. En l'an 2000, cette proportion sera de 95 %. A cette date, on prévoit qu'environ 26 millions de personnes auront été contaminées et que, chaque année, 1,8 million d'entre elles mourront des suites de la maladie. D'ici à l'an 2000, les experts prévoient que de 4,2 millions à 9,5 millions de personnes seront contaminées en Afrique, 4,2 millions en Asie et 1.1 million en Amérique latine.

Et, pourtant, sur 1,5 milliard de dollars consacrés à la prévention de cette maladie, seulement 200 millions le sont dans le tiers-monde. Cette disproportion se retrouve *dans l'analyse* des sommes dépensées pour chaque malade : en 1992, les pays en voie de développement ont dépensé globalement 340 millions de dollars ; les pays industrialisés, 4,7 milliards de dollars.

PEUT-ON, dans ce contexte de « tiers-mondisation » croissante de la maladie, éviter un ralentissement des investissements privés en matière de recherche, notamment vaccinale ? Est-il économiquement intéressant de disposer d'un vaccin *qui pourrait* demain ne concerner que des pays non solvables ? Le sida risque fort de rejoindre rapidement l'ensemble des maladies tropicales, *dont on sait* à quel point elles n'intéressent pas l'industrie pharmaceutique.

Compte tenu des obstacles techniques à franchir, il semble aujourd'hui acquis qu'un vaccin efficace contre cette maladie virale ne sera pas disponible avant la première *décennie du* vingt et unième siècle. Maladie transmissible, le sida ne connaît pas de frontières. Il *serait dramatique* et, d'un certain point de vue, contraire à l'éthique de cette *industrie* que les firmes pharmaceutiques abandonnent toute recherche vaccinale pour *n'investir* que dans la mise au point de nouveaux et coûteux médicaments qui ne bénéficieraient qu'aux malades des pays industrialisés.

M 0147 - 0506 - 7,00 F

Après une intervention massive et concertée

Les banques centrales gardent le dollar sous surveillance

Le cours du dollar était stabilisé jeudi 5 mai dans la matinée sur les marchés des changes européens après les interventions concertées des banques centrales, mercredi 4, pour soutenir la monnaie américaine. Le billet vert s'échangeait à 1,6595 deutschemark contre 1,6585 mercredi soir. Le mouvement était identique face à la devise japonaise où un dollar s'échangeait à 102,25 yens contre 102 yens la veille. Néanmoins, l'inquiétude persistait sur les marchés que préoccupe la tension sur les taux longs. Ainsi le MATIF a-t-il baissé sensiblement dans la matinée. Les opérateurs attendent maintenant la publication, prévue pour le vendredi 6 mai aux Etats-Unis, des chiffres du chômage. Les banques centrales restaient prêtes à intervenir si besoin était.

Crise de confiance

Mercredi 4 mai, en début d'après-midi en Europe et en début de matinée à New-York, les banques centrales du monde entier, menées par la Réserve *fédérale américaine, sont* intervenues massivement sur les marchés des changes pour soutenir le dollar, au plus bas depuis sept mois, et déprimé par la crise financière qui s'aggrave aux Etats-Unis du fait de la hausse des taux d'intérêt à long terme. Du coup, les cours du dollar sont passés de 1,6330 DM à *1,6645 DM pour revenir* un peu en dessous.

C'est la crise ! Une crise monétaire *majeure, première depuis* l'été 1992, qui frappe le dollar, mais c'est surtout une crise financière qui se développe depuis trois mois aux Etats-Unis, provoquée par une forte remontée des taux à long terme, qui déprécie les actifs libellés dans la devise américaine et inquiète leurs détenteurs répandus dans le *monde entier. Le dollar était* retombé mercredi matin 4 mai à ses plus bas niveaux depuis sept mois, et depuis le début de 1993, malgré quelques pointes en août 1993, époque des tensions au sein du Système monétaire européen *(SME), et au début de 1994,* lorsque la reprise de l'économie américaine fut devenue certaine. Ce qui avait bridé longtemps sa hausse tant anticipée par les spéculateurs, c'était précisément l'incertitude sur cette reprise et son *ampleur.*

Et voilà qu'aujourd'hui, où la croissance de l'économie outre-Atlantique s'avère *non seulement* assurée mais très vigoureuse – trop au gré de certains – le dollar, monnaie d'un pays en pleine prospérité, s'affaiblit. *« A ces cours-là, c'est une aberration »,* confiait un analyste qui prend en compte les fameuses données « fondamentales », excellentes pour les Etats-Unis. Et pourtant, il baisse ! Du coup, les banques centrales s'inquiètent, à commencer par la Réserve fédérale américaine, pour laquelle la lutte contre une inflation éventuelle doit passer par un relèvement des taux à court terme, actuellement en cours, et par une hausse du dollar, qui fait baisser les prix des produits importés, donc pèse sur les prix domestiques.

En outre, la hausse des taux à long terme, que cette banque centrale ne souhaitait pas, risque de brider la reprise de l'économie. En Allemagne et en France, on nourrit la même préoccupation. Le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, affirmait le 4 mai qu'*« une trop forte appréciation du mark* [donc une trop forte baisse du dollar] *nuit à l'économie allemande »* (en pénalisant ses exportateurs).

Cette déclaration, faite à dessein, précédait de peu le déclenchement des tirs d'artillerie lourde des banques centrales qui, mercredi en Europe et à New-York, ont acheté du dollar par *milliards pour soutenir cette* monnaie. Le tir a été général et concerté, de la Réserve fédérale des Etats-Unis, qui est intervenue neuf fois dans la journée, à la Banque de Finlande, avec, au premier rang, la Banque fédérale d'Allemagne et la Banque du Japon, premier intéressé, sans oublier la Banque de France. L'objectif ? Essayer de stopper la chute du dollar en prenant à contrepied la spéculation, notamment *les fameux fonds de performance* (*hedge funds*) qui jouent à fond la dépréciation de la devise américaine vis-à-vis du yen et du mark. Le résultat ? Les cours du dollar ont rebondi de 2 % dans la première heure, de 1,5 % ensuite, et de 1 % seulement par rapport au yen japonais.

FRANÇOIS RENARD

Lire la suite page 18

Inauguration du tunnel sous la Manche



Lire page 24 l'entretien avec le directeur général d'Eurotunnel et page 2 le point de vue d'ODON VALLET

Déception des Palestiniens

Les Palestiniens vivant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ne pouvaient dissimuler leur déception, jeudi 5 janvier, au lendemain de la signature au Caire de l'accord sur le début de l'autonomie palestinienne. L'arrivée des premiers policiers palestiniens a été différée. Itzhak Rabin accuse l'OLP de n'être pas prête à prendre la relève de l'administration israélienne.

pages 3 et 5

Climat de crise en Espagne

Felipe Gonzalez devait *annoncer* un *remaniement* ministériel, jeudi 5 mai à la mi-journée, lors d'une conférence de presse. L'arrestation, la *veille*, de *l'ancien gouverneur de la Banque centrale*, accusé de fraude fiscale et d'usage de faux, comme la démission, le même jour, du ministre de l'agriculture pour « négligence fiscale », ont décidé le chef du gouvernement à sortir de son silence.

page 6

Yémen : combats de rue à Sanaa

Après plusieurs jours de combats sur l'ancienne frontière entre les deux Yémens, les sudistes ont lancé, jeudi 5 mai, plusieurs raids aériens sur la capitale, Sanaa. On signalait également des combats de rues à l'arme lourde. L'unification du pays, voici quatre ans, était restée lettre morte.

page 5

Fonction publique : haro sur le pantouflage

A peine investi, Edouard Balladur en avait fait une *« tâche prioritaire »* et le symbole de son combat *« pour l'impartialité de l'Etat »* : il était *urgent de moraliser et de* dépolitiser les nominations au tour extérieur dans la haute fonction publique ainsi que de mieux contrôler les départs de grands serviteurs de l'Etat dans le secteur privé. Bref, de *mettre un terme aux abus en* matière de « recasage » et de pantouflage.

Attelé à la tâche depuis l'automne, le ministre de la fonction publique, André Rossinot, a pu mesurer la complexité et la pesanteur des habitudes. Il s'est trouvé pris entre deux feux : d'une part *« l'intégrisme moralisateur »* de certains députés, soucieux de rétablir des frontières beaucoup plus étanches entre le service public et le privé comme entre les pouvoirs politiques et administratifs.

D'autre part, la tempérance des sénateurs, plus attentifs au poids des traditions établies et à la préservation des intérêts de chacun. La « croisade » devait reprendre, jeudi 5 mai, avec l'examen en deuxième lecture de ce projet de loi à l'Assemblée nationale.

page 16

La bombe Soudoplatov

Un maître espion soviétique livre un témoignage sans précédent depuis le rapport Khrouchtchev

Stendhal prétendait qu'un roman devait faire au lecteur l'effet d'un coup de pistolet dans un salon. Le général-lieutenant de la sécurité d'État Pavel Soudoplatov n'a pas voulu écrire un roman – en collaboration avec son fils Anatole –, mais le coup de revolver, de fort calibre, éclate dès les premières pages, dans le salon un peu poussiéreux de la soviétologie.

On a voulu comparer les révélations de Soudoplatov à celles de Nikita Khrouchtchev en 1956. Il s'agit là d'une exagération évidente si l'on pense à l'impact du XX[e] congrès en 1956, mais, aussi incroyable que cela soit, d'une vérité incontestable, si l'on s'en tient à la comptabilité des révélations nouvelles ici apportées. Certes, le rapport secret sur les crimes de Staline est un événement unique dans l'histoire du communisme, mais davantage par la personnalité de celui qui prononce le rapport – le premier secrétaire du Parti communiste de l'Union soviétique – que par la nature des révélations qui y sont contenues. L'ancien dirigeant communiste français Boris Souvarine, dès 1938, les mencheviks exilés Dalline et Nikolaievsky, Trotski ; lui-même, *dans les* quatre dernières années de sa vie, avaient, dans leurs grandes lignes, parfaitement expliqué le processus des crimes de Staline.

En revanche, *Missions spéciales* bouleverse notre connaissance de *l'histoire du XX[e] siècle sur un* point essentiel, l'espionnage nucléaire soviétique aux Etats-Unis pendant la seconde guerre mondiale, modifie et confirme l'idée que l'on se faisait du rôle de Beria dans les dernières années de Staline, *relate dans son* détail définitif l'assassinat de Trotsky à Mexico en 1940, mais surtout résout au passage, et souvent par allusion, une multitude de petites énigmes liées à des intrigues parfois secondaires de l'histoire des services secrets soviétiques. L'ouvrage de Pavel Soudoplatov est à ce jour le *témoignage historique le plus* important qui nous soit parvenu d'Union soviétique depuis la mort de Staline. A dire le vrai, il ne se compare à rien de ce qui existe en la matière.

ALEXANDRE ADLER

Lire la suite page 2

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Antilles, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 560 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2 400 L ; Liban, 1,20 US$; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 8 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 560 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FS ; Tunisie, 850 m ; USA, 2,50 $ (N.Y. 2 $).

DÉBATS

UNION SOVIÉTIQUE

La bombe Soudoplatov

Suite de la première page

Avant d'entrer plus avant dans l'estimation des révélations, il faut en effet prendre la mesure du personnage et de son récit : une sorte de voix d'outre-tombe qui nous parlerait presque dans une transe spirite. Robert Conquest, le grand expert soviétologue anglo-américain qui le préface, ne le présentait-il pas encore dans son classique *Inside Staline's Secret Police* de 1985, comme ayant été fusillé dans les années 50 avec son ami Raikhman ? Et s'il est bien vrai que Soudoplatov survécut à quinze ans de détention – de 1953 à 1968 – entrecoupés de deux séances de torture «khrouchtchéviennes» (le prélèvement sans anesthésie de la moelle épinière, la seconde fois avec écrasement d'un disque entraînant une invalidité permanente), s'il est non moins vrai qu'il s'accrocha avec suffisamment d'obstination à sa réhabilitation pour l'obtenir enfin durant le dernier mois de vie de l'Union soviétique, en décembre 1991, il n'empêche que ce vieillard de quatre-vingt-sept ans, contemporain de Deng Xiaoping, semble déjà nous parler de l'autre rive du temps, avec l'étrange détachement des fantômes.

Une strate antérieure de la révolution

A sa manière aussi, Soudoplatov appartient à un autre monde qui n'a plus d'équivalent aujourd'hui à Moscou, celui de l'optimisme historique bolchevique, volcan éteint qui domine encore, comme un mythe incompréhensible, le paysage classique de la Russie postcommuniste. Aujourd'hui, un partisan de ce qu'est devenu l'ancien régime est un antisémite déclaré, un adversaire de l'Occident, un thuriféraire inconditionnel de Staline, un nostalgique de la «grande époque» brejnévienne, un défenseur pompeux de la dictature.

Soudoplatov a vécu et pensé avant cette bifurcation de la politique et de la pensée russes. Tels les *Mémoires* de Saint-Simon, qui restauraient en quelques phrases l'ornement et la profondeur du Grand Siècle en pleine période des Lumières, Soudoplatov nous replonge dans un monde et un style qui furent ceux d'Isaac Babel et d'Ilya Ehrenburg, où être bolchevique signifiait non pas admirer le nationalisme russe mais les progrès de l'Occident, non pas exalter le théâtre stalinien mais la rigueur léniniste, non pas haïr les juifs, mais bâtir avec eux une nouvelle conception du monde en Russie. Car Soudoplatov est tout cela à la fois : un enfant sans toit de l'Ukraine du sud, engagé à douze ans dans l'armée rouge pendant la guerre civile de 1918-1920, à qui le parti donnera progressivement une maison, un uniforme, une formation intellectuelle, un métier, celui d'officier de renseignement, et pour finir une épouse pour toute sa vie, son exacte homologue juive, Emma Kaganova, une orpheline de Jitomir qui, elle aussi, avait retrouvé un feu et un lieu dans les «organes», qu'elle aussi allait bientôt prendre pour une foi et une loi nouvelles.

Soudoplatov écrit cruel, comme Babel dans *Cavalerie rouge* ou comme peint Malevitch pendant la guerre de 1914, avant de se tourner vers l'abstraction. Tel de ses héros ukrainiens, envoyé fraterniser à Berlin en 1940 avec son oncle nationaliste pro-allemand, y est décrit comme un personnage débonnaire, bien que champion de boxe, adonné à d'interminables discussions avec son cher oncle... Or, une ligne plus tard, nous apprenons que sa mission était tout simplement d'exécuter son parent et qu'il l'accomplira avec la même simplicité biblique que les cosaques parricides que Babel nous décrit de la même manière dans *Cavalerie rouge*, avec ce détachement devant l'horreur qui n'appartient qu'à cette génération hallucinée de 1917.

De même, Soudoplatov n'est fasciné ni par Staline, ni même par Béria, le plus durable de ses patrons successifs au NKVD. Venu d'une strate antérieure de la révolution, il admire trop le communisme pour faire ainsi allégeance. De Staline, il connaît les turpitudes du Pacte germano-soviétique qu'il ne goûte guère, la répression de l'armée et des services secrets dont il ne cache pas les retombées catastrophiques en 1941 et, surtout, l'antisémitisme des années de l'après-guerre dont il se sait, par ricochet, la victime potentielle. De 1939 à 1941, il utilisera son influence croissante pour arracher plusieurs de ses collègues proches à la détention, pour les réinsérer dans les opérations du NKVD. Certains d'entre eux, Medvedev (l'oncle des dissidents), Serebryansky, Zoubov, seront parmi les héros de la guerre des partisans.

Quant à Béria, au nom duquel il purgera une peine de quinze ans de détention pour complicité à partir de 1953, il ne dissimule nullement l'inquiétude que lui inspirait sa cruauté, à côté de l'estime qu'il éprouvait pour son intelligence. Mais ces restrictions qui n'ont rien d'hypocrites, voisinent avec la conviction intense de la légitimité absolue de son engagement, du combat qu'il a mené et dont le point culminant, à l'évidence, est la mise en place, entre 1942 et 1945, du réseau qui fournira à Moscou une information continue et décisive sur la bombe atomique américaine.

«Persée» et la bombe atomique

Ici, nous passons des souvenirs à la grande histoire, et sans doute aussi à la controverse. Depuis l'ouverture mesurée de ses archives, le KGB, aux fins de rappeler aux dirigeants de la nouvelle Russie qu'il n'avait pas, lui, perdu la guerre froide, prend un malin plaisir à exalter ses grandes victoires d'antan, et notamment sa pénétration du programme nucléaire américain, si complète que Staline, à Potsdam en juillet 1945, était bien mieux au courant que le nouveau président Truman de la nature de la nouvelle arme dont son homologue américain croyait alors lui faire la révélation. Mais les porte-parole officiels du KGB ne parlaient que d'une mystérieuse source «Persée», un savant atomiste de Los Alamos qui serait encore en vie au début des années 90 et qui leur aurait permis de connaître les secrets de la bombe.

Soudoplatov balaie cette explication : «Persée» serait une appellation collective d'un groupe de physiciens occidentaux qui auraient fourni, ensemble et d'un commun accord, les informations essentielles aux Soviétiques afin qu'ils puissent ainsi lancer un programme nucléaire parallèle à celui des Américains. Ce faisant, Soudoplatov révèle aussi qu'il ne s'agissait plus ici d'espionnage à proprement parler : les sources ne sont pas des comparses mais rien moins que les inventeurs du projet, Szilard et Fermi, son principal maître d'œuvre, Robert Oppenheimer, avec l'appui et l'encouragement de leur plus haute autorité intellectuelle, Niels Bohr.

L'assassinat de Trotski

Il y eut *effectivement* deux agents, recrutés et enregistrés comme tels par les Soviétiques et qui furent révélés assez tôt : l'Allemand Klaus Fuchs, fils d'un pasteur protestant social-démocrate bien connu et militant communiste depuis 1931, et l'Italien Bruno Pontecorvo, dont le frère Giuliano était à la même époque le prédécesseur de Berlinguer à la tête des Jeunesses communistes à Milan en 1944-45. Les autres n'ont pas été sollicités par les Soviétiques, mais ont plutôt utilisé, en toute connaissance de cause, des contacts qu'ils avaient réussi à nouer avec des agents du NKVD : le résident à San-Francisco Grigori Heifetz, cousin du violoniste et ancien secrétaire de la veuve de Lénine, Nadejda Kroupskaïa, et l'ingénieur du MIT de Boston, Sam Semionov.

Leur but était de partager leur terrible secret entre l'Amérique et la Russie, alors alliées contre l'Allemagne, d'abord pour accélérer le programme en le *démultipliant*, ensuite pour ne pas fournir un avantage unilatéral à un appareil militaro-industriel américain dont ils se défiaient. Comme nous savons déjà que le projet Manhattan n'a pas résulté d'un intérêt des milieux militaires américains, mais des sollicitations pressantes du quatuor Szilard, Wiegner, Schrödinger et Einstein, auprès d'un Roosevelt encore sceptique dès 1939, nous sommes à présent en possession du corollaire de cette première découverte : dans le cas russe, ce sont une fois encore les savants qui ont saisi les politiques, et non l'inverse, faisant du réseau soviétique aux Etats-Unis leur truchement, évidemment enthousiaste, vers Staline. Le mouvement «Pugwash» de coopération scientifique Est-Ouest à partir de 1956 ne fut au fond que la structure émergée de ce mouvement ésotérique, de quinze ans antérieur.

Ce que Soudoplatov nous révèle avec une incroyable crudité, c'est la puissance nouvelle de la science, qui a pu, ici, diriger la politique au nom de ses propres fins, à la vérité moralement supérieures. Et l'historien se demandera dès lors si cet inceste nucléaire ourdi par Oppenheimer, Fermi et Szilard (dont le cousin germain sera longtemps ambassadeur de Roumanie à Pékin) n'aura pas été la scène primitive par laquelle la guerre froide qui s'annonçait n'a jamais débouché, en fin de compte, sur la confrontation totale des deux alliés de la guerre mondiale.

Restera la controverse sur Oppenheimer. Son cas est plus délicat depuis longtemps en raison de ses responsabilités particulières, administratives tout autant que scientifiques, de ses notoires sympathies communistes d'alors, de sa dénonciation par McCarthy à l'apogée de la guerre froide. Parti d'un engagement à coopérer, semblable à celui de Fermi et de Szilard, Oppenheimer serait, selon Soudoplatov, allé un peu plus loin, et plus cruellement dans la conspiration, puisque notre auteur laisse entendre que le directeur de Los Alamos rompit tout contact avec ses amis communistes à partir de 1942 sur les conseils insistants de Heifetz, et même que sa dénonciation aux autorités militaires des sollicitations à «collaborer» de collègues universitaires communistes américains aurait pu être inspirée par le NKVD lui-même. Si tel est bien le cas, il ne reste à l'évidence rien de la défense d'Oppenheimer dix ans plus tard, et c'est cela qui motive en ce moment l'indignation «politiquement correcte» de ses nombreux amis, notamment le grand mathématicien Hans Bethe, qui demandent une contre-enquête aux fins de le disculper.

L'historien, qui relativise la guerre froide comme toute chose, aura plutôt tendance à ajouter foi au récit circonstancié et facile à recouper de Soudoplatov, à reconnaître sans ambages que McCarthy et Teller avaient raison d'exprimer quelques soupçons, mais peut-être également qu'Oppenheimer s'est trouvé pris dans un champ de forces d'une telle intensité que ses comportements ne peuvent guère ici être jugés à l'aune de la vie ordinaire.

Descendant des sommets enneigés de l'espionnage nucléaire, le lecteur risque de se perdre dans la nuée des révélations dites secondaires de Soudoplatov, mais qui toutes mériteraient de longs développements. Pourtant, cet immense chantier historiographique que nous laisse Soudoplatov pâlit à côté de l'astre noir qu'est le meurtre de Trotski, à Mexico en 1940, dont notre auteur fut le principal artisan aux côtés de son ami Naum Eitingon. Ici, nous n'apprenons rien de très neuf sur le *modus operandi*, mais nous vivons, comme dans les *Dix Petits Nègres* d'Agatha Christie, conçu à la même époque, le meurtre du côté des assassins. Sans que le régime ait jamais répudié ce forfait, Soudoplatov et Naum Eitingon paieront finalement de longues années de prison ce glorieux exploit, tout comme, après tout, à Coyoacan, Trotski, paya aussi, sans qu'on le lui reprochât nullement, pour l'exécution sommaire des marins révoltés de Kronstadt en 1921 et tant d'autres victimes innocentes ou coupables de la guerre civile.

Ce meurtre terrible, ourdi par un officier de renseignement juif, Naum Eitingon, contre le chef symbolique des juifs communistes dans la révolution, Léon Trotski, avait, on le comprend, une valeur morale bien précise : crime expiatoire, *crime propitiatoire*, il était pour les organes le témoignage de sang de leur fidélité à Staline, un Staline qui, précisément, à chaque instant, doutait de leur fidélité et demeurait prêt à sévir contre eux. Soudoplatov et Eitingon, Ramon Mercader et Iossif Grigoulevitch concentrèrent toute leur énergie pour parvenir à leurs fins car il leur fallait tuer le Trotski qui était en eux, s'ils voulaient survivre sous Staline, ce qu'ils parvinrent tous à faire, en y laissant quelques plumes. Mais ce meurtre, nous le comprenons au fil du livre, était bien plus qu'un meurtre, somme toute banal en ces sombres temps : il annonçait l'inéxorable autodestruction de la révolution, dont Soudoplatov, intacte statue venue par-delà la tombe se poser comme un aérolithe, sera pour longtemps le symbole inespéré.

ALEXANDRE ADLER

► ***Missions spéciales, mémoires du maître-espion soviétique Pavel Soudoplatov***, **de Pavel Soudoplatov et Anatoli Soudoplatov, avec Jerrold et Leona Schecter, préface de Robert Conquest, Seuil, 613 pages, 149 francs.**

MANCHE

Les angoisses du tunnel

Le vendredi 6 mai sera inauguré le tunnel sous la Manche. Une occasion pour revenir sur le rôle des travaux de liaison dans la formation et le développement des Etats. Et pour interroger leur portée symbolique, les peurs et les craintes qu'ils charrient.

par Odon Vallet

L'OUVERTURE du tunnel sous la Manche rappelle l'importance des travaux de liaison dans la formation et le développement des Etats. La Chine impériale n'a trouvé son unité qu'à partir de la construction (au VIIe siècle après J.-C.) du Grand Canal unissant le fleuve Jaune au fleuve Bleu. La Rome impériale n'a maintenu sa cohésion que grâce à l'immense réseau de routes reliant la capitale aux provinces par le court chemin de la *ligne droite*. La France centralisée est le fruit des canaux de Sully, des chaussées de Trudaine, des ponts d'Eiffel comme des chemins de fer de Freycinet, et son symbole demeure les voies en étoile partant de Notre-Dame.

Mais beaucoup de ces travaux n'avaient qu'une portée interrégionale. Le meilleur exemple en est la Suisse, qui, jusqu'à la fin du siècle dernier, était une addition de cantons coupés les uns des autres durant l'hiver : le droit constitutionnel s'était adapté à ce climat et à ce relief par l'institution des *Landsgemeinden*, ces assemblées populaires qui se réunissent chaque printemps, à la fonte des neiges. Mais les tunnels ferroviaires du Saint-Gothard (1882), du Simplon (1906) et du Lötschberg (1913) firent de la Confédération helvétique un véritable Etat douze mois sur douze, et l'on ne se prive pas d'y organiser des «votations» en toute saison. L'actuel projet Swissmetro d'un train-fusée à lévitation magnétique reliant sous terre les *principales cités helvétiques* aurait, quant à lui, des conséquences imprévisibles pour la démocratie alpine, puisque désormais on ne verrait plus les cantons que par un tunnel et son trou noir...

L'ouverture et la peur

De même l'archipel japonais est-il en train de voir sa géographie politique modifiée par les multiples ponts et tunnels qui unifient son territoire fragmenté. Ainsi le train rapide Shinkansen se joue-t-il des montagnes, tandis que, depuis 1988, un tunnel relie l'île principale de Honshu à celle de Hokkaido. A terme, on peut prévoir un brassage des populations du Nord, d'origine sibérienne, avec celles du Sud, venues de Corée. Ici, les grands travaux modifient des clivages *ethniques* bimillénaires.

Ils peuvent aussi affecter les échanges internationaux. Les premiers exemples ont été fournis par les tunnels transalpins du mont Cenis et du mont Blanc, qui rapprochent le sud et le nord de l'Europe en attirant des norias de camions désormais honnis par les populations locales. Lors des négociations d'adhésion à l'Union européenne, les Autrichiens ont obtenu que l'on gèle le trafic des poids lourds de l'Arlberg ou du Brenner, qui polluent leur espace. Par l'«initiative des Alpes» du 20 février, les Suisses se sont défendus contre les camions étrangers en imposant le «ferroutage». Les peuples se dressent contre les nuisances cosmopolites, et l'on a vu le prince Agha Khan rejoindre les paysans du Valais pour protéger la paix des alpages contre les hordes à moteur.

Chaque voie de communication ouvre, pour le meilleur ou pour le pire, un nouveau réseau d'échanges. En leur temps, les routes de la soie, de l'ivoire ou de l'encens ont inauguré des invasions pacifiques ou des raids meurtriers pour les civilisations et les cultures. Le problème est *qu'on n'a plus désormais* à côtoyer quelques dromadaires saisonniers mais des embouteillages quotidiens de marchandises et de voyageurs, qui menacent les traditions locales. Aujourd'hui, l'Angleterre n'est plus une île ; demain, avec le tunnel du Puymorens, Andorre ne sera plus une enclave.

Un symbole de renaissance

L'histoire des communications connaît la peur de l'autre : au début de ce siècle, on avait demandé à Fulgence Bienvenüe de ne pas faire sortir les lignes de métro des portes de Paris pour que les Prussiens n'entrent pas dans la capitale par le tunnel. Mais à ne voir dans les grands travaux que des ouvrages de sape, on traverserait encore le Rhin en barque et le Jourdain à la nage. Force est donc d'envisager l'avenir sous l'angle de l'ouverture. Bientôt, un pont sur la Baltique reliera la Scandinavie au reste de l'Europe, instaurant la continuité terrestre du cercle polaire à Gibraltar, qui pourrait, à son tour, accueillir un pont entre l'Europe et l'Afrique. Les Chiliens songent à un tunnel sous la cordillère des Andes, qui renverrait les exploits de Guillaumet et de l'Aéropostale au rang du fait divers sportif. Et l'on reparle sérieusement d'un tunnel sous le détroit de Béring, qu'on traverserait de nouveau à pied sec comme le faisaient sur les glaces, voilà douze mille ans, les Asiatiques en partance pour l'Amérique.

Ces projets provoquent néanmoins des inquiétudes quant aux contours de l'espace politique. En ces temps de retour au tribalisme et de peur du libre-échange, les Etats risquent de se voir accusés de faciliter la propagation des maladies économiques notamment de l'épidémie du chômage. Les grands travaux, souvent décidés avant la crise actuelle, se trouvent à contre-courant de la frilosité présente car ils devraient logiquement favoriser le *pouvoir* des autorités supranationales. Mais les peuples le permettront-ils ?

Ces ouvrages susciteront aussi de nouvelles oppositions écologiques qui freineront sans doute leur réalisation. Lorsqu'un couple d'ours suffit à arrêter les travaux du Somport, on peut compter sur les chamois du Tyrol et les marmottes de l'Oberland pour bloquer de nombreux projets transalpins. Les tranchées et tunnels sont autant de percées qui symbolisent un viol de la nature : le plus haut tunnel d'Europe, celui de la Jungfrau, ne passe-t-il pas dans cette «montagne de la jeune fille» ?

Mais les craintes majeures viendront peut-être de l'écologie humaine. Les grands travaux sont perçus comme de puissants alliés des trafics et transits en tout genre. La drogue franchit plus facilement les Alpes aujourd'hui, dans de confortables tunnels, qu'au temps où les passeurs frôlaient crevasses et à-pic. Les clandestins aiment mieux se mêler aux foules autoroutières qu'emprunter les sentiers d'autrefois qu'une simple guérite suffisait à contrôler. Aussi les peurs ne doivent-elles pas masquer les chances : la traversée souterraine de la Manche peut amener une éclosion de rencontres. Le psychanalyste Carl Gustav Jung ne voyait-il pas dans les rêves de tunnel un symbole de renaissance ?

► **Odon Vallet enseigne aux universités Paris-I et Paris-VII.**

Le Monde
Edité par la SARL *Le Monde*
Comité exécutif :
Jean-Marie Colombani, gérant, directeur de la publication
Dominique Alduy, directeur général
Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction
Eric Pialloux, directeur financier
Anne Chaussebourg, directeur délégué
Directeur de l'information :
Philippe Labarde
Rédacteurs en chef :
Thomas Ferenczi, Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction
Bruno de Camas, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann
Bertrand Le Gendre, Edwy Plenel, Luc Rosenzweig
Bruno Frappat, directeur éditorial
Manuel Lucbert, directeur du «Monde des débats»
Alain Rollat, délégué auprès du directeur général
Michel Tatu, conseiller de la direction
Daniel Vernet, directeur des relations internationales
Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction
Médiateur :
André Laurens
Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991),
Jacques Lesourne (1991-1994)
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 49-60-30-10

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

Après la signature de l'accord israélo-palestinien au Caire

Yasser Arafat a émis des réserves sur le périmètre de la zone de Jéricho

Les Palestiniens dans les territoires occupés n'ont pas caché leur déception après la signature, mercredi 4 mai, de l'accord sur le début de l'autonomie palestinienne dans le territoire de Gaza et à Jéricho *(page 5)*.

■ L'incident qui a marqué la cérémonie au Caire a montré que tout n'est pas entièrement réglé. Le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, accuse l'OLP de n'être pas prête à prendre la relève de l'administration israélienne. Les premiers policiers palestiniens, qui étaient attendus jeudi à Gaza, n'arriveront pas avant plusieurs jours.

LE CAIRE

de nos envoyés spéciaux

En direct devant les caméras de télévision du monde entier, le psychodrame qui s'est produit durant la *cérémonie de signature de l'accord* sur «Gaza et Jéricho» n'aura fait qu'ajouter une fausse note de plus au long chapitre des négociations, qui, terminées dans l'urgence, laissent encore plusieurs points dans le flou.

Parmi ces points litigieux, quatre posaient déjà des problèmes à la veille de la signature. Il s'agit de la superficie du périmètre de Jéricho, de la présence d'un garde palestinien sur le pont Allenby (à la frontière avec la Jordanie), de la nomination du directeur du terminal routier de Rafah (à la frontière avec l'Egypte) – l'OLP réclame qu'il *soit palestinien* – et de l'emplacement exact de ce bâtiment que l'OLP souhaite établir en dehors de la zone de sécurité israélienne.

Le président Hosni Moubarak avait calqué cette cérémonie, qu'il voulait grandiose, sur celle qui avait eu lieu à Washington pour la signature de la déclaration de principes, le 13 *septembre* 1993. Dans la salle, artistes et chanteurs, enfants des écoles et travailleurs méritants, côtoyaient dignitaires et invités pour un spectacle connu d'avance.

Sur la scène, MM. Rabin et Pérès, Arafat et Abou Mazen, Christopher et Kozyrev s'apprêtaient, sans trop d'enthousiasme, à *jouer leur rôle. Tout* avait bien commencé. Appliqué, M. Arafat signait, le premier, les trois grosses copies d'un texte truffé d'annexes et de lettres d'accompagnement, mais refermait vite une chemise bleue tout aussi épaisse, contenant des cartes. A son tour, M. Rabin paraphait, s'arrêtant lui aussi, impassible, devant la chemise bleue.

Les «coparrains» du processus de paix, le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, et le ministre russe des affaires étrangères, Andreï Kozyrev, y allaient à leur tour, alors que M. Rabin manifestait les premiers signes d'impatience, s'adressant tour à tour au chef de la diplomatie *israélienne et au président égyptien* qui se penchait vers un Yasser Arafat, devenu intraitable. Au raïs soudain sombre, M. Rabin déclarait clairement, que si M. Arafat ne signait pas les cartes, l'accord était nul et tout était fini pour cette fois. Le véritable spectacle avait commencé et nul n'écoutait plus l'hommage du ministre russe à l'Egypte, ou l'appel de M. Christopher aux Palestiniens pour *«édifier des institutions démocratiques, assurer le bien-être économique de leur peuple et instaurer le règne de la loi et le respect des droits de l'homme».*

Sur scène, le principal négociateur palestinien, Nabil Chaath, était appelé à la rescousse pour tenter de convaincre son chef de signer. Le chef de la diplomatie égyptienne s'y employait à son tour. MM. Pérès et Arafat s'affrontaient. Les négociations avaient repris en public et Abou Mazen, au micro, avait du mal à faire croire que *«le rêve de liberté, d'indépendance et de sécurité des Palestiniens a commencé».*

Trois minutes d'interruption de séance auront toutefois suffi à sauver la fête du président égyptien. M. Arafat se laissait convaincre de signer la carte. Selon M. Chaath, il *«n'avait pas eu le temps»* de voir que la lettre précisant les points encore en discussion, qui comportait bien les indications sur la superficie de la zone de Jéricho, se trouvait dans les documents. Tous les présents lui garantissaient en outre que M. Rabin – qui l'a confirmé par la suite – lui transmettrait un autre document sur Jéricho. Boudeur jusqu'au bout, M. Arafat ajoutait sur les cartes : *«Sous réserve et dans l'attente de la lettre de M. Rabin».* Ce dernier fit venir son interprète pour comprendre ces rajouts avant qu'enfin l'incident soit clos.

Au micro, M. Pérès, redevenu serein, se laissait aller à l'optimisme et déclarait : *«Aujourd'hui, nous le disons, le conflit est fini. Aujourd'hui nous pouvons commencer à promettre aux mères et aux enfants juifs et arabes qu'ils ne seront pas tués et qu'ils ne verront pas leur dignité bafouée. Aujourd'hui notre désir est de nous gouverner nous-mêmes et de ne pas dominer les autres. Les relations sont plus précieuses que les frontières.»* Comme tous les intervenants, il a toutefois souligné qu'il restait *«beaucoup de travail». «Nombreux sont les obstacles,* ajoutait-il, *nombreux sont les ennemis.»* Dans un discours où il a fait allusion à plusieurs reprises aux sujets restant à débattre, et qui répondait visiblement aux inquiétudes exprimées principalement par les Palestiniens «de l'intérieur», M. Arafat déclarait : *«Notre peuple à l'intérieur et à l'extérieur* [des territoires occupés] *jugera ce premier pas selon un seul critère, celui de son application honnête et des changements qu'il introduira sur le terrain.»*

«Chacun sous son figuier»

«C'est pourquoi, a-t-il dit, *il est du droit de notre peuple d'affirmer que toutes les mesures prises pour isoler Jérusalem, pour interdire l'accès à la ville sainte et aux lieux saints, vont à l'encontre de l'esprit du processus de paix. La colonisation et la politique visant à imposer le fait accompli à Jérusalem et dans d'autres régions sont en contradiction avec la substance du processus de paix.»*

«Le courage de la paix» entraîne *«la franchise de la paix»* a dit le chef de l'OLP, pour qui la paix, pour être juste, doit être *«globale».* Il faisait allusion aux négociations entre Israël, d'une part, la Syrie, la Jordanie et le Liban, d'autre part.

Plus lyrique, M. Rabin a exprimé le souhait que *«les deux peuples puissent vivre sur la même terre étroite, la terre du lait et du miel, chacun sous son figuier». «A cet instant,* a-t-il ajouté, *je me tourne vers le peuple palestinien, nos voisins : cent ans ont créé de l'animosité entre nous. Nous vous avons tués, vous nous avez tués. Aujourd'hui, nous nous tendons la main, nous commençons un nouveau décompte et le peuple d'Israël espère que vous ne nous décevrez pas. C'est difficile d'oublier le passé, mais nous devons surmonter les blessures.» «Sans sécurité pour les Israéliens et sans de nouveaux espoirs pour les Palestiniens, le but de l'accord ne saurait être atteint»,* a souligné le premier ministre israélien. Plus tard, lors d'une conférence de presse, il avait changé de ton, se plaignant du fait que les Palestiniens n'étaient pas prêts à prendre la relève *(voir l'article de Patrice Claude).*

Selon M. Chaath, la liste des vingt-cinq personnes du Conseil de l'autonomie sera transmise à Israël – *qui garde un droit de regard sur* les noms – *«dans un délai d'une semaine».* Le déploiement de la police ne devrait pas commencer avant dimanche ou lundi, avec l'arrivée d'un premier contingent. Le comité de liaison et de coordination sur la sécurité devait tenir sa première réunion jeudi à Gaza, mais il ne fait pas de doutes que, sur ce plan, beaucoup reste à faire. Un général de police norvégien, Arnstein Overkil, a été nommé *conseiller spécial de M. Arafat* en la matière, mais, pour avancer rapidement, l'OLP a besoin que les aides promises se concrétisent. Présidée par le ministre norvégien des affaires étrangères, une réunion des pays donateurs doit se tenir jeudi au Caire (*le Monde* du 4 mai).

Après sept mois de difficiles négociations, c'est maintenant que les véritables défis commencent pour le chef de l'OLP, qui devra bien consentir à ne plus gérer cette toute nouvelle autonomie comme une organisation de libération aux structures de plus en plus floues. Chacun, y compris dans son propre camp, le jugera sur cela. Le temps ne joue pas en sa faveur tant Israël, comme ses ennemis palestiniens ou arabes, ne sont pas disposés à faire des concessions.

ALEXANDRE BUCCIANTI et FRANÇOISE CHIPAUX

QUI C'EST CELUI-LÀ, À CÔTÉ D'ARAFAT?!

HITCHCOCK, JE CROIS...

PANCHO

Bill Clinton salue une «étape historique»

Le président américain Bill Clinton a déclaré, mercredi 4 mai, qu'une *«étape historique»* sur la voie de la paix au Proche-Orient a été franchie avec la signature de l'accord du Caire sur l'autonomie dans la bande de Gaza et l'enclave de Jéricho. Dans un communiqué, la Maison Blanche a précisé que M. Clinton avait téléphoné à Itzhak Rabin et Yasser Arafat pour leur assurer que Washington ferait *«tout son possible»* afin que l'accord soit appliqué *«d'une manière aussi rapide et réussie que possible».*

François Mitterrand a lui aussi adressé des messages de *«félicitations et d'encouragements»* au premier ministre d'Israël et au chef de l'OLP. *«Grâce au courage et à la clairvoyance de tous les négociateurs, une étape cruciale dans le processus de paix va pouvoir se concrétiser»,* ajoute-t-il. Même réaction à Londres où le secrétaire au Foreign Office, Douglas Hurd, a estimé qu'il était *«essentiel qu'il y ait une amélioration du niveau de vie des Palestiniens».* Il a promis une aide de 70 millions de livres sur deux ans (106 millions de dollars).

Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, a estimé que l'accord du Caire était *«un exemple pour la région dans son ensemble»* et *«un pas qui rapproche les Palestiniens et les Israéliens de la paix à laquelle ils aspirent».* L'Union européenne s'est félicitée elle aussi de cet accord et a demandé la *«mise en œuvre intégrale et rapide de la déclaration de principes vers laquelle l'accord sur Gaza et Jéricho marque une étape importante».*

«Une nouvelle capitulation»

L'accord du Caire a toutefois de nombreux dénonciateurs. Outre le FDLP de Nayef Hawtameh et le FPLP de Georges Habache qui ont exprimé leur hostilité avant même la signature, le Djihad islamique en Palestine (considéré comme pro-iranien), le qualifie de *«nouvelle capitulation».* Le Mouvement de la résistance islamique Hamas estime que le 4 mai est *«un jour noir dans l'Histoire du peuple palestinien»* et le Fatah-Intifada (formé de dissidents du Fatah, proches de la Syrie) a menacé Yasser Arafat de subir *«le sort des traîtres».*

Sceptique, le Liban, par la voix de son ministre des affaires étrangères, a exprimé ses réserves quant au contenu du document mais souhaité *«bonne chance»* à l'OLP. A Damas, le journal El Baas, organe du parti au pouvoir, a estimé que l'accord faisait de Gaza et de Jéricho *«un protectorat sous contrôle sioniste»* et accordait à Israël *«des acquis aux dépens des intérêts arabes et palestiniens».* Pour la Libye, l'accord du Caire est inutile et *«sans valeur».* – *(AFP, Reuter.)*

Les risques du direct

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Warren Christopher, le secrétaire d'Etat américain, voulait, comme l'écrit méchamment le premier quotidien d'Israël, *Yedioth Aharonot, «donner un peu de couleur à sa pâle diplomatie».* Hosni Moubarak, lui, tenait absolument à marquer d'une petite heure de gloire internationale le jour de son soixante-sixième anniversaire. C'est ainsi que, cédant à l'amicale pression conjuguée de leurs voisins et alliés, Itzhak Rabin et Yasser Arafat, qui avaient visiblement besoin de quelques jours supplémentaires avant de conclure, se sont retrouvés mercredi sur la scène hollywoodienne dressée au Caire.

Le raïs n'oubliera sans doute pas de sitôt les trente minutes les plus longues, les plus embarrassantes, les plus «médiatisées» de sa carrière. En direct sur les chaînes de télévision arabe et israélienne, *anglaise et américaine* (BBC, CNN), la grande et belle cérémonie de signature des accords israélo-palestiniens promettait d'être inoubliable. Elle a bien failli capoter en mondovision.

M. Moubarak a tout fait pour donner au 4 mai un lustre que certains, en Israël comme dans les territoires occupés, ont jugé quelque peu déplacé. Parce qu'il estimait – c'est un secret de Polichinelle – *que les réels efforts de* son pays pour favoriser le dialogue israélo-palestinien n'avaient pas été suffisamment soulignés lors de la cérémonie du 13 septembre à Washington; parce qu'il lui semblait utile de démontrer publiquement que *la* montée des violences islamistes qui fait fuir les touristes d'Egypte n'empêche pas les *grands* de ce *monde* de se montrer au Caire; parce que c'est son pays, sous la direction d'Anouar El Sadate, qui fut le premier Etat arabe à montrer la voie de la paix avec Israël, et parce qu'enfin c'est ici, dans sa *capitale, qu'ont été mis au point,* pendant de longs mois de tractations secrètes, les derniers détails de la mise en œuvre des accords d'Oslo, avant le rendez-vous de Washington.

Ce devait être le jour de gloire de l'Egypte. Deux mille cinq cents personnes triées sur le volet parmi les stars du cinéma local et *les élites politiques* de la *planète* avaient été invitées. Derrière les «faiseurs de paix», sur la scène, avait été *déployé* un large rideau bleuté dans le flou duquel on distinguait – hommage à Cecil B. DeMille? – les silhouettes en stuc de l'Egypte éternelle, le Sphinx et la pyramide de Guizeh.

Friandes de belles images, les caméras ronronnaient de plaisir. Et puis tout à coup, patatras, l'incident : refus de Yasser Arafat, moue boudeuse et tremblement nerveux. La discussion s'engage en direct. Très vite, on frise le *ridicule, on frôle l'incident diplo*matique international. Pendant trente minutes surréalistes, on est à un cheveu du plus grand fiasco jamais retransmis en direct.

Fallait-il donner à la signature d'un document essentiellement technique un tel éclat? L'événement «historique» n'a-t-il pas eu lieu, le 9 septembre, à Tunis et Jérusalem, lors de la reconnaissance mutuelle entre l'OLP et l'Etat d'Israël? L'Histoire, au sens *télévisuel, n'a-t-elle pas déjà eu* son compte de direct, le 13 septembre à Washington, avec la première poignée de main entre Itzhak Rabin et Yasser Arafat? Combien de fois pourra-t-on décréter *«historique»* un même événement, quand c'est d'abord la circonspection et l'inquiétude qui saisissent les peuples intéressés?

PATRICE CLAUDE

(Publicité)

هكذا من الأصل

Scepticisme

هكذا من الأصل

PROCHE-ORIENT

Après la signature de l'accord israélo-palestinien

Scepticisme dans les territoires occupés

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Vue par l'un des principaux notables de l'OLP à Jérusalem-Est, c'est l'histoire d'une *«longue grossesse de vingt-sept années et de l'accouchement difficile d'un bébé à peine viable, nommé Autonomie»*. Vue par les Palestiniens de Gaza et de Jéricho, c'est l'espoir d'une vie meilleure qui n'en finit pas d'être repoussée.

Contrairement à ce qui avait été promis, la grande cérémonie du Caire, avec ses ratés, n'a donc pas sonné la fin de l'occupation israélienne à Gaza et à Jéricho. *«Les Palestiniens ne sont pas encore prêts à prendre le relais»*, a déploré Itzhak Rabin, en ajoutant : *«Le président de l'OLP nous a demandé quelques semaines supplémentaires, deux ou trois, et, bien que nous souhaitions une mise en œuvre relativement rapide des accords – nous pouvons nous retirer en dix jours –, il semble que allons devoir accepter de rester encore.»*

Dix-neuf policiers seulement, dont quatre généraux de l'Armée de libération de la Palestine (ALP), sont arrivés mercredi à Gaza. *«Si Dieu le veut»*, a déclaré l'un d'eux, le général Ghazi El Jabali, ce n'est pas – contrairement à ce qui était prévu – dans les vingt-quatre heures suivant l'accord, mais seulement *«au fil de la semaine prochaine»*, que les premiers éléments de l'avant-garde de la police palestinienne, à savoir mille hommes sur les neuf mille à venir, devraient commencer à prendre possession des lieux.

Dans les trois prochaines semaines, a précisé le premier ministre, les soldats israéliens ne se retireront donc qu'au fur et à mesure que leurs successeurs palestiniens arriveront. Un comité de coordination est mis en place pour veiller au bon déroulement de l'opération, mais rien n'est encore définitivement acquis sur ce point. Premier raté.

«Les Palestiniens se sont trop préoccupés des questions de symbole [de souveraineté] *et pas assez des problèmes pratiques»*, a reproché M. Rabin. Selon lui, Yasser Arafat n'a pas envoyé dans les territoires occupés *«les hommes idoines pour la passation des pouvoirs»*. Et M. Rabin a demandé : *«Que va-t-il se passer à Gaza, après notre départ? Comment va être résolue la détresse économique de ces gens? Qui va nous remplacer pour les affaires civiles? Qui va payer le salaire des vingt-quatre mille Palestiniens* [fonctionnaires municipaux, de l'enseignement, de la santé etc.] *employés par l'administration en place?»*

Jéricho et la question des prisonniers

Cette absence de préparation, confirmée par les observateurs qui circulent à Gaza et Jéricho, ne laisse pas d'inquiéter les élites palestiniennes des territoires occupés. Est-ce là la source du scepticisme endémique constaté sur place? Pas vraiment. Si les habitants de Gaza et de Jéricho se sont, pour l'essentiel, abstenus de célébrer de quelque manière que ce soit l'accord du 4 mai, c'est surtout qu'ils n'y croient pas encore. *«Quand j'aurai vu le dernier soldat israélien quitter ma ville, alors seulement je commencerai à espérer.»* C'est la phrase-clef, celle qu'on entend partout, celle qui explique tout.

Beaucoup en ajoutent une autre en forme d'interrogation : *«Où sont nos prisonniers?»* Il avait été dit qu'un bon millier, sur les dix mille et quelque Palestiniens détenus par Israël, seraient libérés dès mercredi. Environ trois cent cinquante l'ont été. Au Caire, Nabil Chaath, le chef des négociateurs, a promis deux mille élargissements supplémentaires pour jeudi. Les Israéliens parlent de mille cinq cents. Il est vrai *que le calendrier des libérations*, dont la mise au point devait être la condition préalable à la signature de l'accord par Yasser Arafat, est encore en discussion. Deuxième raté.

Parmi les libérés, seuls quatre islamistes qui ont signé un engagement de soutien au processus de paix et n'ont pas de sang juif sur les mains, ont retrouvé la liberté. D'autres pourraient suivre, aux mêmes conditions.

Jéricho? L'étendue de la juridiction palestinienne autonome sur la petite ville frontalière devait être négociée par Itzhak Rabin et Yasser Arafat en personne. On sait maintenant que la discussion va devoir se poursuivre et que la question a bien failli couler la belle cérémonie mise au point par le *raïs* égyptien, Hosni Moubarak. Troisième raté.

Dans la ville-oasis, la nouvelle s'est répandue comme une traînée de poudre. Les quelques dizaines d'adolescents qui en début de matinée, et sous l'œil indifférent des adultes, avaient cerné le poste de police israélien du centre pour offrir des fleurs et des bonbons aux militaires ont aussitôt retrouvé le goût amer de l'Intifada. Les pierres ont volé, la police des frontières a riposté par des tirs de gaz lacrymogènes et de balles en plastique. Il y a eu quatre blessés légers.

Dans le reste de la Cisjordanie, qui, il est vrai, n'est pas concernée par l'option «Gaza-Jéricho d'abord», les commerçants des principales villes, contraints ou sympathisants, ont largement respecté l'ordre de grève générale lancé par les mouvements opposés au processus engagé par Arafat (FPLP, FDLP). Pour sa part, le Mouvement de la résistance islamique, Hamas, a décrété deux jours de deuil national. *«Ne pas espérer*, philosophait un jeune Palestinien, *c'est s'éviter la déception...»*

PATRICE CLAUDE

Le texte du Caire

Voici de larges extraits de l'accord de 19 pages sur l'autonomie à Gaza et Jéricho, signé par le chef de l'OLP, Yasser Arafat, et le premier ministre israélien, Itzhak Rabin. Il s'agit d'une traduction réalisée par l'AFP à partir de l'original en anglais.

Le texte est accompagné de plus de 400 pages d'annexes et de cartes, qui n'ont pas été [redacted]

Art[redacted]

– «les implantations» désignent les zones d'implantations de Goush Katif et d'Erez, ainsi que les autres implantations de la bande de Gaza...

– «la zone d'installation militaire» désigne la zone d'installation militaire israélienne le long de la frontière égyptienne dans la bande de Gaza...

– le terme «Israéliens» inclut les agences statutaires et les sociétés enregistrées en Israël.

Article II : retrait prévu des forces militaires israéliennes

1 – Israël mettra en œuvre un retrait accéléré et convenu des forces militaires israéliennes de la bande de Gaza et de la zone de Jéricho, commençant immédiatement avec la signature de cet accord. Israël achèvera ce retrait dans les trois semaines à compter de cette date.

2 – (...) Toutes les bases militaires et autres installations fixes (...) doivent être remises à la police palestinienne.

3 – (...) Israël redéploiera ses forces militaires vers les implantations et la zone d'installation militaire (...)

5 – Les Israéliens (...) peuvent continuer à emprunter librement les routes dans la bande de Gaza et la zone de Jéricho. Les Palestiniens peuvent emprunter librement les routes traversant les implantations. (...)

6 – La police palestinienne se déploiera et assumera la responsabilité de l'ordre public et de la sécurité intérieure des Palestiniens (...)

Article III : transfert d'autorité

1 – Israël transférera l'autorité (...) du gouvernement militaire israélien et de son administration civile à l'autorité palestinienne instituée (...) à l'exception de l'autorité qu'Israël continuera à exercer comme stipulé dans cet accord.

2 – En ce qui concerne le transfert et l'exercice de l'autorité dans le domaine civil, les pouvoirs et responsabilités seront transférés et exercés comme indiqué dans le protocole concernant les affaires civiles.

3 – Des arrangements pour un transfert pacifique et en douceur des pouvoirs et responsabilités [sont] convenus (...)

4 – Dès qu'auront été achevés le retrait israélien et le transfert des pouvoirs et responsabilités (...) l'administration civile de la bande de Gaza et de la zone de Jéricho sera dissoute et le gouvernement militaire israélien sera retiré (...)

5 – Un Comité conjoint pour la coopération et la coordination des affaires civiles (ci-après le CAC) et deux sous-comités conjoints pour les affaires civiles régionales (...) seront établis pour assurer la coordination (...)

6 – Les bureaux de l'autorité palestinienne seront situés dans la bande de Gaza et la zone de Jéricho, en attendant l'inauguration du conseil qui doit être élu...

Ar[redacted] **structure et composition de l'autorité** [redacted]

1 – L'Autorité palestinienne consistera en un organe de vingt-quatre membres qui mettra en œuvre et sera responsable de tous les pouvoirs et responsabilités législatifs et exécutifs qui sont transférés suivant cet accord, et sera responsable de l'exercice de fonctions judiciaires (...)

2 – L'autorité palestinienne administrera les départements qui lui sont transférés et pourra établir, dans le cadre de sa juridiction, d'autres départements ou unités administratives subordonnées (...)

3 – L'OLP informera le gouvernement d'Israël des noms des membres de l'autorité palestinienne, ainsi que de tout changement de ces membres (...)

Article V : juridiction

1 – Les prérogatives de l'autorité palestinienne comprennent toutes les matières qui tombent dans sa juridiction territoriale, fonctionnelle et personnelle, tel qu'exposé ci-dessous :

a. La juridiction territoriale couvre le territoire de la bande de Gaza et la zone de Jéricho... à l'exception des implantations et de la zone d'installation militaire.

La juridiction territoriale inclura la terre, le sous-sol et les eaux territoriales, conformément aux dispositions de cet accord.

b. La juridiction fonctionnelle (...) n'inclut ni les relations extérieures, ni la sécurité interne et l'ordre public des implantations et de la zone d'installation militaire et des Israéliens, ni la sécurité extérieure.

c. La juridiction personnelle s'étend à toutes les personnes tombant dans la juridiction territoriale (...) à l'exception des Israéliens (...)

2 – L'autorité palestinienne jouit, dans ses prérogatives, des pouvoirs et responsabilités législatifs, exécutifs et judiciaires, comme spécifié dans cet accord.

3 – a. Israël dispose de l'autorité sur les implantations, la zone d'installation militaire, les Israéliens, la sécurité extérieure, la sécurité interne et l'ordre public des implantations, de la zone d'installation militaire et des Israéliens (...)

b. Israël exercera son autorité par le biais de son gouvernement militaire (...) Cette disposition ne déroge pas à la législation applicable par Israël aux personnes de nationalité israélienne.

Article VI : pouvoirs et responsabilités de l'autorité palestinienne

1 – En fonction des dispositions de cet accord, l'autorité palestinienne, dans le cadre de sa juridiction :

a. jouira de pouvoirs législatifs... ainsi que de pouvoirs exécutifs,

b. rendra la justice par le biais d'un corps judiciaire indépendant,

c. disposera, entre autres, du pouvoir de formuler des politiques, de superviser leur mise en œuvre, d'employer du personnel, d'établir des départements (...)

2 – a (...) L'Autorité palestinienne n'aura pas de pouvoirs et de responsabilités dans le domaine des relations étrangères, comprenant l'établissement à l'étranger d'ambassades, de consulats ou d'autres types de missions (...)

b (...) L'OLP peut mener des négociations et conclure des accords avec des Etats ou des organisations internationales au bénéfice de l'autorité palestinienne dans les seuls cas suivants :

(1) des accords économiques (...)

(2) des accords avec les pays donateurs (...)

(3) des accords pour la mise en application des plans de développement régional (...) ou dans (...) le cadre des négociations multilatérales,

(4) des accords culturels, scientifiques et pédagogiques.

Article VII : pouvoirs législatifs de l'autorité palestinienne

1 – L'Autorité palestinienne aura le pouvoir, dans les limites de sa juridiction, de promulguer des actes législatifs, incluant des lois fondamentales, des lois, des règlements et d'autres législations.

2 – Les actes législatifs (...) (doivent) être en accord avec les dispositions de cet accord.

3 – Les actes législatifs (...) (doivent) être communiqués à un sous-comité qui sera établi par le CAC (...)

Dans un délai de 30 jours après la communication d'actes législatifs, Israël peut demander au sous-comité de législation de déterminer si ces actes excèdent la juridiction de l'autorité palestinienne (...)

5 – Si le sous-comité de législation est incapable de se décider, dans un délai de 15 jours (...) la question sera portée devant un conseil de révision (...) composé de deux juges (...) un pour chaque côté (...)

9 – Les lois et règlements militaires effectifs dans la bande de Gaza ou la région de Jéricho antérieurement à la signature de cet accord demeureront en vigueur, sauf en cas d'amendement ou d'abrogation en conformité avec le présent accord.

Article VIII : arrangements pour la sécurité et l'ordre public

1 – (...) L'Autorité palestinienne établira une force de police puissante (...) Israël continuera d'assumer la responsabilité de la défense contre les menaces extérieures, y compris la responsabilité de protéger la frontière égyptienne et la ligne jordanienne, la défense contre les menaces extérieures maritimes ou aériennes, ainsi que la responsabilité de la sécurité globale des Israéliens et des colonies (...)

3 – Un comité conjoint de coordination et de coopération pour les questions de sécurité communes (ci-après «le CCS»), ainsi que trois bureaux conjoints de coordination et de coopération de districts (...) (ci-après «les BCD») sont établis (...)

Article IX : le directoire palestinien de la force de police

1 – L'autorité palestinienne établira une force de police importante, le Directoire palestinien de la force de police (ci-après «Police palestinienne») (...)

2 – A l'exception de la police palestinienne mentionnée dans cet article et des forces militaires israéliennes, aucune autre force armée ne sera établie (...)

3 – Hormis les armes, munitions et équipements de la Police palestinienne (...) et ceux des forces militaires israéliennes, aucune organisation ni particulier, dans la bande de Gaza et la région de Jéricho, ne sera habilité à fabriquer, vendre, acquérir, posséder, importer ou introduire (...) des munitions, des armes à feu, des explosifs ou tout matériel y afférents (...)

Article X : les points de passage

Les modalités de coordination entre Israël et l'autorité palestinienne à l'égard des points de passage entre Gaza et l'Egypte d'une part, et entre la région de Jéricho et la Jordanie d'autre part, sont définies dans l'Annexe I (...)

Article XI : le passage en toute *sécurité entre la bande de Gaza et* la région de Jéricho

Les modalités de passage des personnes et des biens entre la bande de Gaza et la région de Jéricho sont définies dans l'annexe I (...)

Article XII : les relations entre Israel et l'autorité palestinienne

1 – Israël et l'autorité palestinienne chercheront à entretenir une compréhension et une tolérance mutuelles et éviteront en conséquence toute provocation, notamment en matière de propagande hostile (...)

2 – (...) Israël et l'Autorité palestinienne coopéreront dans la lutte contre le crime, y compris les délits relatifs au trafic de drogue (...) à la contrebande, et aux atteintes à la propriété (...)

Article XIII : les relations economiques

Les relations économiques entre les deux parties sont définies dans le Protocole (...) signé à Paris le 29 avril 1994 (...)

Article XIV : les droits de l'homme et la primauté du droit

Israël et l'autorité palestinienne exerceront leurs pouvoirs et responsabilités (...) dans le respect des normes et principes (...) des Droits de l'homme et de la primauté du droit.

Article XV : le comité de liaison israélo-palestinien

1 – Le Comité de liaison (...) assurera l'application régulière de cet accord (...)

Article XVI : liaison et coopération avec la Jordanie et l'Egypte

1 – (...) Les deux parties inviteront la Jordanie et l'Egypte à participer à l'établissement d'arrangements de liaison et de coopération (...) (qui) comprendront la mise en place d'un comité de suivi.

Article XVII : règlement des différends et conflits

Tout différend relatif à l'application de cet accord sera transmis au mécanisme ad-hoc de *coordination et de coopération* établi par le présent accord (...)

Article XVIII : prévention d'activités préjudiciables

Les deux parties adopteront toutes les mesures nécessaires à la prévention d'actes de terrorisme, de délits ou d'activités préjudiciables à l'égard l'une de l'autre (...)

Article XX : les mesures de *confiance*

... Les deux parties sont convenues de mettre en œuvre les mesures de confiances stipulées ci-dessous :

1 – A la signature de l'accord, Israël libérera ou remettra à l'Autorité palestinienne, dans un délai de cinq semaines, environ 5 000 détenus et prisonniers palestiniens (...)

2 – Les deux parties continueront de négocier la libération d'autres prisonniers et détenus palestiniens (...)

4 – (...) la partie palestinienne s'engage à résoudre le problème des Palestiniens qui étaient en contact avec les autorités israéliennes (...)

Article XXI : présence internationale temporaire

1 – Les parties sont convenues d'une présence internationale ou étrangère temporaire dans la bande de Gaza et dans la zone de Jéricho (ci-après la «PIT») (...)

2 – La PIT comprendra 400 personnes qualifiées (...) en provenance de 5 à 6 pays contributeurs.

4 – La PIT entrera en fonctions pour une période de six mois. (renouvelable)

Article XXIII : clauses finales

1 – Cet accord prendra effet à la date de sa signature (...)

3 – La période intérimaire de cinq ans prévue dans la Déclaration de principes commencera à la date de signature du présent accord (...)

5 – Rien dans le présent accord ne doit porter préjudice ou préjuger du résultat des négociations sur l'accord intérimaire ou sur le statut permanent à déterminer conformément à la Déclaration de principes.

YÉMEN

Sanaa a été bombardée par les sudistes

L'état d'urgence a été proclamé, jeudi 5 mai, pour une durée de trente jours, sur tout le territoire du Yémen par le président (nordiste) Ali Abdallah Saleh, à la suite de bombardements par l'aviation de l'armée de l'ancien Yémen du Sud de nombreuses cibles dans la capitale Sanaa et les villes de Taëz et Hodeïda.

Selon certaines sources, les objectifs visés étaient le siège du gouvernement et des bâtiments de la radio-télévision à Sanaa, alors que des sources occidentales, proches de l'ancienne direction du Yémen du Nord, indiquent qu'il s'agissait de l'aéroport international et d'un bâtiment qui pourrait être le palais présidentiel ou une importante caserne de l'armée toute proche. D'après un communiqué du ministère de la défense, les avions de l'ex-armée sudiste ont aussi bombardé l'aéroport de Taëz, au sud de Sanaa et celui de Hodeïda, à l'ouest, mais ils n'ont pas touché leurs cibles.

Depuis l'exacerbation, en août dernier, du conflit qui oppose les deux anciens Yémens, c'est la première fois que des raids aériens ont lieu contre la capitale. Des combats très violents opposaient déjà depuis la veille des unités des deux anciennes armées à Dhamar, à une centaine de kilomètres au sud de Sanaa, ainsi qu'à Aden, la capitale de l'ancien Yémen du sud et à rafdan.

On ignorait encore en fin de matinée, le nombre des victimes. *Dans le communiqué annonçant* l'instauration de l'état d'urgence, le président yéménite indique que la décision a été prise *«pour mater les éléments séparatistes à la direction du Parti socialiste yéménite»*, qui dirigeait l'ex-Yémen-du-sud. Gouvernés par un régime militaro-tribal au nord, marixste au sud, les deux Yémen ont proclamé leur unité en mai 1990. Mais malgré des élections pluralistes organisées l'année dernière, la greffe n'a pas pris. Le conflit est allé s'exacerbant en dépit d'un accord pour une très large décentralisation conclu en février dernier à Amman. – *(AFP, AP, Reuter.)*

AMÉRIQUES

HAÏTI

M. Boutros-Ghali est en désaccord avec le président Clinton

Le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, s'est prononcé mercredi 4 mai en faveur d'une solution *«haïtienne»* résultant d'un *«compromis»* négocié entre les parties, si les sanctions internationales contre Haïti continuent d'être inefficaces pour restaurer la démocratie dans ce pays. *Alors que le président Clinton* a pour la première fois évoqué, publiquement, mardi 3 mai sur CNN la possibilité d'une intervention armée des Etats-Unis pour obliger les militaires putschistes à quitter le pouvoir, M. Boutros-Ghali a estimé, dans un rapport adressé mercredi à l'Assemblée générale de l'ONU, qu'un règlement de la crise haïtienne ne poura être obtenu *«que par un compromis, basé sur des concessions constructives et consenties»* des parties haïtiennes en présence.

M. Boutros-Ghali indique que l'embargo pétrolier et militaire contre Haïti, réimposé par le Conseil de sécurité en octobre dernier, *«n'a pas encore produit l'effet désiré, comme semble l'indiquer l'existence d'un important trafic de produits pétrolier»* en provenance de la République dominicaine voisine.

Le Conseil de sécurité est actuellement saisi d'un projet de résolution visant à renforcer les sanctions, prévoyant notamment un embargo commercial total contre Haïti, afin de forcer les militaires à quitter le pouvoir et permettre le retour à Port-au-Prince du président Jean-Bertrand Aristide, renversé par un coup d'Etat en septembre 1990. Le texte pourrait être adopté cette semaine. – *(AFP.)*



EUROPE

ESPAGNE

La multiplication des scandales entraîne la démission de deux ministres

Felipe Gonzalez devait donner, jeudi 5 mai, une conférence de presse destinée à rassurer les Espagnols, désorientés par la multiplication des scandales. Après la démission des ministre de l'intérieur et de l'agriculture, un remaniement de son gouvernement est évoqué. Mercredi, l'ancien président de la Banque d'Espagne a été arrêté.

MADRID

de notre correspondant

Le ministre de l'agriculture, Vicente Albero, a remis hier soir sa démission à Felipe Gonzalez, faisant valoir que celle-ci est *« irrévocable »*. Vicente Albero, qui occupait ses fonctions depuis dix mois, avait été auparavant ministre de l'environnement. Ce vieux militant du PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), qui appartient à la commission exécutive de la Fédération socialiste de Valence, rondouillard et jovial, a confessé à la presse, les larmes aux yeux, qu'il est coupable de *« négligence fiscale »* ayant omis de déclarer au fisc une vingtaine de millions de pesetas (1 million FF).

Cette démission, après celle d'Antoni Asuncion, ministre de l'intérieur, présentée à Felipe Gonzalez, samedi dernier, lors de la disparition de l'ancien directeur de la Garde civile, a créé un climat de panique mercredi soir, certains s'attendant à des démissions en chaîne.

Quelques heures après la deuxième démission gouvernementale, l'ancien gouverneur de la Banque d'Espagne, Mariano Rubion, accusé de falsification de documents et de fraude fiscale, qui fait l'objet depuis plusieurs semaines d'enquêtes judiciaires, fiscales et parlementaires, était arrêté avec celui qui fut son agent de change, l'ancien syndic de la Bourse de Madrid, Manuel de la Concha, qui fut aussi l'un des responsables de la société Ibercop, au centre d'un énorme scandale financier en 1992.

Le soutien conditionnel des Catalans

Tous deux, après avoir été entendus par le juge une grande partie de la nuit, ont été conduits au petit matin à la prison de Carabanchel. Nul doute que les autorités ont craint que Mariano Rubio ne prenne lui aussi la fuite alors que l'ancien directeur de la Garde civile, Luis Roldan, contre lequel a été lancé un mandat d'arrêt international, est toujours introuvable.

Dans un témoignage recueilli, mercredi, par la commission d'enquête parlementaire, il apparaît que Luis Roldan avait créé son petit groupe d'informateurs chargés de recueillir des informations internes à son bénéfice unique. C'est ce groupe de «parallèles» qui lui aurait remis une série de documents compromettants pour le gouvernement et qu'il aurait emporté dans sa valise. Signe de la détérioration de la situation politique, la presse publie chaque jour des fuites sur la corruption avec des documents à l'appui.

Mercredi, le chef du gouvernement basque, José Ardanza, se disait consterné par le silence de Felipe Gonzalez et expliquait que, lorsqu'une entreprise est en faillite, la direction doit faire face. De son côté, le chef du gouvernement réunissait des membres du parti socialiste et quelques ministres, avant de rencontrer les nationalistes basques et catalans. Il leur aurait de nouveau proposé, sans succès, une participation dans le nouveau gouvernement. Convergencia y Union, la coalition catalane qui apporte au PSOE la majorité au Parlement et le PNV, parti nationaliste basque, se seraient déclarés prêts à donner leur soutien à une équipe plus efficace dans sa lutte contre la corruption.

Les nationalistes catalans ont soufflé le chaud et le froid ces derniers jours, parlant tantôt d'appui conditionnel puis de possibilités d'élections anticipées. *« Si la conclusion est qu'un gouvernement de Felipe Gonzalez est trop fragile*, déclarait, mercredi, le président de la Généralité de Catalogne, Jordi Pujol, *un gouvernemnet présidé par quelqu'un d'autre le serait encore davantage »*. Et d'ajouter que ce n'était pas le bon moment pour convoquer des élections anticipées.

Quant aux deux principales formations d'opposition, «Izquierda Unida», la gauche unie, dominée par les communistes et le « Partido Popular », de centre droit, elles continuent à réclamer la démission de Felipe Gonzalez. Le quotidien d'opposition *ABC* titrait mercredi : *« Le gouvernement de Gonzalez décomposé par la corruption »*. Les anciens ministres de l'intérieur, Jose Barrio Nuevo, qui a nommé Luis Roldan en 1986 à la direction de la Garde civile et José Luis Corcuera, qui l'y a confirmé, devraient abandonner leurs sièges de député tandis que Carlos Solchaga, ancien ministre de l'économie, qui s'était porté garant de la bonne foi de l'ancien gouverneur de la Banque d'Espagne, devrait, non seulement quitter son siège de député mais aussi ses fonctions de porte-parole du groupe parlementaire socialiste.

Lors de l'audition, hier au Parlement, du ministre de l'intérieur démissionnaire, quelques partis politiques ont rappelé que le vice-président du gouvernement, Narcis Serra, avait, lui aussi, participé à la nomination de Luis Roldan à la tête de la Garde civile. Ministre de la défense en 1986, il avait dû entériner la nomination de celui qui est devenu aujourd'hui le « grand fugitif » et dont la disparition a précipité la crise gouvernementale. – *(Intérim.)*

GRÈCE : nouveau ministre de l'économie – M. Yannos Papantoniou a été nommé, mercredi 4 mai, ministre de l'économie pour remplacer Georges Gennimatas, décédé le 25 avril d'un cancer. M. Papantoniou dirigeait de fait le ministère depuis trois mois. Agé de quarante-cinq ans, après des études aux États-Unis, en Angleterre et en France durant la dictature (1967-1974), il fut élu député du PASOK, le parti socialiste grec, en 1981 et devint conseiller spécial du premier ministre Andréas Papandréou en 1984. – *(AFP.)*

BOSNIE-HERZÉGOVINE

La France préconise le recours à la force contre « toute partie » qui lancerait une offensive à Brcko

Soutenue par les Etats-Unis, la France a présenté, mercredi 4 mai, un projet de résolution menaçant de frappes aériennes toute partie qui lancerait une offensive dans la région de Brcko, dans le nord de la Bosnie-Herzégovine. Toutefois, le Conseil de sécurité s'en est tenu mercredi à une simple déclaration avertissant les parties que toute action offensive menée dans la région de Brcko aurait de « graves conséquences ».

NEW-YORK (Nations unies)

de notre correspondante

Paris estime qu'une simple menace du Conseil de sécurité ne suffit pas pour éviter les affrontements à Brcko, point le plus étroit du corridor qui relie les territoires conquis par les Serbes. Pour le gouvernement français, il est *« indispensable »* que le Conseil donne à la Force de protection des Nations unies l'autorité pour assurer la stabilité dans cette région. Paris veut établir un périmètre (de 10 kilomètres à partir du centre de Brcko) où les parties devront s'abstenir d'activité militaire. Pour faire adopter cette résolution, la France n'a pas encore obtenu l'accord de la Russie.

Certains responsables de l'ONU estiment que la menace de frappes aériennes peut être contre-productive. Un premier groupe de sept observateurs militaires de la FORPRONU s'est en effet déployé, mardi 3 mai, au nord de la ville, du côté croate. Et des consultations sont en cours avec les Serbes sur un déploiement d'observateurs de leur côté.

« De toute façon, nous n'avons pas les moyens nécessaires pour exiger un désengagement total, ni pour obliger le retrait des armes lourdes de cette région », explique un diplomate de l'ONU, qui minimise le risque d'affrontement à Brcko. Selon lui, les Serbes n'ont *« aucun intérêt à déclencher les hostilités »* dans cette région ; les Musulmans, qui *« pourraient être tentés de couper les Serbes bosniaques de la Serbie »*, n'ont pas provoqué les Serbes, *« sachant très bien que les Serbes risqueraient tout pour garder le corridor »*.

Selon l'ambassadeur français à l'ONU, Jean-Bernard Mérimée, les ultimatums de Gorazde et de Sarajevo *« nous enseignent que seules de fortes pressions amènent les parties à respecter les décisions du Conseil »*. Selon lui, le projet de résolution français tente de créer *« une sorte de sanctuaire »* afin de dissuader les parties, *« quelles qu'elles soient »*, de mener des actions militaires. La France souligne que son projet n'est pas de créer une « zone de sécurité » à Brcko, comme l'avait d'abord proposé M. Juppé. A Brcko, les moyens militaires serviraient un objectif politique, et non humanitaire comme dans le cas des six « zones de sécurité », expliquent les diplomates.

Même si ce n'est pas spécifié dans le texte français, c'est la première fois que les menaces de recours à la force par l'OTAN sont dirigées contre les forces bosniaques, tentées de couper le corridor serbe pour améliorer leur position. L'ambassadeur américaine à l'ONU, Madeleine Albright, aurait *« pleinement soutenu »* l'initiative française. Selon un diplomate, *« si cette résolution est adoptée – et elle a toutes les chances de l'être –, cela veut clairement dire que si les Musulmans tentent quoi que ce soit militairement ils seront attaqués par les avions de l'OTAN »*.

AFSANÉ BASSIR POUR

La seconde visite du « groupe de contact » (Etats-Unis, Russie, Europe, Nations unies)

Les négociations semblent mal engagées entre les diplomates et les belligérants

« Je n'attends pas grand-chose de ces voyageurs qui, ou bien n'ont pas de mandat, ou bien n'ont pas de volonté de faire quoi que ce soit » : à la veille de la seconde visite à Sarajevo des diplomates du « groupe de contact » (Etats-Unis, Russie, Europe, Nations unies), le président bosniaque Alija Izetbegovic a fait part, mercredi 4 mai, de son pessimisme et de ses conditions. *« Nous dirons très clairement au groupe de contact*, a ajouté M. Izetbegovic, *qu'il n'y a pas de négociation de paix possibles sans respect total des termes l'ultimatum »* imposé par l'OTAN à Gorazde et toujours ignoré sur certains points par les forces serbes.

Bloqués depuis plusieurs jours par les Serbes, les renforts de « casques bleus » britanniques pour Gorazde auraient été finalement autorisés, mercredi, à se rendre dans l'enclave musulmane de Bosnie orientale, mais sans toutes leurs munitions. Parallèlement, la Force de protection des Nations unies – qui a démenti tout lien entre ces deux affaires – a autorisé des blindés des forces serbes de Bosnie à « traverser » la zone d'exclusion pour les armes lourdes décrétée autour de Sarajevo.

Dans la capitale bosniaque assiégée, le cessez-le-feu a de nouveau été violé : en se posant sur l'aéroport, l'avion transportant le nouvel ambassadeur allemand en Bosnie a été touché par trois balles tirées des positions serbes. Un avion de la Fondation Soros a été touché peu après par une balle. Le pont aérien a été suspendu.

Sur le plan politique, les Serbes n'ont pas, non plus, relâché la pression. Leur leader, Radovan Karadzic, qui doit aussi à nouveau rencontrer le groupe de contact jeudi à Pale, près de Sarajevo, s'est déclaré *« prêt à coopérer avec le groupe de contact »* mais a prévenu que les Serbes de Bosnie *« ne participeront pas à une conférence internationale si les sanctions* [contre la nouvelle Yougoslavie] *ne sont pas levées »*.

Le président serbe Slobodan Milosevic, lors d'un entretien mercredi à Belgrade avec le chef de la diplomatie britannique, a transmis le même message. *« La communauté internationale n'a aucune chance de jouer un rôle positif dans la crise yougoslave, tant qu'elle accuse les Serbes d'agression, stimule le fondamentalisme, et tant qu'elle applique des sanctions contre le peuple serbe au mépris de la Charte des Nations unies »*, a déclaré le président serbe dans communiqué. *« La communauté internationale*, a-t-il ajouté, menaçant, *doit exercer une influence énergique pour empêcher les provocations et les offensives musulmanes contre la partie serbe, afin d'éviter l'escalade de la guerre »*. – *(AFP, Reuter, AP.)*

La Grèce attend que l'Albanie fasse les « premiers pas ». – L'Albanie doit faire *« les premiers pas »* en vue du *« rétablissement de bonnes relations »* avec la Grèce, a estimé, mercredi 4 mai, le ministre grec des affaires étrangères, M. Carolos Papoulias, après une rencontre avec son homologue albanais. – *(AFP.)*

Le sort des « otages » français

M. Juppé : pas de « marchandage » avec les Serbes

Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, a répété, mercredi 4 mai, qu'il n'était pas question de *« marchander »* la libération des onze Français, membres de l'organisation humanitaire Première Urgence, détenus depuis le 8 avril à Lukavica, dans la banlieue de Sarajevo, par ce que le ministre a appelé des *« forces bosno-serbes en vérité incontrôlables »*. Ces forces serbes entendent, selon des sources non officielles citées par Première Urgence, *« juger »* trois de ces prisonniers dimanche 8 mai pour transport d'armes et de munitions au profit des Bosniaques, avec un « avocat » serbe commis d'office et toutes les apparences d'un tribunal militaire.

Interrogé à l'Assemblée nationale par le député des Yvelines Pierre Lequiller (UDF), puis s'exprimant à l'issue d'un entretien avec le président de l'association Première Urgence, Thierry Mauricet, le ministre des affaires étrangères, condamnant de nouveau cette *« prise d'otages »*, a indiqué qu'il n'était *« pas question de s'engager dans quelque marchandage que ce soit »* avec les Serbes de Bosnie. *« Les efforts de la France pour rétablir un processus diplomatique dans lequel les Serbes seraient insérés seraient remis en cause si les Serbes refusent de libérer »* les volontaires de l'association, a-t-il ajouté.

Indiquant ne pas avoir eu de confirmation de l'organisation d'un *« procès »* des bénévoles français, M. Juppé a estimé que *« si procès il devait y avoir, ce ne serait qu'une parodie de justice »*. De son côté, le président de Première Urgence a indiqué, à l'issue de son entretien avec M. Juppé, que malgré des *« interventions françaises extrêmement fortes »*, le ministre avait confirmé que personne ne semblait en mesure d'*« interrompre le processus juridique en cours »*. *« Les Bosno-Serbes cherchent à discréditer l'action humanitaire et à prouver qu'ils sont un Etat de droit. Pour l'instant, nous sommes pieds et poings liés »*, a-t-il estimé.

C. L.

SLOVAQUIE : l'enregistrement des noms hongrois autorisé. – Le gouvernement slovaque a adopté, mardi 3 mai, un projet de loi autorisant l'inscription à l'état civil des noms et prénoms hongrois, remplissant ainsi l'une des conditions posées par le Conseil de l'Europe lors de l'admission de la Slovaquie en juin dernier. L'autre recommandation du Conseil de l'Europe porte sur l'autorisation des noms bilingues pour les localités habitées par la minorité hongroise. – *(AFP.)*

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

De nombreuses fraudes et irrégularités jettent la suspicion sur les résultats des élections

Cinq jours après la clôture du scrutin, les résultats définitifs des premières élections multiraciales ne sont toujours pas connus et le malaise politique augmente en Afrique du Sud, où les accusations de fraude se multiplient. La Commission électorale indépendante (IEC), chargée de l'organisation du scrutin, est accusée d'incompétence, ce qui jette la suspicion sur les résultats déjà publiés.

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le juge Kriegler a un talent certain pour fournir lui-même les verges pour se faire flageller. Il a tenu, mercredi 4 mai, alors que le dépouillement était enlisé depuis plus de vingt-quatre heures, des propos fort peu juridiques. Interrogé sur les discussions menées par les partis qui tentent de s'entendre sur les résultats, le chef de la Commission a manifesté un solide cynisme en déclarant : *« Ce n'est pas la peine d'en faire toute une histoire. Les partis discutent entre eux, et s'ils arrivent à s'entendre, je n'ai rien à y redire, d'un point de vue éthique ou légal. Ce n'est pas la Commission qui s'y opposera. »* Et, reconnaissant qu'il lui faudrait, malgré les fraudes, entériner les résultats, il a conclu : *« Vous ne pouvez pas travailler dans un bordel et rester chaste ! »*

Ces propos n'ont pas été sans provoquer quelque émoi dans la classe politique. Peu connu pour perdre son sang-froid, le quotidien des milieux d'affaires, *Business Day*, a publié jeudi un éditorial au vitriol sommant le juge Kriegler de *« dire toute la vérité, même si elle dévoile son incompétence et celle de la machine qu'il dirige. On ne peut le laisser traiter ses compatriotes comme des idiots en leur cachant la vérité derrière des inepties pseudo-philosophiques sur la nature des élections. »*

Donnant donnant

Il devient en effet évident que les résultats partiels ont été un peu trop rapidement entérinés, tant par les deux principales formations – Congrès national africain (ANC) et Parti national (NP) – que par la communauté des observateurs, journalistes et responsables politiques étrangers. Ne voulant ni gâcher une belle histoire ni faire face aux conséquences catastrophiques d'un éventuel échec, tout le monde a rapidement applaudi, au détriment de la rigueur statistique.

Attitude tolérable tant que les irrégularités restaient dans des limites convenables. Mais, depuis quelques jours, les révélations inquiétantes se multiplient. Au Natal, des urnes ont disparu, et l'Inkatha a installé ses propres bureaux de vote hors du contrôle de tout organisme officiel ; à Johannesburg, la plus grande pagaille règne là où sont rassemblées les urnes et où s'effectue le dépouillement. Mercredi, pour couronner le tout, le juge Kriegler a reconnu que le système informatique servant à collationner les résultats avait été piraté de façon à favoriser *« certains partis »*. Il n'a pas voulu donner le nom de ceux qui auraient pu bénéficier d'une fraude qualifiée de *« marginale »* et, a-t-il assuré, désormais corrigée.

Il n'est donc pas étonnant que le malaise grandisse dans la classe politique, où chacun se demande comment les élections pourront être déclarées *« libres et honnêtes »*, condition préalable à l'élection de Nelson Mandela à la tête de l'Etat. Les représentants locaux des Nations unies, qui, grâce à leurs milliers d'observateurs répartis dans tout le pays, devaient donner leur prestigieux imprimatur au processus, ont prudemment décidé d'attendre que l'IEC et les responsables sud-africains se lancent les premiers.

Il est cependant exclu que ces dysfonctionnements conduisent à de nouvelles élections. Dans sept des neuf régions, les écarts entre vainqueurs et vaincus ne laissent aucun doute sur la tendance générale, quelles que soient les irrégularités constatées. Il n'en va pas de même au Natal où, de l'avis de tous les observateurs, la victoire annoncée de l'Inkatha est le résultat de fraudes massives. Mais s'il veut espérer que la région revienne un jour au calme, l'ANC ne peut faire autrement que de s'arranger avec son adversaire, voire de le laisser gagner. Habilement, l'Inkatha met en cause les résultats de la région de Johannesburg, où l'ANC mène. L'affaire a donc toute chance de se régler sur le mode du donnant-donnant.

GEORGES MARION

MAROC : Arrestation de militants des droits de l'homme. – Vingt-six militants de l'Association marocaine des droits de l'homme ont été arrêtés par la police. On leur reproche apparemment d'avoir scandé des slogans antiroyalistes lors des défilés du 1er mai, a annoncé, mercredi 4 mai, cette association. – *(AFP, Reuter.)*

هكذا من الأصل

DIPLOMATIE

Le débat sur l'adhésion de l'Autriche, de la Finlande, de la Norvège et de la Suède

Le Parlement européen approuve l'élargissement de l'Union

Les députés européens ont approuvé à une grande majorité, mercredi 4 mai, l'élargissement de l'Union européenne à l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède. Un peu plus d'une vingtaine de députés se sont prononcés contre chaque traité d'adhésion, une soixantaine *optant pour l'abstention.*

STRASBOURG (Union européenne)

de notre envoyé spécial

Il aura été beaucoup question d'*«honneur»* lors de cette journée consacrée à l'élargissement de l'Union européenne. Pour les uns, faute de garanties sur la future réforme institutionnelle, seul le refus d'approuver les traités d'adhésion qui lui étaient soumis aurait permis au Parlement européen de sauver son honneur. Pour les autres, cet honneur aurait été perdu irrémédiablement si l'on avait claqué, même momentanément, la porte au nez des pays nordiques et de l'Autriche.

Jusqu'au bout, le député français Jean-Louis Bourlanges (UDF), a défendu la première thèse. Devant un hémicycle et des tribunes remplis comme pour les grandes occasions, M. Bourlanges a affirmé qu'en l'absence d'un véritable dialogue avec le Conseil européen sur l'avenir institutionnel de l'Europe, le Parlement ne pouvait, une nouvelle fois, accepter d'être considéré comme quantité négligeable. Loin de lui la pensée de dénier aux pays candidats les qualités requises pour rejoindre l'Union, mais, en votant les yeux fermés, les eurodéputés se privaient imprudemment d'une précieuse arme de négociation.

La motion de report des votes, qu'il a défendue avec éclat, a recueilli 150 voix, soit plus qu'un succès d'estime mais pas assez pour s'imposer. Dès lors, l'issue des scrutins ne faisait plus aucun doute : ce fut finalement un «oui» massif, enthousiaste pour certains, résigné pour d'autres.

L'ancien ministre français des relations extérieures, Claude Cheysson (PS) n'a pas caché que la coupe lui semblait trop amère : *«J'accuse le conseil des ministres et le Conseil européen d'incohérence et d'irresponsabilité en enjoignant à ce Parlement (...) de se renier en refusant tout aménagement institutionnel à l'heure actuelle, en trompant les pays candidats»*. Pour François Froment-Meurice (UDF-CDS), différer l'élargissement aurait permis de donner la parole aux 200 millions d'électeurs appelés à voter le 12 juin pour renouveler l'Assemblée de Strasbourg. Le député centriste a également reproché à l'Autriche de s'être laissé présenter comme *«le client et le vassal»* de l'Allemagne.

Le testament de Jacques Delors

Otto de Habsbourg (CDU) pouvait difficilement suivre son collègue démocrate-chrétien sur cette voie. Il a, bien au contraire, insisté sur l'avantage qu'il y a à faire *«progresser vers l'est les frontières de la paix»*. Gérard Fuchs (PS) a, quant à lui, rallié les applaudissements d'une grande majorité de l'hémicycle quand il a expliqué que, si *«la raison pure»* commandait de ne pas donner l'*«avis conforme»*, il était impossible d'*«ouvrir une crise institutionnelle aujourd'hui alors que les citoyens européens pensent, avant tout, à la question de l'emploi»*.

Le ministre grec des affaires européennes, Théodore Pangalos, dont le pays détient actuellement la présidence de l'Union, a affirmé que le conseil européen de Corfou (les 24 et 25 juin), accorderait une large place à l'emploi, annonçant de *«nouvelles initiatives»* dans ce domaine. Il a, au passage, donné un coup de chapeau à Jacques Delors, le président de la Commission, dont le mandat finit bientôt. Ce dernier a plaidé pour *«une véritable coordination des politiques macroéconomiques»*. Il a affirmé que les armes du budget et de la monnaie étaient *«nécessaires mais non suffisantes pour répondre au chômage massif»* que connaît l'Europe. Précisant que c'était la dernière fois qu'il s'exprimait devant cette Assemblée, Jacques Delors a très vigoureusement appelé les pro-européens *«à ne pas rester sur la défensive»* durant la campagne qui s'ouvre : *«Soyez offensifs. Ceux qui vous proposent une autre Europe ne sont pas pour l'Europe, n'acceptent pas l'autre dans sa différence (...) Ne restez pas sur la défensive comme je l'ai trop été lors du débat sur Maastricht»*, a-t-il lancé sous les applaudissements.

Ces propos ont-ils été entendus par Dominique Baudis? La tête de liste UDF-RPR était venue suivre dans les tribunes ce débat important *(lire page 8)*.

PIERRE SERVENT

COMMENTAIRE

Une occasion manquée

UN vrai enjeu, un vrai pouvoir, une vraie occasion gâchée *par le Parlement européen*. Depuis plus de vingt ans que le débat élargissement-approfondissement est dans l'air, il n'avait jamais été donné aux eurodéputés de peser réellement sur l'entrée de nouveaux pays dans l'Union. L'acte unique, puis le *traité de Maastricht leur offraient* cette chance. Ils ne l'ont pas saisie.

Certes, il ne s'agissait pas de remettre en question les compromis, chèrement acquis lors des négociations d'adhésion avec l'Autriche, la Suède, la Norvège et la Finlande. La question était plus fondamentale : l'Assemblée devait-elle contrer ou non les manœuvres des Britanniques qui, mettant à profit le nouvel élargissement, ont réussi à faire cautionner par les autres Etats membres un recul institutionnel et, pour tout dire, idéologique?

La Grande-Bretagne a en effet obtenu, le mois dernier, lors d'une réunion des Douze dans la ville grecque de Ioannina, que l'adhésion des quatre nouveaux pays s'accompagne d'une modification des règles de prise de décision dans l'Union, rendant son fonctionnement plus aléatoire. Les parlementaires pouvaient-ils admettre que la future Europe des Seize commence ainsi à se détourner de la voie d'une intégration plus forte, alors que c'est le vœu formulé par la très grande majorité d'entre eux?

En donnant son aval à un élargissement associé au «compromis de Ioannina», l'hémicycle de Strasbourg s'est soumis à une logique qu'il a toujours combattue. La proximité des élections européennes, l'attente légitime des pays candidats et surtout la pression des gouvernements des Douze, pour lesquels un accord entre eux ne saurait être remis en cause par un Parlement, même élu au suffrage universel direct, ont conduit les eurodéputés à Canossa. Quoi qu'ils en disent, ils sortent humiliés de cette affaire.

Pour faire bonne contenance, ils tournent leurs regards vers la *conférence prévue en 1996 par* les capitales européennes sur la réforme institutionnelle avec l'espoir de rattraper le temps perdu. Le chancelier allemand Helmut Kohl a promis d'associer étroitement l'Assemblée de Strasbourg à cette opération de remodelage *de l'Union. Il faudrait aussi que* tous les gouvernements, singulièrement celui de Londres, en fassent autant et surtout qu'ils se tiennent à leurs engagements.

Il ne suffit plus en effet de se payer de mots. Approfondissement signifie mise en chantier de nouvelles politiques communes, donc solidarité financière accrue, d'autant plus forte que l'ambition est d'accueillir dans un avenir prévisible plusieurs Républiques d'Europe centrale, sensiblement moins riches que les Etats membres actuels. Le Parlement aurait pu enfin jouer un rôle réel dans cette nouvelle aventure européenne. Il avait l'occasion de prendre date et, ainsi, de donner une crédibilité à la prochaine Assemblée.

Etrange Parlement qui n'a *cessé, des années durant,* de réclamer de vrais pouvoirs pour combler le *«déficit démocratique»* de l'Union et qui, lorsqu'il est doté d'un tel pouvoir, n'en fait pas usage.

MARCEL SCOTTO

Mouvement européen : «Le Parlement s'est couché». – Le Mouvement européen a commenté la décision du mercredi 4 mai, en estimant que *«le Parlement s'est couché»*. *«L'élargissement,* déclare le secrétaire général du Mouvement, Dominique Bocquet, *s'effectue sans aucun effort d'adaptation des institutions* (...) *Le Parlement a accepté de délibérer sous la pression, dans la précipitation.»* Il rappelle que *«le droit de veto en matière d'élargissement était l'une des seules armes vraiment efficaces»* du Parlement européen.

La crise entre la Corée du Nord et les Nations unies

La France et le Japon réaffirment leur fermeté envers Pyongyang

La France et le Japon partagent un souci de fermeté envers la Corée du Nord, dans la crise «nucléaire» qui oppose ce pays aux Nations unies. Toutefois, le Japon souhaite que *«la porte reste ouverte à des négociations»*. Ces considérations sur les risques suscités par la politique nucléaire de Pyongyang ont été l'un des principaux thèmes abordés mercredi 4 mai par le premier ministre japonais Tsutomu Hata lors de ses entretiens successifs avec François Mitterrand, Jacques Chirac et Edouard Balladur.

M. Hata a réaffirmé que son pays soutenait la déclaration faite le mois dernier par le Conseil de sécurité, qui menaçait la Corée du Nord de sanctions économiques au cas où ce pays s'obstinerait à refuser l'accès de ses installations nucléaires à des inspecteurs internationaux. Le Japon, a dit M. Hata, a demandé à la Chine d'user de son influence pour amener Pyongyang à composition.

M. Hata a soulevé la question de l'attribution au Japon d'un siège de membre permanent au Conseil de sécurité. Il a rappelé que la France était favorable à une telle idée et souhaitait de manière plus générale que le Japon joue un plus grand rôle dans les affaires mondiales.

Le premier ministre a en outre convenu qu'*«il n'est pas sain qu'un seul pays* (en l'occurrence le Japon) *ait un excédent commercial»*, ajoutant que Tokyo *«fait des efforts pour ouvrir son marché au monde»*. Au pouvoir depuis le 25 avril, M. Hata effectue une tournée européenne qui l'a déjà conduit à Rome, avant l'Allemagne et la Belgique où il sera reçu vendredi par Jacques Delors.

La préparation des élections européennes dans la majorité

Les « anti-Maastricht » seront minoritaires sur la liste UDF-RPR

Pour les candidats de l'UDF et du RPR, l'attente, douloureuse, touche à sa fin. La liste de la majorité devait, en effet, être connue vendredi 6 mai, à l'issue du conseil national du RPR, qui se prononcera sur les noms des candidats présentés par le parti néogaulliste. D'âpres négociations ont présidé à la sélection des quatre-vingt-sept noms, l'essentiel étant d'entrer dans le carré des quarante candidats susceptibles d'être élus ou d'intégrer rapidement le Parlement européen.

■ ÉQUILIBRE. – Les adversaires du traité de Maastricht seront en minorité sur la liste conduite par M. Baudis, mais ce dernier s'emploie à ménager les électeurs qui avaient voté « *non* » en septembre 1992. Ses premiers pas de campagne, à Strasbourg, mercredi 4 mai, ont été marqués par la prudence et par une certaine improvisation dans les réponses du maire de Toulouse aux questions de fond.

La commission d'investiture du RPR a achevé, mercredi 4 mai, ses travaux de confection du contingent des néogaullistes qui figureront sur la liste de la majorité. Des quelque trois cent cinquante candidatures d'origine, les responsables du parti que préside Jacques Chirac, après plusieurs opérations d'écrémage, ont retenu une quarantaine de noms qui occuperont les places paires sur la liste conduite par Dominique Baudis. Une réunion commune des commissions d'investiture du RPR et de l'UDF devait peaufiner, jeudi 5 mai, les propositions des deux formations avant que le conseil national du parti chiraquien n'entérine définitivement, vendredi, à huis clos, les candidatures retenues.

Derrière Hélène Carrère d'Encausse, deuxième de liste et première candidate du RPR, devraient figurer quatre autres femmes dans les vingt premières places : il s'agit de Marie-Thérèse Hermange, adjointe au maire de Paris, Armelle Guinebertière, conseiller général des Deux-Sèvres et vice-présidente de la région Poitou-Charentes, Anne-Sophie Grave, conseiller technique au cabinet de François Fillon, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, et Anne-Marie Schaffner, récemment battue pour la présidence du conseil général de Seine-et-Marne.

Le premier homme présenté par le RPR, qui occupera la quatrième place sur la liste, sera Christian Jacob, qui vient d'annoncer son intention de quitter le poste de président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Par ordre alphabétique, on devrait également trouver les noms du cardiologue Christian Cabrol, du navigateur Gérard d'Aboville, et de personnalités plus politiques comme Jean-Pierre Bazin, délégué général du RPR, chargé des affaires politiques (fédération et animation), Roger Karoutchi, chef du cabinet de Philippe Séguin à l'Assemblée nationale et vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, ainsi que Jean Baggioni, président du conseil exécutif de la collectivité territoriale de Corse. Bénéficiaire d'un soutien actif de Charles Pasqua, M. Baggioni est responsable du PR et de l'UDF sur l'île mais ancien fondateur du mouvement des jeunes gaullistes à Bastia. Il a quitté le RPR en 1978.

Parmi les onze députés européens sortants, quatre devraient figurer dans les candidats « éligibles » : Alain Pompidou, Jean-Claude Pasty, Pierre Lataillade et Raymond Chesa.

Concurrence interne

Comme au RPR, les « pro-Maastricht » seront en proportion écrasante dans les rangs UDF. Au sein de la confédération libérale, où la procédure de désignation reste tortueuse, le jeu est encore compliqué par la concurrence des six composantes. Au Parti républicain, quatre sortants sont susceptibles de retrouver leur siège : Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF et président de la région Poitou-Charentes, Yves Verwaerde, suppléant d'Alain Juppé, devenu député avec la nomination du secrétaire général du RPR au gouvernement – seule exception à la règle édictée par le RPR et l'UDF d'interdir le cumul des mandats de député national et de député européen pour ne pas provoquer d'élection partielle –, André Soulier et Janine Cayet. Pourraient s'y ajouter Françoise Grossetête, élue de la Loire, Jean-Pierre Bébéar, conseiller régional d'Aquitaine, que le PR souhaite mettre en évidence alors que les grandes manœuvres bordelaises s'amorcent pour les municipales, Hugues Dewavrin et Bernard Jacquier, conseiller régional Provence-Alpes-Côtes-d'Azur, poussé par Jean-Claude Gaudin.

Au CDS, les choses sont dramatisées par le nombre de sortants et par un vote des militants, le 29 janvier, qui ne pourra pas être parfaitement respecté. Outre M. Baudis, Nicole Fontaine, député sortant, Bernard Stasi, battu à deux reprises aux législatives, et Pierre Bernard-Reymond, député sortant, tous les trois bien placés, Michel Debatisse, député sortant, pourrait s'imposer aux dépens de François Froment-Meurice et Jean-Marie Vanlerenberghe, tous les deux députés sortants, alors que Valéry Giscard d'Estaing aurait certainement vu d'un bon œil la candidature d'une Strasbourgeoise, Fabienne Keller, conseillère générale du Bas-Rhin.

Les radicaux comptent de leur côté imposer Yves Galland, président du groupe libéral au Parlement de Strasbourg, qui devrait occuper la troisième place de la liste, et Jean-Thomas Nordmann. Si la présence de Robert Hersant ne fait plus l'ombre d'un doute, non plus que celle de Jean-Louis Bourlanges, député sortant, pour les adhérents directs, ainsi qu'André Fourçans, député sortant, Georges de Brémont d'Ars, député sortant, pour les Clubs perspectives et réalités, que devrait rejoindre Bernard Lehideux, ainsi que le candidat représentant le PSD, son trésorier, Francis Decourrière.

O. B. et G. P.

Premiers pas de campagne prudents de M. Baudis à Strasbourg

STRASBOURG

de notre envoyée spéciale

Pour sa première visite à Strasbourg, Dominique Baudis, qui conduit la liste des candidats de la majorité aux élections européennes, n'a pas l'allure conquérante. La journée a pourtant quelque chose d'historique pour lui qui vient de se démettre de son mandat de député de Haute-Garonne pour se consacrer entièrement à sa « *ville de Toulouse et au Parlement européen* ». Il connaît déjà les lieux pour y avoir siégé entre 1984 et 1988, mais, tournant dans ses mains des cartes de visite de sa mairie en guise d'aide-mémoire, M. Baudis semble avoir manqué de temps pour réviser ses dossiers européens.

L'intense activité, mercredi 4 mai, du Parlement, dont une majorité de représentants s'apprêtaient à approuver l'élargissement de la Communauté européenne *(voir page 7)*, ne lui a pas fourni l'occasion d'affirmer une position claire. Faute d'un report du vote qu'il souhaitait (*le Monde* du 4 mai), afin de laisser à l'Assemblée qui sera élue le 12 juin le soin de se prononcer, il s'est néanmoins engagé en faveur de l'avis conforme à l'adhésion de l'Autriche, de la Suède, de la Norvège et de la Finlande.

M. Baudis s'est montré aussi évasif, voire contradictoire, sur le sort de la monnaie unique. Il a même envisagé un passage par « *la monnaie commune* » qui a semblé surprendre quelques-uns de ses colistiers. De même, interrogé sur l'éventualité d'instaurer dans l'avenir un scrutin régional aux élections européennes, il a laissé répondre son directeur de campagne, Jean-Pierre Raffarin (UDF), qui s'est finalement déclaré favorable au maintien de listes nationales. A plusieurs reprises, d'ailleurs, M. Baudis a préféré renvoyer à la plate-forme européenne UDF-RPR, se contentant d'annoncer qu'il mènera sa campagne sur le thème de l'Europe et de l'emploi.

Refus du débat sur le fédéralisme

Sur l'avenir de l'Union, le futur député a semblé plus convaincu. « *J'ai cru longtemps à une Europe fédérale,* a-t-il rappelé, *mais le monde a changé et les urgences sont d'une autre nature* ». « *Le débat entre anti et profédéralisme est byzantin* », a ajouté le chef de file de la liste RPR-UDF, répondant ainsi à Bernard Tapie (*le Monde* du 5 mai). Il n'imagine pas un système à l'américaine, mais voit « *l'Europe comme un prolongement de la France* ». « *La construction européenne reste un immense espace de liberté* », a-t-il conclu sur ce chapitre, laissant ouvertes bien des pistes de réflexion.

Car M. Baudis souhaite, apparemment, ménager toutes les composantes de la majorité. « *Le référendum de septembre 1992 appartient au passé,* a-t-il martelé. *L'important est de pouvoir bâtir un projet d'avenir commun avec des hommes et des femmes politiques dont beaucoup se sentaient, de toute façon, partagés au moment de ce débat.* » Le maire de Toulouse a plaidé pour « *un peu plus de souplesse dans l'application du traité* ».

Lors du déjeuner avec la presse, M. Baudis s'est présenté bien encadré par quelques-uns des députés sortants de sa liste, notamment Yves Galland (UDF-rad), actuel président du groupe des Libéraux, démocrates et réformateurs. M. Galland a annoncé que les radicaux valoisiens continueront d'ailleurs de siéger au sein de ce groupe, le troisième en importance du Parlement européen. Fendant la foule compacte du palais strasbourgeois, le chef de file de la liste de la majorité s'est laissé entraîner en réunion à la suite de ses collègues. Sans doute leur reste-il quelques positions communes à préciser...

MARTINE VALO

Le maire de Toulouse se démet de son mandat de député

Par la voix de son président, Philippe Séguin, l'Assemblée nationale a pris acte, mercredi 4 mai, de la démission de Dominique Baudis de son mandat de député de la première circonscription de Haute-Garonne. La tête de liste de la majorité aux élections européennes a indiqué, à Strasbourg, qu'il souhaite « *se consacrer totalement à la campagne* » des européennes, tout en demeurant maire de Toulouse. Une élection législative partielle sera nécessaire pour pourvoir le siège laissé vacant par M. Baudis.

Après la publication d'une information mettant en cause M. Emmanuelli

Le Parti socialiste dénonce les « calomnies » visant certains de ses dirigeants

Après la réunion hebdomadaire du bureau national du Parti socialiste, mercredi 4 mai, Jean Glavany, porte-parole, mentionnant de « *nouveaux articles de presse et déclarations de leaders de la droite mettant en cause des socialistes* », a menacé les auteurs de ces « *calomnies* » de poursuites judiciaires. M. Glavany évoquait notamment un article paru le jour même dans *le Monde* (daté 5 mai), qui relevait que le nom d'Henri Emmanuelli, membre de la commisssion d'enquête parlementaire sur le Crédit lyonnais, « *a été cité lors de procédures judiciaires mettant en cause la banque aux Etats-Unis* ».

Le bureau a consacré un long débat à cette question. M. Emmanuelli a affirmé « *ne connaître ni de près ni de loin cette affaire* » et en a appelé à la solidarité du parti. Visiblement très affecté, le député des Landes, ancien président de l'Assemblée nationale et ancien trésorier du PS, a expliqué qu'il en a assez de voir son nom traîné dans la boue. « *Mon nom,* dit-il, *c'est mon nom et celui de mes enfants.* » Michel Rocard lui a apporté son soutien. Plusieurs membres du bureau national ont considéré que les socialistes ne doivent pas se laisser faire et qu'il convient d'organiser une riposte, le PS ayant trop souvent fait l'objet de calomnies.

Il a été envisagé de demander aux avocats du parti de prendre contact avec leurs correspondants aux Etats-Unis pour tenter de comprendre à quel titre M. Emmanuelli a été cité dans le dossier Paretti et ce que recouvre le terme « cité ». Certains membres du bureau national ont proposé qu'une délégation, conduite par M. Rocard, se rende au siège des organes de presse qui auraient, selon eux, diffamé M. Emmanuelli.

« *Quel est cet acharnement ?* » a demandé M. Glavany, qui a rappelé qu'« *il y a quelques années le PS et son trésorier avaient été accusés d'avoir été financés par Noriega et d'argent de la drogue* » (1). « *Aujourd'hui,* a-t-il ajouté, *un de nos anciens trésoriers fait l'objet d'une calomnie insupportable sur l'affaire Crédit lyonnais-Paretti aux Etats-Unis.* »

Procédures judiciaires

Réagissant aux propos tenus dans *le Journal du dimanche* (daté 30 avril) par Jacques Godfrain, député (RPR) de l'Aveyron, qui accuse les socialistes d'avoir, peu de temps avant le suicide de Pierre Bérégovoy, volé dans un coffre de l'Assemblée nationale sa déclaration de patrimoine, M. Glavany a déclaré : « *Nous ne pouvons plus accepter que le nom de certains d'entre nous soit systématiquement bafoué, que l'honneur de certains de nos amis soit mis publiquement en cause. C'est une question de morale, y compris parce que la résistance de ces hommes a des limites. On l'a déjà vu il n'y a pas si longtemps.* » Le député des Hautes-Pyrénées faisait allusion à la tentative de suicide de Bernard Bioulac, ancien président (PS) du conseil général de Dordogne, mis en examen dans deux procédures judiciaires pour abus de confiance et délit d'ingérence.

« *Cela suffit !* a lancé M. Glavany. *Nous nous adresserons solennellement dans les jours qui viennent à tous les organes de presse qui sont concernés pour leur demander d'être très attentifs au respect des hommes et, si ca ne suffit pas encore, nous intenterons des procédures judiciaires désormais systématiquement contre les auteurs de telles calomnies. M. Godfrain sera le premier destinataire de ces saisines judiciaires.* »

Ag. L.

(1) NDLR : M. Glavany fait allusion à une erreur commise par *le Monde* en 1991, mais en la déformant quelque peu. Un document, qui s'est révélé être un faux, faisant état d'une commission versée au PS par une entreprise française. Ni le trésorier du PS, ni « *l'argent de la drogue* » n'étaient mentionnés. *Le Monde* avait, à l'époque, bien entendu reconnu ses fautes.

[Il n'était pas dans nos intentions d'écrire que M. Emmanuelli était impliqué dans les mésaventures américaines du Crédit lyonnais. Seuls les avocats de M. Kerkorian ont tenté de le mêler à cette affaire. Dans les pratiques judiciaires américaines, il est fréquent que les avocats citent des personnalités extérieures au dossier. M. Emmanuelli nous a fait savoir, par l'intermédiaire de son avocat, Mᵉ Patrick Maisonneuve, qu'il « n'est impliqué ni de près ni de loin dans une procédure judiciaire mettant en cause le Crédit lyonnais aux Etats-Unis ». M. Emmanuelli a reçu, le 9 janvier 1994, une lettre des avocats de M. Kerkorian expliquant : « Il est arrivé à notre connaissance qu'en tant que trésorier du Parti socialiste français vous pouviez avoir des informations relatives au financement et aux sources de financement » de l'acquisition de MGM. Le 27 janvier, M. Emmanuelli a répondu qu'il ne voyait pas « en quoi il pourrait être concerné par les faits que vous y relatez. Dès lors, il ne [me] paraît pas possible de témoigner sur des faits que [je] ne connais pas. » Les avocats de M. Kerkorian n'ont pas répondu à ce courrier. – E. L.]

Ancienne résistante et déportée

Mme Aubrac préside le comité de soutien à la liste de M. Chevènement

Les animateurs de la liste L'Autre politique, conduite par Jean-Pierre Chevènement aux élections européennes du 12 juin prochain, ont rendu publics, mercredi 4 mai, les noms des personnalités composant le comité de soutien de cette liste. Présidé par Lucie Aubrac, ancienne résistante et déportée, ce comité comprend :

Louis Astre, syndicaliste ; Raymond Aubrac ; Philippe Barret, écrivain ; Jacques Berque, professeur honoraire au Collège de France ; Guy Bois ; Claude Bourdet, Compagnon de la Libération ; Jean-Claude Carrière, cinéaste ; Jean-Louis Comolli, cinéaste ; le général de Bois Fleury ; Régis Debray, écrivain ; Olivier Debré, peintre ; André Deluchat, syndicaliste ; Albert Detraz, syndicaliste ; Nabil Fares, écrivain ; Jean-Yves Follézou, médecin ; François Goguel, ancien membre du Conseil constitutionnel ; Sabine Haudepin, comédienne ; Robert Jarry, maire du Mans ; Sylvain Joubert, écrivain scénariste ; Catherine Kintzler, universitaire ; Bernadette Lafont, comédienne ; Dominique Lecourt, philosophe ; Roger Lesgards, scientifique ; Matta, peintre ; Jean-Louis Moynot, syndicaliste ; Sami Naïr, universitaire ; Roger Pannequin, ancien résistant ; Ernest Pignon-Ernest, peintre ; Frédéric Pottecher, journaliste ; Tahar Rahmani, président de 3CI ; Jean-Marie Rous, écrivain ; André S. Labarthe, cinéaste ; Georges Sarre, député (République et Liberté) de Paris ; Pierre-André Taguieff, universitaire ; Bernard Tricot, ancien secrétaire général de l'Elysée du temps du général de Gaulle.

NUCLÉAIRE : M. Lalonde reçu par M. Balladur. – Le président de Génération Écologie devait être reçu par le premier ministre, jeudi à 12 h 15. De retour de Tchernobyl, Brice Lalonde estime qu'il faut « *adopter d'urgence un plan d'aide à l'Ukraine pour fermer et remplacer la centrale* » nucléaire, puis profiter de cette expérience pour traiter tous les « *sites contaminés en Russie* ». Il compte, précise-t-il dans un communiqué, demander au premier ministre « *de saisir la commission européenne du dossier* ». M. Lalonde souhaite également évoquer avec M. Balladur les questions relatives à la filière française des surgénérateurs.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO
Le Monde
DES LIVRES

Critiquée par M. Sarkozy comme par M. Rocard

La proposition d'un référendum sur l'emploi n'est soutenue que par les amis de M. Séguin

La suggestion de Philippe Séguin d'organiser un référendum sur l'emploi (*le Monde* des 3, 4 et 5 mai) continue de susciter des réactions de désapprobation. Après le ministre des affaires étrangères et secrétaire général du RPR, Alain Juppé, qui avait trouvé l'idée « *originale* », c'est le porte-parole du gouvernement, Nicolas Sarkozy, qui a ironisé sur la proposition du président de l'Assemblée nationale. « *Organiser un référendum sur l'éducation nationale, sur l'emploi, le quinquennat, la vie, l'amour et la mort. En l'état actuel, non* », a affirmé M. Sarkozy, en réponse à une question, mercredi 4 mai, au terme du conseil des ministres. Michel Rocard, premier secrétaire du PS, a indiqué qu'il avait « *hésité entre l'envie de pleurer et l'envie de cogner* », précisant qu'il avait décidé de « *terminer par un gros rire* ». Son prédécesseur à la tête du Parti socialiste, Laurent Fabius, estime qu'« *il y a à la fois de la démagogie et un élément de supercherie* » dans cette proposition de référendum. M. Fabius a souligné qu'il s'agit, dorénavant, d'une « *initiative Séguin-Chirac* ». Reprenant cete formule, le bureau national du PS a déclaré, mercredi soir, que « *tout autant qu'une pirouette politique, [c'] est une manière d'attaquer Balladur en refusant d'assumer son bilan* ». M. Séguin, cependant, a reçu le soutien de plusieurs de ses fidèles, parmi lesquels les trois députés RPR de la Manche (René André, Alain Cousin et Jean-Claude Lemoine), selon lesquels cette initiative « *apparaît comme une solution novatrice dépourvue de toute démagogie* ». Jean de Boishue (Essonne), Claude Demassieux (Pas-de-Calais), Michel Hannoun (Isère), Jean-Claude Mignon (Seine-et-Marne), Marcel Porcher (Val-d'Oise) et Eric Raoult (Seine-Saint-Denis) se sont déclarés en accord avec M. Séguin.

L'Assemblée nationale adopte le projet de M. Toubon

Les députés privilégient les publications scientifiques en français

L'Assemblée nationale a adopté, en première lecture, dans la nuit de mercredi 4 au jeudi 5 mai, le projet de loi sur l'emploi de la langue française, présenté par Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie. Les députés ont amendé le texte afin d'imposer l'*usage* du français dans les publications scientifiques bénéficiant de financemens publics. Les groupes du RPR et de l'UDF ont voté « pour » tandis que ceux du PS et du PC (1) se sont abstenus.

On l'appelle un « pottok ». C'est un cheval de petite taille, presque un ponney, que Jacques Toubon a apercu galopant sur le massif de la Rhune, au cœur du pays basque. *« Il continuera à y avoir des pottocks pour la joie des Basques »*, a assuré le ministre de la culture, mercredi, avant l'adoption de son projet sur la langue française, en réponse à un groupe de députés de la majorité et de l'opposition, élus de la Bretagne ou de départements frontaliers, qui craignaient que son texte ne pénalise dans les faits les efforts entrepris pour sauvegarder les langues régionales. *« Il est clair que les langues régionales font partie de notre patrimoine »* a précisé M. Toubon (2), soucieux d'appaiser leur inquiétudes.

La compétitivité des villes de congrès

Les partisans des langues régionales auront toutefois échoué à convaincre l'Assemblée d'inscrire *solennellement cette profession* de foi en exergue du projet de loi. La majorité des députés a estimé que des garanties suffisantes étaient fournies par l'article 19 du texte qui précise que le projet *« ne s'oppose pas à l'usage des langues régionales »*. Ce « verrou » n'a pourtant guère rassuré Louis Le Pensec (PS, Finistère) qui a rappelé que les défenseurs des langues régionales *« avaient été échaudés par l'histoire, car nombre de dispositions se sont retournées contre eux »*.

L'autre débat passionné de la soirée a concerné le statut de la langue française lors des congrès ou colloques organisés sur le territoire national. Il a opposé en termes parfois très vifs les partisans d'une protection renforcée du français, tels Georges Sarre (RL, Paris), Jean-Louis Masson (RPR, Moselle) et Jean-Louis Beaumont (UDF, Val-de-Marne), à ceux qui s'inquiétaient des *« implications financières »* de certaines dispositions pouvant *« porter atteinte à la compétitivité de nos villes de congrès »*, selon la formule de Nicole Ameline (UDF, Calvados).

Jacques Toubon s'en est tenu, lui, à la *« troisième voie »* consistant à *« empêcher d'interdire sans pour autant obliger »*, ce qui a conduit André Fanton (RPR, Calvados) à avouer qu'il était *« gêné que l'on dise dans une loi qu'on a le droit de parler français, cela allant de soi »*.

Si la « voie moyenne » du ministre s'est finalement imposée, les députés militant pour la protection du français dans les milieux scientifiques ont toutefois marqué un point en obtenant l'adoption d'un amendement de Xavier Deniau (Loiret, RPR) subordonnant l'octroi d'aides publiques aux seuls travaux d'enseignement et de recherche qui *« font l'objet d'une publication en français »*. Ces députés-là ne souffraient pas l'idée que des impératifs de *« carrière »* conduisent les *scientifiques à publier en anglais* plutôt qu'en français, propension qu'ils assimilent volontiers à une démission des élites.

F. B

(1) L'attitude de groupe PC du l'Assemblée a été différente de celle des sénateurs communistes qui avaient voté « pour » lors de l'adoption du texte, le 14 avril, au Palais du Luxembourg.

(2) Le ministre de la Culture a cité des chiffres pour l'année scolaire 1992-1993 dans le secondaire. Selon lui, 66 826 élèves apprenaient les « langues d'Alsace », 9270 l'occitan, 5183 le corse, 4000 le breton, 1562 le catalan.

Le détail des mesures

Le projet de loi présenté par Jacques Toubon et adopté, jeudi 5 mai, par les députés, prohibe le recours à des termes ou expressions en langue étrangère dans un certain nombre d'actes de la vie économique et sociale *« lorsqu'il existe une expression ou un terme en français de même sens »*. Les peines prévues en cas d'infraction peuvent aller jusqu'à des amendes de 10 000 francs.

Cette obligation du français s'impose pour : les documents relatifs aux biens et services ; la publicité écrite, parlée ou audiovisuelle relative à ces mêmes biens et sercices ; les inscriptions ou annonces *« apposées »* ou *« faites »* sur la voie publique, dans un lieu ouvert au public ou dans un moyen de transport en commun ; les contrats liant une collectivité ou un établissement public et devant être exécutés sur le territoire national ; les contrat de travail, le règlement intérieur d'une entreprise implantée sur le territoire national ainsi que pour tout document comportant des obligations pour les salariés de cette même entreprise ; les conventions et accords collectifs de travail ainsi que les conventions d'entreprise ou d'établissement ; les offres d'emploi publiées dans la presse concernant des services à exécuter sur le territoire français ou hors de celui-ci si l'auteur de l'offre ou l'employeur est français ; l'ensemble des émissions, ainsi que des messages publicitaires, des organismes et services de radiodiffusion sonore ou télévisuelle. Sont exclues de cette dernière règle les œuvres cinématographiques et audiovisuelles en version originale ainsi que les œuvres musicales dont le texte est en langue étrangère.

Enfin, au sujet des colloques, congrès ou manifestations organisées en France par des *« personnes physiques ou morales de nationalité française »*, le projet en son état actuel précise que *« tout participant »* a *« le droit de s'exprimer en français »*. Le texte des communications, des actes et des comptes-rendus rédigés en langue étrangère doit être obligatoirement accompagné au moins d'un résumé en français. Lorsqu'une personne morale de droit public est à l'iniative d'un colloque ou congrès, un *« dispositif de traduction doit être mis en place »*.

Avis partagés chez les Suisses

BERNE

de notre correspondant

En Suisse romande, la loi Toubon sur l'emploi de la langue française est diversement interprétée, comme en France.

Alors que le journal populaire *le Matin*, de Lausanne, n'a pas hésité à écrire que *« les rigueurs du ministre de la culture hexagonale laissent perplexes de ce côté-ci du Jura »*, Jean-Marie Vodoz constatait pour sa part dans le bulletin de l'Association suisse des journalistes de langue française : *« Organiser la défense appartient très naturellement à la France d'abord, non seulement parce qu'il y va de son prestige, mais aussi parce qu'elle est le lieu géométrique d'une francophonie que la domination sans partage de l'anglo-américain ne tarderait pas à désorganiser, diluer, tuer. »* Dans un premier temps la Délégation de la langue française, organisme de liaison des cantons francophones, s'est montrée favorable à la loi Toubon pour les contrats, les offres d'emploi *ou les textes administratifs, mais* plus réservée en ce qui concerne la publicité, les médias, voire l'enseignement.

En Suisse romande, le français a plus à craindre les germanismes que les anglicismes. Il doit se protéger de ce que l'on appelle ici *« le français fédéral »*. Un sabir qui fleurit dans les textes administratifs et commerciaux, souvent traduit de l'allemand, mettant parfois à rude épreuve la langue de Voltaire.

Dans l'ensemble, la position du français demeure solide. Parlé par près de 20 % de la population contre près des deux tiers pour l'allemand, il doit sa relative bonne santé à *la fois aux structures fédéralistes* de la Suisse et à la proximité de la France.

Un projet de nouvel article *constitutionnel* est actuellement en discussion au Parlement, visant à sauvegarder le délicat équilibre entre le principe de « neutralité » et « la liberté des langues ». Mais une nouvelle pomme de discorde est venue relancer le débat avec la proposition gouvernementale de remplacer l'actuelle carte d'identité en trois langues nationales par une carte rédigée dans une seule de ces langues et... en anglais. Cette innovation a suscité une levée de boucliers, certains y voyant même une menace contre le caractère pluriculturel de la Confédération.

JEAN-CLAUDE BUHRER



Une initiative du président de la Commission des lois

M. Mazeaud veut étendre à la guerre d'Indochine la notion de crime contre l'humanité

La qualification de crime contre l'humanité doit-elle pouvoir s'appliquer à des faits commis par des Français contre d'autres Français lors de la guerre d'Indochine ? Pierre Mazeaud (RPR), président de la commission des *lois de l'Assemblée nationale*, le souhaite. Il a demandé au gouvernement, lors de la séance de questions d'actualité, mercredi 4 mai, d'accepter d'inscrire à l'ordre du jour des travaux parlementaires la proposition de loi qu'il a déposée en ce sens.

Il s'agit, a expliqué M. Mazeaud à Pierre Méhaignerie, ministre de la justice, d'une proposition *« de caractère interprétatif »*, destinée à *« aller au-delà de la décision »* de la Cour de cassation, qui donne une définition, à ses yeux, *« particulièrement restrictive »* de la notion de crime contre l'humanité, car elle ne prend en *« considération que les faits survenus dans les pays européens de l'Axe »*. Aussi le président de la commission des lois propose-t-il de *« rétro-agir »*, afin que des crimes commis lors de la guerre d'Indochine *« soient sanctionnés comme viennent de l'être ceux de M. Touvier »*.

Tout en se disant *« favorable à ce débat »*, M. Méhaignerie a mis en garde M. Mazeaud contre une *« question qui touche à des principes fondamentaux »*. *« Une loi pénale n'a jamais d'effet rétroactif »*, a rappelé le garde des sceaux, avant de demander au président de la commission des lois de bien vouloir *« mesurer les conséquences politiques et internationales »* de sa demande.

C. Ch.

Reprenant les projets de loi adoptés au Palais-Bourbon

La commission sociale du Sénat propose de rétablir certains « verrous » sur l'éthique biomédicale

La commission des affaires sociales du Sénat a examiné, mercredi 4 mai, le projet de loi sur l'éthique biomédicale, relatif aux dons d'organes et à l'*assistance médicale à la procréation*, qui doit être débattu en séance publique, en deuxième lecture, à partir du 17 mai. *Elle a rétabli* certains « verrous », placés en première lecture et supprimés par l'Assemblée nationale, concernant la *procréation médicale assistée*.

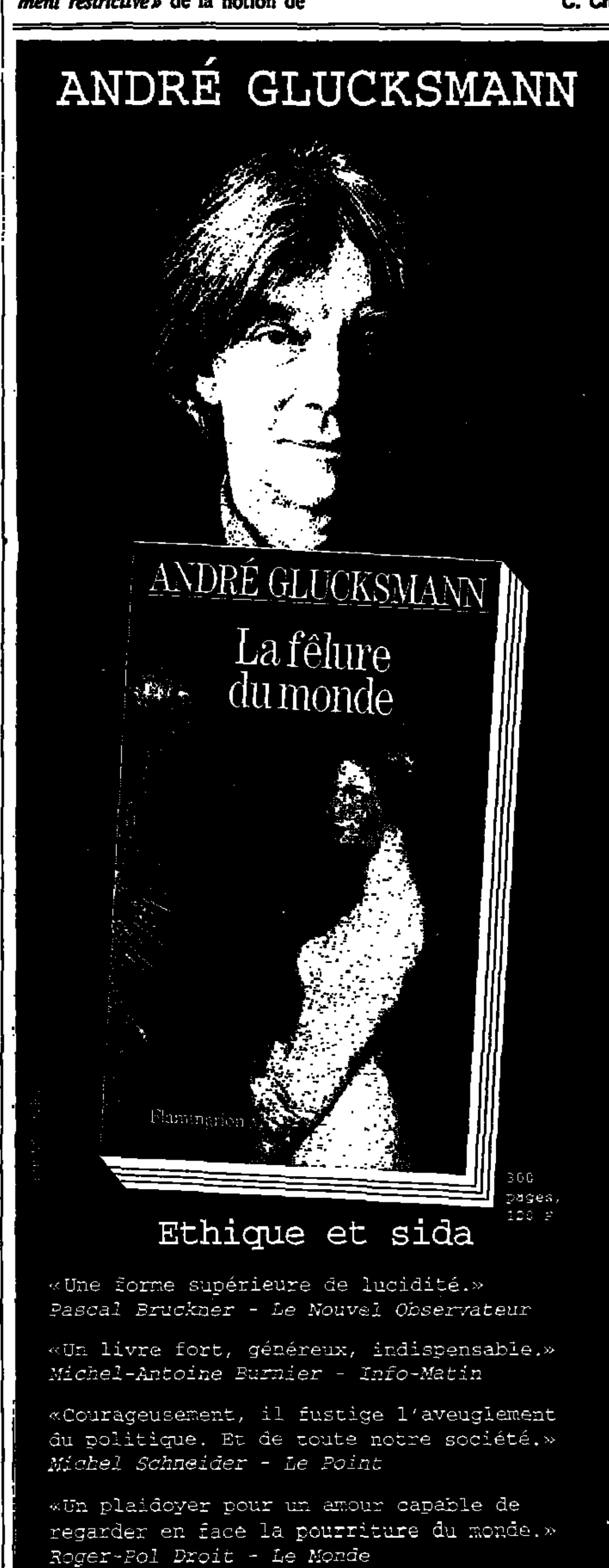
Contrairement aux députés, la commission du Sénat souhaite réintroduire *« l'exigence de stabilité du couple »* qui demande une aide à la procréation. Elle entend préciser, aussi, que la femme doit être *« en âge de procréer »*, alors que cette mention avait été supprimée par les députés au profit d'une définition plus médicale, selon laquelle la procréation médicalement assistée a pour objet de *« remédier à l'infertilité dont le caractère pathologique a été médicalement constaté »*.

A l'*initiative du rapporteur du* texte, Jean Chérioux (RPR), les sénateurs ont accepté, en revanche, l'autorisation exceptionnelle du diagnostic préimplantatoire. Il subsiste une divergence de fond entre le Sénat et l'Assemblée nationale à propos de la destruction des embryons surnuméraires, dont le principe avait été admis, sous conditions, par les députés. Les sénateurs estiment que l'évolution permanente des techniques nécessite un temps de réflexion supplémentaire et ils préfèrent interdire toute destruction d'embryons pendant *un délai de trois ans*, afin de d'établir un premier bilan de la loi.

Concernant le prélèvement d'organes, la commission des affaires sociales a écarté le principe de l'institution d'un registre national automatisé des refus de prélèvements. *Elle a supprimé la* distinction introduite par l'Assemblée nationale en fonction de la finalité (dons d'organes ou autopsie) *de ces prélèvements*. Dans la rédaction proposée par la commission, le consentement présumé du défunt et le témoignage de *la famille* ou *de ses* proches seront nécessaires avant tout prélèvement, y compris les cas d'autopsie.

P. R.-D.

RECTIFICATIF. – Le projet de loi sur les anciens combattants, débattu mardi 2 mai au Sénat, a été adopté par 225 voix contre 87 sur 312 votants, et non pas 312 voix contre 225, comme nous l'avons indiqué par erreur dans nos éditions du jeudi 5 mai.



JUSTICE

L'enquête sur un éventuel système de surfacturation établi aux dépens de France-Telecom

Le PDG d'Alcatel-CIT a été mis en examen pour escroquerie

Pierre Guichet, président directeur général d'Alcatel-CIT, principale société française de téléphone, a été mis en examen pour «escroquerie» par le juge d'instruction Jean-Marie d'Huy, mercredi soir 4 mai, au tribunal d'Evry (Essonne), dans le cours d'une enquête sur un éventuel système de surfacturation établi par la société aux dépens de France-Telecom. Après une trentaine d'heures de garde à vue, M. Guichet a été laissé en liberté sous contrôle judiciaire. Son épouse, qui avait elle aussi été placée en garde à vue, a été remise en liberté sans qu'aucune charge ait été retenue contre elle. L'actuelle mise en examen de M. Guichet ne porte que sur le volet «surfacturation» du dossier. Portant sur des matériels de télécommunications achetés par France-Telecom, le montant des surfacturations s'élèverait à 80 millions de francs, selon le rapport d'expertise demandé par le juge d'instruction (*le Monde* du 18 avril).

Réagissant à la mise en examen de son PDG, la société Alcatel-CIT a de nouveau démenti *«formellement qu'il y ait eu des surfacturations ou fausses factures à l'égard de France-Telecom»*. Elle affirme avoir *«subi un grave préjudice financier du fait des agissements de ses anciens cadres, contre lesquels elle s'est portée partie civile»*.

La direction d'Alcatel-CIT veut ainsi limiter l'affaire au cas de deux cadres supérieurs de son unité de Nozay (Essonne), José Corral et Antoine Léal, mis en examen en avril 1993 par le juge d'instruction d'Evry, et licenciés le même mois. Alcatel-CIT précise enfin avoir *«conclu une transaction avec France-Telecom en novembre 1993, aux termes de laquelle ce groupe* [France-Telecom] *s'interdit toute poursuite moyennant un dédommagement de l'ordre de 60 millions de francs au titre du préjudice moral»*.

Le juge d'instruction est, parallèlement au volet «surfacturation», chargé d'enquêter sur les travaux effectués au domicile des époux Guichet et dans les locaux d'un commerce tenu par Mme Guichet. Ces travaux ayant été réglés par des sociétés civiles immobilières liées à Alcatel-CIT, l'instruction en cours cherche à déterminer s'il s'est agi, ou non, d'avantages en nature relevant pénalement du délit d'abus de biens sociaux.

Ce volet de l'instruction met aussi en cause des travaux réalisés, aux frais de la société, au domicile du PDG d'Alcatel-Alsthom, Pierre Suard. Le groupe avait justifié des dépenses, liées notamment à l'installation d'un système de sécurité et estimées à un coût de près de 4 millions de francs, par la nécessité de protéger son PDG. Le juge d'Huy a dernièrement adressé une demande au parquet d'Evry afin d'entendre Pierre Suard dans le cadre du dossier dont il est chargé.

Un groupe politiquement sensible

Décidément, France Telecom ne réussit plus à Alcatel ! Non seulement le groupe dirigé par Pierre Suard a vu s'évanouir l'espoir d'entrer dans le capital de l'exploitant public, dont la privatisation partielle n'est plus immédiatement envisagée. Mais le voilà accusé – via sa filiale française spécialisée Alcatel-CIT – d'avoir surfacturé du matériel à l'opérateur public de télécommunications, son principal client en France ! Délicat... alors que le groupe industriel a toujours entretenu des relations très étroites avec l'exploitant du téléphone.

Un France Telecom pour lequel, rappelait encore récemment Françoise Sampermans, directrice générale de la Générale occidentale, la filiale presse-édition du groupe et membre de la garde rapprochée de Pierre Suard, Alcatel éprouve *«une relation un peu émotionnelle»*, *«un curieux sentiment»*, une vraie *«tendresse»*. Pendant des années, France Telecom a joué vis-à-vis d'Alcatel-CIT un rôle de prescripteur, en lui faisant fabriquer les produits conçus par ses centres de recherche. Aujourd'hui encore, 80 % des centraux téléphoniques publics en France – et donc commandés par l'opérateur – sont fournis par Alcatel.

En position de force

L'affaire de surfacturation est déjà en soi embarrassante. Elle devient carrément gênante pour le groupe de Pierre Suard dont les ambitions inquiètent depuis déja un certain temps. Car Alcatel-Alsthom est une puissance. Il y a deux ans, fait exceptionnel, ses profits dépassaient ceux du champion traditionnel de la rentabilité, le pétrolier Elf-Aquitaine. Son chiffre d'affaires est imposant : près de 160 milliards de francs. Ses appétits sont connus.

Dans la presse, Alcatel-Alsthom, qui contrôle déjà le groupe Express, a racheté en 1993 à Nicolas Seydoux la quasi-totalité de ses parts dans *le Point*, qu'il détient désormais à plus de 80 %. Réservé encore récemment sur la télévision, le groupe s'y intéresse davantage, étant impliqué sur un projet de chaîne de téléachat. Numéro un mondial des équipements de télécommunications depuis le rachat, en juillet 1986, des activités européennes d'ITT, Alcatel-Alsthom entend bien conforter cette position. D'où son intérêt pour France Telecom ou la STET italienne. Fabricant de turbines, de matériel de transport – il vient de remporter le contrat du TGV sud-coréen – le groupe s'est intéressé à la SNECMA. Surtout, dans les toutes prochaines semaines, il devrait, après de longues années de lutte, obtenir le contrôle de Framatome, le fabricant de chaudières nucléaires.

Le groupe est apparu en position de force avec l'arrivée d'Edouard Balladur à Matignon. Son président ne cache pas ses sympathies RPR. Et M. Balladur fut jadis patron de deux de ses filiales. Moins qu'Havas, mais davantage que n'importe quelle société ordinaire, Alcatel-Alstom est perçue, en France, comme une *«entreprise politique»*.

Né de l'ancienne Compagnie générale d'électricité, la CGE, le groupe traîne l'héritage de la présidence d'Ambroise Roux, davantage homme de couloirs et d'antichambres ministérielles que patron d'industrie. Son extrême dépendance des commandes d'Etat lui a imposé jusqu'aux années 80 une réelle proximité des rouages du pouvoir. La victoire de la gauche en 1981, l'internationalisation du groupe ont distendu ces liens. Mais – fantasme ou réalité – toute progression d'Alcatel, toute décision en sa faveur suscite la polémique. Les dossiers qui concernent le groupe sont estimés par le gouvernement *«politiquement sensibles»*. Le tapage actuel autour de malversations les rendent plus sulfureux encore.

CAROLINE MONNOT

Le meurtre de Ghyslaine Marchal

Me Vergès présente un nouveau témoin dans l'affaire Omar Raddad

Le maire de Mougins, Roger Duhalde, a démenti, mercredi 4 mai, les déclarations d'un nouveau témoin, présenté quelques heures plus tôt à Paris par Me Jacques Vergès, sur les circonstances qui ont entouré le meurtre de Ghyslaine Marchal, le 24 juin 1991. L'enquête avait conduit à la condamnation, le 2 janvier, par la cour d'assises des Alpes-Maritimes, du jardinier de la victime, Omar Raddad, défendu par Me Vergès, à dix-huit ans de réclusion criminelle.

Pas un mot de colère, pas un terme provocateur. Me Vergès est plus calme que jamais, seule la présence insolite du juge Thierry Jean-Pierre et de Jean-Edern Hallier, tous deux clients de l'avocat, atteste du goût du théâtre qui lui est cher.

A ses côtés, une Néo-Zélandaise, Patricia Clark, résidant épisodiquement à 3 kilomètres de la maison de Mme Marchal, explique que le jour du meurtre, vers 15 h 30, elle a vu devant son portail une fourgonnette. Sur le siège du véhicule, elle a aperçu des *«traces de sang»*. A l'arrière, des morceaux de bois. Mme Clark a téléphoné à la gendarmerie et à la police municipale et, deux jours plus tard, une dépanneuse est venue chercher le véhicule, qui ne portait pas d'immatriculation. C'est alors qu'elle a constaté la présence d'un sac de supermarché Casino qui devait se trouver sous la fourgonnette. *«J'ai regardé dedans, c'était moche, il y avait du papier taché de brun et un tournevis énorme*, raconte Mme Clark, avec un fort accent anglais. *J'ai téléphoné à la police (...) Ils m'ont dit : ce n'est pas nous. J'ai appelé la gendarmerie. J'ai décrit ce qu'il y avait dans le sac. Ils m'ont dit : ce n'est pas ça que nous cherchons. Vous pouvez le jeter. Alors je les ai jetés. Je suis désolée.»*

Selon Me Vergès, qui a écrit au ministère de la justice, *«ces éléments nouveaux justifient une enquête et imposent de nouvelles recherches»*. Mme Clark lui a écrit le 27 avril, après avoir lu son livre intitulé *Omar m'a tuer*, et l'avocat estime qu'il ne s'agit pas d'un témoignage tardif. Mme Clark se trouvait à l'hôpital lors du procès. Pour Me Vergès, les morceaux de bois expliquent l'origine du chevron retrouvé dans la cave de Ghyslaine Marchal et qui a été l'une des armes du crime. Le corps présentait également de nombreuses traces de coups portés avec une arme blanche qui n'a jamais été identifiée. Aussi l'avocat exploite-t-il la thèse du grand tournevis découvert par Mme Clark. Les seules véritables charges pesant sur Omar Raddad étant constituées par les inscriptions *«Omar m'a tuer»*, ce témoignage mérite incontestablement d'être vérifié et l'enlèvement du véhicule par une dépanneuse, s'il est avéré, devrait permettre de remonter jusqu'à son propriétaire.

Pour Me Vergès, *«ces vérifications sont nécessaires, soit que l'on se place du côté de l'accusation pour identifier un complice, soit que l'on se place du côté de la défense pour rechercher le véritable assassin»*. Me Henri Leclerc, conseil de la famille Marchal, a estimé qu'il était nécessaire de vérifier tous les éléments de ce témoignage. Pour sa part, le maire de Mougins affirme, dans un communiqué, que *«la police municipale n'a fait procéder à aucun enlèvement de ce type de véhicule durant tout le mois de juin 1991»*.

M. P.

Mise en examen de Me Vergès. – Le juge d'instruction Joël Espel, attaché au tribunal de Nice, a récemment informé Me Jacques Vergès de sa mise en examen pour *«avoir jeté le discrédit sur une décision de justice»* à l'issue du verdict rendu le 2 février dans le procès d'Omar Raddad. A l'annonce du verdict de la cour d'assises des Alpes-Maritimes, Me Vergèsavait déclaré : *«Il y a cent ans, on a condamné un jeune officier parce qu'il avait le seul tort d'être juif, aujourd'hui on condamne un jardinier parce qu'il a le seul tort d'être maghrébin.»*

Le procès en appel des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

Max Théret et le «tuyau Pelat»

Interrogé, mercredi 4 mai, par la neuvième chambre de la cour d'appel de Paris, Max Théret est revenu sur la version qu'il avait présentée au tribunal en juin 1993, confirmant ainsi nos informations sur ce revirement prévisible (*le Monde* du 27 avril). Le financier et militant socialiste a reconnu avoir reçu de Roger-Patrice Pelat une information sur l'opportunité d'acheter des actions Triangle, peu de temps avant le rachat, fin 1988, de Triangle par le groupe Pechiney. A cette occasion, divers financiers ont réalisé près de 45 millions de francs de plus-values au cours d'opérations relevant, selon le parquet, du «délit d'initiés».

En quelques mois, le renseignement a changé de sens. Une inversion portant sur sa direction et aussi sur la signification qui pourra en être donnée. A l'instruction et devant le tribunal, M. Théret affirmait que, dès le 10 novembre 1988, il avait pris la décision d'acheter des actions Triangle grâce à un *«déclic»* déclenché par la lecture de la presse spécialisée notamment d'un article paru dans *la Lettre confidentielle de la communication et du livre*. Il affirmait aussi avoir donné le conseil d'acheter des actions Triangle à Roger-Patrice Pelat, homme d'affaires proche de François Mitterrand, et qui fut victime d'une crise cardiaque en mars 1989. A l'heure des plaidoiries, son avocat, Me Henri Leclerc, avait raisonnablement invoqué *«le mensonge d'honneur»* de son client pour tenter de corriger l'impact d'une position devenue difficile à tenir.

«L'affaire du siècle, une affaire d'Etat»

«Implicitement, dans les plaidoiries, il y avait l'amorce d'un changement de système de défense», déclare aujourd'hui Max Théret. Et l'aveu commence. Sur un ton tranquille, le financier explique que, le 15 novembre 1988 – soit le lendemain de l'accord entre Triangle et Pechiney –, vers 10 heures, il a reçu un coup de téléphone de son ami Pelat qui prenait des nouvelles de sa santé. *«Je lui ai parlé de la Compagnie parisienne de placements (...) et M. Pelat me dit à un moment : «On me dit que quelque chose peut se produire autour de Triangle, le numéro un de l'emballage aux Etats-Unis.» Je lui dis : «D'où tiens-tu cela ?» Il me répond : «C'est une rumeur.»* Mais M. Théret tient à préciser le contexte de cette conversation : *«Je connais bien les problèmes de l'emballage car j'ai été dans la distribution, la FNAC ou les grandes surfaces. L'emballage, c'est primordial. Je sais que c'est un marché porteur (...). J'ai pensé alors que ça pouvait justifier un investissement.»*

C'est ainsi qu'il a ordonné à son commissionnaire, Patrick Gruman, d'acquérir des actions Triangle pour un maximum de 6 millions de francs. Il fallait *«traiter soignant»*, ce qui signifie, dans le jargon boursier, que l'on n'achète pas à n'importe quel prix. Et M. Théret souligne qu'il ne s'agit pas là de l'attitude d'un initié car la possession d'un renseignement certain oblige à acheter *«au mieux»*, c'est-à-dire quelle que soit la valeur.

La présidente, Jacqueline Chevalier, veut connaître le motif de ce mensonge et, sur ce point, M. Théret explique volontiers le contexte lors du déclenchement de l'affaire : *«C'était l'hystérie, c'était l'affaire du siècle, une affaire d'Etat. On disait dans les journaux que ça allait faire démissionner le président de la République. Je n'ai jamais mis mon drapeau dans la poche. Pelat était effondré. D'ailleurs, il en est mort. Alors j'ai dit que je prendrai sur moi la responsabilité. C'est tout. C'est peut-être pas ce que j'ai fait de plus génial mais je l'ai fait en pensant que ça arrêterait le scandale.»*

Ainsi, M. Théret ne se considère pas comme un initié. Il le dit haut et fort comme il dit aussi haut et aussi fort que *«Patrice Pelat n'a pas commis de délit d'initié non plus»* : *«Je suis sûr qu'il n'avait pas plus d'informations qu'il ne m'en a donné. Pelat me l'aurait dit.»* Pourtant, M. Pelat ne disait pas tout à M. Théret. S'il a acheté officiellement dix mille titres Triangle, il a aussi acquis discrètement, par l'intermédiaire d'une société suisse, vingt mille actions M. Théret n'étant pas au courant de cette seconde opération. *«Ces achats en Suisse n'ont été révélés qu'après sa mort»*, observe le fondateur de la FNAC, tout en admettant : *«Si je l'avais su, j'aurais certainement eu une autre position...»* En tout cas, il conteste que ce soit Harris Puisais, conseiller et intime de Pierre Bérégovoy, qui lui ait suggéré de tout prendre sur lui. *«Bien sûr, on a parlé de cette affaire, et j'ai dit à M. Puisais que j'avais décidé de supporter la responsabilité.»*

Visiblement soulagé, Robert Replinger entre avec satisfaction dans la nouvelle version de son associé. Il présente ses excuses au tribunal, au juge d'instruction, Mme Boizette, et à la Commission des opérations de Bourse (COB) pour leur avoir menti : *«M. Théret m'avait demandé de soutenir sa version. Nous partagions les mêmes convictions. J'ai donné ma parole d'honneur.»* Au moment de l'achat des titres, il avait prévenu son associé que le cours Triangle présentait des risques. Mais M. Théret lui avait répondu : *«C'est un tuyau Pelat.»* Une phrase magique qui avait aussitôt convaincu M. Replinger. *«Pour moi, M. Pelat, c'était un bloc de granit, un grand homme d'affaires à la retraite qui se promenait dans les rues avec le président de la République. Je ne m'en faisais pas. Les affaires ne marchent que comme ça : sur des renseignements, des rumeurs, des tuyaux.»*

La présidente Jacqueline Chevalier semble déçue. Elle s'attendait à autre chose : *«La cour lit aussi la presse. La montagne a accouché d'une souris»*, grommelle le magistrat. Et l'on en revient à l'affaire. Qui a donné l'information à Roger-Patrice Pelat ? Alain Boublil, ancien directeur de cabinet de Pierre Bérégovoy, affirme que ce n'est pas lui : *«Je ne me suis jamais entretenu de ce sujet avec M. Pelat.»* Mais Max Théret a son opinion. Celle d'un vieux routier de la finance : *«Je pense que les secrets, dès que ça dépasse deux personnes, sont très mal gardés.»*

MAURICE PEYROT

REPÈRES

ÉDUCATION

M. Bayrou souhaite relancer l'étude du grec et du latin

En avant-première de la manifestation, prévue lundi 9 mai, au cours de laquelle il doit formuler des propositions sur l'école, le collège, les rythmes scolaires, etc., le ministre de l'éducation nationale, François Bayrou, a prononcé, mercredi 4 mai, un vigoureux plaidoyer pour *«la renaissance»* de l'étude des langues anciennes, latin et grec, *«qui sont à l'agonie»*. Dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne, à l'invitation de l'Association des professeurs de langues anciennes de l'enseignement supérieur (APLAES), M. Bayrou a tenu à souligner que la défense des langues anciennes, était *«un enjeu de démocratisation»*. Le ministre a laissé entendre qu'il allait annoncer, le 9 mai, un élargissement des possibilités d'étude du latin et du grec au collège.

RAPATRIÉS

Débat sur les harkis à l'Assemblée nationale mardi 17 mai

«Un texte de réconciliation et de reconnaissance de la nation française à l'égard de ceux qui ont souffert.» Ainsi a été présenté, mercredi 4 mai, le projet de loi sur les harkis (*le Monde* du 22 avril) par Thérèse Aillaud, député (UDF) des Bouches-du-Rhône, rapporteur du texte. Mme Aillaud a annoncé que ce texte serait débattu à l'Assemblée nationale le mardi 17 mai. Ce projet de loi prévoit le versement d'une *«allocation forfaitaire»* de 110 000 francs aux anciens membres des formations supplétives, ainsi que des aides en matière de logement et de surendettement, et une allocation spécifique aux veuves de harkis disposant de moins de 4 000 francs de ressources mensuelles. L'ensemble du dispositif doit entrer en vigueur en janvier 1995.

AFFAIRE OM-VALENCIENNES : le juge Bernard Beffy refuse une nouvelle confrontation sur la journée du 17 juin 1993. – Une nouvelle confrontation demandée par l'avocat de Bernard Tapie, rassemblant tous les acteurs supposés de la journée du 17 juin 1993, a été refusée, mercredi 4 mai, par le juge Bernard Beffy, qui estime dans son ordonnance qu'elle *«porterait atteinte au crédit de l'institution judiciaire»*. Bernard Tapie, invoquant des vacances, et le député (PS) et maire de Béthune Jacques Mellick, son alibi dans l'affaire de subornation de témoin présumée, ne s'étaient pas rendus à la précédente confrontation du 18 avril, pourtant demandée par M. Tapie, président de l'OM.

هكذا من الأصل

SPORTS

Après les accidents du Grand Prix de Saint-Marin

La Fédération internationale de l'automobile se contente de protéger la circulation dans les stands

La Fédération internationale de l'automobile s'est réunie, mercredi 4 mai à Paris, pour étudier les conclusions à tirer des accidents d'Imola, où Roland Ratzenberger et Ayrton Senna ont trouvé la mort. Le président de la FIA, Max Mosley, a présenté trois mesures plaçant les stands des circuits de formule 1 sous protection.

Max Mosley avait annoncé que la Fédération internationale de l'automobile (FIA) prendrait les décisions qui s'imposeraient. Les mesures arrêtées mercredi ne concernent pourtant que la circulation dans les stands pour éviter des accidents comme celui de Michele Alboreto, dont la roue, mal fixée lors d'un changement de pneumatiques à Imola, avait blessé quatre mécaniciens. Dès le Grand Prix de Monaco, dimanche 15 mai, des chicanes seront aménagées à l'entrée et à la sortie des stands afin que les pilotes n'y déboulent pas à grande vitesse. Les mécaniciens qui n'auront pas à intervenir devront rester à l'intérieur de leur paddock. L'arrêt des pilotes sera tiré au sort entre les écuries. Une seule voiture pourra donc se trouver dans les stands. En cas de panne mécanique, le pilote sera autorisé à rejoindre son stand, mais ne pourra ni changer de pneus ni reprendre du carburant.

Les ravitaillements en course, rétablis par la FIA depuis le début de saison pour accroître le spectacle, ne sont donc pas remis en cause alors que les spécialistes attendaient leur suppression avant le Grand Prix de Monaco, dont les stands sont réputés les plus dangereux. *«Ils améliorent la qualité sportive et rendent la course plus nerveuse*, s'est défendu Max Mosley. *Avec le plein, les monoplaces effectuaient des débuts de course plus lents.»*

Pas d'interruption de la saison

Aucune mesure concrète sur la réduction de la vitesse des voitures n'a été annoncée. La réduction de la cylindrée des machines, qui atteint 3,8 litres, n'est pas à l'ordre du jour. L'adoption du fond plat à étage, lequel devrait réduire de 30 % les performances, prévue pour 1995, sera toutefois accélérée, et M. Mosley a avancé *l'éventualité d'équiper les voitures* d'un Airbag pour protéger la tête et le cou des pilotes.

Dans une atmosphère houleuse, Max Mosley s'est défendu contre les accusations selon lesquelles les hautes instances ne se soucient pas de la sécurité. *«J'ai invité Ayrton Senna et d'autres concurrents à plusieurs reprises à Londres pour discuter de ces problèmes avec eux*, a-t-il affirmé. *Ils ne sont pas venus, à l'exception de Gerhard Berger. Je suis à la disposition de tous pour parler de ces questions.»*

Le président de la FIA a enfin indiqué qu'il n'était pas question d'interrompre la saison de formule 1 en attendant les conclusions de l'enquête : *«Il n'y avait pas eu d'accident depuis douze ans, après 3 millions de kilomètres parcourus en course lors de cent vingt-six grands Prix.»*

BÉNÉDICTE MATHIEU

COMMENTAIRE

Le «show» d'abord

NAGUÈRE, *le gouvernement* du sport automobile n'avait pas craint d'imposer aux constructeurs de formule 1 des modifications immédiates des monoplaces qui tendaient à devenir dangereuses. En 1969, par exemple, les ailerons furent interdits entre la première et la deuxième séance d'essai du Grand Prix de Monaco. Après le double drame d'Imola, on attendait de la Fédération internationale de l'automobile (FIA) qu'elle ait le même courage. Cela n'a pas été le cas.

Dimanche 15 mai, les pilotes – *qu'elle n'a pas consultés* – prendront le départ du quatrième grand prix de la saison dans des bolides qui pourront encore se transformer en torpilles folles dès qu'ils ne seront plus rivés au sol par les effets aérodynamiques. C'est un signe des temps. Désormais, la FIA n'est plus en mesure d'imposer des normes aux constructeurs qui, investissant des fortunes dans la compétition, n'acceptent plus que leurs recherches et leurs investissements soient remis en cause du jour au lendemain. En dépit du drame, ils ont donc eu toute satisfaction : pas la moindre virgule n'a été changée au règlement technique de la formule 1 par la Fédération internationale.

Inconscience, incompétence ou indifférence ? Les seules dispositions qui ont été prises concernent la sécurité dans les stands à *l'occasion des ravitaillements*. Elles paraissent dérisoires au regard des dangers occasionnés par ces manœuvres. Et elles risquent d'être la source de *nouveaux accidents* : les pilotes en pleine vitesse vont trouver devant eux les voitures sortant au ralenti des stands. Le plus sage aurait été de supprimer *purement* et simplement les ravitaillements. Mais il est vrai qu'en le faisant la FIA aurait dû se priver de ce qu'elle considère comme un élément indispensable au spectacle de la formule 1. Autrement dit, entre la compétition et les jeux du cirque, la FIA *a choisi*.

ALAIN GIRAUDO

Polémique sur l'heure de la mort d'Ayrton Senna

A quelle heure Ayrton Senna est-il mort ? A 18 heures comme on l'a annoncé officiellement, ou son décès était-il avéré à l'arrivée des *sauveteurs sur les lieux* de l'accident, ce qui aurait pu dissuader les organisateurs d'ordonner un nouveau départ du Grand Prix ? Dès le lendemain du drame, la question était clairement posée (*le Monde* du 3 mai). Afin de couper court aux soupçons, Max Mosley a argué, mercredi 4 mai, d'un *«malheureux malentendu»*. Dans l'émotion de l'accident et dans le brouhaha de la course, Bernie Ecclestone, le président de l'association des constructeurs (FOCA), aurait reçu un appel radio du responsable médical de la FIA, Sydney Watkins, lui annonçant que Senna souffrait de blessures à la *tête* (en anglais *head*). M. Ecclestone aurait entendu *«dead»* («mort»), prévenant immédiatement Leonardo da Silva, le frère d'Ayrton. Avant le nouveau départ de la course, le président de la FOCA *serait revenu voir* Leonardo da Silva pour lui annoncer sa méprise.

Selon les premières constatations médicales, le cœur d'Ayrton Senna se serait pourtant bien arrêté de battre pendant quelques minutes, avant de repartir très faiblement. Le pilote était sans doute déjà cliniquement mort : sous la violence du choc, le cortex cérébral a heurté la boîte crânienne entraînant des lésions vasculaires irréversibles. Après avoir subi une trachéotomie à même la piste, Ayrton Senna était maintenu en survie artificielle avant de succomber à l'hôpital de Bologne, quatre heures après le choc. *Reste à savoir si le Grand* Prix d'Imola aurait dû être disputé. Au regard de l'autopsie pratiquée par le docteur Ricci, professeur à l'hôpital de Bologne, sur le corps de Roland Ratzenberger, la réponse est non. Le quotidien *Libération* du 5 mai précise que *le pilote autrichien serait mort* sur le coup d'une fracture de la troisième cervicale. Le décès aurait été constaté par Sydney Watkins. Or il n'a été confirmé qu'une fois le pilote transféré à l'hôpital de Bologne.

L'annonce de la mort de Roland Ratzenberger à Imola aurait pu entraîner la mise sous scellés immédiate du circuit dans *le cadre d'une enquête pour* homicide involontaire. Et aurait donc provoqué l'annulation de la compétition au cours de laquelle Ayrton Senna s'est tué.

B. M.

«A notre plus grande idole»

RIO-DE-JANEIRO

de notre correspondant

Une foule désespérée et des commentateurs de télévision graves ou en pleurs ont accueilli, mercredi 4 mai, l'arrivée du corps d'Ayrton Senna *dans sa* ville natale de Sao-Paulo. Depuis la veille, des milliers de personnes campaient aux abords de l'aéroport. Le cercueil, recouvert *du drapeau brésilien et porté par* des cadets de l'armée, a été hissé sur un camion de pompiers. *Le cortège, précédé par* des motards de la police et des gardes républicains à cheval, a *mis plus de trois heures pour* rejoindre l'Assemblée législative *de l'Etat où une veillée mortuaire* était organisée, avant l'enterrement dans la matinée du jeudi 5 mai.

Tout au long du trajet, des *centaines de milliers de personnes* ont rendu hommage au champion en brandissant des casques identiques au sien, des drapeaux brésiliens, ou en jetant des fleurs et des milliers de petits bouts de papier. A pied ou à bicyclette, dans une ville *congestionnée par de gigantesques embouteillages*, les supporters ont déjoué l'organisation des forces de l'ordre. Plusieurs dizaines de personnes ont été blessées, lors de divers mouvements de foule, alors que le ciel de la ville était sillonné par des *hélicoptères qui filmaient* le cortège.

Pendant la journée, les principales chaînes de télévision brésiliennes ont en effet suivi chaque minute de ce retour mortuaire et triomphal. Les images étaient parfois accompagnées d'un fond de musique classique ou religieuse. Boris Casoy, présentateur de SBT, soulignait qu'il s'agissait *«du plus grand hommage que le Brésil ait rendu dans toute son histoire»*. Une queue de plusieurs kilomètres a entouré *en permanence le bâtiment de* l'Assemblée législative. Seul membre de la famille à prendre la parole, le frère du champion, Leonardo, a cité la Bible et mis *en cause les dirigeants du sport* automobile en affirmant que *«dans la formule 1, les gens ne pensent qu'à l'argent»*.

Des centaines de fois, l'image *de l'accident a été rediffusée sur* les écrans. Les commentateurs s'interrogeaient sur *«l'absence de protection du muret de béton», «la lenteur des secours qui ont mis une minute et quarante secondes à intervenir»* ou encore *«le moment exact de sa mort cérébrale»*. Les autorités brésiliennes ont désigné l'ancien chef de la police fédérale, Romeu Tuma, pour diriger une délégation qui accompagnera l'enquête *sur* les causes de l'accident.

Dans la soirée, et après un défilé d'hommes politiques de toutes tendances, le président Itamar Franco s'est lui aussi rendu *à Sao-Paulo pour rendre* hommage *«à notre plus grande idole»*. Plusieurs constructeurs ou pilotes – dont Alain Prost – se sont déplacés pour une cérémonie qui s'annonçait à la hauteur de cette ferveur. Jeudi matin, pendant le transfert du corps au cimetière de Morumbi, un cœur et une lettre «S» devaient être tracés dans le ciel de Sao-Paulo par la patrouille d'élite des forces aériennes brésiliennes, *et soixante coups de* canon devaient retentir.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT

FOOTBALL : Arsenal gagne la Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe. – Les Anglais d'Arsenal ont créé la surprise en battant les Italiens de Parme, tenants du titre, 1-0, en finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe, mercredi 4 mai à Copenhague. Arsenal, qui avait éliminé le Paris-SG en demi-finale, s'est imposé grâce à un but d'Alan Smith (21e minute).

L'OM éliminé de la Coupe de France. – Les demi-finales de la Coupe de France opposeront Auxerre à Nantes et Lens à Montpellier, mardi 10 mai, sur le terrain du premier club cité. Mercredi 4 mai, lors d'un quart de finale retardé en raison des sanctions du conseil fédéral, Montpellier a réussi à battre l'Olympique de Marseille à domicile, 4-3 aux tirs au but après un score de 0-0 à l'issue de la prolongation.

MÉDECINE

Alertée par l'association Act Up

La direction générale de la santé envisage la fermeture d'un centre pour mères et enfants séropositifs

***Une circulaire du ministre* délégué à la santé a été envoyée, mardi 3 mai, aux directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociale, afin qu'elles *«évitent d'orienter»* des familles vers le Brin d'Azur, un centre d'hébergement de mères et d'enfants *séropositifs ou malades du sida* situé dans la région de Bordeaux.**

Dans une «note d'information» *datée du 3 mai*, adressée aux directions départementales et régionales des affaires sanitaires et sociales (DDASS et DRASS), Louis Dessaint, *adjoint au directeur général de* la santé, écrit, au nom du ministre délégué à la santé, que *«des instructions ont été données au préfet de la Gironde en vue d'examiner, dans les meilleurs délais, les conditions de la fermeture* [du] *centre* [le Brin d'Azur] *et du relogement des familles qui y sont actuellement accueillies»*. Les DASS sont conviées *«dès à présent* (...) *à éviter l'orientation des familles vers cette structure»*.

L'envoi de la circulaire ministérielle fait suite à une «opération» menée par l'association Act Up, mardi 3 mai, au ministère de la santé à Paris. Une vingtaine de militants d'Act Up s'étaient enchaînés aux portes du ministère pour attirer l'attention sur le fonctionnement, à leurs yeux scandaleux, du Brin d'Azur, un petit centre d'hébergement ouvert aux femmes et aux enfants séropositifs ou malades du sida situé dans la région de Bordeaux (deux mamans et *leurs enfants y séjournent* actuellement).

Le Brin d'Azur fonctionne depuis trois ans dans le village de Cazaugitat (Gironde), sous la houlette de Charlotte Montreuil, dite «Mamine», une *forte personnalité*, très controversée dans la région. Ayant appris l'existence de cette structure d'accueil par le biais d'une carte de vœux et d'un bulletin d'informations envoyés à leur association à Noël dernier, les militants d'Act Up racontent qu'ils avaient été *«horrifiés»* devant la teneur du message délivré par Mme Montreuil. D'autres informations, en provenance notamment de l'association Sol-En-Si, *ont confirmé* leurs craintes. *«Il n'y a là-bas aucun suivi médical*, assure Act Up. *«Mamine» est contre l'AZT, contre le Bactrim, et elle dissuade les mères d'utiliser les traitements médicaux au profit de traitements par les plantes, sur lesquels personne n'a aucune information.»*

Les positions douteuses de «Mamine»

En dehors de ces pratiques médicales pour le moins fantaisistes, Mme Montreuil a également ouvert les colonnes de son bulletin d'informations à un certain H. Samsara, «penseur-guérisseur philosophico-ésotériste» pour le remercier d'avoir *«soulagé gratuitement un petit garçon qui souffrait du VIH et une maman malade souffrant d'un zona au cuir chevelu* [qu'il] *a guéri en trois jours»*.

«Mamine» prend en outre des positions sur l'épidémie de sida qui ne sont pas moins douteuses : elle prône le dépistage systématique pour les jeunes femmes à partir de seize ans, le dépistage prénatal obligatoire et l'interdiction légale de mettre *des enfants au monde pour les* personnes séropositives. En publiant les photographies et la biographie des jeunes enfants qu'elle reçoit, Mme Montreuil ne s'embarrasse pas non plus de la confidentialité. C'est précisément cette violation de l'anonymat de l'enfant qui avait ému l'association Sol-En-Si.

Recevant les militants d'Act Up qui manifestaient devant son ministère, le ministre délégué à la santé, M. Douste-Blazy, se serait engagé *«à travailler sur la question du logement des séropositifs et des malades»*.

LAURENCE FOLLÉA

DÉFENSE

Au conseil des ministres

Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, François Léotard, le conseil des ministres du mercredi 4 mai a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **Terre.** – Sont promus : général de division, le général de brigade Bernard Colcomb ; général de brigade, le colonel Jacques Petitrenaud.

● **Marine.** – Sont promus : vice-amiral, le contre-amiral Christian Rouyer ; contre-amiral, le capitaine de vaisseau Raoul Le *Boucher d'Hérouville*.

● **Air.** – Sont nommés : commandant le commandement «air» des systèmes de surveillance, d'information et de communications, le général de brigade aérienne Gérard Paqueron ; commandant en second le commandement «air» des systèmes de surveillance, d'information et de communications, le général de brigade aérienne Jean-Paul Picco ; adjoint au général commandant le commandement «air» des systèmes de surveillance, d'information et de communications, le général de brigade aérienne Joseph Seimandi.

● **Service de santé.** – Sont promus : médecin général inspecteur, les médecins généraux Pierre Barabe et Pierre Boyot (nommé inspecteur technique des réserves du service de santé) ; médecin général, les médecins chefs Philippe Allard et Jean Ferret (nommé commandant l'école nationale des officiers de réserve du service de santé des armées) ; pharmacien chimiste général, le pharmacien chimiste chef Jean-Pierre Prieux.

● **Armement.** – Sont promus : ingénieur général de première classe, les ingénieurs généraux de deuxième classe Jean Leygonie (nommé assistant pour les affaires générales auprès du directeur des applications militaires au Commissariat à l'énergie atomique) et Pierre Romain ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Jean-François Pouliquen, Francis Combes et Alain Jondet.

Est nommé inspecteur de l'armement pour les constructions navales, l'ingénieur général de première classe François Lefaudeux.

Les six nonnes de l'Himalaya

III. – *Les chemins de Dharamsala*

En novembre 1993, six jeunes Tibétaines ont franchi l'Himalaya à pied avec trente-quatre autres personnes pour fuir leur pays, occupé par les Chinois depuis 1959, passer au Népal et rejoindre ensuite le dalaï-lama, en exil en Inde. Après avoir évoqué la lutte des bouddhistes au Tibet (*le Monde* du 4 mai), puis le voyage à travers les montagnes (*le Monde* du 5 mai), nous terminons notre série d'articles sur cette aventure révélatrice du drame tibétain.

DHARAMSALA
(nord-ouest de l'Inde)

de notre envoyé spécial

C'est une nuit de haute montagne, noire et venteuse. La lune elle-même n'ose se montrer. On la devine à peine, cachée derrière les nuages comme une luciole craintive redoutant la colère de la maîtresse des lieux. Un vent d'altitude, complice zélé de l'obscurité, hurle entre les roches, se faufile de crêtes en crevasses. En éclaireur avisé, le guide ouvre la marche. La liberté est là, toute proche, qui attend les quarante fugitifs venus du Tibet à travers l'Himalaya. Jamais ils n'ont marché aussi vite.

Le Népal, enfin! Sont-ils pour autant sauvés? Dans cette région frontalière, certains policiers népalais ont trouvé un bon filon : ils traquent les clandestins et exigent d'eux un «droit d'entrée» qui achève de les ruiner. Dès le premier poste, l'agent de permanence réclame d'ailleurs une «enveloppe». Le guide récolte la somme convenue. Pour s'en acquitter, Kynsom, l'une des six nonnes, brade ses ultimes richesses : trois pantalons, des chaussettes, une couverture et une veste fourrée.

Dans cette contrée de champs en terrasses, chaque village a son propre poste, une baraque où somnolent deux flics taciturnes. Ce soir, le périple des fugitifs s'interrompt au second. Ils y seront retenus près de six heures. A l'aube, au moment de grimper dans un bus pour Katmandou, la capitale, un incident manque de tout faire échouer. Les nonnes, qui passaient jusque-là pour des garçons vêtus de blousons, sont démasquées. Les policiers ont remarqué qu'elles utilisaient les toilettes réservées aux femmes. Ils les entourent, l'œil rieur et la main baladeuse. Kynsom, la plus ravissante, se débat. Une échauffourée éclate. Les policiers, excédés, jouent de la matraque et montent dans le bus. Ils seront du voyage, eux aussi.

Charikot, Thulopakhari, Lamosangu... Drôles de noms, drôles de villages. Pour un peu, on les croirait sortis d'un album de Tintin avec leurs marchés de paysans et leurs gamins aux pieds nus. Seule la montagne, coiffée de rhododendrons, connaît le secret de ces bourgades de bout du monde. Elle les accueille depuis que l'homme est homme, le long de la route au mille virages, celle qui ose descendre des sommets vers la vallée.

Cela fait maintenant quatre heures que le moteur s'époumone dans les montées, que les freins sifflent dans les descentes. Le chauffeur conduit à la népalaise, pied au plancher et avertisseur bloqué, sans se soucier du ravin et des nids-de-poule. Dans les bourgs, les enfants accourent pour vendre des poissons séchés.

Bref séjour en prison

Ils n'auront pas grand succès. Les quarante passagers n'ont plus un sou à dépenser, plus un vêtement à troquer. Ce sont des Tibétains. Des Tibétains du Tibet, le pays plus haut que les monts, en Chine. Deux semaines de marche et des gardes-frontières véreux ont eu raison de leurs forces et de leurs bourses. Ils n'ont plus rien, si ce n'est l'espoir d'atteindre Katmandou et d'être ensuite dirigés vers Dharamsala (Inde), où réside leur chef spirituel et politique, le dalaï-lama. Les six nonnes sont les plus impatientes. Agées de dix-sept à vingt-trois ans, elles ont fui les tortures chinoises pour vivre libres.

Barabise, Dhulikel, Baktapur... Katmandou, enfin! Doivent-elles pour autant se réjouir? Cette ville de briques rouges est un assommoir pour qui tombe de l'Himalaya. Elle s'offre à l'état brut, populeuse et bruyante, riche d'une foule de touristes et de mendiants, de randonneurs et de commerçants. Katmandou (800 000 habitants) est pourtant généreuse avec les Tibétains. Depuis 1959 et l'exode qui suivit l'arrivée des Chinois, elle en a accueilli 20 000. Les plus jeunes n'ont jamais connu la patrie des ancêtres. Ils prospèrent dans le textile (tapis, vêtements...), attisant ainsi la jalousie de certains Népalais.

Les filières clandestines ont pris un tel essor, ces dernières années, que le Népal refuse d'accepter davantage de nouveaux venus (1). Néanmoins, ils ne sont pas refoulés. Le bureau local du gouvernement tibétain en exil et le Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) doivent les prendre en charge et les transférer en Inde. Rares sont ceux ayant un passeport. Ils atteignent le Népal sans argent ni bagages.

Après un bref séjour en prison – le temps pour le HCR de négocier leur libération –, ils sont hébergés à Swayambu, près de Katmandou. Des barraques de brique et de tôle, de vieux lits superposés, une cuisine... L'endroit est prévu pour deux cents personnes. Ils sont parfois plus nombreux à somnoler sur les paillasses. 80 % d'entre eux ont moins de quarante ans.

Le groupe des réfugiés, parti de Lhassa le 1er novembre, n'a pas survécu à l'arrivée au Népal. Chacun suit sa voie : les deux gamins (six et dix ans) vers le sud de l'Inde; les adultes à Swayambu; les nonnes au bureau tibétain, près de l'ambassade de France. Aucune d'elles, pas même la grande Yangdöl, ne s'aventure au cœur de la cité. Elles craignent trop d'être interpellées, pour un motif ou un autre, et de manquer ainsi l'ultime étape de l'aventure : le voyage vers Dharamsala.

Il leur tarde de partir, même si la route promet d'être éprouvante : quarante-huit heures de bus jusqu'à New-Delhi et une autre journée en direction du nord-ouest. Tous les frais et les formalités de douane sont à la charge du HCR. Cette expédition fait figure de promenade au regard des marches dans les neiges éternelles. Peu leur importe de dormir sur des sièges crasseux, de sursauter à chaque coup de frein puisque Dharamsala les attend, à 1 400 kilomètres, dans la province indienne de l'Himachal Pradesh.

Quand elles la découvrent enfin, un matin de décembre, cette ville de 26 000 habitants leur paraît hors du temps, à l'abri des soucis de la plaine, sur les hauteurs boisées qui grimpent vers l'ouest himalayen. C'est là que le dalaï-lama, *«le loup en robe de moine»* selon les Chinois, trouva refuge en 1959. C'est toujours là, en 1994, que cinq mille de ses compatriotes – moines, nonnes et laïques – se donnent des raisons d'espérer.

«Aussi dures à tordre que le cou d'un yack»

Dharamsala, ancienne préfecture des colons anglais, est davantage qu'une terre d'accueil : McLeod Ganj, sa partie haute, est un lieu de pèlerinage et de résistance non violente, une «petite Lhassa» égarée dans l'immensité indienne. Qu'attendent-ils, ces Tibétains? De rencontrer le dalaï-lama. D'obtenir un emploi. Et d'oublier le Tibet, province chinoise, pour rêver d'une nation libre.

Les six nonnes sont d'abord logées dans un centre d'accueil, au bout de la rue principale. Cette bâtisse de trois étages est une arche pour les naufragés du «pays des neiges». Chaque pièce recèle son lot de détresses, ses destins d'évadés et de suppliciés. Dans les dortoirs, lits de fer et couvertures kaki, un garçon de treize ans se souvient des bastonnades policières; un étudiant explique comment des «matons» l'ont obligé à se verser un seau d'eau bouillante sur le corps; des mères évoquent les viols collectifs, les avortements forcés, les matraques électriques dans la bouche ou le vagin.

D'autres voudraient parler, dénoncer, mais ne peuvent le faire. Trop de coups. Trop de douleur. Trop de souvenirs. La mémoire se voile du rideau de la honte. S'ils se confient, c'est en l'absence des autres réfugiés, ceux qu'ils ont un jour croisés dans les cellules de Lhassa, les témoins visuels de leur déchéance. A l'étage, les chambres sont réservées aux personnes nécessitant un suivi médical et psychologique, notamment des enfants seuls, que leurs parents ont envoyés à l'étranger sans grand espoir de les revoir.

De telles histoires, Francesca van Holthoon en connaît des centaines. Depuis six mois qu'elle est ici pour Amnesty International, cette Néerlandaise de vingt-sept ans est devenue la confidente, l'amie que les gamins entourent en riant. Passionnée par l'aventure des nonnes, conquise par leur gentillesse et leur courage, elle a appris à les écouter, à les aimer : Yangdöl, la fille de nomade; Kynsom, la plus intelligente; Tseyang, et sa frimousse de collégienne espiègle; Dölka et Wangmo, les deux inséparables... De vraies Tibétaines, de ces rebelles non violentes dont on dit, sur les hautes terres, qu'elles sont *«douces comme des chattes, mais aussi dures à tordre que le cou d'un yack»*.

A force de complicité, Francesca a également compris pourquoi ces bouddhistes, en dépit des sévices subis, n'éprouvaient pas vraiment de la haine à l'égard des Chinois. Plutôt de la compassion. Comme si les tortionnaires étaient en fait les premières victimes du «système» à combattre.

Les six nonnes de l'Himalaya séjournent plusieurs semaines au centre. Ensuite, leurs chemins divergent : Dölka et Wangmo intègrent un couvent perdu dans les bois de McLeod Gang; les quatre autres rejoignent le couvent de Donnaling, dans la vallée. Elle y font la connaissance d'une Anglaise de quarante et un ans, Philippa Russell, qui consacre sa vie aux nonnes en exil (environ un millier, essentiellement en Inde et au Népal). Elle veille à la construction de bâtiments pouvant héberger deux cents personnes et offrir un enseignement de qualité. *«La survie de ce peuple passe par l'éducation»*, estime-t-elle en constatant que 70 % des Tibétains sont illettrés et que bien des nonnes ne savent ni lire ni écrire une autre langue que le chinois, enseigné dans toutes les écoles.

En attendant la fin des travaux, financés par des donations internationales (2), elles sont quatre-vingts à vivre dans une ancienne ferme, au milieu des champs de moutarde et des vergers. Elles font la cuisine au feu de bois, dorment à plusieurs dans des pièces exiguës, affichant au mur des photos et des textes de Tenzin Gyatso, le quatorzième dalaï-lama.

Cette vie austère, Kynsom et ses amies en rêvaient dans les geôles de Lhassa. Elles s'imaginaient même déjà de retour chez elles, après des années de prière et d'étude, prêtes à transmettre leur savoir. Mais maintenant qu'elles sont enfin à Dharamsala, un dilemme les déchire : n'étaient-elles pas plus utiles au Tibet à mener une lutte désespérée mais concrète?

Philippa Russell voudrait les persuader du contraire, les convaincre que ce combat se livre d'abord à distance. L'entendront-elles? Du sentiment d'impuissance à celui de culpabilité, du simple regret au vrai remords, la marge est si étroite que l'une d'elles songe déjà à repartir là-haut, par-delà l'Himalaya, car elle craint trop d'oublier l'essentiel : sur le Toit du monde, un pays se meurt.

PHILIPPE BROUSSARD

FIN

(1) 2 923 personnes en 1990; 4 158 en 1993, dont 618 moines et 35 nonnes.

(2) Adresse du «projet des nonnes» : Tibetan Nuns Project c/o Kashmir Cottage Kharadavda road, Dharamsala 176215, Himachal Pradesh, Inde. En France, le Comité de soutien au peuple tibétain (CSPT) mène aussi des actions en faveur des nonnes : CSPT, 3, rue Lavoisier, bâtiment 3, 93500 Pantin. Fax : 30-90-88-25.

هكذا من الأصل

Le nouveau schéma directeur de la région

Les choix du gouvernement sont accueillis avec scepticisme par les élus et les milieux économiques

Le conseil régional devait se réunir, jeudi 5 mai, pour entendre une communication de Jean-Claude Aurousseau, préfet de région, sur le nouveau schéma directeur d'Ile-de-France que le gouvernement a approuvé par décret le 26 avril. De nombreux élus franciliens critiquent la méthode et les orientations retenues par l'Etat. Les milieux économiques sont aussi réservés devant des orientations qui freinent la croissance de la région.

Le conseil régional d'Ile-de-France n'est-il qu'une assemblée délibérative sans pouvoir de décisions ? Ses membres peuvent légitimement se poser la question. Ils sont bien réunis, jeudi 5 mai, avec à leur ordre du jour le nouveau schéma directeur de la région, mais c'est simplement pour entendre une communication du préfet, Jean-Claude Aurousseau, sur ce document qui engage l'avenir de l'Ile-de-France pour de nombreuses années, alors même que le gouvernement a signé, le 26 avril, le décret lui donnant force de loi.

D'être ainsi mis pratiquement devant le fait accompli, même s'ils ont déjà eu l'occasion de donner leur avis sur ce schéma depuis qu'il a été mis en chantier en 1990 par Michel Rocard, alors premier ministre, ne peut que mettre de fort méchante humeur les élus franciliens. Ils ne manqueront pas de le manifester lors de cette séance. Ainsi, François Guérard (UDF-CDS, Val-de-Marne), président de la commission du plan, entendait rappeler qu'Edouard Balladur, lorsqu'il était venu le 14 février devant l'assemblée régionale dans le cadre du grand débat sur l'aménagement du territoire, avait convenu que les futurs schémas d'aménagement devraient être de la responsabilité des élus régionaux. D'ailleurs Michel Giraud, tout à la fois président du conseil régional et ministre du travail, avait, le jour même de la publication du schéma au *Journal officiel*, publié un communiqué pour assurer qu'il *« s'agit du dernier schéma adopté selon cette procédure centralisée ».*

L'intérêt des Hauts-de-Seine

Pour manifester leur refus de cette procédure, les élus communistes ont l'intention de quitter la salle dès l'arrivée de M. Aurousseau, afin de ne pas cautionner *« cette parodie de démocratie »*, pour reprendre l'expression du président de leur groupe, Guy Schmaus. Les socialistes envisagent de leur emboîter le pas car, comme le dit Christophe Caresche (PS, Paris), *« on se moque des représentants des habitants d'Ile-de-France »*. Les écologistes sont tout autant sévères. Les Verts affirment que *« la méthode utilisée n'est pas admissible et révèle un profond mépris pour l'institution régionale »*. Pour Génération Ecologie, *« même si la procédure utilisée est conforme à la loi, il est regrettable qu'un document qui va décider de l'avenir des Franciliens jusqu'en 2015 soit concocté dans le secret des administrations. »* Le Front national parle, lui, de *« mascarade »*.

Si les critiques sur la procédure suivie pour cette révision sont vives, celles sur le fond ne le sont pas moins. André Holleaux (GE, Essonne) affirme que ce schéma est contraire au plan quinquennal adopté il y a quelques mois par une large majorité du conseil régional. Les Verts résument ce schéma en trois mots : *« béton, bagnoles, bureaux »*. Le président de leur groupe, Alain Rist, constate : *« Les espaces verts ne sont pas suffisamment protégés. La priorité pour les transports en commun n'est pas affirmée. Le document confirme la concentration des bureaux dans le centre de l'agglomération. »* Les socialistes estiment qu'on est passé d'une *« politique de maîtrise à une politique restrictive, au moment où la région est touchée plus que toute autre par la récession. »* Ils dénoncent aussi le renforcement des inégalités au sein de la région : *« Avec le réseau Muse et la gare TGV à la Défense, M. Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, a servi les intérêts de M. Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine. »*

Les milieux économiques, qui réclamaient un nouveau schéma directeur depuis de nombreux mois, se félicitent, pour leur part, de cette publication. Les recours des associations devant les tribunaux administratifs pour non conformité au texte de 1976 étaient à l'origine de l'interruption de plusieurs dizaines d'opérations d'aménagement. Cette approbation est pourtant elle aussi teintée de nombreuses réserves.

Pour Bernard Cambournac, le président de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, *« l'avenir s'éclaircit »*. Il salue la possibilité de construire des autoroutes souterraines, qui *« permettront de mieux desservir Roissy »*, mais il s'inquiète des restrictions apportées au développement des logements et des emplois, ainsi que de la volonté de limiter le développement des centres de recherche. *« Ce document manque d'ambition européenne, il ne souligne pas assez les pôles d'excellence de notre région »*, dit-il.

Même déception chez les représentants des entreprises de construction. *« Pour répondre à la demande, il fallait pouvoir construire soixante-cinq mille logements chaque année, et non se limiter à cinquante-trois mille »*, explique Jean-Claude Boucherat, délégué général de la fédération parisienne du bâtiment. *« Les choix en matière d'infrastructures routières ne compenseront pas les effets de la crise »*, affirme Bertrand Corvol, secrétaire général de la fédération régionale des travaux publics.

CHRISTOPHE DE CHENAY

Les projets d'aménagement du plateau de Saclay mécontentent les écologistes

Le district intercommunal du plateau de Saclay (DIPS), a accueilli avec satisfaction la publication du schéma directeur régional (SDRIF), confirmant le rôle dévolu à cet espace de 5 000 hectares, situé à cheval sur les départements de l'Essonne et des Yvelines. Les écologistes, dont les critiques n'ont pas été prises en compte, mèneront campagne contre ce schéma aux prochaines élections municipales.

« Je suis très heureux que, pour l'essentiel, nos grands objectifs soient reconnus et que le cadre dans lequel nous inscrivons notre action soit confirmé », explique Robert Trimbach, président du district intercommunal du plateau de Saclay (DIPS). Si une hypothèque subsistait sur les vues de l'Etat dans ce dossier, elle est maintenant levée. Le SDRIF valide, en effet, les options adoptées par le DIPS à travers son schéma directeur local. *« Sur les 658 hectares que nous souhaitions aménager le schéma directeur régional n'en soustrait que 32, représentant le secteur de La Plaine et Favreuse »*, précise Emmanuelle Laporterie, porte-parole du DIPS. L'aménagement de cette zone excentrée par rapport aux autres secteurs ne faisait pas l'unanimité.

« Mitage » de la « ceinture verte »

Le DIPS obtient également gain de cause pour son projet de site propre de transports en commun, reliant Saint-Quentin-en-Yvelines et Massy, puis Orly, *via* le Plateau. Dans un premier temps, les ambitions du district se limitent à un site propre de type routier, qui pourrait être financé par le prochain contrat de plan.

Dans un avenir plus lointain, ces transports en commun pourraient être assurés par des moyens plus lourds. Seule ombre au tableau, le maintien de la liaison rapide A 126 (anciennement B 12), à laquelle les élus du Plateau restent opposés.

Avec ce nouveau *« feu vert »*, le district poursuit sereinement sa mission. *« D'ici la fin de l'année, les schémas d'aménagement des secteurs Moulon et Palaiseau-Plateau seront arrêtés »*, avance Mme Laporterie. Ces deux secteurs représentent environ 200 des 626 hectares à aménager. Un important centre universitaire tourné vers les échanges internationaux verrait le jour sur le territoire du premier. Le second accueillerait, de son côté, le prochain « pôle de défense », comprenant, entre autres, l'implantation de l'Ecole nationale supérieure des techniques avancées (ENSTA) et la création d'un centre de transfert de technologies.

A l'inverse des responsables du district, les défenseurs de l'environnement ne sauraient se satisfaire des décisions du SDRIF. *« Nous sommes extrêmement mécontents. Ce schéma aurait dû renforcer la ceinture verte, dont le plateau de Saclay est un élément déterminant. Au contraire, en avalisant les projets du district il consacre le mitage de cette ceinture »*, s'insurge Jacques Brossard, vice-président d'Essonne-Nature-Environnement et l'un des animateurs du collectif des associations de défense du plateau de Saclay.

Les opposants à l'aménagement tombent de haut. Ils voulaient encore croire que le processus était réversible. Récemment ils avaient même remporté une victoire symbolique contre le district en obtenant l'avis défavorable du commissaire enquêteur à la constitution, par le DIPS, d'une réserve foncière de 525 hectares. Pour autant, l'absence de cette réserve ne remet pas en cause les opérations, et le district, qui a décidé de ne pas faire appel de cet avis défavorable, s'est résolu à procéder par déclarations d'utilité publique successives.

Les écologistes avaient également placé de sérieux espoirs dans le débat sur l'aménagement du territoire. Le rééquilibrage annoncé ne rendrait-il pas caducs les projets des aménageurs du Plateau ? Leurs espoirs sont déçus. La sortie du *SDRIF* a pris de vitesse les réflexions entamées. Un peu à court d'arguments, ils ne voient plus guère qu'un moyen pour s'opposer aux réalisations à venir : la sanction électorale aux prochaines élections municipales.

PATRICK DESAVIE

REPÈRES

JUSTICE

Le maire PS de Roissy-en-Brie est placé sous mandat de dépôt

Louis Reboul, maire (PS) de Roissy-en-Brie (Seine-et-Marne), a été placé sous mandat de dépôt, mercredi 4 mai, par Pierre-Claude Scholem, juge d'instruction au tribunal de Melun. Mis en examen depuis le 29 avril 1993, M. Reboul était entendu dans le cadre de l'instruction relative au Centre d'étude de formation et de recherche pour l'animation sociale (CEFRAS), mis en redressement judiciaire à la suite de plaintes de nombreux créanciers. Association régie par la loi de 1901, le centre avait été fondé par le maire de Roissy au début des années 80 et était dirigé par celui-ci jusqu'en 1992. Autour du CEFRAS, en charge de la gestion d'une quinzaine de maisons de retraite, M. Reboul avait constitué deux sociétés anonymes, l'Omnium financier de rénovation et d'aménagement (OFREAM) et la Société de maîtrise d'ouvrage délégué (SOEA), ainsi qu'une dizaine de sociétés civiles immobilières.

CULTURE

Journée des musiciens amateurs

Le Centre de pratique instrumentale d'Ile-de-France réunit, samedi 7 mai, les musiciens amateurs pour une série de huit concerts. Cette journée sera conclue par l'interprétation par soixante instrumentistes et quatre-vingts choristes de la musique de Prokofiev pour le film *Alexandre Nevski*. Ces concerts sont l'aboutissement d'une année de travail de l'Association régionale et d'information musicales (ARIAM) avec les musiciens amateurs franciliens. L'ARIAM travaille en collaboration avec les associations départementales de la région.

▶ **Conservatoire national supérieur de musique. Cité de la musique, parc de La Villette. Samedi 7 mai à partir de 14 h 30. ARIAM, tél : 42-85-45-28.**

A trois semaines de Internationaux de France

Inauguration d'un nouveau « central » au stade Roland-Garros

Un bel écrin de béton et de métal, planté entre ciel et terre, à quelques encâblures du central, si intimiste que l'on en oublierait qu'il contient dix-mille places et que, dans ses soutes, de vastes espaces accueilleront de nouveaux vestiaires pour les joueurs, des salons pour les dirigeants du tennis français et une nouvelle salle de presse. Le Central A de Roland-Garros, visité par Jacques Chirac mercredi 4 mai, *« va faire de celui-ci le temple du tennis de l'an 2000 »*, a déclaré le maire de Paris, qui s'est félicité *« de voir aujourd'hui la capitale dotée d'un tel équipement, digne des meilleurs du monde »*. L'inauguration officielle aura lieu à la veille des Internationaux de France de tennis qui se disputent du 23 mai au 5 juin.

Contruit en quatorze mois, après des atermoiements juridiques – des riverains avaient obtenu des tribunaux l'arrêt des travaux, en 1992 (*le Monde* du 25 mars) – le central A où les joueurs pourront s'affronter jusqu'aux quarts de finales, est la tête de proue de nouvelles installations ouvertes aux enfants des écoles. Sur les 2,6 nouveaux hectares concédés par la Ville de Paris, sept nouveaux courts d'entraînement en terre battue, cinq courts *« tous temps »* ont été installés, ainsi qu'un double gymnase en sous-sol.

Au-delà des loisirs, les nouvelles installations de Roland-Garros marquent la volonté de la fédération française de tennis – elle a entièrement pris en charge le coût des travaux qui s'élève à 240 millions de francs – d'affirmer les Internationaux de France comme le plus prestigieux des tournois du grand chelem. L'inauguration du Central A précède de quelques mois, les extensions du très chic All England Club Lawn Tennis and cricket de Wimbledon en Grande-Bretagne et du stade de Flushing-Meadow à New-York.

B. M.

Après les avances décidées par la Ville de Paris

M. Pasqua promet une indemnisation rapide des dégâts causés par les manifestations contre le CIP

Charles Pasqua a fait le point, mercredi 4 mai, lors de la séance des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, sur l'indemnisation des dégâts occasionnés en mars dernier, à Paris, par les *« incidents graves »* consécutifs aux manifestations de lycéens et d'étudiants contre le contrat d'insertion professionnelle (CIP). Interrogé par Martine Aurillac, député (RPR) de Paris, le ministre de l'intérieur a *« remercié »* et *« félicité »* la Ville de Paris pour sa décision de distribuer des avances (*le Monde* du 3 mai).

M. Pasqua a indiqué qu'*« au niveau de l'Etat, les mesures seront prises pour traiter les premiers dossiers début juin »*. *« Le budget du ministère de l'intérieur prévoit les crédits nécessaires aux remboursements, qui doivent être opérés aussi vite que possible »*, a-t-il ajouté.

Semaine de quatre ou cinq jours

« Statu quo » sur les rythmes scolaires

A l'occasion d'une réunion avec l'ensemble des directeurs des écoles primaires de la capitale, le 3 mai, André Hussenet, directeur de l'académie de Paris, a fait part de son intention de reconduire, pour l'année scolaire prochaine, l'actuelle organisation de la semaine, inaugurée à la rentrée (un samedi matin sur deux libre).

L'académie ne renonce pas pour autant à la formule plus ambitieuse d'une organisation de la semaine sur cinq jours (*incluant le mercredi et libérant le samedi*), étudiée en concertation avec la municipalité, les associations de parents d'élèves et les organisations syndicales *depuis avril 1993* (*le Monde* des 9 et 29 avril). Dans la lettre qu'il vient d'adresser aux directeurs d'école le 3 mai, M. Hussenet souligne que ce projet *« présente un intérêt certain »*, mais que *« sa mise en œuvre se heurte à de réelles difficultés d'organisation »*.

La bataille s'annonce difficile. Dans un communiqué, la section parisienne du Syndicat des enseignants (SE-FEN) rappelle qu'une enquête effectuée par ses soins auprès de trois mille quatre cents instituteurs montre que moins de 5 % d'entre eux se rallieraient au principe d'une semaine de cinq jours, tandis que 86 % seraient favorables à la semaine de quatre jours (lundi, mardi, jeudi et vendredi). La réflexion pour l'avenir, poursuit M. Hussenet, devra être menée, également, à la lumière des propositions sur les rythmes scolaires que doit faire le ministre de l'éducation François Bayrou, le 9 mai.

Ch. G.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

CHAMPAGNE AMER. Film franco-tunisien de Ridha Behi : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

CHASSÉ-CROISÉ. Film américain de Warren Leight, v.o. : Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; UGC Danton, 6e (36-65-70-68) ; UGC Biarritz, 8e (36-65-70-81 ; 36-65-70-81) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (36-65-70-47).

EXTRÊME LIMITE. Film américain de James B. Harris, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

LE MOULIN DE DAUDET. Film français de Samy Pavel : Rex, 2e (36-65-70-23) ; Ciné Beaubourg, 3e (42-71-52-36) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Gaumont Gobelins, 13e (36-68-75-55) ; Les Montparnos, 14e (36-65-70-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24).

PTIC JUSTICE. Film américain de John Singleton, v.o. : Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55) ; UGC Odéon, 6e (36-65-70-72) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; v.f. : Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55) ; Rex, 2e (36-65-70-23) ; Gaumont Gobelins bis, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

SISSI. Film franco-allemand de Christoph Böll : Grand Pavois, 15e (45-54-46-85).

SURF NINJAS. Film américain de Neal Israel, v.o. : Forum Orient Express, 1er (36-65-70-67) ; George V, 8e (36-65-70-74) ; v.f. : Rex (le Grand Rex), 2e (36-65-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14) ; George V, 8e (36-65-70-74) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-65-70-84) ; UGC Gobelins, 13e (36-65-70-45) ; Mistral, 14e (36-65-70-41) ; UGC Convention, 15e (36-65-70-47) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44).

ARTS

DESSINS DE SOL LEWITT à Paris et à Amiens

Obsessions de géomètre

Le Musée national d'art moderne et le musée d'Amiens se partagent à parts égales les quatre cents dessins d'une exposition Sol LeWitt qui se promène en Europe avant de gagner les Etats-Unis.

Les vrais amateurs de l'œuvre de LeWitt seront un peu frustrés de cette répartition affaiblissante, qui limite le rôle de l'œuvre graphique dans la production de l'artiste, alors qu'elle lui est essentielle. Mais, comme LeWitt a beaucoup travaillé par séries approchantes, chaque accrochage permet de suivre correctement le cours des recherches accomplies depuis les esquisses d'après les maîtres anciens, en 1958. On y voit LeWitt, qui a alors une trentaine d'années et est graphiste de métier (aspect important de son œuvre comme de celle de Lichtenstein, lui aussi amateur de trames, mais sur le versant de la réproduction mécanique d'images pop), dessiner d'après Piero, Botticelli, Velasquez, Goya ou Ingres, dont il sélectionne des groupes en cercle et des figures bien charpentées, en volume. Chez Velasquez, ce sont les robes à paniers des Ménines qui le retiennent.

Dans chaque étude, de la reine de Saba à la rangée de fusils du *Tres de Mayo*, on décèle le parti de réduire l'image à une stéréométrie simple, qui évacue l'expression autant que faire se peut. Le processus simplificateur auquel se livre LeWitt ne va pas sans balancement entre le naturel et la géométrie, sans retournement intérieur, sans grands pans d'ombre et de lumière, autre façon d'évacuer l'anecdote, de résumer. Comme il le fait en changeant de motif, passant de la feuille de vigne au pli de drap, de la figure debout à la figure assise, de la figure à la chaise, de la chaise à l'étagère, du meuble à la boîte... Ces dessins surprenants, rarement exposés, permettent de raccrocher notre adepte des structures primaires à la grande famille des constructeurs, et de redonner au minimalisme ses lettres de noblesse, si besoin était.

IN SOL LEWITT DRAWING 1958-1992

Etude d'après Piero Della Francesca (1958).

Il y a de l'architecte en LeWitt, et du mathématicien, mais c'est un artiste, et sa façon de procéder n'a rien de trop systématique, contrairement aux idées reçues. La vue d'ensemble de ses dessins le montre assez, dans leur diversité et leur presque fausse rationalité. On peut les répartir selon des intentions différentes : certains sont des dessins de travail annotés, mettant en place les séries de carrés à remplir de lignes horizontales, verticales, obliques, et les couleurs à croiser. D'autres sont des gammes et des trames réalisées pour elles-mêmes, d'autres encore, plus ou moins annotés, sont des plans d'installation dans l'espace à trois dimensions de ces constructions modulaires à claire-voie, parfois d'une grande complexité. Ou bien ce sont des plans de dessins monumentaux, réalisables par des assistants à même le mur, ce vers quoi LeWitt ira de plus en plus volontiers. A voir l'ensemble, on pense aux recherches et exercices des artistes de la Renaissance, perspective en moins – nous sommes au vingtième siècle et Einstein est passé par là.

Tissu vibrant d'irrégularités

Certaines compositions de trames, faites pour elles-mêmes, comptent parmi les plus beaux dessins abstraits qui soient. Ce sont bien plus que des exercices de recouvrement méthodique de carrés multipliés. Les lignes d'encre noire ou de couleur serrées, croisées, d'une finesse sidérante, s'accrochent au bord des figures, ou se perdent dans le blanc des feuilles. Elles sont un peu tremblées, tracés plutôt que lignes. La main est passée. Il a fallu du temps pour fabriquer chaque morceau de tissu vibrant d'irrégularités, qui conjugue dessein rigoureux et dessin imparfait, où toute distance est annulée entre conception et réalisation. Ce n'est pas froid. Et l'on peut se perdre dans ces géométries qui ont parfois quarante centimètres de côté, mais ouvrent l'espace à l'infini, sur quelque éblouissement optique, sur quelque vérité universelle.

L'obsession de la géométrie, chez LeWitt, va bien au-delà de la rationalité, en particulier vers 1970, dans les trames où il multiplie les centres, les cercles et les rayons. Là, il nous promène dans une sorte de rêve éveillé d'artiste qui tient le monde au bout de sa règle et de son compas.

Puis le doute semble l'avoir envahi. Sensible comme les plus rigoureux des conceptuels et des minimalistes au bonheur de l'expression, lâchant du lest sans pour autant se renier, l'artiste remplacera le trait tiré par le coup de pinceau. Et les bandes remplaceront les lignes, des bandes de couleurs sourdes, dans les bruns, dans les verts, alternant avec le noir. Elles lui serviront à élaborer de nouvelles figures, de nouvelles combinaisons simples et complexes, à base de polyèdres, d'étoiles et de chevrons, comme si l'artiste découvrait d'autres lois de croissance organique.

LeWitt succomberait-il aujourd'hui à la tentation de la peinture ? On le voit relâcher les formes, se laisser porter par la souplesse du pinceau et la langueur de l'aquarelle, accumuler les unes par-dessus les autres les couches de couleurs brossées. Une de ses aquarelles récentes, qui finit dans le blanc, fait penser à Ryman. Mais jusqu'à nouvel ordre les couleurs employées ont l'odeur du bois teinté des marqueteries, et telle figure – cône, carré, ou cube peint –, tel motif répété, fait plutôt penser aux *cassoni* des ébénistes de la Renaissance. Nous y revoilà. Mais cette fois sans enchantement.

GENEVIÈVE BREERETTE

▶ Cabinet d'art graphique, Musée national d'art moderne, Centre Georges-Pompidou (Tél. : 44-78-12-33). Musée de Picardie, Amiens (Tél. : 22-97-43-20). Jusqu'au 6 juin. Catalogue commun : 160 F.

Neuvième Mai de la photo de Reims. – Pour sa neuvième édition, et jusqu'au 5 juin, le Mai de la photo propose treize expositions à Reims et dans les villes environnantes. Deux thèmes émergent : « La photographie en tant que matière » et « Le paysage ». Reims accueille également les étudiants en photographie de la faculté de Ténérife et organise un colloque sur « L'enseignement de la photographie dans les écoles d'art ».

▶ Renseignements : Association Priorité ouverture, 9, rue Thiers, Reims. Tél. : 26-40-22-23.

Pour y installer ses œuvres du vingtième siècle

La Tate Gallery rachète une ancienne centrale électrique

A l'instar du Musée d'Orsay, installé dans une ancienne gare, les responsables de la Tate Gallery ont choisi de reprendre un ancien site industriel désaffecté pour y installer une partie de leurs collections. Le célèbre musée londonien exposera en effet, à partir de l'an 2000, ses œuvres du vingtième siècle dans une ancienne centrale électrique située sur la rive sud de la Tamise.

La Tate Gallery gardera à Millbank, sur la rive nord, les œuvres d'artistes britanniques depuis le seizième siècle jusqu'à nos jours. Cette décentralisation est rendue nécessaire par l'exiguïté des locaux actuels. Sur les 4 121 tableaux, 1 300 sculptures et 3 495 dessins que possède notamment le musée, 1 000 seulement peuvent être montrés en même temps, à Millbank et dans ses annexes récemment ouvertes à Liverpool (nord) et à Saint-Yves (sud-ouest). En outre, Londres est la seule grande capitale internationale à ne pas disposer d'un musée d'art moderne.

La centrale électrique de Bankside, qui a été construite en deux phases successives, en 1948 et 1963, est inoccupée depuis treize ans. Le coût des travaux est estimé à 80 millions de livres (environ 680 millions de francs). Il sera financé conjointement par les secteurs public et privé. Un concours international sera lancé en mai prochain pour l'aménagement de la centrale. Le projet vainqueur sera annoncé à l'automne. Un pont devrait en outre relier le futur musée à la rive nord, où se trouve la cathédrale Saint-Paul. – *(AFP.)*

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10 Télex : 261.311F

Édité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* » « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du *Monde* Le Monde-Entreprises, Jean-Marie Colombani, gérant.

Imprimerie du « Monde » 12, r. M.-Gunsbourg 94852 IVRY Cedex

Reproduction interdite de tout article sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11.
Microfilms : (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE SA
Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction : Dominique Alduy, Isabelle Tsaïdi.
133, av. des Champs-Elysées 75409 PARIS CEDEX 08
TEL : (1) 44-43-76-00
Téléfax : 44-43-77-30
Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA.

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
Le Monde - Documentation 36-17 LMDOC ou 36-29-04-56





ARTS

Eric Fischl à la galerie Daniel Templon

L'obscénité du vrai

Alors que cubisme, *surréalisme* et abstraction, importés d'Europe, prenaient possession des Etats-Unis, dans l'entre-deux-guerres, Edward Hopper peignait des *scènes de la vie américaine*, drugstores, bureaux, bars à la lumière d'aquarium, chambres à la lumière trop blanche. Alors que New-York se veut, depuis un demi-siècle, la capitale des avant-gardes, Eric Fischl peint des scènes américaines, bains de soleil au jardin, exhibitionnisme dans les parcs publics, *naturisme sur les* plages, sous un soleil trop vif, avec des couleurs trop crues. L'un et l'autre œuvrent à distance des modes, fascinés par ce que leurs contemporains ne montrent pas, voyeurs et chroniqueurs d'une *société qui, assurément*, les inquiète et leur déplaît. L'un et l'autre, encore, se fondent sur la tradition des réalistes – de Vélasquez à Manet – et sur la variante acide de l'impressionnisme, celle de Degas et Bonnard.

Fischl, dont c'est aujourd'hui la première exposition personnelle française alors que sa notoriété est vieille d'une décennie à New-York, relève donc de l'histoire du naturalisme, qu'il connaît par cœur. Les objets et les décors sont actuels avec agressivité, automobiles d'un bleu dur ou tondeuses à gazon. Les anatomies et les postures sont d'aujourd'hui, nudités exhibées sans souci de beauté, comme si la nudité était un droit *qu'il convient de défendre* par la pratique.

Non seulement, donc, le corps ne se cache pas, non seulement il ne joue pas le jeu de la pudeur *surprise et offusquée*, mais il se projette au premier plan du tableau, il exige d'être vu tout entier, il se livre à la vue délibérément, il emprunte leurs poses aux modèles des revues pornographiques, il recherche l'obscénité. La couleur *et la touche accentuent la sensation* : sur les chairs blafardes, elles placent des rehauts rose jaunâtre et des ombres violacées du plus désagréable effet. Volumes lourds, masses molles et inertes, plis et replis, vergetures et embonpoint : *ce serait peu dire que cette* peinture n'aspire ni à flatter ni à séduire. Ses tableaux sont à la frontière de l'intolérable, là où bien peu osent s'aventurer.

Pour être plus efficace, il se refuse, dans ses toiles, à tout exercice de virtuosité inutile. Il lui arrive même de peindre plate*ment, avec une sorte d'application* lassante, non qu'il ne soit capable d'« attaquer le morceau », comme l'on disait autrefois, avec plus de vitesse et d'élan, mais parce que l'habileté serait une facilité, enjolivant et masquant le motif. Le regard cesserait de souffrir, captivé par l'exercice de style. De cela, Fischl ne *veut pas*, du moins quand il peint à l'huile. Dans ses aquarelles – hommages très adroits à ses prédécesseurs –, ses « monoprints », variations contemporaines sur la technique du monotype chère à Degas, il est *moins tendu, plus virevoltant* – mais sans doute aussi moins intéressant et convaincant.

PHILIPPE DAGEN

▶ Galerie Daniel Templon, 30, rue Beaubourg, 75003 Paris. Tél. : 42-72-14-10. Jusqu'au 1er juin.

THÉÂTRE

GUSTAVE N'EST PAS MODERNE au théâtre de la Colline

« Je vous dois un bref briefing... »

« On parlera de nous dans les journaux », disent, histoire de reprendre du poil de la bête dans leurs moments de cirage, les deux phénomènes de Flaubert, Bouvard et Pécuchet. Les journaux, ils en sont fous : la veille des jours *fériés, ils sont pris de panique* : *« Nous n'aurons pas de journal demain. »*

Ce livre, *Bouvard et Pécuchet*, Flaubert y a pensé tous les jours de sa vie. C'était le livre-antidote, le livre-alibi, le livre-foutaise totale, dont l'évocation lui donnait le cœur de publier d'autres choses, plus tempérées, en attendant. Il l'écrivit enfin, *« de telle manière que le lecteur ne sache pas si on se fout de lui, oui ou non »*. Son livre-testament, il tenait aussi à ce qu' *« on puisse croire qu'il a été écrit par un crétin »*.

L'étrange, c'est que Bouvard et Pécuchet, ces deux olibrius qui s'en vont s'isoler ensemble à la *campagne afin de réinventer* le monde, l'agriculture, la médecine, l'industrie, la politique, et tout et tout, sont deux sosies de Flaubert : ils passent leurs jours et leurs nuits à dévorer livres, articles, toutes les « documentations » possibles, qu'ils se font envoyer de partout, ils n'arrêtent pas de copier ces sources, puis de recopier leurs copies, puis de les re-recopier... Exactement ce à quoi s'adonnait Gustave Flaubert, comme si la décision de se lancer dans l'écriture d'un livre ne lui était possible qu'à la suite d'une *infinité de précautions et de faux* départs.

Méthode maniaque, qui a beaucoup étonné un écrivain d'aujourd'hui, Armando Llamas, quarante-trois ans, espagnol de naissance, argentin d'éducation, et surtout français de choix personnel, qui, lui, est un virtuose de l'écriture immédiate, sans chichis préparatifs. *Gustave n'est pas moderne*, déclare-t-il, et c'est le titre d'une pièce de théâtre qui a pour protagonistes un Bouvard et un Pécuchet tendance 1994.

Moderne, cette nouvelle version l'est certes par le vocabulaire : *« ça me scie... un pourcentage incontournable... la connerie en dolby stéréo... une relation duelle... je vous dois un bref briefing... »*. Les deux gus jaspinent branché, sans que nous sachions trop si Armando Llamas les met en boîte ou non. En tout cas, ils sont plus directs. Quand Bouvard, un peu *étourdi par* les bavardages de Pécuchet, lui dit, chez Flaubert : *« Mon pauvre garçon, calme-toi : »*, cela devient, chez Llamas : *« Pécu, tu fais chier ! »*

C'est plus poivré

Parmi leurs projets de nouvelle société, les deux amis de Flaubert donnaient la Sélection, très soigneusement établie, des *« pièces de théâtre qu'il est bon de voir »*. Question mise à jour : *« Est-il bon de voir la pièce d'Armando Llamas* Gustave n'est pas moderne *? »*

Réponse : peut-être non, et sûrement oui !

Peut-être non : en effet, cette pièce s'échappe carrément de ce que Flaubert appelait *« les limites de la bienséance »*. Par exemple, dans le roman de Flaubert, afin de « concrétiser » une réflexion ardue sur le *« dessin académique »*, *« Pécuchet pose tout nu devant Dubolard »*. Cela sans plus (et « Dubolard » était le nom de Bouvard dans une première version). Dans la pièce de Llamas, c'est plus poivré. Pécuchet, tout nu lui aussi, essaie, avec un miroir et une lampe de poche, d'avoir enfin une vision distincte du « terminal » (comme on dit à Roissy) *de son colon. Il n'y parvient pas*, malgré de savantes contorsions, et l'ex-Dubolard, pour l'aider, lui *« écarte les fesses »*. Autre tableau particulier : Pécuchet, qui pratique la *« fornication sans partenaire »* à l'aide d'*« ingénieux artifices mécaniques »* qu'il se procure dans les sex-shops, assiste, sur son magnétoscope, au film *les Orgies sexuelles de Raspoutine*. *« J'ai une trique que c'est pas possible »*, dit-il au pauvre Bouvard, qui ne sait que murmurer : *« Je vais morfler un max... Tu es la seule personne que je connaisse qui ait des érections en regardant un hamburger. »*

Précisions nécessaires puisqu'il s'agit de donner le « compte-rendu » de ce spectacle, de dire à quoi doit s'attendre le spectateur. Ce qui peut tenter les uns risque de défriser les autres. Une scène beaucoup moins piquante, car elle n'est cette fois pas jouée devant nous mais racontée, est une fiévreuse étreinte de Dubolard-Bouvard avec un troisième personnage de la pièce d'Armando Llamas, qui fait son entrée sur le tard, Gustave lui-même : *« N'avions-nous pas, une nuit, ivres-morts, enlacé nos viandes »*, révèle, en son langage d'une extrême élégance, Bouvard à Pécuchet, lequel, se tenant à l'écart des hommes comme des femmes, commente : *« Bon, comme ça, une fois, des choses qui arrivent... »* Même accidentelle, l'homosexualité est absente du *Bouvard et Pécuchet* de Flaubert qui, en cela, est pris en flagrant délit de *« n'être pas moderne »*. Car le fait que Pécuchet ait essuyé un échec, et *des tomates, lorsqu'il tenta une* fois d'interpréter le rôle de Célimène ne prouve rien, ni « dans un sens » ni dans l'autre.

Est-il bon de voir la pièce d'Armando Llamas ? – Sûrement oui ! Premièrement, parce que les trois acteurs, Jacques Gamblin (Pécuchet), Roger Mirmont (Bou*vard), et Robert Rimbaud (Gus*tave), sont irrésistibles. Deuxièmement, parce que la mise en scène est de Philippe Adrien, et Adrien c'est le démiurge-funambule tout-terrain de la scène, aucune composante du théâtre ne *lui résiste, il vous prend* les lampes, les dialogues, les fauteuils d'orchestre et les gens qui sont dessus, les décors, les comédiens, il vous jongle avec tout ça comme un acrobate avec des cerceaux, et il fait de vous des enfants au guignol, abrutis d'enthousiasme.

MICHEL COURNOT

▶ Théâtre national de la Colline, 15, rue Malte-Brun, 75020, Paris. Tél. : 44-62-52-52, métro Gambetta. Du mardi au samedi, 21 heures ; mercredi 12 h 30 ; dimanche 16 heures. Places : 110 F à 150 F.

MUSIQUE

Temple parisien du Tango

Les Trottoirs de Buenos-Aires ferment

Le temple parisien du tango argentin cessera ses activités le 15 mai. Les propriétaires actuels de *cet établissement, fondé* en 1981, cèdent leurs parts à un nouveau partenaire qui devrait transformer le lieu en bar. Les Trottoirs de Buenos-Aires étaient depuis plusieurs années sous le coup d'un fort déficit d'exploitation, estimé en 1993 à 4 millions de francs par la direction.

Fermée une première fois en 1990, cette salle de 110 places située au cœur des Halles *avait* rouvert en février 1991, après *avoir été rachetée pour* 4 millions de francs par l'Association des amis des Trottoirs de Buenos-Aires. Estimant que le lieu remplissait une « fonction culturelle », *la direction avait sollicité* des subventions auprès du ministère de la culture et auprès de la Ville de Paris. Sans résultat.

Mis en liquidation judiciaire le 25 février 1993, les Trottoirs de Buenos-Aires, *qui étaient* également producteur des spectacles, employaient une dizaine de salariés. Au cours de ses treize années d'activité, la salle avait accueilli Astor Piazzolla, Amelita Baltar, Susana Rinaldi, Raul Barboza, Juan-José *Mosalini... Le 15 mai* au soir, la chanteuse Sandra Rumolino, *actuellement* à l'affiche, donnera son dernier spectacle.

▶ Trottoirs de Buenos-Aires, 37, rue des Lombards. Tél. : 40-26-31-02.

MOZART ET BRUCKNER Salle Pleyel

Le renouveau de l'Orchestre de Paris

Après deux années de piano, un enfant de huit-neuf ans normalement doué peut jouer la « sicilienne » du *Concerto en la majeur KV 488* de Mozart ; après quatre années, le premier mouvement et après cinq années le finale. C'est dire si ce concerto ne pose aucun problème *technique pour un pia*niste professionnel.

Voire ! Quand on a la virtuosité de Jean-Philippe Collard, ses mains *si grandes, ses doigts si effi*lés, jouer la phrase d'entrée du piano en trouvant le bon équilibre entre les deux mains, la bonne sonorité et le bon phrasé ramène les travaux d'Hercule auxquels il est contraint lorsqu'il joue Rachmaninov à leur juste mesure. Dans ce Mozart, la moindre inégalité dans l'enchaînement des notes d'un arpège, le moindre accent déplacé dans la ligne de chant s'entendent bien davantage qu'un trait savonné dans le terrible *Troisième Concerto* du Russe, qui contient à lui seul toutes les Luciano Berio. Tél. : 45-63-07-96. De 60F à 240F.

Rivé à son clavier, Collard joue le grand *La majeur* de Mozart avec simplicité et fraîcheur, sans jamais trop faire ressortir ce qui peut-être préromantique dans les mouvements extrêmes, sans aucune sécheresse non plus. Il *prend le mouvement lent, trop* lentement – c'est une sicilienne, pas *un largo* – et ne « bouche » pas les trous d'une partie de piano particulièrement raréfiée par des petites cadences. Les solistes devraient s'y essayer s'ils veulent musicologiquement être à la page, mais ils ont raison de ne pas le faire, *car l'émotion naît justement* du dépouillement extrême de cette page.

Le plus important dans un concerto de Mozart, c'est l'orchestre. Et dans ce répertoire, celui de Paris ne s'est jamais montré particulièrement à son aise. Du temps de Daniel Barenboïm, l'Orchestre de Paris ressemblait à ces péniches tellement alourdies par leur cargaison que leur ligne de flottaison affleurait juste le *niveau de l'eau. Il n'en est plus* rien aujourd'hui, cet orchestre s'est délesté. On lui trouverait même dans ce répertoire un ensemble de qualités rarement réunies. James Conlon qui dirigeait le concert du 4, mai, fait chanter ses cordes sans négliger *la* carrure rythmique, tisse autour du soliste un accompagnement de rêve, sait faire sortir de l'orchestre les instruments à vent solistes sans trop les mettre en valeur et instaurer un vrai dialogue avec un soliste dont *il met* en valeur *le* travail.

Couleur médiévale

La *Quatrième Symphonie* de Bruckner donnée en seconde partie est sous-titrée *« Romantique »*. Elle l'*est, en effet, par son inspira*tion puisée dans la mystérieuse forêt allemande, dans des danses lourdement scandées par les paysans, par cette indéfinissable couleur médiévale chère aux romantiques allemands. Elle l'est *également par l'effectif démesuré* requis pour cette symphonie. Il y a vingt ans, Bruckner n'était pas joué en France.

Grâce à Daniel Barenboïm, qui l'a imposé aux Parisiens, grâce au disque qui a tant fait pour défendre la cause de ce compositeur, Bruckner est aujourd'hui *souvent joué : en un mois, les Huitième, Septième* et *Quatrième Symphonies* ont été interprétés par trois chefs et trois orchestres différents : le Philharmonia, le Gewandhaus de Leipzig et l'Orchestre de Paris. Le meilleur des trois sur le plan technique est incontestablement celui de Paris, dont le quatuor à cordes a fait des progrès incontestables ces derniers mois, dont les pupitres de vents sont tenus par des artistes (*une mention* à Vincens Prats, le flûtiste solo), dont l'homogénéité ne peut plus être mise en cause. La formation a, en outre , retrouvé une palette dynamique qui s'étend enfin du pianissimo proche du silence au fortissimo le plus rayonnant.

A quarante-quatre ans, James Conlon ose des tempos d'une lenteur extrême qu'il compense par un allègement du son, une variété infinie de nuances dynamiques et une souplesse agogique *et* rythmique dignes d'un vieux chef. De sorte qu'on ne sent pas le temps passer. Sa *Quatrième* n'a *pas* encore la stabilité, le calme intérieur qu'y mettait Böhm dans un célèbre enregistrement Decca, mais elle mettra à genoux les anti-brucknériens les plus acerbes.

ALAIN LOMPECH

▶ Les concerts des 18 et 19 mai seront dédiés à la mémoire de Pierre Vozlinsky, directeur général de l'Orchestre de Paris, mort le 28 *mars dernier. Au programme, le Chant de la terre* de Gustav Mahler et *Rendering* de Luciano Berio. Tél. : 45-63-07-96. De 60 F à 240 F.

La saison du Théâtre des Champs-Elysées

Le Théâtre des Champs-Elysées proposera cent quatre-vingt-onze récitals, concerts et représentations et spectacles de danses au cours de la saison 1994-1995. Alain Durel, son directeur depuis la saison 1990-*1991*, vient de voir son contrat renouvelé jusqu'en 1998 par le *conseil d'administration du théâtre*, grâce à sa programmation brillante et à sa bonne gestion. Cinq opéras sont inscrits à son programme. Quatre le seront dans les productions du dynamique Kirov de Saint-Pétersbourg (*Kitège* et *Sadko*, de Rimski-Korsakov ; *la Dame de Pique*, de Tchaïkovski et la *Khovanchichina*, de Moussorgski). Le cinquième, *Ezio*, de Haendel, réunira The King's Consort et une distribution de chanteurs baroques (dont James Bowman et Dominique Visse). *Ces cinq opéras seront don*nés dix-neuf fois en tout.

Pour sa cinquième année d'existence, l'Orchestre du Théâtre des Champs-Elysées de Philippe Herreweghe se produira dans des programmes plus susceptibles encore d'attirer le public : Bach, Beethoven (*Missa solemnis*), Schubert, Schumann, mais aussi les *Wesendonck Lieder*, de Wagner, seront à l'affiche de cet ensemble d'instruments anciens. Les orchestres invités sont, par ailleurs, au nombre de douze, sans compter l'Orchestre national de Radio-France, qui joue à demeure avenue Montaigne et se produira vingt-quatre fois. Parmi ceux-ci, les orchestres philharmoniques de Londres, Vienne, Saint-Pétersbourg et le Symphonique de Londres, qui fêtera les soixante-dix ans de Pierre Boulez. Les 31 janvier 1995, 1er et 2 février, puis les 11, 12 et 13 mars, dans des programmes splendides d'œuvres du XXe siècle et avec la collaboration de solistes d'envergure : Anne-Sophie Mutter, Rostropovitch, Kyung Wha Chung, Jessye Norman, Maurizio Pollini, Daniel Barenboïm, Françoise Pollet et Lucy Shelton. Les amateurs de récitals *seront, en revanche, un peu déçus de* retrouver, hormis le violoniste Boris Belkin, Tereza Berganza, Felicity Lott, Marjana Lipovsek et Roberto Alagna, des artistes très présents à Paris.

Une nouveauté dont Alain Durel, *le directeur du TCE, a eu l'initia*tive : demander à Sony de coproduire des récitals qui seront enregistrés en public pour être ensuite commercialisés dans le monde entier. Première fournée : Samuel Ramey, John Williams, Isaac Stern et le Trio Wanderer. *Les concerts du* dimanche matin de Jeanine Roze proposeront comme toujours les meilleurs artistes dans les meilleurs programmes de musique de chambre au prix le plus bas.

A. Lo.

▶ Théâtre des Champs-Elysées, 15, avenue Montaigne, 75008 Paris. Renseignements, tél. : 49-52-50-50.

Idil Biret joue pour les enfants bosniaques. – La pianiste turque Idil Biret donnera un concert au profit des *orphelins de la Bosnie*-Herzégovine, le 8 mai à 15 h 30 à l'*auditorium* Colbert de la Bibliothèque nationale, à Paris. Au programme, des œuvres de Brahms, Bach, Debussy, Françaix, Saygun et Balakirev. Une exposition de photos, « Images de la Bosnie-Herzégovine », organisée par l'agence Sipa Press, se tiendra sur les lieux de l'*exposition*.

ANC : Concert de soutien. – Plu*sieurs groupes*, chanteurs et musiciens africains et français, dont Touré Kunda, Didier Lockwood, Xalam, Jocelyne Beroard, Kassav', Sapho, Nicole Croisille, Mario Cannonge, Soon E. MC et Salif Keita donneront un concert de soutien au Congrès national africain le 8 mai au *New Morning* à Paris. *Les* fonds collectés lors de cette soirée seront remis à l'ANC, sous le contrôle du bureau parisien de l'organisation.

▶ New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries. Tél. : 45-23-56-39.

L'examen à l'Assemblée nationale du projet de loi sur la haute fonction publique

Le gouvernement peine à moraliser le pantouflage

L'Assemblée nationale devait examiner, jeudi 5 mai en deuxième lecture, le projet de loi relatif à « certaines modalités de nomination dans la fonction publique de l'Etat et aux modalités d'accès de certains fonctionnaires ou anciens fonctionnaires à des fonctions privées ». Ce texte vise à codifier, de manière plus rigoureuse, les procédures de nominations au tour extérieur et de contrôle des départs dans le privé (le pantouflage).

■ ARBITRAGES. Ce projet de loi du gouvernement a subi de nombreuses modifications en première lecture. Alors que les députés avaient durci les dispositions initiales, les sénateurs, peut-être plus soucieux des traditions établies et de la multiplicité des intérêts en jeu, avaient supprimé un certain nombre des verrous introduits par l'Assemblée nationale. Le gouvernement s'efforce depuis de revenir à une version plus équilibrée du texte.

«Moraliser» et *«dépolitiser»* la haute fonction publique, couper court aux *«abus»* auxquels peuvent conduire à la fois les procédures de nomination au tour extérieur dans les grands corps de l'Etat ou les corps d'inspection et les facilités de départ vers le secteur privé des hauts fonctionnaires, bref, mettre un terme à ce que l'on appelait, en d'autres temps : Edouard Balladur ne pouvait trouver croisade plus symbolique de sa volonté de restaurer *«l'impartialité»* de l'Etat. Et de lutter contre le «recasage» et le «pantouflage», ces deux travers qui gangrèneraient la fonction publique. Au point que le premier ministre avait affiché cette belle ambition dès son discours d'investiture du 8 avril 1993.

Mais l'écart entre le vœu pieux et le poids des habitudes, des corporatismes et des intérêts particuliers n'est pas mince, surtout quand il s'agit de prémunir le pouvoir exécutif contre ses propres tentations dans l'exercice du pouvoir discrétionnaire de nomination. Le gouvernement s'en est rendu compte, parfois à ses dépens, depuis qu'il a déposé un projet de loi destiné à mieux codifier les règles en la matière (*le Monde* du 29 octobre).

Fruit manifeste d'un équilibre subtil entre une volonté politique moralisatrice, le respect de certaines traditions administratives et l'influence des corporatismes, le projet de loi présenté par André Rossinot, ministre de la fonction publique, n'en a pas moins été sensiblement remanié depuis le début de son examen par le Parlement. Durci lors de son passage à l'Assemblée nationale, ce code de bonne conduite administrative et politique vient au contraire d'être sensiblement assoupli par les sénateurs (*le Monde* des 15 décembre et 28 avril). Alors que les députés s'apprêtent à rétablir certaines exigences déontologiques vis-à-vis des hauts fonctionnaires à l'occasion de l'examen, jeudi 5 mai en seconde lecture de ce projet de loi, le gouvernement devrait, pour sa part, avoir à cœur de faire prévaloir l'équilibre initial de son projet.

«L'intégrisme moralisateur»

Pour le ministère de la fonction publique, ce souci d'une plus grande transparence doit d'abord être tempéré à l'aune des réalités. Ainsi l'éradication de certaines pratiques condamnables ne doit pas laisser *« l'intégrisme moralisateur »* de plusieurs parlementaires porter un coup fatal à des dispositifs administratifs utiles : l'ouverture des grands corps de l'Etat à des cultures différentes grâce aux nominations de personnalités extérieures; l'assurance donnée aux fonctionnaires, encore jeunes mais parvenus au faîte de leur carrière dans le service public, de pouvoir poursuivre leur vie professionnelle dans le secteur privé. Deuxième souci gouvernemental, le renforcement des contrôles ne doit pas non plus déboucher sur un mécanisme inapplicable en pratique.

En matière de pantouflage, le projet de loi vise à empêcher – enfin – le départ d'un agent ayant eu la possibilité, de par sa fonction, de traiter avec l'entreprise privée qui se propose maintenant de l'accueillir. Jusqu'à présent, les moyens de faire respecter ce principe se sont en effet heurtés à l'inertie des pouvoirs publics et au poids des habitudes, faute d'une volonté politique très affirmée. Ainsi, sur cinq cents départs délicats recensés en moyenne par an, la commission de déontologie créée en 1991 par Michel Rocard n'a, en deux ans, été saisie que treize fois, huit saisines seulement ayant été jugées recevables dont cinq concernant l'Office national des forêts! Comme Jacques Lesein, sénateur (RDE) de l'Aisne, le soulignait avec humour lors de l'examen au Palais du Luxembourg : *«Je suis surpris de ne voir en cause aucun personnel civil du ministère de la défense ou des finances, de l'économie, de l'industrie, du commerce extérieur,..»*

Les rédacteurs du projet – et a fortiori les sénateurs qui sur ce point ne devraient pas être désavoués par la commission des lois de l'Assemblée nationale – n'en ont pas moins maintenu une grande libéralité dans le contrôle de cette incompatibilité. Le projet de loi ne concerne d'abord que les fonctionnaires en disponibilité ou ayant cessé définitivement leurs fonctions, alors même que d'autres positions d'activité (détachement, hors cadre) leur permettent toujours d'exercer, sans contrôle particulier, dans le secteur privé.

S'il rend obligatoire la saisine de la commission de déontologie, le texte examiné en deuxième lecture par les députés ne prévoit pas en revanche que l'avis rendu par cette commission lie *in fine* le ministre chargé d'entériner ou non ce départ. Du côté du cabinet du ministre, comme du côté du rapporteur du texte à l'Assemblée nationale, Jean Rosselot (RPR, Territoire de Belfort), on estime que l'obligation de saisir cette commission – renforcée par la publication du sens des avis qu'elle rendra – est à elle seule assez dissuasive pour prévenir des départs contestables. *«Non seulement le ministre concerné sera dorénavant informé de tous les cas litigieux, mais ceux qui auront notoirement contrevenu à une incompatibilité pourront toujours être poursuivis devant les tribunaux»*, explique-t-on dans l'entourage du ministre.

Le sort des militaires en question

Autre manifestation de cette relative clémence, les sénateurs ont exclu les militaires du champ d'application du projet de loi. L'Assemblée nationale avait en effet innové en créant, pour la première fois, une commission de déontologie destinée à vérifier la compatibilité des transferts de militaires ayant eu à négocier *«notoirement et manifestement des contrats d'armement»*. La rédaction prudente de l'amendement déposé par Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), président de la commission des lois, se justifiait, selon son auteur, par la volonté de *«ne pas nuire aux industries d'armement travaillant en symbiose avec l'Etat»* et de respecter le souci du ministère de la défense de maintenir un fort turn-over dans ses rangs : les milliers de sous-officiers obligés de quitter le service public au terme d'une courte carrière devaient être toujours assurés de pouvoir se recaser ailleurs. Mais les sénateurs ont jugé que cette disposition jetait un discrédit intolérable sur l'armée et ses cadres et l'ont purement et simplement supprimée. A la veille du débat, en deuxième lecture à l'Assemblée, l'attitude de la commission des lois semblait encore très incertaine.

Qu'il s'agisse du pantouflage ou des nominations au tour extérieur, les travaux du gouvernement et des parlementaires sont en fait placés sous la scrupuleuse attention de toutes les corporations soucieuses de préserver leurs intérêts. Ceelles-ci n'hésitant pas au besoin, à monter au créneau, par parlementaire interposé, comme en témoigne la vivacité et les volte-face successives du débat. En matière de pantouflage, les cadres supérieurs civils (énarques, corps des mines et des ponts) et militaires (ingénieurs généraux de l'armement) n'ont ainsi pas manqué de mettre en avant les conséquences négatives d'un trop fort rétrécissement des occasions de pantouflage : perte d'un grand nombre de débouchés naturels en entreprise au moment où des pans entiers du secteur public sont privatisés; risque de nuire aux industries d'armement travaillant avec l'Etat.

En matière de nominations au tour extérieur, le projet gouvernemental subit aussi la pression des grands corps de l'Etat désireux de restreindre davantage le pouvoir politique de nomination. Si des abus ont bel et bien été constatés dans ce domaine par le passé – telle que la modification des statuts de certains corps pour permettre l'accueil de personnalités extérieures non qualifiées ou l'élargissement in extremis du tour extérieur –, certains parlementaires ont cherché à aller plus loin dans le contrôle de ce pouvoir discrétionnaire. Ainsi le ministère de la fonction publique combat-il toujours l'idée d'une publication intégrale de l'avis rendu par les responsables des corps concernés sur ces nominations, cela afin, explique-t-il, de *«ne pas porter atteinte à l'honneur ou à la réputation»* des personnalités pressenties par le gouvernement. Sur ce point, on semblait, mercredi 4 mai, être parvenu à un compromis entre M. Rossinot, le rapporteur de la commission des lois, et M. de Courson (UDF, Marne), auteur d'amendements très exigeants : la rédaction proposée aux députés, jeudi, devrait prévoir la publication du «sens» de l'avis assorti d'un «résumé» des conclusions de la commission, qui sera établi par celle-ci et non pas par le ministère. On mesure à ces subtilités les limites de cette «moralisation».

GÉRARD COURTOIS et VALÉRIE DEVILLECHABROLLE



Un entretien avec le président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique

Nicolas Tenzer : «L'absence de projet concourt au découragement des meilleurs serviteurs de l'Etat»

Président du Centre d'étude et de réflexion pour l'action politique (CERAP), Nicolas Tenzer est notamment l'auteur, en collaboration avec Rodolphe Delacroix, d'un livre consacré à la crise des élites, « les Élites et la fin de la démocratie française » (PUF, 1992). Dans l'entretien qu'il nous a accordé, il estime que le «pantouflage» révèle un certain découragement des hauts fonctionnaires à l'égard du service de l'Etat.

«Comment expliquez-vous le développement du «pantouflage» des hauts fonctionnaires depuis une vingtaine d'années?

– Le fait est avéré : de plus en plus de hauts fonctionnaires quittent le service de l'Etat après un délai plus ou moins bref passé dans leur administration. Il reste que ce phénomène ne touche qu'une minorité de hauts fonctionnaires et, d'une manière hétérogène, les différents corps ou les diverses administrations. Certains sont privilégiés par des filières de recrutement et des réseaux organisés par ces corps eux-mêmes, qui y voient une forme de gestion naturelle de leurs membres. Ce placement quasi officiel dans le secteur privé ou parapublic par les corps est le plus pernicieux qui soit.

» Il faut surtout s'interroger sur l'origine de ces départs vers l'entreprise. La différence de rémunération n'est pas – ou plus – l'essentiel, et la complainte sur les rémunérations des hauts fonctionnaires, sauf dans certaines administrations, est particulièrement indécente aujourd'hui. La vraie raison est double : d'une part, l'absence de perspective de carrière dans l'administration après l'âge de trente-cinq ou quarante ans; d'autre part et surtout l'impression – erronée – que l'Etat, depuis la fin de la reconstruction et des années de forte croissance, n'a plus rien de grand à accomplir, qu'il n'existe aucune marge de manœuvre et que seuls demeurent possibles des changements à la marge.

– Ce phénomène vous paraît-il inquiétant?

– Oui, à la fois dans ce qu'il révèle et dans ce qu'il provoque. Ce qu'il montre, c'est le sentiment d'impuissance et l'espèce de résignation d'une partie des élites administratives. Au-delà des grands discours sur la modernisation ou la réforme de l'Etat, beaucoup de fonctionnaires ont l'impression de ne plus embrayer sur la réalité. Les guerres stériles entre corps et ministères, la politisation excessive des nominations, les hésitations ou les atermoiements de la décision politique, l'absence de vision à long terme désespèrent plus d'un.

» Cette fuite a une cause plus en amont : la crise des vocations. De nombreux fonctionnaires sont entrés au service de l'Etat sans savoir pour quoi faire, sans aucun projet et indifférents à ce qu'allait être leur mission. Cette absence de but est assez désespérante. Ils ne s'imaginaient pas qu'il puisse y avoir une différence de nature entre servir l'Etat ou des intérêts particuliers. Pour certains, certes, le passage vers l'entreprise est planifié par une loi non écrite, dont nul n'envisage plus qu'elle puisse ne pas aller de soi. Pour d'autres, c'est l'absence de reconnaissance, voire l'écœurement, qui expliquent l'abandon.

«Moraliser en sanctionnant les abus»

» La progression tendancielle du pantouflage est inquiétante : elle accrédite l'idée – fausse – que l'Etat n'est pas réformable, qu'il n'est plus capable de décider et que la recherche du bien commun n'a plus de sens. La proximité de la haute fonction publique avec le pouvoir politique, dont elle prépare et inspire souvent les décisions, n'est pas contrebalancée, comme dans d'autres pays plus évolués sur le plan de leur vie démocratique, par une vraie indépendance des hauts fonctionnaires par rapport aux politiques et une absence de favoritisme dans les nominations. Finalement, politisation et absence de projet politique ambitieux concourent à décourager nombre des meilleurs serviteurs de l'Etat. Ce qui n'est pas une raison pour déserter. Au contraire, cela doit inspirer pugnacité et exemplarité.

– Si le mal est si profond, quels remèdes peut-on envisager?

– D'abord, il faut, comme commence à le faire le gouvernement, moraliser certaines formes de passage vers les entreprises en sanctionnant les abus et en donnant un *non obstat* préalable. Ensuite, tout départ vers une entreprise, privée mais aussi publique, ou un établissement public industriel et commercial, devrait se traduire par une mise en disponibilité, qui interrompt l'avancement, et non pas, comme dans certains cas, par un détachement, qui permet le cumul entre une rémunération plus élevée et une progression de carrière. Enfin, il faut limiter la durée de choix entre les deux fonctions pour celui qui a quitté l'administration en réduisant la durée même de cette disponibilité : six ans, voire douze, est excessif; une durée de trois ans serait raisonnable.

» Mais il faut agir aussi plus en profondeur en revoyant la question des carrières aux grands corps de l'Etat et les obligations qui se rattachent à leur appartenance. Qu'on fasse enfin de la bonne administration un sujet du débat politique.»

Propos recueillis par THOMAS FERENCZI

Jean-Marie Messier : du cabinet Balladur à la Banque Lazard

C'est le benjamin des associés-gérants de Lazard Frères. Polytechnicien, inspecteur des finances, Jean-Marie Messier n'a pas trente ans lorsqu'il intègre, en août 1986, le cabinet d'Edouard Balladur, alors tout-puissant ministre d'Etat chargé de l'économie et des finances, pour mettre en musique les privatisations. Composition des «noyaux durs» ou groupes d'actionnaires stables, il prend visiblement goût aux montages financiers, à l'alchimie subtile des tours de table. La polémique sur le «verrouillage» des groupes privatisés l'affecte, mais ne l'atteint pas. Un mauvais procès, pense ce libéral courtois.

Lorsque la première cohabition prend fin, le jeune homme brillant a tâté du pouvoir. Pas question de réintégrer la fonction publique. La politique l'amuse assez peu. Même chose pour la gestion quotidienne en entreprise. Il fera donc fructifier son carnet d'adresses au sein de la prestigieuse banque d'affaires. L'opération Square D – le fabricant américain de matériel électrique - convoité par le groupe Schneider lui met le pied à l'étrier. M. Pineau-Valencienne lui confie la conduite de l'offre publique d'achat. La bataille se conclura à l'avantage du groupe français.

La Générale des eaux est l'un de ses clients. Il participera au montage de l'affaire Canal Plus. Devenu banquier d'affaires, M. Messier a refusé de rempiler aux côtés de M. Balladur. Mais il n'en reste pas moins un conseiller écouté à Matignon.

C. M.

SJTI : des énarques saisis par le virus de l'audiovisuel ou de la presse

Le Service juridique et technique de l'information (SJTI), administration qui «produit» une bonne part des textes régissant la communication, apparaît aussi comme une pépinière de cadres du secteur, énarques saisis par le virus de la presse ou de l'audiovisuel. Les anciens du SJTI ont essaimé partout : le député RPR Bertrand Cousin est un des piliers du groupe Hersant (où officie également l'inspecteur des finances Philippe Villin); Marc André Feffer est délégué général et directeur du comité exécutif de Canal Plus; Jean-Pierre Paoli a rejoint TF1; Quant à l'actuel directeur du SJTI, Francis Brun-Buisson, il s'agit dans son cas d'un retour, après un long intermède à Antenne 2 puis dans le privé à la Lyonnaise-Communications. Plus original, Simone Harari, passée par l'ENA et le SJTI, est productrice (de «Marc et Sophie» entre autres) au sein de Télé-images. Alors que le polytechnicien Jacques Peskine a lui produit « Hélène et les garçons » pour AB production.

Le SJTI n'est toutefois pas la seule «filière» de l'Etat vers l'écrit ou l'écran. L'énarque Jean Drucker, PDG de M 6, est plutôt atypique avec une carrière entièrement dans l'audiovisuel, public et privé. Les passages en cabinet ministériel (accélérateur) ou par des entreprises publiques sont courants : Marc Tessier, directeur général du développement de Canal Plus, X, ENA, inspecteur des finances, est par exemple un ancien du ministère de l'industrie et de Havas. Du Centre national du cinéma (CNC) sont issus Christian Charret (Gaumont Télévision) et Jérôme Clément (président d'ARTE), énarque comme les deux directeurs généraux des chaînes publiques.

M. C. I.

Robert Léon : du secrétariat général du CIRI au groupe Arnault

Du pantouflage, Robert Léon, que ses collaborateurs s'attachent à décrire comme *«gentil»* et *«honnête»*, est pourtant devenu l'un des symboles les plus décriés. Non que cet énarque (promotion Simone Weil) né à Oran en 1949, ait été le seul ancien secrétaire général du Comité interministériel de restructuration industrielle (CIRI, autrefois CIASI) à rejoindre le privé. Michel Pébereau, aujourd'hui PDG de la BNP, ou Philippe Jaffré, PDG d'Elf-Aquitaine, l'ont précédé. Mais Robert Léon occupa ce poste-clé, de 1982 à 1984, dans un service dont le domaine d'activité fut bien vite élargi de la PME en accident de trésorerie aux faillites spectaculaires comme Creusot-Loire, Manufrance, la Normed..

Or, de 1982 à 1984, la déconfiture de l'empire Boussac, dont les 21 sociétés ont été mises en règlement judiciaire en 1978, défraye toujours la chronique. Choisis comme repreneurs en 1979, les frères Willot sont acculés au dépôt de bilan deux ans plus tard. L'interminable agonie est ponctuée d'un nouveau coup de théâtre : candidat à la reprise, Bernard Arnault, venu de l'immobilier (Férinel), coiffe au poteau Bidermann ou Léon Cligman, du métier pourtant. L'affaire aurait pu s'arrêter là.

Elle rebondira deux fois. Bernard Arnault, en industriel oublieux de ses engagements, se défait rapidement des vieilles usines textiles pour ne conserver que Dior, point de départ de son ascension dans le luxe. Et, en 1987, Robert Léon rejoint... Arnault. Il est, depuis lors, l'inamovible administrateur-directeur général de la Financière Agache.

P.-A. G.

BANQUES

Président du Crédit lyonnais de 1986 à 1988

Jean-Maxime Lévêque se sent trahi

Jean-Maxime Lévêque, *président du Crédit lyonnais de 1986 à 1988*, ne veut pas participer à la polémique. Il ne veut pas mêler sa voix à ceux qui se rejettent les uns sur les autres la responsabilité des graves difficultés du Crédit lyonnais. Il tient à laisser à la commission *d'enquête parlementaire* le soin de faire son travail. Pourtant, ses proches s'insurgent contre les attaques dont il est victime. Ils refusent que l'homme qui a présidé pendant un peu plus de dix-huit mois la banque publique et prédécesseur de Jean-Yves Haberer devienne *« un bouc émissaire facile »*.

La commission d'enquête sur le Crédit lyonnais fait peur. Elle inquiète le gouvernement, les autorités de contrôle et de tutelle de la banque publique et ses dirigeants anciens et actuels. Les membres du conseil d'administration, le Trésor, la commission bancaire cherchent déjà, depuis plusieurs semaines et discrètement, à se justifier. Le discours est à peu de choses près à chaque fois le même : *« Le travail de contrôle a été fait mais les circonstances étaient défavorables. »* Jean-Yves Haberer, président du Crédit lyonnais de 1988 à 1993, a eu une attitude plus offensive. Face à ce qu'il a appelé *« un lynchage médiatique »*, il s'est abondamment répandu dans les médias et refuse à assumer seul ce qui est devenu *« une petite affaire d'Etat »* pour reprendre l'expression d'un parlementaire.

Seul Jean-Maxime Lévêque, président du Lyonnais de 1986 à 1988, pourtant mis en cause à plusieurs reprises, notamment par M. Haberer pour l'héritage laissé, a *toujours refusé de se justifier* publiquement. Il veut réserver la primeur de ses informations à la commission. Mais *« trop c'est trop »*.

Si M. Lévêque ne veut pas s'exprimer, ses proches ont pris les devants et s'insurgent contre *« une réécriture de l'histoire du Crédit lyonnais qui ferait de la gestion de M. Lévêque l'origine des graves difficultés de la banque »*. *« Le procédé employé par M. Haberer pour se défendre est indigne : il met en avant à la fois les recommandations de Pierre Bérégovoy et un héritage catastrophique »*.

M. Haberer affirme notamment (*le Monde* du 7 avril) qu'en utilisant la méthode de son successeur, Jean Peyrelevade, il aurait pu, lui aussi, faire apparaître une perte à son arrivée au Crédit lyonnais en 1988 et il aurait sans doute obtenu une recapitalisation. *« Il se posait déjà à l'époque un problème de fonds propres beaucoup plus important qu'aujourd'hui »*, déclarait M. Haberer.

La défense de M. Haberer

Pour l'entourage de M. Lévêque, cette thèse est d'autant plus contestable que sur le fameux héritage, le Lyonnais a pu afficher de 1989 à 1991 des bénéfices supérieurs à 3 milliards de francs. En 1988, les profits de la banque ont été plus faibles (un peu plus de 2 milliards), mais après son arrivée M. Haberer aurait *« chargé la barque »*.

M. Lévêque ne veut pas non plus porter le chapeau des grands dossiers à risques : l'affaire Parretti-MGM, mais aussi Pelège dans l'immobilier, La Cinq, Maxwell et Tapie. Des clients que M. Haberer déclare avoir trouvés en arrivant en juillet 1988. Les proches de M. Lévêque affirment que, à chaque fois, on lui fait un mauvais procès. Que l'acquisition de la Metro Goldwyn Mayer par Giancarlo Parretti a eu lieu à l'automne 1990. Que M. Lévêque avait demandé, dès 1987, un suivi particulier du financement du cinéma par la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais. *« Les producteurs de cinéma d'Hollywood ont toujours inquiété M. Lévêque. »* Concernant l'immobilier et plus particulièrement Pelège, la défense est la même : *« aucun crédit important n'a été consenti au groupe Pelège en 1986, 1987 et 1988 »*. Par ailleurs, le soutien apporté au groupe Hersant dans la gestion de la chaîne de télévision. La Cinq *« faisait gagner beaucoup d'argent à la banque »*....

Enfin, concernant Bernard Tapie, le prédécesseur de M. Lévêque, Jean Deflassieux, avait découvert que l'homme d'affaires était indirectement client du Lyonnais (*via* sa filiale la SDBO) et avait demandé une enquête approfondie sur sa situation. Cette étude avait été transmise peu après l'arrivée de M. Lévêque et ses conclusions étaient favorables. Le groupe de M. Tapie qui contrôlait alors Wonder disposait, à ce moment, d'actifs supérieurs à ses dettes.

M. Lévêque est d'autant plus blessé qu'il estime avoir été trahi. Il n'a cessé de défendre la gestion de son successeur et sa volonté – il y est parvenu – de faire du Crédit lyonnais la plus grande banque d'Europe. C'est lui qui a dissuadé le Sénat et surtout Charles Pasqua, *au printemps* 1993, de mettre sur pied, comme il en avait manifesté l'intention, une commission d'enquête sénatoriale sur le Lyonnais. *« A l'époque cela aurait été déplorable pour la banque et aurait eu des conséquences désastreuses sur son image et son fonds de commerce*, explique un des collaborateurs de M. Lévêque. *Aujourd'hui, la situation est totalement différente, on peut faire la lumière, la banque est sauvée et recapitalisée. »* Ce service rendu par M. Lévêque à M. Haberer a semblé alors à certains cadres du Lyonnais être un paiement en retour pour la reprise par Altus finance, une filiale du Lyonnais, de l'IBI (International Bankers Incorporated). Un établissement dirigé par M. Lévêque de 1988 à 1992 qui a été touché de plein fouet par la crise de l'immobilier. Une thèse que réfute totalement l'entourage de M. Lévêque. IBI était un établissement fragile mais de bonne qualité et le Lyonnais, en proposant un rapprochement avec les multiples filiales bancaires d'Altus (Bafip, Saga, Alter...), y aurait également trouvé son intérêt...

Les proches de M. Lévêque affirment qu'il est parfaitement serein. *« Les conclusions de la commission d'enquête ne pourront lui être que favorables et rétablir la vérité. »*

ERIC LESER

En attendant sa future privatisation

La Seita continue d'améliorer ses résultats

« La Seita a connu l'an dernier la meilleure année de son histoire en termes de bénéfice. Il faut remonter à 1989 pour trouver une performance voisine, mais à l'époque nous ne versions pas d'impôt. » C'est avec satisfaction que Gilbert Dupont, directeur financier, commente les résultats du fabricant français de tabac qui a vu son bénéfice bondir de 31 % d'une année sur l'autre pour atteindre 585 millions de francs au niveau du groupe, dont 502,9 millions pour la seule maison mère. Son chiffre d'affaires a progressé de 1,9 % à 14,13 milliards de francs.

Cette amélioration de la rentabilité est jugée satisfaisante à double titre. D'une part, l'entreprise a pu résister à la secousse provoquée sur le marché des cigarettes blondes par une guerre des prix. D'autre part, cette progression des profits rend parfaitement possible une privatisation, que ses dirigeants souhaitent la plus rapide possible.

Paradoxalement, alors que les taxes sur les tabacs ont augmenté de 30 % l'an dernier, en deux temps (janvier et mai), certains groupes ont eu au départ une démarche inverse en baissant le prix de leurs paquets, comme Reynolds avec Winston, ou en lançant des nouvelles marques à bas prix, comme Philip Morris, avec Chesterfield International. La Seita, entreprise publique oblige, a globalement répercuté les hausses de tarifs officiels, perdant ainsi des ventes.

Sur le marché français, en recul de 2,8 % l'an dernier, passant de 96,3 milliards à 93,6 milliards de cigarettes brunes ou blondes, la Seita en détient aujourd'hui 45 %. Sur celui des blondes, lieu de la guerre des prix, sa part de marché est tombée de 23,6 % en 1992 à 22,1 % l'an dernier. Depuis le début de l'année, grâce notamment à Gauloises Blondes, la Seita a comblé une partie de son retard.

Les hausses de prix successives – 50 % en l'espace de deux ans et demi –, qui ramènent le prix des paquets vendus en France aux normes européennes, ont entraîné le développement de la contrebande. La Seita a remarqué une recrudescence du détournement des camions de livraison depuis le début de l'année.

DOMINIQUE GALLOIS

EN BREF

SNCF : Trafic perturbé le vendredi 6 mai. – La circulation des trains devait être perturbée, vendredi 6 mai, sur l'axe Paris-Dijon-Lyon-Montpellier et Marseille à la suite de préavis de grève pour protester contre la suppression de *120 postes d'agents de conduite* d'ici à 1998. La SNCF prévoyait un trafic normal pour les TGV, deux trains sur trois pour les trains rapides et express et un trafic régional fortement perturbé dans les régions concernées. La circulation des trains de la banlieue nord de Paris devait être également *« légèrement perturbée »* en raison d'un mouvement de grève pour protester contre la fusion expérimentale des régions de Paris-Nord et d'Amiens.

VOLKSWAGEN : *arrêt des poursuites* pour faux témoignage contre M. Lopez en échange d'une amende. – Le parquet de Hambourg a annoncé, mercredi 4 mai, qu'il avait cessé ses poursuites pour faux témoignage contre le numéro deux de Volkswagen, Jose Ignacio Lopez de Arriortua, en échange du paiement d'une amende de 75 000 DM (257 250 francs). Cette procédure n'a pas d'incidence sur l'enquête pour espionnage industriel contre M. Lopez menée par le parquet de Darmstadt et les autorités américaines. General Motors et sa filiale allemande Opel accusent M. Lopez d'avoir emmené avec lui des documents confidentiels lorsqu'il a quitté le groupe General Motors pour Volkswagen en mars 1993.

PRÉCISION. – Une erreur de chiffre s'est glissée dans notre ensemble sur le prix des terres (*le Monde* du 30 avril). Dans la déclaration de Rémi Carcaud, directeur de la SAFER Limousin, il fallait lire : *« En 1982 nous avions 9 000 hectares en stock dont nous ne savions que faire. Aujourd'hui, nous n'avons pas plus de 1 200 hectares... »*, au lieu de 12 000 hectares, comme écrit par erreur.

Crise de confiance

Suite de la première page

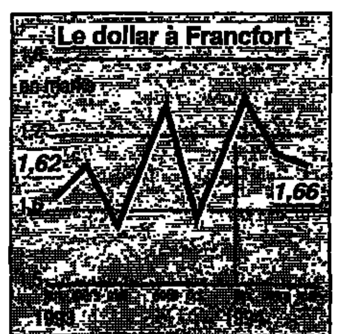
Sans doute la spéculation a-t-elle été prise à contre-pied, mais elle va attendre la suite, et les banques centrales devront sans doute recommencer à intervenir. Mais la cause principale de la crise de confiance dans le dollar demeure : c'est la dépréciation des actifs, citée précédemment, et provoquée par la rapide remontée des intérêts à long terme aux Etats-Unis. D'octobre 1993 à mai 1994, ils sont passés de 5,17 % pour le dix ans à 7,15 %, et de 5,77 % à 7,40 % pour le trente ans.

Cette variation (200 centimes pour le dix ans) s'est traduite par une dépréciation de près de 10 % des obligations du Trésor américain. Comme on le sait, la hausse des rendements fait baisser les cours des titres émis précédemment, puisqu'il en faut davantage pour obtenir la nouvelle rémunération fixée par les marchés.

Cette dépréciation, qui est considérable, risque de provoquer une vraie panique chez les porteurs, notamment à l'étranger, qui détiennent une bonne part de ces obligations émises pour 1 700 milliards de dollars dont l'échéance va de 5 ans à 30 ans. Le pire est que nul ne sait quand cette remontée s'arrêtera et à quel niveau. Elle a été déclenchée par les premiers signes du redémarrage de l'économie américaine à la fin de l'année dernière, qui fit craindre au marché une surchauffe et surtout, à tort ou à raison, une reprise de l'inflation.

Bien que la productivité de l'industrie américaine ait très fortement augmenté du fait des énormes investissements réalisés depuis deux ans, la crainte de l'inflation demeure, d'autant que les créations d'emplois sont fortes. Or, pour l'instant, personne ne peut dire quel sera le rythme de croissance de l'économie américaine et son rythme d'inflation au second semestre 1994, ni, *a fortiori*, en 1995, et les marchés financiers ont horreur de l'incertitude, surtout sur l'inflation, qui déprécie les créances, les prêteurs exigeant en ce cas une prime de risque, c'est-à-dire un rendement plus élevé.

A l'heure actuelle, les milieux financiers sont à l'affût des moindres signes permettant



d'orienter les pronostics : activité générale, créations d'emplois, augmentation des commandes, indices des prix de détail et de gros. Il est donc probable qu'après une flambée au quatrième trimestre 1993 (+ 7 % en rythme annuel) et un ralentissement au premier trimestre 1994 (+ 2,6 %) en raison du séisme de Californie et de la vague de froid, la croissance redevienne vigoureuse par effet de rattrapage. Dans son Livre beige (*Tann book*, qui résume une enquête effectuée auprès des chefs d'entreprise américains, la Réserve fédérale vient d'annoncer que la croissance était ferme partout avec même des signes de reprise en Californie, les prix restant toutefois « compétitifs ».

La publication des chiffres de l'emploi d'avril aux Etats-Unis, vendredi 6 mai, est très attendue. S'ils traduisent une augmentation des emplois et une diminution du chômage, la firme de courtage new-yorkaise Merrill Lynch craint un bond de 30 à 40 centimes du rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans, et peut-être un mini-krach obligataire.

De toute façon, tant que les rendements à long terme ne seront pas stabilisés, aucun investisseur sérieux (caisse de retraite, compagnie d'assurances, fonds de placement collectif) n'entrera dans le marché pour acheter des emprunts américains, puisque tous les achats depuis trois mois se sont traduits par des baisses de cours, donc des moins-values. Il n'y a plus d'acheteur « physique » sur le marché, seulement des opérateurs (*traders*) et des spéculateurs, d'où une extrême nervosité de ces marchés. Comme on ne sera pas fixé, selon toute vraisemblance, avant l'été ou l'automne prochain, sur l'évolution de l'activité et de l'inflation aux Etats-Unis, *« tout peut se produire sur les marchés »*, pronostiquent les observateurs, soit un retour au calme (mais quand ?), soit de fortes secousses.

Tension sur les bons du Trésor à 30 ans

7,38

6,95

Un très mauvais signal

Les pessimistes voient le rendement du 30 ans américain à 9 % contre 7,35 % actuellement. D'autres rappellent que le krach du 19 octobre 1987 à Wall Street a été précédé par une forte hausse du rendement des obligations, toujours un très mauvais signal pour les marchés des actions. A Paris, les prévisionnistes sur graphique n'excluent pas une chute des cours du MATIF à moins de 111 contre près de 120 actuellement, soit des rendements à 10 ans dépassant largement 8 %, alors qu'ils viennent de passer 7 %. On imagine la réaction de la Bourse, et le coup de frein à l'économie qui serait tout à fait malvenu. Hâtons-nous de souligner que, dans le monde entier, y compris la France, on a gagné beaucoup d'argent à la baisse des taux à long terme, l'an dernier, avec des gains dépassant 10 % en capital sur les obligations entre le rendement des coupons (7 % en moyenne), ce qui est somptueux pour des valeurs à revenus fixes.

Une véritable « bulle financière » gonflée par la spéculation et les fonds de performance qui anticipaient la diminution de ces taux à long terme de 7 % à près de 5 % aux Etats-Unis, entre janvier et octobre 1993, et la hausse des cours correspondants ont contribué à accélérer le phénomène de manière inconsidérée !

Aujourd'hui, on risque de faire le chemin inverse, tout aussi inconsidérément, mais avec quels dégâts ! Les derniers acheteurs d'obligations en fin d'année dernière s'en mordent les doigts, notamment les souscripteurs de sicav obligataires en France. Et ce n'est pas bon pour l'image des placements longs, réputés sans risques et profitables aux investissements. La situation est donc très délicate, sur le fil du rasoir véritablement, la baisse du dollar étant auto-entretenue par celle des cours des obligations aux Etats-Unis, et même nourrie par le recul de la devise américaine qui fait fuir les acheteurs. Cela explique l'action des banques centrales, relayées par les hommes politiques.

Mercredi 4 mai, le secrétaire américain au Trésor, Lloyd Bentsen, s'est déclaré *« préoccupé »* par l'instabilité excessive des marchés des changes, affirmant que son gouvernement ne voyait *« aucun avantage à une monnaie sous-évaluée »*. Cette déclaration est intéressante dans la mesure où elle va à l'encontre de l'opinion largement répandue suivant laquelle le gouvernement américain souhaite un recul du dollar pour stimuler les exportations et réduire les importations, notamment en provenance du Japon. Ce serait donc la fin du *benign neglect* (douce insouciance), mais M. Bentsen n'a pas dit ce que les marchés souhaitaient entendre, c'est-à-dire qu'il fallait faire monter le dollar, et surtout stopper la hausse du yen provoquée par les affrontements commerciaux musclés entre Etats-Unis et Japon.

Or, lorsque le dollar baisse à Tokyo, il baisse également à Francfort et à Paris, par la vertu des « parités croisées » *(cross rates)*. On n'en sort donc pas. Quant aux soubresauts des énormes marchés à terme américains de Chicago et New-York provoqués par la spéculation, M. Bentsen n'y peut strictement rien, pas plus que la Réserve fédérale des Etats-Unis, qui s'apprête, dit-on, à relever à nouveau ses taux directeurs, à savoir son taux d'escompte et son taux de pension à court terme, qui pourrait augmenter de 50 centimes, 0,50 % d'un coup, après trois relèvements de 25 centimes chacun. On se demande alors ce que sera la réaction des marchés américains, pas très bonne on le craint, bien que la Réserve fédérale ait voulu réagir pour leur bien, c'est-à-dire pour les rassurer sur sa volonté de lutter préventivement contre l'inflation. Là aussi, on n'en sort pas...

FRANÇOIS RENARD

En contrepartie d'un doublement de capital

Les États-Unis veulent modifier le rôle de la Banque asiatique de développement

Créée il y a près de trente ans, la Banque asiatique de développement (BAD) hésite sur sa stratégie. Doit-elle continuer à faire bénéficier de prêts à des taux bonifiés tous les projets qui intéressent le développement des 37 pays de la région ? Ou doit-elle favoriser ceux qui, par exemple, permettent de réduire la pauvreté et de protéger l'environnement ?

Le débat n'a rien de théorique. Amorcé depuis deux ans, il a dominé les débats de la vingt-septième assemblée annuelle de la BAD, qui s'est tenue du 3 au 5 mai à Nice. Champions d'un recentrage des activités de cette banque, les États-Unis mettent en avant les brillantes performances économiques de la région dans son ensemble d'une part, l'accroissement des capitaux privés disponibles de l'autre, pour justifier une remise en cause de sa vocation traditionnelle. Washington dispose d'arguments de poids : avec 15,9 % du capital, les Américains étaient fin 1993 le second plus gros actionnaire derrière le Japon, qui a placé l'un des siens, Mitsui Sato, à la présidence. *« Vouloir faire une liaison rigide entre les projets de la banque et la solution de certains problèmes sociaux n'a jamais aidé les pays en développement, ni pour leur progrès social ni pour leur croissance économique »*, a répliqué le représentant chinois.

Une seconde restriction devrait être apportée à l'activité de la BAD, selon les États-Unis, qui lierait l'octroi des prêts à leur *« bonne administration »*. Pour des pays comme la Chine, l'Indonésie, l'Inde – les principaux bénéficiaires des crédits de la BAD –, il s'agit d'une condition inadmissible.

Il n'en reste pas moins que Washington a les moyens d'imposer ses vues. Car, à l'acceptation d'un tournant pour la BAD est lié le doublement de son capital, qui sera porté à 48 milliards de dollars (300 milliards de francs) pour accompagner le développement économique de la région. Les 55 membres de la banque ont jusqu'au 22 mai pour voter cette augmentation. Nul doute que Washington, en contrepartie de sa participation financière, obtiendra gain de cause.

J.-P. T.

Repli généralisé des places européennes

La chute de l'ensemble des marchés financiers et obligataires, américains et allemands notamment, a pesé, mercredi 4 mai, sur l'ensemble des places boursières européennes, qui ont toutes sans exception clôturé à la baisse.

Le plus fort recul est affiché par la Bourse de Milan avec une chute significative de 2,88 %. Les secousses des marchés obligataires et des changes ne sont pas totalement responsables de ce mouvement. Les analystes estiment que la baisse devrait se poursuivre jusqu'à la formation du nouveau gouvernement italien. La place de Madrid a terminé en recul de 1,82 %, le mouvement baissier étant amplifié par la crise politique espagnole.

L'incertitude sur l'évolution des marchés de taux et la faiblesse du dollar ont, en revanche, largement influencé la Bourse de Zurich, qui a terminé sur une baisse de 1,5 %, ainsi que celle d'Amsterdam, qui a perdu 1,12 %. Repli très sensible également au Stock Exchange de Londres, où l'indice Footsie des cent plus grandes valeurs a reculé de 0,95 % pour repasser sous les 3 100 points, soit son plus bas niveau depuis sept mois.

Seule Francfort n'a pas trop baissé. L'indice DAX a terminé sur un repli de 0,15 %. Les courtiers ont attribué ce repli à l'affaiblissement du marché obligataire et à la poursuite du mouvement de consolidation après la hausse de lundi, qui avait permis au DAX d'atteindre son plus haut historique à 2 268,65 points.

AGRICULTURE

Au congrès de Rodez

Christiane Lambert devrait succéder à Christian Jacob à la tête du CNJA

Sauf changement de dernière heure peu probable, c'est Christiane Lambert qui devrait succéder à Christian Jacob à la présidence du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Ce dernier dépassera en effet dans quelques mois la limite d'âge de trente-cinq ans, mais c'est surtout son engagement politique qui l'a amené à passer la main. Christian Jacob figurera en effet en bonne place sur la liste de la majorité conduite par Dominique Baudis pour les élections au Parlement européen. Agée de trente-deux ans, cantalienne d'origine, Christiane Lambert est exploitante agricole dans le Maine-et-Loire, où elle élève des porcs.

Elle a été l'un des auteurs du rapport d'orientation du CNJA au congrès de l'année dernière. Membre du bureau du CNJA, elle s'occupe particulièrement des dossiers relatifs à l'installation des jeunes agriculteurs. Christiane Lambert devrait être élue le 14 juin, le soir de l'ouverture du congrès du CNJA qui aura lieu à Rodez.

SOCIAL

Selon le patronat de la métallurgie

La masse salariale aurait baissé en 1993

Selon l'Union des industries métallurgiques et minières (UIMM), la masse des salaires distribuée par les entreprises du secteur privé aurait baissé en 1993. L'UIMM, a souligné, mercredi 4 mai, qu'un tel phénomène constituerait *« semble-t-il »* une *« première »* dans l'histoire économique et sociale de la France, et évalue ce recul à 0,4 % en se fondant sur les statistiques de l'UNEDIC, le régime d'assurance-chômage. Ce dernier a, en effet, enregistré une évolution à la baisse de la masse salariale (0,2 % au premier trimestre, 0,1 % au deuxième, 0,8 % au troisième et 0,5 % au quatrième) au cours de l'année écoulée.

Le constat du patronat de la métallurgie – que l'on peut vérifier dans plusieurs entreprises – s'explique non seulement par les suppressions d'emploi (l'UNEDIC a perdu 227 200 cotisants en 1993), mais aussi par le coup de frein opéré sur les salaires, qui s'est traduit par un recul de 0,5 % du pouvoir d'achat des salaires bruts l'an passé. A titre d'exemple, le ministère du travail vient de publier une étude selon laquelle la proportion d'ouvriers ayant bénéficié d'une augmentation est passée de 18,4 % en mars 1992 à 8,8 % en mars 1994. Quant à l'augmentation annuelle des salaires de cette même catégorie, elle est passée de 3,27 % à 1,59 % au cours de la même période.

On peut aussi citer une autre étude du ministère, publiée mercredi 4 mai, faisant apparaître que, si la proportion de salariés payés au SMIC a baissé de 0,4 point (8,2 % de l'ensemble des emplois en 1993), ce mouvement s'explique par l'absence de *« coup de pouce »* lors de la revalorisation de juillet 1993. Cette même étude observe que *« depuis quelques années, l'ensemble de la population au SMIC, quel que soit son sexe, vieillit et demeure de plus en plus longtemps au salaire minimum »*. En dépit de la relance des négociations sur les bas salaires impulsée par les pouvoirs publics depuis 1991, la situation n'a donc guère évolué.

Débat en trois dimensions

Bien que l'INSEE estime que la masse salariale s'est accrue de 0,5 % en 1993 (mais cette affirmation intègre des professions agricoles et para-agricoles), le constat de l'UIMM devrait alimenter un débat en trois dimensions : sur l'emploi, sur la consommation et sur le financement de la protection sociale.

Alors que la situation financière des entreprises donne des signes d'amélioration, on peut s'attendre – dans l'éventualité où une reprise de la croissance se confirmerait – à une certaine tension sur les salaires. Dans l'immédiat, la confirmation d'un recul de la masse salariale dans le privé donnera davantage de poids à ceux qui considèrent que la faiblesse de la consommation entretient la crise. Or, un retour en force des revendications salariales, d'autant plus net que le pouvoir d'achat a baissé, risquerait de faire passer au second plan (où, au moins, de quelque peu relativiser) la priorité qui pourrait être accordée à l'emploi. Enfin, la contraction de la masse salariale permet d'expliquer en partie les difficultés considérables de la « Sécu », dont les recettes proviennent essentiellement des salaires. Reste que si ces derniers augmentaient davantage, la protection sociale n'en tirerait pas un avantage suffisant pour faire disparaître la nécessité de freiner ses dépenses et d'élargir son financement.

JEAN-MICHEL NORMAND

هكذا من الأصل



Sixième journée du «bras de fer» engagé par la direction du quotidien bordelais

Le tribunal ordonne la réouverture de « Sud-Ouest »

BORDEAUX

de notre correspondant

Statuant sur le référé déposé par le livre CGT lundi 2 mai, le tribunal de grande instance de Bordeaux, présidé par Marie-Françoise Petit, a ordonné, jeudi 5 mai, *« la suspension immédiate des mesures de fermeture »* du journal *Sud-Ouest*. Il ordonne aussi à la direction *« de prendre toutes mesures pour une reprise immédiate du travail »*. Le tribunal a condamné *Sud-Ouest* aux dépens, et à payer une amende de 3 000 francs de dommages et intérêts au syndicat CGT.

Après la proposition d'ouverture faite par le Livre CGT, mardi 3 mai, la direction de *Sud-Ouest* a fait savoir, le lendemain dans l'après-midi, qu'elle était prête à l'entendre si le syndicat venait la voir à partir de 9 heures, jeudi 5 mai. Une délégation de dix membres du Livre était reçue par Pierre Jeantet, directeur général de *Sud-Ouest*, dans la matinée de jeudi.

Jusqu'ici, les responsables CGT se disaient affectés par le peu d'empressement de la direction à répondre à leur proposition d'ouverture – discussions jusqu'au 30 octobre sur les accords d'entreprise, dépôt de préavis dans le cas d'une grève –, qu'ils jugeaient considérable (*le Monde* du 5 mai). L'attente s'est organisée devant la porte close du quotidien, où seulement quelques rares cadres ou du personnel de maintenance étaient autorisés à entrer.

A chaque prise de service, une cinquantaine de personnes, syndiqués ou non, viennent aux nouvelles, restent le temps de bavarder et de lire la vingtaine de télégrammes de sympathie émanant de sections du Livre CGT.

La moitié de la vingtaine de télégrammes proposent de se joindre au mouvement et évoquent la possibilité de suivre tout mot d'ordre de grève. *« On a même les Parisiens avec nous. Vous voyez qu'on n'est pas aussi seuls que ça ! »* Le premier des télégramme est venu du *Monde*, le second d'*Ouest-France*. Toutes les régions de France sont représentées. Une solidarité dont les ouvriers bordelais ne cachent pas qu'elle leur va droit au cœur, à un moment où ils auraient tendance à se sentir rejetés. Le préfet a refusé de les recevoir avant de connaître la décision du juge des référés. *« Pourtant, ce conflit d'une direction contre ses salariés, ça devrait l'intéresser*, disent des membres de la CGT. *Vous, les journalistes et les médias, vous êtes tous contre nous. Vous dites et vous écrivez le contraire de la réalité, jusqu'à tenter de faire croire que nous sommes contre le progrès, contre toute modernisation. Or la modernisation, nous y sommes depuis vingt ans. La preuve, en ce moment, il y a des gars de chez nous qui sont en train de se former sur le système que nous avons soi-disant refusé. Ce que nous voulons vous faire comprendre, c'est qu'entre la modernisation et le transfert des charges il y a une marge. »*

L'autre difficulté pour le Livre bordelais, c'est d'assumer un conflit dans lequel l'opinion ne leur est pas favorable, il s'en faut de beaucoup, alors qu'ils estiment ne pas en porter la responsabilité. *« C'est quand même Jeantet qui nous a lock-outés, ce n'est pas nous qui nous sommes mis en grève. Depuis qu'il est là, plus rien n'est comme avant. Nous savons pourquoi il est à* Sud-Ouest, *après être passé par l'AFP. Nous, nous avons toujours négocié en faisant un pas dans le sens souhaité par la direction*, dit un responsable syndical. *Lui, il te donne l'impression d'avancer dans ton sens et, au moment ou tu avances encore un peu, il remet une pelletée de charbon dans la chaudière, mais pour reculer encore plus vite. »*

P. C.

La Réole sans son journal

BORDEAUX

de notre correspondant

*Samedi 30 avril, dans l'Entre-*Deux-Mers, à 60 kilomètres de Bordeaux, deux mille personnes ont manifesté dans les rues de *La Réole pour exiger le maintien* de certains services de l'hôpital *local. Deux mille manifestants* dans une cité médiévale de quatre mille cinq cents âmes, cela ne passe pas inaperçu. Or il n'y a toujours rien eu dans les colonnes du journal *Sud-Ouest*, l'unique quotidien régional, dont la direction a décidé la fermeture, pour un ultime bras de fer avec le Syndicat du livre CGT. *« Le préfet n'aura pas vu les photos de foule dans* Sud-Ouest, *c'est très préjudiciable »*, dit Bernard Castagnet, maire PS de La Réole. *« On sera bon pour refaire une manif »*, aurait même glissé un sénateur et maire voisin, apprenant la situation à *Sud-Ouest* le jour de la manifestation.

Depuis 1858, *sans discontinuer*, la famille de Marie-Rose Peyrol est abonnée à *la Petite Gironde* devenue *Sud-Ouest* à la Libération. *« Les journées sont longues sans mon journal. Cela me fait des creux. Je passe en moyenne une heure à une heure et demie à le lire chaque jour avant de le donner le soir à mes voisins. L'absence du journal est surtout problématique quand je vois passer un enterrement. Ce n'est pas agréable de se demander qui c'est »*, dit cette lectrice de toujours.

D'un bout à l'autre de La Réole, à la maison de retraite des Jacobins comme sur la terrasse du Turon, le bar-PMU l'absence du journal est ressentie avec le même malaise quasi physiologique : *« On ne s'en rend pas compte quand on l'a tous les jours, mais cela manque drôlement. Les gens sont déboussolés. On fait 30 % de chiffre en moins au PMU depuis que* Sud-Ouest *est absent. Jamais je n'aurais cru cela »*, dit Michel Dufau, patron du Turon. Les médecins et les pharmaciens de garde, le carnet des naissances et des décès, les accidents de la route et les nouvelles locales : tels sont, dans l'ordre prédominant, les rendez-vous faisant le plus défaut aux Réolais, qui compensent leur soif d'information avec les quotidiens parisiens et deux hebdomadaires de proximité, *le Réolais* et *le Républicain*, rares titres à échapper au groupe Sud-Ouest sur son territoire. *« Quand* Sud-Ouest *n'est pas au rendez-vous sur la table de nuit du samedi avec les médecins de garde, c'est grave pour lui. Il est évident que nous en profitons pour occuper le terrain »*, dit un journaliste du *Républicain*. Or, ici comme ailleurs, il est arrivé trop souvent que *Sud-Ouest* faillisse à ce rendez-vous du samedi. Comme à d'autres dates aussi importantes : *« A chaque fois que nous organisons une animation, notre seule peur est de tomber sur une grève du Livre »*, fait remarquer Thierry Roqueflot, président de l'Union des commerçants de La Réole.

A force de combats syndicaux se traduisant par des non-parutions ou des éditions tronquées, le Livre CGT a fini par prendre *toute sa place dans l'univers* mental des lecteurs de *Sud-Ouest*, qui comprennent sans difficulté les tenants et les aboutissants du conflit actuel. Respecté comme une institution d'un autre type, le Livre est aussi perçu comme appartenant à une autre époque. Ce qui, de la part de lecteurs souvent âgés, pèse d'autant plus lourd. – *(Intérim.)*

Un communiqué du Livre CGT-*le Monde*

« Les ouvriers du livre CGT de la SARL Le Monde expriment leur soutien total à leurs camarades de «Sud-Ouest» et exigent avec eux la levée du lock-out du secteur technique.

Ils tiennent à souligner – fait largement occulté dans la presse – que c'est la direction de *Sud-Ouest* qui, en dénonçant dès avril 1993 l'ensemble des accords d'entreprise et de service concernant des effectifs et les rémunérations des ouvriers, a pris de responsabilité du conflit.

Ils sont d'autant plus solidaires de leurs camarades que la direction de *Sud-Ouest* prétend utiliser son nouveau matériel de mise en page, identique à celui actuellement mis en œuvre au *Monde*, d'une manière tout à fait différente, conduisant, contrairement à ce qui a été retenu au *Monde*, à une confusion des tâches techniques et des tâches rédactionnelles, portant atteinte aux attributions conventionnelles et à la qualification professionnelle des ouvriers comme des rédacteurs.

En l'espèce les *« blocages qui entravent le développement de la presse quotidienne »* sont dus à la conception particulière qu'a la direction de *Sud-Ouest* du «dialogue social». »

LE PRESIDENT DE LA FNPF soutient la direction de Sud-Ouest. – Jean Miot, président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF, syndicat des patrons de la presse nationale et régionale), et directeur délégué du *Figaro*, a apporté mercredi 4 mai, son soutien au PDG du groupe Sud-Ouest, en indiquant : *« la modernisation de la presse française est essentielle : il y va de sa survie. »*

DANS LA PRESSE

L'accord du Caire sur l'autonomie de Gaza et de Jéricho

Le Figaro (Franz-Olivier Giesbert) : « Rien ne sera jamais résolu tant que les Palestiniens de 1948 n'auront pu rejoindre la terre à laquelle ils ont droit. Ensuite, il faudra faire taire les intégristes des deux camps (...). Mais même *s'ils parvenaient* à ébranler la paix, on voit mal comment ils pourraient tuer l'embryon d'État palestinien qui, *désormais, ne devrait plus cesser* de grandir. Comme dit le proverbe arabe, *« le chas d'une aiguille est assez grand pour deux amis : le monde est trop étroit pour deux ennemis »*. »

Libération (Marc Kravetz) : « De la résistance à l'occupation, qui a généré une formidable conscience collective, à la création d'un État et d'une société moderne, la distance est longue. (...) C'est sur ce terrain plus que tout autre que l'OLP va devoir faire ses preuves, quitte à s'effacer bientôt devant cette nouvelle *« autorité palestinienne »* qui, après les élections prévues pour l'automne, devrait figurer le premier gouvernement des Palestiniens par eux-mêmes de toute leur histoire. »

L'Humanité (Jacques Coubard) : « Cinq guerres ont dispersé [les Palestiniens] par millions, dans tout le Proche-Orient . L'occupation, la colonisation, les prisons, la torture, la misère des camps, jamais, n'ont mis fin à la résistance. Les grains de sable de l'Intifada, les pierres des gavroches de Gaza ont fini par enrayer la plus forte machine militaire de toute la région, subventionnée, conseillée par le plus riche État de la planète.

El País : « Le gouvernement israélien a perdu un temps précieux en revenant sur des concessions concernant des questions relativement secondaires. Rabin et Peres semblaient avoir oublié leur message de septembre : la rapidité dans la mise en œuvre de la paix est le meilleur moyen de couper l'herbe sous le pied de ceux qui veulent la guerre. »

Financial Times : « *Pour M. Arafat*, les chances de maintenir la paix dépendront largement de sa capacité à démontrer que l'accord apporte aux Palestiniens des bénéfices réels et tangibles. (...) Ce dont l'économie palestinienne a besoin, comme n'importe quelle autre, c'est de la liberté du commerce et du travail, ainsi que d'une puissante capacité d'investissement. (...) A court terme, il faut espérer qu'Israël intègre à nouveau les travailleurs migrants palestiniens au sein de sa propre économie. Ceci implique des risques d'insécurité, mais le danger de refouler la force de travail palestinienne à l'intérieur des territoires est encore plus important. »





VIE DES ENTREPRISES

Après un accord sur le financement des retraites

Lufthansa sera privatisée par augmentation de capital

Le problème du financement des retraites chez Lufthansa est résolu. L'Etat apportera 1,5 milliard de marks et une augmentation de capital sera réservée au privé. La compagnie aérienne va pouvoir poursuivre un redressement bien engagé.

FRANCFORT

de notre correspondant

Faudra-t-il reparler de privatisations « à l'allemande » ? Des opérations mesurées, des ventes par fraction de capital et dont l'objectif est plus destiné à aider les firmes qu'à boucher des trous budgétaires. Tel est en tout cas le sens de l'accord conclu, mercredi 4 mai, entre la compagnie aérienne allemande Lufthansa et le gouvernement de Bonn.

Toutes les opérations de privatisation en Allemagne se heurtent à un problème de retraites du fait que les entreprises publiques doivent légalement sortir de la caisse d'Etat (VBL) lorsqu'elles sont privatisées. Comme les montants en cause se comptent en milliards de marks, l'Etat doit aider. Pour Lufthansa, après de multiples grincements du côté du ministère des finances, le gouvernement a finalement accepté d'apporter 1,5 milliard de marks sur quinze ans (5 milliards de francs). Un milliard de marks sera versé à la VBL et servira à payer les retraites des salariés qui seront sortis de l'activité au 1er janvier 1995. Le reste, soit 500 millions, sera mis à l'actif de Lufthansa pour les retraites à venir. La compagnie pourra ainsi limiter à 1,6 milliard de marks les provisions pour retraites qu'elle devra inscrire à son bilan. L'Etat apporte en outre sa garantie de paiement si la firme fait faillite.

La compagnie aérienne recevra le complément au travers d'une augmentation de capital avant la fin de l'année, dont le montant et les modalités restent à fixer. L'Etat n'y souscrira pas et vendra au contraire ses droits de souscription préférentiels pour 150 millions de marks. Sa part du capital (51,4 %) passera sous la barre des 50 %, revenant sans doute vers les 40 % dans un premier temps. L'opération devrait être néanmoins positive pour le ministère des finances puisqu'il pourra, les années suivantes, vendre ses actions restantes (50 % de Lufthansa valent aujourd'hui 3 milliards de marks) pour financer ses aides (1,5 milliard).

Les syndicats doivent encore approuver le dispositif sur les retraites. S'il le font, Lufthansa va pouvoir poursuivre un redressement déjà bien engagé. Le résultat global devrait être encore négatif d'environ 110 millions en 1993, mais un bénéfice d'exploitation est attendu cette année après trois années de fortes pertes (plus de 1 milliard de marks en 1992 et environ 400 millions en 1993). Jürgen Weber, son président, a dû bloquer les salaires, supprimer 8 000 emplois (il en reste 40 000) et économiser sur tous les postes. Il a acquis des avions plus petits qui sont mieux remplis. Un accord passé avec United Airlines va lui permettre de regagner des parts du lucratif marché transatlantique.

M. Weber estime néanmoins que l'ensemble des coûts devront être encore rabotés de 20 %. L'une des solutions examinées est une filialisation de l'énorme service informatique dont la firme américaine EDS pourrait devenir actionnaire minoritaire. Beaucoup d'emplois pourraient être délocalisés en Inde, où Lufthansa-informatique emploie déjà soixante-dix personnes.

ERIC LE BOUCHER

Les grandes manœuvres dans la pharmacie américaine

Bayer candidat à la reprise de Sterling

Vingt-quatre heures à peine après l'annonce par Eastman Kodak de la mise en vente de sa branche santé, l'allemand Bayer s'est déclaré intéressé par une reprise de certaines activités de Sterling Winthrop. Le groupe envisage la reprise de l'automédication et examine les possibilités d'achat, a indiqué, mercredi 4 mai, un porte-parole de la firme, sans préciser si l'offre déposée portera sur l'ensemble ou partie de la firme américaine

Deuxième candidat à s'être déclaré, après le français SANOFI, Bayer pourrait ainsi non seulement se renforcer aux Etats-Unis, mais surtout reprendre des droits confisqués depuis la première guerre mondiale.

Après ce conflit, les vainqueurs avaient privé Bayer de tout droit dans leur pays sur l'aspirine, que le groupe avait inventée en 1899. Le mot aspirine perdait sa majuscule en tombant dans le domaine public. Aux Etats-Unis, Bayer abandonnait en plus le droit d'utiliser sa marque et son emblème, qui étaient acquis en 1918 par Sterling. Par le biais d'un rachat, la firme allemande récupérerait ainsi l'usage de son logo aux Etats-Unis et au Canada, où elle commercialise ses produits sous l'appellation Miles.

L'Amérique du Nord est, après l'Europe, le deuxième marché de ce groupe chimique, qui y a réalisé en 1993 un quart des 41 milliards de son chiffre d'affaires et 27 % de son bénéfice d'exploitation.

D. G.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

RÉSULTATS

PHILIPS : bénéfice net en hausse de 150 % au premier trimestre. – Le groupe néerlandais d'électronique Philips a réalisé un bénéfice net de 260 millions de florins (1,4 milliard de francs) au premier trimestre de 1994, en hausse de 150 % sur la même période de 1993 (103 millions de florins). Le résultat d'exploitation est en hausse de 24 %, à 695 millions de florins, et les charges financières inférieures de 106 millions. Le chiffre d'affaires du groupe a baissé de 0,7 % à 13,65 milliards de florins, mais a augmenté de 2 %, hors variations des taux de change et modifications comptables. Branche malade du groupe, la division électronique grand public a réalisé un chiffre d'affaires stable à 4,82 milliards de florins dans un marché européen déprimé où les prix ont reculé de 3 %.

LA CIR (holding de Carlo De Benedetti) renoue avec les bénéfices. – La Cir, holding financier de Carlo De Benedetti, a renoué en 1993 avec les profits, réalisant 16 milliards de lires de bénéfice net (56 millions de francs), contre 540 milliards de pertes un an plus tôt. Son chiffre d'affaires a atteint 17 066 milliards de lires en hausse de 6 % par rapport à 1992. Dans le même temps, sa dette consolidée est passée à 2 342 milliards de lires. La société des Compagnie Industriali Riunite ajoute qu'elle va procéder à une augmentation de capital de 625 milliards de lires en obligations convertibles.

BEIERSDORF (cosmétiques) : en hausse de 13,2 %. – Le groupe chimique et de cosmétiques Beiersdorf AG a réalisé en 1993 un bénéfice net en hausse de 13,2 % à 179,4 millions de deutschemarks (608 millions de francs), contre 158,5 millions de deutschemarks en 1992. Le chiffre d'affaires du groupe s'est élevé à 4,76 milliards de deutschemarks (16,14 milliards de francs), en hausse de 4,6 % sur 1992. Le secteur cosmétique du groupe, qui comprend notamment la marque Nivea, a augmenté de 11,8 % à 2,5 milliards de deutschemarks ; le secteur médical et pharmaceutique a cru de 0,3 % à 1,09 milliard et celui des adhésifs a reculé de 4,1 % à 16,88 milliards. Le groupe employait en 1993 16 880 salariés, soit 719 de moins qu'en 1992, ses investissements ont diminué l'an dernier de 25,2 % à 256,7 millions de deutschemarks.

TELIA (télécommunications suédoises) double ses profits en 1993. – Telia, société suédoise de télécommunications, a enregistré un bénéfice après éléments financiers de 3,9 milliards de couronnes (3 milliards de francs) en 1993, contre 1,8 milliard en 1992. Le chiffre d'affaires est resté quasi-inchangé à 35,3 milliards de couronnes, malgré une hausse de 4,8 % du trafic téléphone.

SOCIAL

CHAUSSON : nouvelle assignation en référé. – Renault et Peugeot, coactionnaires à la hauteur de 48,83 % chacun de Chausson, sont assignés, jeudi 5 mai, en référé par les cinq syndicats (CFDT, CGT, CFE-CGC, FO et SDC/syndicat démocratique Chausson) de l'entreprise pour *« non-respect de leurs engagements envers les salariés »*. Les deux constructeurs automobiles s'étaient engagés, en 1993, à reprendre chacun cent salariés de leur filiale commune, en redressement judiciaire depuis le 13 septembre 1993. Selon les syndicats, Renault et Peugeot en ont reclassé respectivement 51 et 25. Le tribunal de commerce doit aussi décider le 13 juin de la poursuite ou de l'arrêt définitif des trois sites de Creil (Oise), Gennevilliers et Asnières (Hauts-de-Seine). L'unité de Creil, avec ses 1 080 salariés, serait la plus menacée.

CONTRATS

SOUTHWEST AIRLINES achète 12 Boeing 737-300 supplémentaires. – La compagnie aérienne américaine Southwest Airlines a annoncé, mercredi 4 mai à Seattle, qu'elle allait acheter 12 Boeing 737-300 supplémentaires. Le montant de la transaction n'a pas été révélé, mais un Boeing 737-300 vaut entre 34 et 40 millions de dollars. Southwest Airlines dispose déjà d'une flotte de 163 Boeing 737-300. La livraison des avions se fera en deux étapes en 1995 et 1996.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CYCNOS SA, marché Hors-Cote, sicovam 5261 (anciennement CFTI)

Comptes de résultat consolidé à périmètre équivalent (en milliers de francs)

	1er SEM. 93	2e SEM. 93	93	92
Chiffres d'affaires	19 417	18 403	37 820	46 330
Résultat d'exploitation	– 711	– 350	– 1 061*	– 8 022
Résultat exceptionnel	– 601	– 2 104	– 2 705	– 3 971
Perte nette	– 1 097	– 2 969	– 4 066*	– 12 897

* dû à SFT, filiale de CFTI : perte d'exploitation : 2 468 ; perte nette : 4 204

Mise en place début 1993, la nouvelle direction de CYCNOS n'a pu réaliser pleinement ses objectifs.

Le chiffre d'affaires a chuté après la perte imprévisible de contrats anciens de SFT/CFTI, et ce dans une conjoncture économique difficile. Les besoins de restructuration ont engendré des charges exceptionnelles de 2 876 KF non reproductibles en 1994 et ont nettement dépassé la prévision de 899 KF.

Sauf événement imprévisible et si la reprise perçue depuis le début 1994 se confirme, la tendance devrait continuer à s'améliorer.

Afin d'assurer le redressement en cours et de poursuivre la politique d'acquisition externe, il sera proposé à l'Assemblée Générale Mixte du 30 juin 1994, à 14 heures, d'autoriser le conseil d'administration à augmenter le capital. Egalement, il sera proposé l'attribution d'un droit de vote double aux actions détenues nominativement depuis plus de 2 ans.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 4 mai ⬇ Vif recul

La Bourse de Paris a fortement baissé, mercredi 4 mai, réagissant ainsi très négativement à toutes les tensions monétaires ainsi qu'à la persistance de la tension sur les taux longs français. En repli de 0,42 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 a terminé la séance sur un vif recul de 1,72 % à 2 141,57 points. Le marché est resté sans volume avec un peu plus de 3 milliards de francs échangés sur le marché à règlement mensuel.

Les investisseurs français ont été « déstabilisés » par les perturbations sur le front des changes et par la faiblesse du dollar, a noté un boursier. Les banques centrales sont intervenues mercredi dans un mouvement concerté pour soutenir le billet vert. Ces tensions freinent les prises de position des investisseurs, souligne un professionnel. Par ailleurs, le marché obligataire parisien a poursuivi sa chute, cassant son support de 120 pour s'inscrire en compensation à 119,64 en recul de 0,86 % par rapport à mardi. Le rendement de l'emprunt à 10 ans est repassé au-dessus de 7 % et s'est tendu de 12 points de base alors que l'OAT à 30 ans s'est tendu de 14 points de base à 7,88 %.

Le marché n'a absolument pas pris en compte la détente qui est intervenue en Belgique, où le taux central a baissé à 5,50 % contre 5,60 %. Le geste de la Bundesbank, qui a alloué mercredi 77 milliards de deutschemarks par le biais d'une prise en pension sur 14 jours au taux marginal de 5,41 %, soit une baisse de six centièmes de point par rapport à la semaine passée, est également passé inaperçu dans les salles de marché, a précisé un gestionnaire.

Les étrangers boudent toujours le marché français et les investisseurs français ne sont pas en position de prendre le relais ayant été fortement sollicités depuis le début de l'année par les nombreuses augmentations de capital et par les privatisations, a relevé un analyste.

Dès le 20 mai

Le MATIF va proposer deux contrats d'options de change

MATIF SA a présenté, mercredi 4 mai, les deux contrats d'options de changes, l'un en dollar-deutschemark, l'autre en dollar-franc, qui seront introduits le 20 mai sur la place de Paris. Il s'agit des premiers contrats d'options de change lancés sur le marché organisé en Europe où jusqu'à présent les opérations sur options de change avaient lieu uniquement de gré à gré.

Ces options européennes (c'est-à-dire ne pouvant s'exercer que le dernier jour, contrairement aux américaines qui peuvent s'exercer à tout moment), auront comme sous-jacent les opérations de change au comptant en dollar contre deutschemark pour l'une et en dollar contre franc français pour l'autre. Le nominal est fixé à 100 000 dollars, ce qui constitue un petit montant comparativement au marché de gré à gré, a expliqué un responsable de MATIF SA.

NEW-YORK, 4 mai ⬇ Repli

Wall Street a perdu du terrain mercredi 4 mai, les investisseurs ayant hésité à s'engager en raison des tensions provoquées sur le marché obligataire par les interventions concertées de plusieurs banques centrales pour soutenir le dollar. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé à 3 697,75 points, en baisse de 16,66 points, soit un repli de 0,45 %. Quelque 269 millions de titres ont été échangés dans une atmosphère modérément active. Le nombre de valeurs en baisse a été plus élevé que celui des titres en hausse : 1 155 contre 913, et 690 actions sont restées inchangées.

Le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence du marché obligataire, a évolué entre 7,33 % et 7,39 % en cours de séance avant de se stabiliser autour de 7,34 %, un niveau inchangé par rapport à mardi soir.

Un repli du dollar dans l'après-midi a eu également un effet baissier direct sur les titres boursiers, éloignant les investisseurs étrangers de Wall Street.

Du côté des valeurs, parmi les gagnants de la séance, on relève United Health Care en hausse de 1 1/4 à 47 3/4 et Williams Cos qui a fait un bond de 3 1/2 à 29.

VALEURS	Cours du 3 mai	Cours du 4 mai
Alcoa	69 1/2	69 1/8
Allied Signal Inc.	34 3/4	35 1/8
American Express	29 5/8	29 1/4
ATT	52 7/8	52 7/8
Bethlehem Steel	19 5/8	19 3/8
Boeing	44 7/8	44 1/2
Caterpillar Inc.	112 3/8	112 1/8
Chevron	88	87 1/8
Coca-Cola	41 5/8	41 1/2
Disney Corp.	42 7/8	42 3/8
Du Pont de Nemours	59 1/8	57 7/8
Eastman Kodak	46 1/8	45 5/8
Exxon	61 1/4	60 5/8
General Electric	95 1/4	97 7/8
General Motors	57 3/8	56 3/4
Goodyear Tyre	39 1/8	39 1/2
IBM	58 3/8	57 3/4
International Paper	65 1/8	64 3/4
McDonnell Douglas	116 1/2	116
Merck and Co	30 5/8	30 1/4
Minnesota Mining	49	49 5/8
Morgan (J.P.)	61 5/8	61 5/8
Philip Morris	53 1/2	52 3/4
Procter Gamble	56 1/2	55 3/8
Sears Roeb. and Co.	47 3/4	47 3/8
Texaco	63 1/4	63 1/8
Union Carbide	21	26 1/2
United Tech.	64 3/8	64 1/4
Westinghouse El.	12 3/8	12 1/4
Woolworth	17 1/4	17 1/4

LONDRES, 4 mai ⬇ Sous les 3 100 points

La Bourse de Londres a de nouveau reculé mercredi 4 mai, lors d'une séance perturbée par les secousses du marché des changes et par les craintes d'une nouvelle hausse des taux d'intérêt américains après la progression plus forte que prévu des commandes des entreprises en mars. L'indice Footsie des cent plus grandes valeurs a perdu 29,5 points, soit 0,95 %, à 3 070,5 points, son niveau le plus bas depuis le 24 novembre. L'activité est restée faible, avec 567,8 millions d'actions échangées contre 557,3 millions la veille.

Le Footsie a également été affecté par des craintes d'une remontée de l'inflation en Grande-Bretagne après l'annonce la veille d'une hausse plus forte que prévu de la masse monétaire M0 en avril.

Les pharmaceutiques et les banques ont mené le repli. SmithKline Beecham, qui avait fortement monté la veille grâce à l'acquisition de Diversified Pharmaceutical Services pour 2,3 milliards de dollars, a lâché 16 pence à 399 tandis que Glaxo a baissé de 17 pence à 571

VALEURS	Cours du 3 mai	Cours du 4 mai
Allied Lyons	5,82	5,75
BP	3,80	3,82
BTR	3,82	3,88
Cadbury	4,80	4,74
Glaxo	5,85	5,72
GUS	5,88	5,95
ICI	8,19	8,16
Reuters	5,08	4,89
RTZ	8,37	8,44
Shell	7,11	7,04
Unilever	10,80	10,53

TOKYO, 5 mai Clos

Tous les marchés financiers et boursiers ont chômé jeudi 5 mai en raison du Children's Day.

CHANGES

Dollar : 5,6845 F ⬆

Jeudi 5 mai, le deutschemark restait stable à 3,4257 francs sur le marché des changes parisien, contre 3,4258 francs la veille en fin de journée (cours indicatif Banque de France). Le dollar progressait à 5,6845 francs, contre 5,6525 francs mercredi soir (cours BdF).

FRANCFORT	4 mai	5 mai
Dollar (en DM)	1,6468	1,6605
TOKYO	**4 mai**	**5 mai**
Dollar (en yens)	Clos	Clos

MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)

Paris (5 mai) .... 5 7/8 % - 6 %

New-York (4 mai) .... 3 13/16 %

BOURSES

PARIS

	3 mai	4 mai
(SBF, *base 1000 : 31-12-87*)		
Indice CAC 40	2 178,99	2 141,57
(SBF, *base 1000 : 31-12-90*)		
Indice SBF 120	1 501,32	1 477,57
Indice SBF 250	1 452,88	1 431,93

NEW-YORK *(Indice Dow Jones)*

	3 mai	4 mai
Industrielles	3 714,41	3 697,75

LONDRES *(Indice « Financial Times »)*

	3 mai	4 mai
100 valeurs	3 100	3 070,50
30 valeurs	2 505	2 463,10

FRANCFORT

	3 mai	4 mai
Dax	2 252,29	2 249,02

TOKYO

	4 mai	5 mai
Nikkei Dow Jones	Clos	Clos
Indice général	Clos	Clos

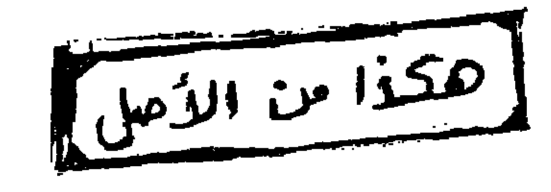
MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	5,6858	5,6870	5,7015	5,7050
Yen (100)	5,5653	5,5728	5,6123	5,6217
Ecu	6,5911	6,5964	6,5896	6,5979
Deutschemark	3,4247	3,4266	3,4294	3,4329
Franc suisse	4,0313	4,0342	4,0484	4,0539
Lire italienne (1000)	3,5371	3,5406	3,5160	3,5212
Livre sterling	8,5189	8,5249	8,5278	8,5370
Peseta (100)	4,1282	4,1327	4,1013	4,1078

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
$ E-U	4	4 1/8	4 3/8	4 1/2	4 13/16	4 15/16
Yen (100)	2 1/8	2 1/4	2 1/8	2 1/4	2 1/4	2 3/8
Ecu	5 13/16	5 15/16	5 5/8	5 3/4	5 9/16	5 11/16
Deutschemark	5 3/16	5 5/16	4 15/16	5 1/16	4 15/16	5 1/16
Franc suisse	3 15/16	4 1/16	3 7/8	4	3 7/8	4
Lire italienne (1000)	7 13/16	8 1/16	7 13/16	8 1/16	7 13/16	8 1/16
Livre sterling	5 1/16	5 3/16	5 3/16	5 5/16	5 3/8	5 1/2
Peseta (100)	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 1/8	7 7/8	8 1/8
Franc français	5 3/4	5 7/8	5 5/8	5 3/4	5 9/16	5 11/16

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 5 MAI

Liquidation : 24 mai
Taux de report : 6,25

Cours relevés à 11 h 15
CAC 40 : +0,24 % (2146,66)

Règlement mensuel

Comptant (sélection)

Obligations

Actions

Étrangères

Hors-cote (sélection)

Second marché (sélection)

Sicav (sélection) 4 mai

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours préc.	Cours 04/05	Cours des billets achat	Cours des billets vente
Etats Unis (1 usd)	5,6390	5,6525	5,40	5,90
Ecu	6,6065	6,6010	—	—
Allemagne (100 dm)	342,6900	342,5800	330	353
Belgique (100 F)	16,6465	16,6445	16,10	17,10
Pays-Bas (100 fl)	305,1800	305,1000	294	315
Italie (1000 lires)	3,5540	3,5525	3,35	3,80
Danemark (100 krd)	87,4200	87,5800	83	91
Irlande (1 iep)	8,3215	8,2985	8,06	8,80
Gde-Bretagne (1 L)	8,5155	8,5245	8,15	8,95
Grèce (100 drachmes)	2,3270	2,3285	2,10	2,65
Suisse (100 f)	402,0700	402,2300	389	411
Suède (100 krs)	73,9300	74,0800	69	78
Norvège (100 k)	78,9800	78,9400	75	84
Autriche (100 sch)	48,7170	48,6880	47,10	50,10
Espagne (100 pes)	4,1850	4,1635	3,95	4,50
Portugal (100 esc)	3,3280	3,3250	3,05	3,80
Canada (1 $ can)	4,0783	4,0783	3,90	4,35
Japon (100 yens)	5,5883	5,5827	5,35	5,70

Marché libre de l'or

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 04/05
Or fin (kilo en barre)	68000	68300
Or fin (en lingot)	68300	68250
Napoléon (20f)	395	394
Pièce Fr (10 f)	326	—
Pièce Suisse (20 f)	385	392
Pièce Latine (20 f)	393	398
Souverain	500	497
Pièce 20 dollars	2595	2525
Pièce 10 dollars	1360	1330
Pièce 5 dollars	680	—
Pièce 50 pesos	2595	2580
Pièce 10 florins	412	410

Matif (Marché à terme international de France)
4 mai 1994

NOTIONNEL 10 %
Nombre de contrats estimés : 266 978

Cours	Juin 94	Sept. 94	Déc. 94
Dernier	119,64	118,70	118,38
Précédent	120,50	119,60	118,70

CAC 40 A TERME
Volume : 25 224

Cours	Mai 94	Juin 94	Juillet 94
Dernier	2139	2123	2129,50
Précédent	2179	2161,50	2159

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotités de négociation

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLES

1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

CARNET

Naissances

Anne et David TUCKERMAN

ont la joie d'annoncer la naissance, à Paris, le 30 avril 1994, de

Dalia, Geneviève,

chez

Laurette TUCKERMAN
et
Dwight BARKLEY.

301, East 48 th Street,
New-York, NY 10017.

Mariages

M. et Mme François LUQUET,
M. et Mme François LELONG,

ont la joie d'annoncer le mariage de leurs enfants

Marion et Vincent,

à Corbigny (Nièvre), le 7 mai 1994.

Décès

– *Le* Père Ravanel,
responsable des Foyers de charité,
Les Pères du Foyer de charité de Châteauneuf-de-Galaure,
La communauté de l'école de filles du foyer,
Et tous les Pères,
Et les membres des Foyers de charité,
font part du retour au Père du Ciel du

Père Jacques BONDALLAZ,
spiritain,
Père au Foyer de charité
de Châteauneuf,
au service de l'école des filles du foyer
pendant vingt-huit ans.

La célébration des obsèques aura lieu le vendredi 6 mai 1994, à 11 heures, au Foyer de charité de Châteauneuf-de-Galaure.

« Je crois que mon Sauveur est vivant et qu'au dernier jour je surgirai de la terre. Le jour viendra où dans ma propre chair je verrai Dieu mon Rédempteur. »

– Le Crédit mutuel
a la tristesse d'annoncer le décès de

M. Théo BRAUN,
président d'honneur
de la Confédération nationale
et de la Caisse centrale du Crédit mutuel,

survenu le 2 mai 1994.

Les obsèques seront célébrées le samedi 7 mai, à 10 h 30, en la cathédrale de Strasbourg.

Confédération nationale du Crédit mutuel,
88-90, rue Cardinet,
75017 Paris.

– La présidente,
Le conseil d'administration,
Et la direction de l'UNASSAD,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. Théo BRAUN,
ancien ministre délégué
chargé des personnes âgées,
président de l'ABRAPA.

Ils s'associent pleinement à tous ceux qui ressentiront avec chagrin la disparition d'un homme modeste, efficace, qui a tant œuvré pour que justice soit faite aux retraités.

L'UNASSAD lui est reconnaissante d'avoir encouragé et développé la réflexion sur la prise en charge des personnes âgées dépendantes.

La cérémonie religieuse sera célébrée le 7 mai 1994, à 10 h 30, en la cathédrale de Strasbourg.

CARNET DU MONDE
Télécopieur :
45-66-77-13
Téléphone :
40-65-29-94
40-65-29-96

– Le professeur André Delaude,
président de la Croix-Rouge française,
Les membres du conseil d'administration,
M. Patrick Hermange,
directeur général,
ont le regret de faire part du décès de

M. Théo BRAUN,
ancien ministre,
administrateur de la CRF,

survenu le 2 mai 1994.

La Croix-Rouge française tient à exprimer sa reconnaissance pour les services qu'il a rendus, toujours avec une grande compétence et un immense dévouement.

CRF,
1, place Henry-Dunant,
75008 Paris.

(Le Monde *du 4 mai.)*

– Nancy. Metz. Piennes.

M. et Mme Michel Crehange,
leurs enfants et petits-enfants,
M. et Mme Bernard Crehange
et leurs enfants,
M. et Mme Philippe Crehange
et leurs enfants,
Les familles Rambach, Hess, Crehange,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Albert CREHANGE,
chevalier de la Légion d'honneur,
pharmacien honoraire,

survenu le 4 mai 1994, dans sa quatre-vingt-treizième année.

Les obsèques auront lieu le vendredi 6 mai, à 14 h 15, au cimetière israélite de Préville, avenue de Boufflers, à Nancy.

Ils rappellent le souvenir de son épouse,

née Pauline Rambach,

décédée le 25 août 1980.

– Rachel Geist-Rubel
et Malcolm,
Leurs enfants, Sasha, Nicolas, Thomas, Nina et Tessa,
Vivette Bloch,
ont la tristesse de faire part du décès de

Stanley GEIST,

survenu le 27 avril 1994.

Il a été incinéré dans l'intimité le 2 mai.

– Le doyen de l'Inspection générale de philosophie,
Et les inspecteurs,
ont la tristesse de faire part du décès de leur collègue et ami,

M. Pierre LEFEVRE,
inspecteur pédagogique régional
honoraire de philosophie,

survenu le 2 mai 1994.

Ils s'associent au deuil de sa famille.

Les obsèques auront lieu le vendredi 6 mai, à 9 h 15, en l'église du Raincy (Seine-Saint-Denis).
Ni fleurs ni couronnes.

– Mme André Maisel,
Marie-Claude et Jean-Eric Chouchan,
Margaux et Léonard,
ont la grande tristesse de faire part du décès de leur fils, frère, beau-frère et oncle,

Didier, Jacques MAISEL,

survenu accidentellement, le 29 avril 1994, à l'âge de quarante-sept ans.

Les obsèques auront lieu le vendredi 6 mai.

On se réunira, à 15 h 45, à la porte principale du cimetière du Montparnasse, 3, boulevard Edgar-Quinet, Paris-14e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

12, rue Kléber,
92300 Levallois-Perret.

– Mme André Monconduit,
née Edith Bureau,
M. et Mme François Monconduit
et leurs enfants,
M. et Mme Matthieu Monconduit
et leurs enfants,
M. Yannick Monconduit,
Mme Anne-Marie Monconduit,
font part du rappel à Dieu de

M. André MONCONDUIT,
dit Jean Créac'h,

survenu le 3 mai 1994.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 6 mai, à 9 h 30, en la chapelle de Jésus-Enfant, 29, rue Las Cases, Paris-7e.

Cet avis tient lieu de faire-part.

7, rue de Bourgogne,
75007 Paris.
3, boulevard Arago,
75013 Paris.
3, impasse Gauguin,
76000 Rouen.

[Il y avait du Castillan, chez ce Breton, qui fut correspondant du *Monde* à Madrid au début des années 50. C'est peu dire que l'Espagne, à laquelle il a consacré un très beau livre, *le Cœur et l'Epée*, le passionnait. Il en parlait, avec sa voix étrangement hachée, comme s'il était lui-même dans l'arène, sans craindre de donner ou de recevoir les coups. Il la connaissait, on peut le dire, de la tête au pied, jusque dans ses intrigues les plus compliquées, dont il était facilement tenté de se mêler. Il fut en tout cas l'un des premiers à comprendre, alors que tout un chacun le tenait pour un pâle émule de Franco la vraie personnalité de Juan Carlos, et donc à miser sur lui. Mais l'intérêt de cet écrivain à la plume altière ne se limitait pas à la politique. N'est-elle pas d'abord, à bien des égards, affaire de mémoire, et donc de culture ? Qui peut prétendre comprendre l'Espagne sans connaître ses grands peintres ? Jean Créac'h en la matière était orfèvre, et on lui doit quelques beaux films réalisés à la demande de l'ORTF sur les chefs-d'œuvre de Velasquez, du Greco ou de Goya. – A. F.]

– Mme Pierre Neuburger,
Docteur et Mme Philippe Neuburger,
M. Michel Neuburger,
M. et Mme François Rein,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre NEUBURGER,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier du Mérite national,
officier des Palmes académiques,
croix de guerre 39-40,

survenu le mardi 3 mai 1994, dans sa quatre-vingt-septième année.

Les obsèques auront lieu le jeudi 5 mai, dans l'intimité.

Roberto PONTUAL

s'est éteint paisiblement, le 2 mai 1994.

Courage et sérénité l'ont habité durant toute sa maladie.

Vincent Wierink,
son compagnon,
Lourdes et Gilberto Pontual,
sa mère et son frère,
Familles,
Et amis,
sont unis dans son lumineux souvenir.

Ses cendres seront dispersées au Brésil et en France.

Une réunion amicale sera organisée à sa mémoire au mois de juin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

15 *bis*, rue de Maubeuge,
75009 Paris.

– M. Claude Viet,
président du conseil de gestion du Groupement d'intérêt public pour la gestion des activités sociales de La Poste et de France Télécom,
directeur des ressources humaines de La Poste,
M. Bernard Jaïs,
président du conseil national d'orientation sociale du Groupement d'intérêt public pour la gestion des activités sociales de La Poste et de France Télécom,
Et le personnel du Centre national de gestion des activités sociales de La Poste et de France Télécom,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Jean-Jacques SOULA,
chevalier de l'ordre national du Mérite,
directeur
du Groupement d'intérêt public
pour la gestion des activités sociales
de La Poste et de France Télécom,

survenu le 3 mai 1994.

A sa famille et à ses proches, le *GIP* activités sociales exprime sa très vive sympathie.

Né le 14 septembre 1947 à Pamiers (Ariège), Jean-Jacques Soula, après de brillantes études scientifiques, entre en 1976 comme inspecteur à La Poste. En 1979, il intègre l'Ecole nationale supérieure des PTT et, dès 1982, il est nommé, à la direction générale de La Poste, chef du bureau de la gestion des crédits de fonctionnement en tant qu'administrateur des PTT. En 1989, il est nommé directeur départemental de La Poste de l'Aisne et, en 1990, directeur général de Sécuripost. En 1991, il est appelé au cabinet du ministre en tant que conseiller technique chargé de La Poste et, en 1992, il est nommé directeur du Groupement d'intérêt public des activités sociales de La Poste et de France Télécom.

Jean-Jacques Soula laisse l'image d'un homme de cœur et de conviction.

– Mmes Renée Buffier et Irène Brunet,
Ses enfants
Et leurs époux,
Ses dix petits-enfants,
Ses vingt arrière-petits-enfants,
Son arrière-arrière-petit-fils, Florian,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

Valentine TARNAUD,
née Chabretout,

le 2 mai 1994, jour de son centième anniversaire.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, route du Stade,
87200 Saint-Brice-sur-Vienne.

Anniversaires

– Pour le dix-neuvième anniversaire de la mort du

général Jean BREUILLAC,

une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, aimé et sont restés fidèles à son souvenir.

– Le 6 mai 1989,

Alisa GLÜCKSMANN

disparaissait, victime d'un cancer.

« La connaissance du vide et la lucidité devant la ténèbre sont le contraire de la tristesse. »
Claude Roy

– Le 5 mai 1991,

Marcel KNAUS

nous quittait.

Fidélité à son souvenir.

Les siens complices.

– Le 8 mai 1980, notre

Liora,
douze ans,

renversée sur le chemin de l'école, n'est jamais revenue à la maison.

Sa famille et ses amis se retrouveront le 10 mai 1994, à 14 heures, entrée principale du cimetière de Pantin.

Les familles Cicurel et Wiener.

– Pour le huitième anniversaire du décès de

M. Joël PRASQUIER,

la famille et les amis se réuniront au cimetière de Bagneux (porte principale), le dimanche 8 mai 1994, à 11 heures.

Mme D. Prasquier,
Le docteur et Mme A. Prasquier,
et leurs enfants.

Communications diverses

Union des fabricants
pour la protection internationale
de la propriété industrielle
et artistique

Fondée le 23 août 1872 et déclarée, le 28 mai 1877, établissement d'utilité publique. Siège social : 16, rue de la Faisanderie, Paris-16e.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
ORDINAIRE
DE L'UNION DES FABRICANTS

MM. les membres de l'Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété industrielle et artistique, établissement d'utilité publique, sont convoqués en assemblée générale annuelle au siège de l'Association : 16, rue de la Faisanderie, Paris-16e, le jeudi 2 juin 1994, à 15 h 30.

Ordre du jour

1. – Allocution de M. le président.
2. – Compte-rendu des travaux de l'année 1993.
3. – Rapport de gestion du conseil d'administration et rapport du commissaire aux comptes sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1993.
4. – Approbation desdits comptes, quitus aux administrateurs et au commissaire aux comptes.
5. – Affectation des résultats.
6. – Budget 1994.
7. – Modification du montant de la cotisation 1995.
8. – Questions diverses.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Soutenances de thèses

– M. Pierre Bernard, ancien député européen, administrateur de la Conférence des régions périphériques maritimes de *l'Union européenne, est heureux* d'annoncer que sa fille Rozenn-Euriel a obtenu, le 26 avril 1994, au Collège de France (laboratoire de biologie moléculaire et différenciation, dirigé par M. Pierre Rouget), un doctorat en endocrinologie et interactions cellulaires, option biochimie, avec la mention très honorable et les félicitations du jury, présidé par M. le professeur François Gros, secrétaire perpétuel de l'Académie des sciences.
Grâce aux concours du conseil régional de Bretagne (président Yvon Bourges) et du conseil général du Morbihan (président R. Marcellin), Rozenn-Euriel va pouvoir débuter un stage postdoctoral en recherche médicale à Melbourne (Australie).

44, Kerweganig,
56270 Ploemeur.

8 mai : les services ouverts ou fermés

Assurance-maladie : les centres et services de la Caisse primaire d'assurance maladie de Paris seront fermés le vendredi 6 mai à partir de 15 heures. Ils seront ouverts le lundi 9 mai, aux heures habituelles.

Allocations familiales : les services d'accueil des trois centres de gestion de la Caisse d'allocations familiales de Paris seront fermés au public le vendredi 6 mai à partir de 12 heures. Ils seront ouverts lundi 9 mai, aux heures habituelles.

Assurance-vieillesse : les points d'accueil retraite et les bureaux seront fermés le vendredi 6 mai à 12 h 30. Ils seront ouverts lundi 9 mai, aux heures habituelles.

Archives nationales : le CARAN et le Musée de l'Histoire de France seront fermés.

Bibliothèque nationale : les salles de lecture seront fermées. Le Cabinet des médailles et l'exposition «Paysages, paysans» seront ouverts.

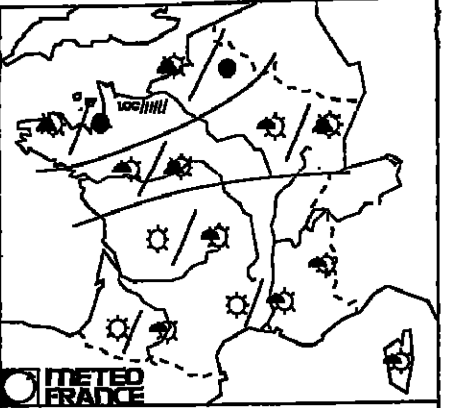
Hôtel national des Invalides : les musées de l'Hôtel national des Invalides : Armée, Dôme royal (Tombeau de l'Empereur), Plans-Reliefs et l'Eglise Saint-Louis seront ouverts.

L'Institut de France : l'Institut sera fermé. Le château de Chantilly, le domaine de Chaalis (en face de la Mer de sable), le château de Langeais (Indre-et-Loire) et le château de Kerylos (à Beaulieu-sur-Mer) seront ouverts.

Musées : tous les musées nationaux seront ouverts dimanche 8 mai, à l'exception, à Paris, du Musée Gustave-Moreau et, en province, du Musée de la Maison-Bonaparte (Ajaccio), fermé l'après-midi (ouvert le matin).

Le Centre Georges-Pompidou, la Cité des sciences et le palais de la Découverte seront ouverts dimanche 8 mai.

MÉTÉOROLOGIE



TEMPS PREVU LE VENDREDI 06 MAI 1994 VERS MIDI

LÉGENDE

ENSOLEILLÉ · ÉCLAIRCIES PEU NUAGEUX · NUAGEUX · TRÈS NUAGEUX OU COUVERT · PLUIE OU BRUINE · NEIGE · AVERSES · ORAGES · BRUMES ET BROUILLARD · SENS DE DÉPLACEMENT

Vendredi : des nuages près des côtes de la Manche. Du soleil ailleurs. – Le matin, le ciel sera très nuageux sur la Bretagne, la Normandie, le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, les Ardennes, la Lorraine et l'Alsace. Il pourra y avoir quelques pluies côtières près de la Manche. Des Pays de Loire à la Franche-Comté, les nuages et les éclaircies alterneront. Sur la moitié sud, le soleil dominera après la dissipation de quelques brouillards locaux.
L'après-midi, les nuages se limiteront aux côtes de la Manche. Sur le reste du pays, le soleil l'emportera.

Les températures matinales iront de 8 à 12 degrés du nord au sud du pays ; 6 à 8 degrés dans le Centre-Est.

L'après-midi, les températures s'étageront entre 16 et 18 degrés près des côtes de la Manche, 22 à 24 sur les régions méridionales. Sur les côtes méditerranéennes, il fera un peu plus frais, aux alentours de 20 degrés.

(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)

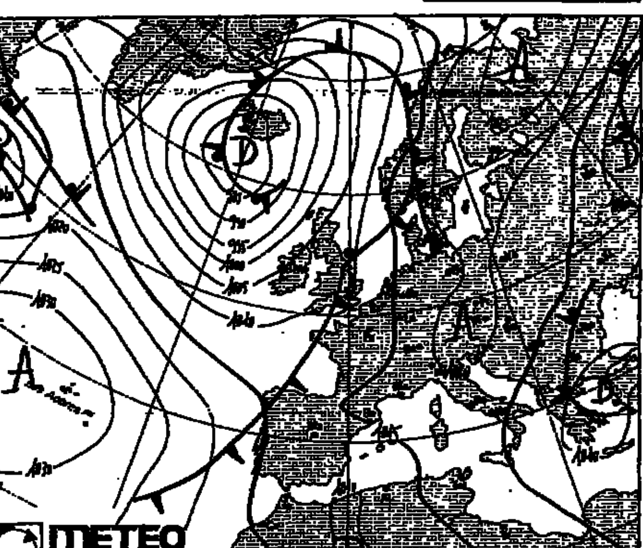
TEMPÉRATURES maxima – minima

FRANCE	
AJACCIO	19/11
BIARRITZ	15/ 8
BORDEAUX	17/ 7
BOURGES	16/ 6
BREST	13/ 8
CAEN	15/ 6
CHERBOURG	13/ 8
CLERMONT-FER.	16/ 6
DIJON	14/ 7
GRENOBLE	23/10
LILLE	14/ 7
LIMOGES	14/ 4
LYON, BRON	14/ 9
MARSEILLE	20/13
NANCY, ESSEY	16/ 7
NANTES	15/ 7
NICE	20/13
PARIS-MONTS.	16/ 7
PAU	12/ 6
PERPIGNAN	20/12
POINTE-A-PITRE	31/23
RENNES	16/ 7
ST-ETIENNE	14/ 8
STRASBOURG	16/ 8
TOULOUSE	14/ 7
TOURS	16/ 5
ÉTRANGER	
ALGER	26/13
AMSTERDAM	15/ 9
ATHÈNES	21/12
BANGKOK	38/27
BARCELONE	19/15
BELGRADE	19/ 6
BERLIN	19/10
BRUXELLES	17/ 8
COPENHAGUE	12/ 8
DAKAR	26/19
GENÈVE	15/ 9
ISTANBUL	17/ 8
JÉRUSALEM	17/ 9
LE CAIRE	26/16
LISBONNE	20/12
LONDRES	15/ 6
LOS ANGELES	19/13
LUXEMBOURG	16/ 5
MADRID	33/ 9
MARRAKECH	24/14
MEXICO	25/14
MILAN	20/11
MONTRÉAL	20/ 5
MOSCOU	5/ 5
NAIROBI	24/15
NEW-DELHI	37/25
NEW-YORK	17/11
PALMA-DE-MAJ.	25/15
PÉKIN	21/10
RIO-DE-JANEIRO	–/–
ROME	20/11
HONGKONG	26/21
SÉVILLE	31/13
SINGAPOUR	33/26
STOCKHOLM	13/ 4
SYDNEY	20/14
TOKYO	23/20
TUNIS	24/13
VARSOVIE	14/ 3
VENISE	20/15
VIENNE	19/12

Valeurs extrêmes relevées entre le 4-05-1994 à 6 heures TUC et le 5-05-1994 à 6 heures TUC

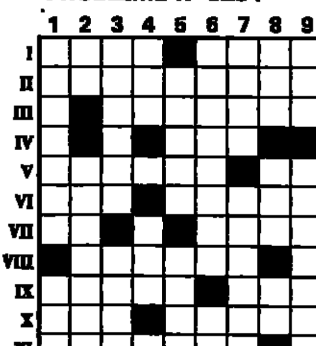
TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

PRÉVISIONS POUR LE 7 MAI 1994
A 0 HEURE TUC



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6294



HORIZONTALEMENT

I. Toujours pressée au moment de l'arrivée, elle éprouve un serrement à l'instant du départ. A donc presque réponse à tout. – II. Dépanneras. – III. Drame en un acte. – IV. Invite à combattre la sinistrose. – V. Haussent le ton. Sigle. – VI. Terre. Reconnaît sa paternité. – VII. Pronom. Tire sur le vert. – VIII. Clémence, pour ses intimes. – IX. Injonction militaire. Corps sans membres. – X. Dans une mythologie. Bâtit en l'air. – XI. Etoile non brillante.

VERTICALEMENT

1. Il ne faut pas badiner avec elle quand elle est sérieuse. Se remarque sur les côtes bretonnes. – 2. En avance. D'une région de l'Asie Mineure. – 3. Etaient familiers à Barbier. Source de lumière. – 4. Orientation. Jaune qui voyait rouge. – 5. Remèdes à bien des crises. Finir par venir à bout. – 6. Peut porter la guigne. Quartier de Limoges. – 7. Matières... plastiques. Soumise à de lourdes charges. – 8. Elle assure un brassage de molécules (épelé). Sans diversité. Abréviation. – 9. Direction. Deviennent brioches en croissant.

Solution du problème n° 6293

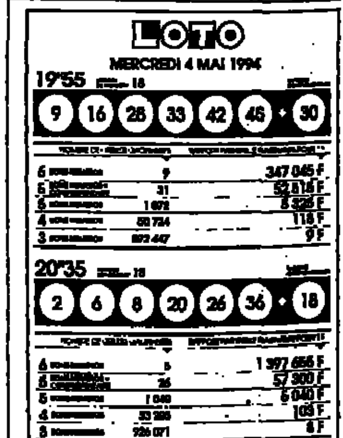
Horizontalement

I. Espoirs. – II. Bar. Nuées – III. Omettent. – IV. Ratière. – V. Gré. Sse. – VI. Ni. Ana. In. – VII. Etêtement. – VIII. Ma. Etai. – IX. Eider. Ail. – X. Nno. Es. – XI. Tentative.

Verticalement

1. Eborgnement. – 2. Samaritaine. – 3. Prête. Don. – 4. Ti. Atre. – 5. Interne. Réa. – 6. Ruer. Ame. St. – 7. Sénés. Eta. – 8. Et. Sinaï. – 9. OS. Gentille.

GUY BROUTY



هكذا من الأصل

RADIO-TÉLÉVISION

JEUDI 5 MAI

TF 1

14.25 Série : Côte Ouest.
16.15 Jeu : Une famille en or.
16.35 Club Dorothée vacances.
17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Les Filles d'à côté.
18.50 *Magazine :* Coucou, c'est nous ! (et à 23.55). Invitée : Charlotte de Turckheim.
19.50 Divertissement : *Le Bébête Show* (et à 1.20).
20.00 Journal, Tiercé, La Minute hippique et Météo.
20.50 Série : Julie Lescaut. Tableau noir, de Josée Dayan.
22.40 Magazine : Demain, il fera beau. Invitée : Inès de La Fressange.
0.50 Série : *Super-force.*
1.50 *Magazine :* L'Europe en route.
1.25 Journal et Météo.
1.35 Documentaire : Histoires naturelles (et à 4.20).
2.25 TF 1 nuit (et à 3.20, 3.45, 4.30).
2.30 Feuilleton : Les Aventures du jeune Patrick Pacard (2e épisode).
3.30 Documentaire : L'Aventure des plantes.
4.35 *Musique.*
5.05 Documentaire : Histoire de la vie.

FRANCE 2

13.45 Série : Le Renard.
14.50 Série : L'Enquêteur.
15.40 Tiercé, en direct de Longchamp.
15.50 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.20).
16.40 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.10 Série : La Famille Jackson.
17.50 Série : Les Années collège.
18.20 Jeu : Un pour tous.
18.50 Divertissement : Rien à cirer. Invité : Jean Lefèbvre.
19.30 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 4.15).
19.59 Journal, Journal des courses, Météo et Point route.
20.50 ▶ *Magazine :* Envoyé spécial. Le bout du tunnel ; Promesse d'emploi.
22.30 Expression directe. CNI.
22.40 Cinéma : Max et les ferrailleurs. ■■ Film français de Claude Sautet (1971).
0.25 Magazine : La France en films. Invité : Claude Sautet.
0.30 Journal et Météo.
0.50 Magazine : Le Cercle de minuit.
2.00 Série : Rallye.
3.00 Magazine : Mascarines (rediff.).
3.55 Dessin animé (et à 4.45).
4.00 24 heures d'info.

FRANCE 3

14.25 Série : La croisière s'amuse.
16.10 Magazine : *La Fièvre de l'après-midi.* Invité : Elizabeth Tessier.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Histoires peu ordinaires,* de Patrick White.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Batman.
20.35 Tout le sport.
20.40 Keno.
20.50 Cinéma : Le Bon, la Brute et le Truand. ■ Film italien de Sergio Leone (1966).
23.35 Journal et *Météo.*
0.05 Magazine : Pégase.
1.00 Magazine : Le Divan. Invitée : Agnès Soral, comédienne.
1.25 Continentales.

CANAL PLUS

13.40 Cinéma : Ombres et brouillard. ■■■ Film américain de Woody Allen (1991).
15.05 Documentaire : Tel est Serrault. De Jean-Louis Remilleux.
16.05 Cinéma : Cœur de métisse. □ *Film australo-canadien de Vin*cent Ward (1992).
17.50 Magazine : Dis Jérôme ? (rediff.).
18.00 Canaille peluche.

— *En clair jusqu'à 20.35* —

18.30 Ça cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 Cinéma : Meurtres en nocturne. □ Film américain de Peter Masterson (1989).
22.05 Flash d'informations.
22.10 *Cinéma :* La Cité de la joie. ■ Film franco-britannique de Roland Joffé (1991) v.o.).
0.19 Pin-up.
0.20 Téléfilm : Honorin et l'enfant prodigue. De Jean Chapot.
1.55 Court métrage : Opéra imaginaire.
2.45 Le Proverbe du jour.

ARTE

— *Sur le câble jusqu'à 19.00* —

17.00 Cinéma : Noces en Galilée. ■■ Film belgo-palestinien de Michel Khleifi (1987) (v.o., rediff.).
19.00 Série : Naked Video. De Colin Gilbert (v.o.).
19.30 Documentaire : Les Enjeux de l'Europe. *Les chiens du port de Rotterdam,* de Bruno Funk.
19.55 Documentaire : Roger, traits de mémoire. D'Isabelle Domerc.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée spéciale : Le Tunnel sous la Manche.
20.45 ▶ Fiction : «Charlie-Hebdo» in the Tunnel (et à 21.30, 22.30).
20.50 Just Like You. Montage de Simon Lane.
21.45 Documentaire : Voyage aux endroits sombres, le tunnel. De Stephen Fehl.
22.40 Cinéma : Allez France ! ■ Film français de Robert Dhéry (1964).
0.10 Court métrage : Flirtations. De Théodore Zeldin et Gedeon Koppel.
0.25 Reportage : Le Trou dans la mer. De Richard Leacock et Valérie Lalonde (v.o., 30 min).

M 6

14.20 Variétés : Musikado.
17.00 Variétés : Multitop.
17.30 Série : Les deux font la loi.
18.00 Série : Sonny Spoon.
19.00 Série : Mission impossible.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Madame est servie.
20.35 Magazine : Zoo 6.
20.50 Cinéma : La Course à l'échalote. ■ Film français de Claude Zidi *(1975).*
22.40 Cinéma : C'était demain. ■■ Film américain de Nicholas Meyer (1979).
0.40 Six minutes première heure.
0.50 Magazine : Fréquenstar (et à 4.10).
2.50 Rediffusions.

FRANCE-CULTURE

20.30 Fiction. Transfert direct différé, d'Huguette Champroux.
21.30 Profils perdus. Comité France-Maghreb (2).
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 *Musique : Coda.*

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (en direct de Saint-Germain-des-Près) : Messe en la bémol majeur D 678, de Schubert ; Messe en ut majeur op. 86, de Beethoven, par le Chœur et l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski ; sol. : Lilian Watson, soprano ; Nathalie Stutzmann, contralto ; Donald Kaasch, ténor ; François Le Roux, baryton.
22.30 Soliste. Julian Bream.
23.07 Ainsi la nuit. Elégie en sol mineur op. 44, de Glazounov ; Trio avec piano n° 1 en si majeur, de brahms ; Sonate pour violoncelle et piano en ré mineur, de Debussy.
0.00 L'Heure bleue.

Les interventions à la radio

O'FM, 19 h : *Hervé de Charette* et Jean-Pierre Cassel (« le Grand O, *O'FM-la Croix* »).
France-Inter, 19 h 20 : « Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le tunnel sous la Manche sans jamais oser le demander », avec Georges Chazot, Philippe Roumeguerre, Pierre Parizot et Christian Fauvet (« *Le téléphone sonne* »).

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

En français dans le texte

C'EST un pêcheur breton, tout droit sorti du village d'Obélix. Au lieu d'un menhir, il porte une pancarte : « France en déclin ». Un peu plus loin, des « taggers » masqués maculent les parois d'un wagon de métro. Toujours dans le métro, un SDF mange sa soupe dans une gamelle. Une squatter africaine en boubou lave sa vaisselle sur un trottoir. Voici encore, en pleine activité, un salon de coiffure asiatique, au cœur de Paris. Voilà un étudiant solitaire, *défiant du regard, comme à* Tiananmen, une vague menaçante de CRS casqués. Et enfin, dernière touche à la fresque, un policier reconduit vers l'avion du retour un immigré menotté, tandis que M. Balladur contemple d'un œil mélancolique cet univers d'apocalypse.

Pour notre confrère *Newsweek* de cette semaine, qui consacre à la question sa couverture et un dossier de six pages, ces quelques images résument la France d'aujourd'hui, écartelée entre la nostalgie de sa grandeur passée et sa peur de l'avenir. Squatters, misère, Etat policier : est-ce bien tout ? Non. Entre autres *symptômes de la détresse* française, apprend-on en lisant l'article, des centaines de villages doivent désormais se passer de boulangerie, et leurs habitants de la fameuse « baguette » (en français dans le texte).

Comment, en ouvrant cet hebdomadaire américain, ne pas prendre ces images en pleine figure ? Ce paysage cauchemardesque, est-ce bien le nôtre ? Bien sûr que non ! Et le TGV ? Et le Grand Louvre ? Et le *tunnel sous la Manche ?* Ne valons-nous pas mieux que ce concentré de misères ? Exclusions, violences, malheurs : certes, tout cela existe, et nous en dressons nous-mêmes jour après jour le sombre constat. Mais appartient-il bien aux Américains de nous le rappeler ? Notre malheur, au moins, ne constitue-t-il pas notre propriété ?

L'*humiliante caricature* que nous renvoie *Newsweek* est pourtant utile à une chose. Ce sort-là, ne l'infligeons-nous pas nous-mêmes quotidiennement à d'autres ? Que peuvent bien, par exemple, penser des télévisions nationales les Marseillais qui voient, à chaque péripétie judiciaire de l'OM ou de son président, les caméras aller quêter « les réactions à Marseille » dans le même bar des supporters ? Quand des équipes de télévision ne viennent dans certains quartiers que pour filmer des incendies de voitures, ne peut-on comprendre que des jeunes de ces quartiers en éprouvent parfois de la haine ? Plus loin de nous, l'Allemagne se résume-t-elle à ses skinheads ? La Russie aux nouveaux parrains et aux règlements de comptes ? L'Italie à la *Maffia ou à Alessandra Musso*lini ? La Chine à Tiananmen ? L'Amérique au crack ? L'Afrique au sida et aux famines ? Le *Brésil, même si des centaines* de milliers de personnes viennent escorter son cercueil, à Ayrton Senna ?

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

VENDREDI 6 MAI

TF 1

6.00 Série : Passions.
6.28 Météo (et à 6.58, 8.28).
6.30 Club mini Zig-Zag.
7.00 Journal.
7.15 Club Dorothée avant l'école.
8.30 Télé-shopping.
9.00 Club Dorothée vacances.
11.30 Feuilleton : Santa Barbara.
11.55 Jeu : La Roue de la fortune.
12.25 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
13.00 Journal, Météo, Trafic infos et Tout compte fait.
13.50 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.45 Série : Côte Ouest.
16.30 Jeu : Une famille en or.
17.05 *Club Dorothée vacances.*
17.45 Série : Le Miel et les Abeilles.
18.20 Série : Les Filles d'à côté.
18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! (et à 23.35). Invitée : Laure Marsac.
19.50 Divertissement : *Le Bébête Show* (et à 0.30).
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo et Trafic infos.
20.45 Série : Columbo. *Grandes manœuvres et petits soldats,* de Sam Wanamaker.
22.30 Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot. Etats-Unis : Nicolas Hulot suit *le cours du fleuve Colorado.* La requin des légendes ; Naviguer en papyrus ; Lumière magique ; Spiderwoman.
0.35 Journal et Météo.
0.40 Jeu : *Millionnaire.*
1.10 Concert : Trio Jacques Loussier. Œuvres de Bach.
2.10 TF1 nuit (et à 3.10, 3.45, 4.20, 4.45).
2.15 Feuilleton : Les Aventures du jeune Patrick Pacard (3e épisode).
3.15 *Documentaire :* L'Aventure des plantes.
3.50 Série : Côté cœur.
4.25 Série : Mésaventures.
4.50 Musique.
5.05 Documentaire : Histoire de la vie.

FRANCE 2

5.55 Dessin animé.
6.05 Feuilleton : Monsieur Belvédère.
6.30 *Télématin. Avec le journal à* 7.00, 7.30, 8.00.
8.30 Feuilleton : Amoureusement vôtre.
9.00 Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.25 Magazine : Matin bonheur. Invitée : Anne Spoerry.
11.10 Flash d'informations.
11.15 Jeu : Motus.
11.50 Jeu : Pyramide (et à 4.25).
12.20 Magazine : C'est tout Coffe.
12.55 Météo (et à 13.35).
12.59 Journal en direct de Calais, Bourse et Point route.
13.45 INC.
13.50 Série : Le Renard.
14.50 Série : L'Enquêteur.
15.25 Inauguration du tunnel sous *la Manche.* Retransmission en direct de la traversée de la navette inaugurale avec les chefs d'Etat.
15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.10). Emission présentée par Pascal Sevran.
16.45 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : Les Premières Fois.
17.40 Série : Les Années collège.
18.15 Jeu : Un pour tous.
18.50 Divertissement : Rien à cirer.
19.20 Jeu : Que le meilleur gagne (et à 3.35).
19.59 Journal, Journal des courses, Météo et Point route.
20.50 Divertissement : Spécial Patrick Sabatier. Emission présentée par Frédéric Mitterrand.
22.40 Magazine : Bouillon de culture. *Présenté par Bernard Pivot. A propos de la Reine Margot, film de Patrice Chéreau. Invités :* Isabelle Adjani, Patrice Chéreau, Danièle Thompson, Daniel Auteuil, Jean-Hugues Anglade, Vincent Pérez, Jeannine Garrisson *(Marguerite de Valois).*
0.00 Journal et Météo.
0.15 Magazine : Musiques au cœur. *Présenté par Eve Ruggieri.* Wagner et la Tétralogie.
1.30 Magazine : Envoyé spécial (rediff.).
3.00 Documentaire : Urti. *L'allaitement maternel.*
4.00 Dessin animé (et à 5.05).
4.10 24 heures d'info.
4.50 Documentaire : Urti. Une leçon de survie.

FRANCE 3

6.00 Euronews.
7.00 *Premier service.*
7.15 Bonjour les petits loups.
8.20 Continentales. Spécial inauguration du tunnel sous la Manche.
9.30 Les Minikeums.
9.30 Magazine : Génération 3.
11.00 Magazine : Français, si vous parliez.
11.45 La Cuisine des mousquetaires.
12.00 Journal et Inauguration du tunnel sous la Manche.
14.00 *Série : Capitaine Furillo.*
14.25 Série : La croisière s'amuse.
16.10 Magazine : La Fièvre de l'après-midi.
17.45 Magazine : Une pêche d'enfer.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 Un livre, un jour. *Le Saxe et l'Effroi,* de Pascal *Quignard.*
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Dessin animé : Batman.
20.35 Tout le sport.
20.50 Magazine : Thalassa. Présenté par Georges Pernoud. Rock'n'roll et sirtaki, de Béatrice Bergé, Laurent Desvaux et Yves Gladu.
21.50 Magazine : Faut pas rêver. Invitée : Bernadette Lafont. France : la confrérie des charitables, *de Frédéric Chignac et* Denis Bassompierre ; France : créateurs de rêves, de Corine Glowacki et Philippe Bigot ; Angleterre : la revanche de Gutenberg, de Patricia Micallef et Laurent Desvaux.
22.50 Journal et Météo.
23.20 Magazine : Strip-tease. Et dites-moi des choses *tendres, d'Emmanuelle Machetou* ; Accès au succès, de Didier Lannoy ; Ma terre dolorosa, d'André François ; Brigitte à l'école, de Renaud Ver*bois.*
0.15 Moyen métrage : Libre court. Mes fiançailles avec Hilda, d'Eric Bitoun.
0.35 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

CANAL PLUS

— *En clair jusqu'à 7.28* —

6.59 Pin-up.
7.00 CBS Evening News.
7.23 Le Journal de l'emploi.
7.28 Le Proverbe du jour.
7.30 Canaille peluche.

— *En clair jusqu'à 8.10* —

7.55 Ça cartoon.
8.10 Magazine : 24 heures (rediff.).
9.05 Le Journal du cinéma.
9.10 Cinéma : Meurtres en nocturne. □ Film américain de Peter Masterson (1989). Avec Roy Scheider, Karen Young, Richard Bradford. *Une histoire de psychopathe qui n'impressionne pas.*
10.40 Flash d'informations.
10.45 Documentaire : Chameaux *sauvages d'Australie.*
11.05 Cinéma : Quelque part vers Conakry. ■ Film français de Françoise Ebrard (1991). Avec Damien McDonald, Ibrahim Oury Bah, Delphine Rich. *Une chronique d'enfance nostalgique.*
12.28 Le Proverbe du jour.

— *En clair jusqu'à 13.40* —

12.29 Pin-up.
12.30 Magazine : *La Grande Famille.* Chroniqueur judiciaire ; Les recettes des téléspectateurs.
13.35 Le Journal de l'emploi.
13.40 Cinéma : Les Nerfs à vif. ■■ Film américain de Martin Scor*sese (1991). Avec Robert De* Niro, Nick Nolte, Jessica Lange. *Méditation sur le mal.*
15.45 Le Journal du cinéma *du mercredi* (rediff.).
16.10 Surprises (et à 17.50).
16.25 Cinéma : Dragon Lord. □ Film chinois (Hongkong) de Jackie Chan (1982). Avec Jackie Chan, Mars, Sidney Yim. *Une mauvaise production asiatique.*
18.00 Canaille peluche.

— *En clair jusqu'à 20.35* —

18.30 Ça cartoon.
18.45 Magazine : Nulle part ailleurs. Invité : Dick Rivers.
20.30 Le Journal du cinéma.
20.35 ▶ Téléfilm : *Un château en Bohême.* D'Andrzej Kostenko, avec Patrick Catalifo, Otakar Brousek.
22.00 ▶ Documentaire : *Les Années transistor.* De Pierre Boutellier, Claude Fusée et Gilles Nadeau.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Tango. ■ Film français de Patrice Leconte (1992). Avec Philippe Noiret, Richard Bohringer, Thierry Lhermitte.
0.24 Pin-up.
0.25 Cinéma : Cœur de métisse. □ Film australo-canadien de Vincent Ward (1992). Avec Jason Scott Lee, Anne Parillaud (v.o.). *Impossible de croire à cette histoire d'amour.*
2.10 Cinéma : Coup de jeune. ■ *Film français de Xavier Gélin* (1991). Avec Martin Lamotte, Ludmila Mikaël. *Un savant septuagénaire transformé en gosse de quatre ans.*
3.40 Sport : Boxe. Championnat du monde des poids lourds WBC : Lennox Lewis (G.-B.)-Phil Jackson *(E.-U.), en direct de Reno.*
6.05 Documentaire : Les Allumés...
6.30 Documentaire : *Au fil du rio Negro.*

ARTE

— *Sur le câble jusqu'à 19.00* —

17.00 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités espagnoles, croates et soviétiques de la semaine du 30 avril 1944, commentées par Marc Ferro et Bartolomé Bennassar (rediff.).
17.50 *Variétés :* Les Cigales et la Fourmi. Mado ; Native ; Boy George ; l'Affaire Louis Trio ; Tonton David ; The Choice ; Misty Oldland (rediff.).
19.00 Série : Rendez-vous avec Loriot. De Vico von Bülow.
19.30 Documentaire : Paradisiers et dragons. 1. Sous le charme des chasseurs préhistoriques de Nouvelle-Guinée, de Jürgen Schneider.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Téléfilm : Jeux d'enfants. De Wolfgang Becker, avec Jonas Kipp, Oliver Bröcker. *Durant l'été, un petit garçon découvre le monde des adultes...*

22.25 Documentaire : Les Petites Indes. De Georges Renuka. *Portrait de trois ressortissants du sous-continent indien établis en Grande-Bretagne.*
23.15 Cinéma : Wanda's Cafe. ■■ Film américain d'Alan Rudolph (1985). Avec Kris Kristofferson, Keith Carradine, Lori Singer (v.o., 107 min).

M 6

7.00 Informations : M 6 express (et à 8.00, 9.00, 10.00, 10.50, 11.50).
7.05 *Contact 6 Manager.*
7.10 Les Matins d'Olivia (et à 8.05). Emission présentée par Olivia Adriaco.
9.05 M 6 boutique (et à 14.20).
9.35 Musique : Boulevard des clips (et à 10.05, 1.05, 6.40).
11.00 Série : Campus Show.
11.25 Série : Lassie.
11.45 Infoconsommation.
12.00 Série : Papa Schultz.
12.30 Série : La petite maison dans la prairie.
13.30 Série : Drôles de dames.
14.30 Variétés : Musikado. Emission présentée par Valé*rie Pascale.*
17.00 Variétés : Multitop. Emission présentée par Yves Noël et Laura Marine.
17.30 Série : Les deux font la loi.
18.00 Série : Sonny Spoon.
19.00 Série : Mission impossible.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 *Série : Madame est servie.*
20.35 Magazine : Capital.
20.45 Téléfilm : Racket sur la ville. *De Jerry Jameson, avec Ricky* Schroeder, George Dzundza. *Dans un Etat du sud des Etats-Unis, un jeune assistant du shérif découvre que celui-ci est corrompu.*
22.30 Série : Mission impossible. Les Fleurs du mal.
23.25 Magazine : Les Enquêtes de Capital (et à 5.50). La guerre cachée des couches-culottes.
0.00 Magazine : Sexy Zap.
0.30 Six minutes première heure.
0.40 Magazine : Culture rock. La saga de 1965.
2.30 Rediffusions. Fréquenstar ; Nature et civilisation ; Blues for Two ; Made in France ; Culture rock.

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio archives. Gaston Bachelard : la rêverie.
21.32 *Musique : Black and Blue.* Le jazz en France.
22.40 Les Nuits magnétiques. Les petites ondes.
0.05 Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Marc-Alain Ouaknin (Bibliothérapie).
0.50 Musique : Coda. Phil Minton (5).

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (en direct de Francfort) : Im Sommerwind, « Idyll » pour grand orchestre, de Webern ; Symphonie de chambre n° 1 en *mi majeur op.* 9, de Schoenberg ; Symphonie n° 2 en ut majeur op. 61, de Schumann, par l'Orchestre radiosymphonique de Francfort, dir. Eliahu Inbal.
23.07 Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct de *La Villa à Paris :* le trio du pianiste Jacky Terrasson, avec Leon Parker, batterie ; Ugonna Okegwo, contrebasse.

Les interventions à la radio

RMC, 19 h 15 : France-Inter, 8 h 20 : Théodore Zeldin (« *Radio Com* »).
RMC, 19 h 15 : Francis Wurtz (« *Forum RMC-l'Express* »).

Le Monde

L'ESSENTIEL

DÉBATS

Manche : « Les angoisses du tunnel », par Odon Vallet *(page 2)*.

INTERNATIONAL

M. Juppé : pas de « marchandage » avec les Serbes concernant les « otages » français

Alain Juppé, ministre des affaires étrangères, a répété mercredi qu'il n'était pas question de « marchander » la libération des onze Français, membres de l'organisation humanitaire Première Urgence, détenus depuis le 8 avril dans la banlieue de Sarajevo, par ce que le ministre a appelé des *« forces bosno-serbes en vérité incontrôlables » (page 6)*.

Afrique du Sud : une nouvelle « afristocratie » parmi les hommes d'affaires

« La transition politique n'est plus un problème mais le plus dur reste à venir : le changement économique. Les Blancs ne lâcheront pas le pouvoir facilement. » Ce qu'exprime le Dr. Nthato Motlana correspond à l'avis de bien des Sud-africains *(page 6)*.

Le Parlement européen approuve l'élargissement de l'Union

Les députés européens ont largement approuvé, mercredi 4 mai, l'élargissement de l'Union européenne à l'Autriche, la Finlande, la Norvège et la Suède (entre 374 et 380 voix selon les pays). Un peu plus d'une vingtaine de députés se sont prononcés contre chaque traité d'adhésion, une soixantaine optant pour l'abstention *(page 7)*.

POLITIQUE

La liste de la majorité aux élections européennes

Pour les candidats de l'UDF et du RPR, l'attente, douloureuse, touche à sa fin. La liste de la majorité devait, en effet, être connue vendredi 6 mai, à l'issue du conseil national du RPR qui se prononcera sur les noms des candidats présentés par le parti néogaulliste *(page 8)*.

Les députés privilégient les publications scientifiques en français

L'Assemblée nationale a adopté le projet de loi sur l'emploi de la langue française présenté par le ministre de la culture et de la francophonie. Les députés ont amendé le texte afin d'imposer l'usage du français dans les publications scientifiques bénéficiant de financements publics *(page 9)*.

SOCIÉTÉ

Le PDG d'Alcatel-CIT a été mis en examen pour escroquerie

Pierre Guichet, PDG d'Alcatel-CIT, principale société française de téléphone, a été mis en examen pour « escroquerie » par le juge d'instruction Jean-Marie d'Huy, mercredi au tribunal d'Evry (Essonne), dans le cours d'une enquête sur un éventuel système de surfacturation pratiqué par la société aux dépens de France-Telecom *(page 10)*.

CULTURE

Dessins de Sol LeWitt à Paris et à Amiens

Le Musée national d'art moderne et le musée d'Amiens se partagent à parts égales les quatre cents dessins d'une exposition Sol LeWitt, qui se promène en Europe avant de gagner les Etats-Unis *(page 14)*.

ÉCONOMIE

Ancien président du Crédit lyonnais Jean-Maxime Lévêque se sent trahi

Jean-Maxime Lévêque, le président du Crédit lyonnais de 1986 à 1988, tient à laisser à la commission parlementaire qui enquête sur les origines des graves difficultés de la banque publique le soin de faire son travail. Pourtant, ses proches s'insurgent contre les attaques dont il est victime et refusent que ce dernier devienne « un bouc émissaire facile » *(page 17)*.

COMMUNICATION

Le tribunal de grande instance de Bordeaux ordonne la réouverture de « Sud-Ouest »

Statuant sur le référé déposé par le Livre CGT, le tribunal de grande instance de Bordeaux a ordonné jeudi « la suspension immédiate des mesures de fermeture » du journal *Sud-Ouest* *(page 19)*.

Services

La télématique du *Monde* :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC et 36-29-04-56

Ce numéro comporte un cahier « Terre d'Eté » folioté I à XVI

Demain

Le Monde des livres

Françoise Héritier propose, dans *les Deux Sœurs et leur mère*, une définition élargie de la théorie de l'inceste. Milan Kundera réfléchit à nouveau sur la question de l'exil.

Pour des contraintes de pagination, notre supplément « Temps libre » ne paraît pas cette semaine.

Le numéro du « Monde » daté jeudi 5 mai 1994 a été tiré à 452 301 exemplaires

Un entretien avec le directeur d'Eurotunnel

M. Chazot : le tunnel sous la Manche « est la clé du développement du Royaume-Uni et de toute une partie de l'Europe »

La reine d'Angleterre et le président de la République française devaient inaugurer le tunnel sous la Manche, le vendredi 6 mai. L'ouvrage entrera en service progressivement en raison des retards accumulés depuis le 20 janvier 1986, date à laquelle le projet Eurotunnel a été choisi par la France et la Grande-Bretagne. Dès que le certificat d'exploitation aura été délivré – vraisemblablement dans les prochains jours – par la commission intergouvernementale, les navettes transportant des poids lourds et les trains de marchandises emprunteront le tunnel ; elles atteindront le rythme prévu au mois d'octobre ; les navettes transportant les automobiles et leurs passagers ainsi que les TGV « Eurostar » circuleront à partir du mois de juillet, mais leur cadence ne deviendra vraiment commerciale qu'au début de l'année 1995. Des incertitudes demeurent à propos de la rentabilité de l'ouvrage, même si le directeur général d'Eurotunnel croit en l'avenir d'une infrastructure qui, selon lui, séduira les Britanniques par ses avantages.

« Un jour, j'ai rencontré des gens qui cherchaient un directeur général pour Eurotunnel. Le samedi suivant, j'ai pris ma voiture et je suis allé à Calais. Là, j'ai découvert quelque chose qui m'a complètement stupéfait : les 300 hectares du terminal français. Je me suis dit que c'était vraiment un projet qui méritait qu'on y consacre pas mal d'années de sa vie. Imprimer ma marque à un projet qui devienne l'une des meilleures organisations de services du monde, voilà ce que je veux faire ! » Georges-Christian Chazot a conscience de relever un défi, puisque l'exploitation commerciale du tunnel comporte des incertitudes, mais la chose ne fait pas peur à ce polytechnicien de cinquante-cinq ans et marin passionné.

« Mon rôle est de prendre en main la totalité de l'organisation, d'en être le patron. » Avec les deux coprésidents d'Eurotunnel, Sir Alastair Morton et André Bénard, les *« différentes partitions se jouent dans une étroite coordination »* et les deux hommes continueront d'exercer un rôle prépondérant s'agissant des questions financières et du règlement des *« conflits anciens »*. Georges-Christian Chazot estime que sans leur *« acharnement »*, ce projet *« pharaonique »*, ce *« canal de Suez des temps modernes »*, n'aurait pu voir le jour. Mais dans la *« seconde bataille du tunnel »* qui commence, et qui consiste à faire en sorte que l'exploitation commerciale de l'ouvrage soit rentable, ce qui signifie *« pouvoir rembourser nos banquiers et verser des dividendes* [aux] *nos actionnaires »*, il est seul aux commandes.

Une mise en service progressive

Mais il faut repartir sur de nouvelles bases. Et d'abord, mettre un terme à ces effets d'annonce successifs quant à la date de l'ouverture commerciale, qui finissent par faire ressembler le tunnel sous la Manche à l'Arlésienne ! M. Chazot en convient : *« Il y a sans aucun doute des erreurs qui ont été commises. L'ouverture du tunnel a été annoncée avec une puissance médiatique qui n'a eu d'égale que l'importance du projet lui-même. Il faut que nous battions notre coulpe : une date « magique » a été avancée. Nos clients ont cru que c'était comme sur une autoroute : au jour « J », la barrière s'ouvre, parce qu'il y a un bon bitume, et ça roule... »* Or les grands projets, explique Georges-Christian Chazot, comportent bien des inconnues et des aléas, qui empêchent qu'une date fixe soit connue longtemps à l'avance.

Il n'empêche : quand on regarde les faits, huit ans est un délai *« extraordinairement court »*. Lorsque chacun prendra du recul, *« on s'apercevra que c'est un succès historique que d'avoir réalisé une œuvre aussi gigantesque en si peu de temps »*. Bien sûr, les clients s'impatientent, et ceux qui avaient retenu leur passage ont dû être remboursés. *« Il est clair qu'il a fallu reprendre contact avec la réalité*, observe le patron d'Eurotunnel. *Or la réalité, c'est que c'est un système très complexe qui devra être mis en phase progressivement. Cela signifie que les services seront proposés les uns après les autres et non tous à la fois, jusqu'au moment où la circulation sera tellement fiable, les équipes de contrôle et celles des trains tellement rodées à leur tâche, que l'on pourra déclarer que le système est vraiment ouvert. »*

Mais quand ? Georges-Christian Chazot, instruit par l'expérience, est prudent : *« Nous n'allons pas donner de date. Nous allons procéder par étapes. La première d'entre elles, c'est d'obtenir les certificats d'exploitation. Dès que ce sera fait, nous le dirons instantanément. Ensuite, nous offrirons des services sur rendez-vous. »* Puis, peu à peu, une *« montée en cadence »* s'effectuera. Mais, oui, il est *« raisonnable »* d'espérer des passages réguliers au cours de l'été. Pourquoi, alors, tant de retard ? La sécurité : c'est elle la cause des problèmes actuels. Un exemple : *« Nous avons des détecteurs dans le tunnel qui agissent à la fois par opacité, par luminosité et par analyse de gaz, le dioxyde de carbone. Nous avons aussi des appareils qui sont censés détecter des trains en feu. Chacun des wagons est équipé de neuf systèmes de détection-incendie.*

Une barre fixée haut

» Il faut maintenant démontrer que ces détecteurs, dont le fonctionnement a été calculé, en partie, théoriquement, sur la base d'essais relativement statiques, se déclenchent lorsqu'un feu s'est déclaré dans un train qui roule à 100 kilomètres/heure. Comment faire pour mettre en place un feu de 5 mégawatts sans faire brûler le wagon ? Nous en sommes là, en train d'imaginer des systèmes. » Ne pouvait-on y penser avant ? *« Non*, répond M. Chazot, *car la priorité, c'était de faire circuler les wagons, d'assurer le freinage, d'être sûrs que l'on pouvait faire circuler des trains à 160 kilomètres/heure. Nous sommes arrivés à ce test-incendie en vraie grandeur au bout d'un long processus. »*

« Si nous disons qu'il y aura des navettes toutes les demi-heures, cela veut dire que ce sera effectivement le cas. On ne traversera pas le tunnel en une heure, mais en trente-cinq minutes, parce que nous avons dit que ce serait trente-cinq minutes. » Reste que le « problème d'image » d'Eurotunnel n'est pas réglé, notamment s'agissant des dépassements financiers : le projet devait coûter 4,8 milliards de livres (1) et l'addition totale est aujourd'hui de l'ordre de 10 milliards de livres... Georges-Christian Chazot en convient : *« L'investissement est lourd. D'autant plus qu'il comporte une très grosse partie « dettes ». Nous atteindrons un pic de trésorerie en 1998-1999, qui va être de l'ordre de 100 milliards de francs, soit à peu près le double de ce qui avait été prévu au départ. »*

Tout repose donc sur ce fameux « pari » commercial. Mais, assure-t-il, *« s'agissant des prévisions de trafic, il y a beaucoup de raisons d'être optimiste »*, parce que cet *« appétit »* pour la traversée de la Manche n'est pas prêt d'être rassasié : *« L'avenir va prouver qu'il y a un « effet M 25 » (2), c'est-à-dire qu'à partir du moment où une infrastructure majeure existe, qui rend la communication plus aisée, elle est utilisée. »* M. Chazot reconnaît que la barre a été fixée assez haut par Eurotunnel, mais il est confiant. *« Quand on compare le « lien fixe »* (le tunnel) *aux traversées par ferry*, explique-t-il, *il est absolument évident qu'il présente une régularité, une fiabilité, un confort, qui sont sans commune mesure. Je ne parle pas de la traversée par beau temps avec des mouettes... Je parle des traversées classiques, d'une durée extrêmement variable, avec un manque de fiabilité et d'inconfort inévitable ! »*

Pourtant, si, malgré tout, cela se passe mal sur le plan de la rentabilité ? Les Français ne seront-ils pas tentés d'accuser les Britanniques de ne pas avoir fait leur part, par exemple s'agissant du retard considérable de la liaison ferroviaire rapide entre Londres et Folkestone ? *« Je trouve que ce sont des faux procès*, assure M. Chazot, *et des arguments à connotation nationaliste qui me déplaisent profondément. Il y a, c'est vrai, côté britannique, un retard important s'agissant de cette infrastructure, un élément de freinage. Quel importance cela aura-t-il par rapport à l'ensemble du trafic, nous verrons... »* Quand même, ne voit-on pas que les Britanniques sont nettement moins enthousiastes que les Français pour ce tunnel : 18 % seulement d'actionnaires britanniques !

« Mais non, rétorque Georges-Christian Chazot, *puisque ce sont les Britanniques qui, à 75 % vont emprunter le tunnel. En un sens, les Français devraient leur être reconnaissants de constituer la clientèle nécessaire à l'« existence » du tunnel »*. Le patron d'Eurotunnel se veut donc résolument œcuménique : *« Au lieu de se jeter des anathèmes à la figure, nous pouvons au contraire nous féliciter d'avoir réalisé ensemble un ouvrage extraordinaire. »* Pourtant, dans l'« Angleterre profonde », un fort scepticisme perdure.

« Oui, mais cela correspond à une caractéristique fondamentale de l'esprit britannique, qui est de se méfier de tout se qui est projection, saut dans l'avenir. Mais les Anglais, on le sait, sont des gens pragmatiques : c'est quand ils voient les choses exister qu'ils y croient. Le jour où le tunnel existera dans toute sa capacité, je suis absolument convaincu qu'ils l'accepteront comme un fait acquis et qu'ils l'utiliseront, parce que c'est pratique. Ils savent aussi que ce tunnel est une chance, la clef du développement du Royaume-Uni et de toute une partie de l'Europe. »

LAURENT ZECCHINI

(1) Une livre sterling = environ 8,70 francs.

(2) Le M 25 est l'autoroute circulaire qui relie les banlieues de Londres.

هكذا من الأصل

Le Monde
VOYAGES

Terres d'été

BORA-BORA

Les sens d'une île

Vue du ciel, la star est telle qu'on se l'imaginait, quand on la croyait inaccessible : une déesse drapée de fantasmes. Mais voilà qu'aux rêves qui l'habitent s'ajoutent, une fois débarqué, quatre mille six cents âmes, quatre policiers, deux chevaux et un beau taxi blanc. Une île pour tous les sens. A voguer, à nager, à grimper, à goûter et à écouter, le *dimanche*, à *l'heure de la messe*, quand le paradis fleure bon l'encaustique.

Page III

INDE

Un sacré fleuve

Plus qu'un fleuve, un miroir. Le miroir d'un pays où vie et mort se côtoient. Dans l'harmonie et la sérénité. Fleuve dont l'eau, plus douce que le miel, emporte au loin les cendres qu'on lui confie.

Page IV

VIETNAM

Riz amer

Le 7 mai 1954, à Dien-Bien-Phu, s'achevait l'un des sièges les plus célèbres de l'histoire moderne. Une reddition qui sonnait le glas de l'Indochine française. Aujourd'hui, sous les rizières, reposent des milliers de soldats. Les canons se sont tus. Les souvenirs demeurent. Témoignages.

Page VI

BÉNIN

Aux sources du vaudou

Sur les rives du lac Ahémé, quand sonne l'heure de tordre le cou aux esprits malveillants, les « gardiens de la nuit » entrent en scène. Leur devoir accompli, les féticheurs céderont la place aux danseurs. Pour le plus grand plaisir de Sa Majesté Dedjolani, roi d'Abomey.

Page X

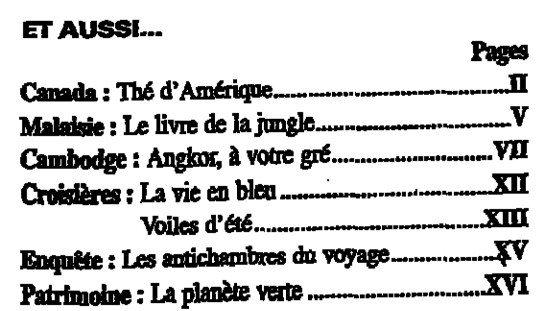
TANZANIE

Le volcan de Noé

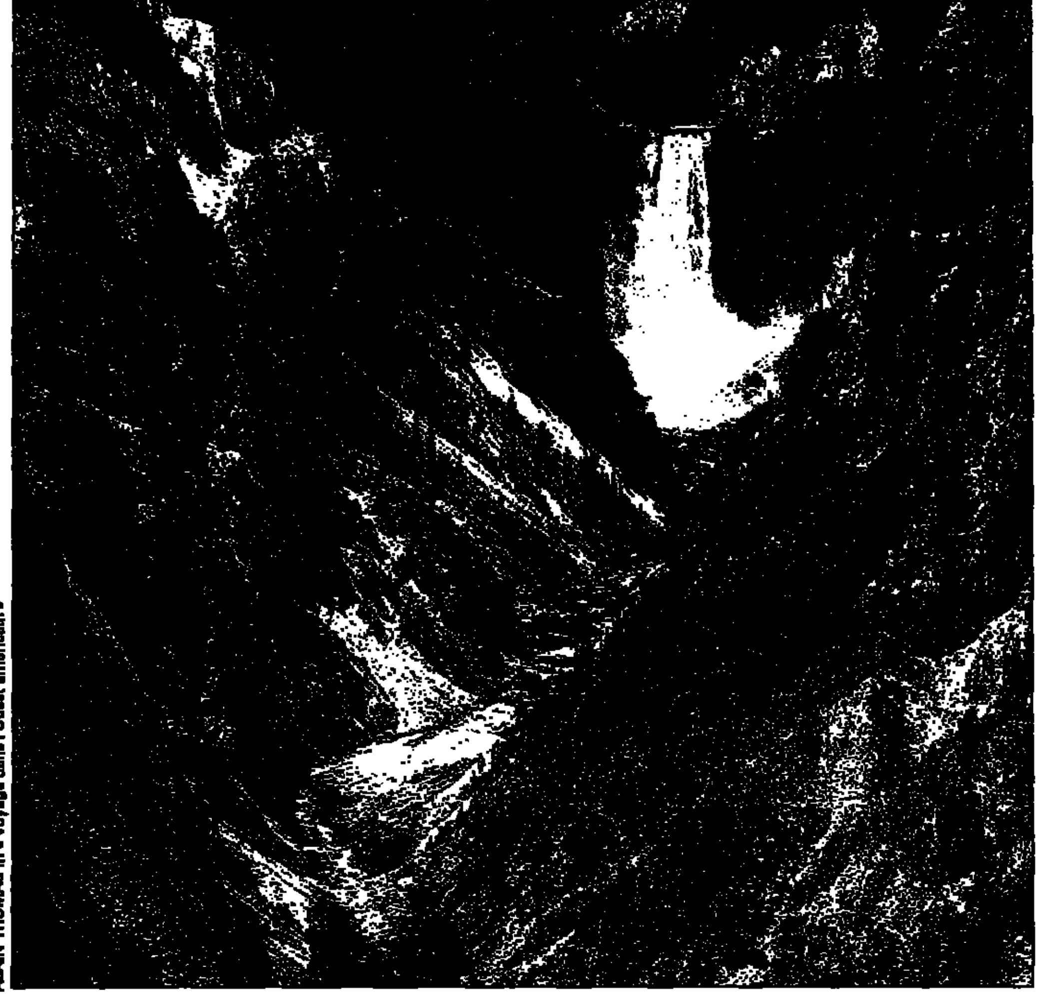
Le Déluge achevé, l'arche échouée, le patriarche s'écria : « Tout le monde descend ! » Et c'est ainsi qu'une faune ravie coule, au cœur de l'Afrique, des jours heureux dans le cratère du Ngorongoro.

Page XI

ET AUSSI...



CONCEPTION ET COORDINATION :
Patrick Francès et Florence Evin
CONCEPTION GRAPHIQUE ET RÉALISATION :
Hani Boutros
ICONOGRAPHIE :
Sophie Malexis
CARTOGRAPHIE :
Evelyne Millereau, Mireille Morfin, Patricia Forlini, et Graziella Boutet
CHEF DE PUBLICITÉ :
Stéphane Moullé-Berteaux



ALAIN THOMAS in « Voyage dans l'Ouest américain »

Le grand canyon de Yellowstone.

Le chant des Rocheuses

Sur la route, au pays des chercheurs d'ours.

UN voyage à faire en voiture. Dans une de ces grosses américaines, lourdes, confortables et silencieuses. Avec une boîte automatique particulièrement bien adaptée aux routes locales, peu fréquentées, et sur lesquelles la vitesse est limitée à 55 miles, soit 90 km/h. Avec, aussi, l'air conditionné, pour oublier la chaleur ambiante, et beaucoup de musique, pour rythmer voyage et paysages. REM ou les Rolling Stones, par exemple, sans oublier une bonne dose de country. Compter un bon mois pour parcourir les quelque 5 000 kilomètres qui permettent d'embrasser la totalité du nord-ouest du continent américain, de la Colombie-Britannique (Canada) au Wyoming, en passant par le Montana et l'Idaho. Un périple sur les traces des explorateurs qui ont franchi les montagnes Rocheuses, des Indiens qui ont péri dans les grandes vallées embrumées, des cow-boys qui perpétuent le mythe de la frontière sans cesse repoussée et des chercheurs d'or qui ont laissé, derrière eux, un décor de villes fantômes.

Jambes arquées, jeans crasseux et bottes crottées

Une route de motels banalisés, de lodges retirés, de *beds and breakfast* cossus et de ranches où l'on se prend volontiers pour John Wayne. Un voyage pour amateurs de petits déjeuners aux aurores avec de vrais cow-boys – jambes arquées, jeans crasseux et bottes crottées – qui s'empiffrent d'omelettes aux pommes de terre, vous invitent au rodéo du week-end et vous interpellent dans un anglais incompréhensible : *« Eh ! étranger, qu'est-ce que vous faites dans ce foutu pays ? »* Rares sont, en effet, les touristes qui s'aventurent sur ces sauvages pistes de terre, loin des grands rendez-vous touristiques que sont la côte californienne, le Grand Canyon, le désert Mohave, la sierra Nevada ou Las Vegas.

C'est un voyage où il faut régulièrement abandonner sa voiture pour s'aventurer dans les parcs protégés, marcher quatre à cinq heures pour observer les ours et les élans. C'est le royaume de la randonnée et de la pêche, avec, en toile de fond, un décor unique : la chaîne des Rocky Mountains, qui s'étire du Canada au Mexique, avec ses glaciers et ses sommets culminant à plus de 4 000 mètres. Bref, un voyage pour amoureux de la nature et des grands espaces.

De notre envoyé spécial
MICHEL GUERRIN

Lire la suite page VIII

GLOBE-TROTTER

« La vie, il faut aller la saisir partout où elle se trouve, en tout lieu, à tout moment », *disait Albert Kahn, ce banquier philanthrope et pacifiste, qui, dans les années 30, dépensa toute sa fortune à envoyer des gens photographier et filmer la vie quotidienne de la planète. Il voulait créer les Archives du monde. Moins ambitieuses, nos « Terres d'été » se contentent de jouer les Phileas Fogg.* « Monsieur se déplace ? », *lui demandait un curieux. Et le héros de Jules Verne de répondre :* « Oui, nous allons faire le tour du monde. » *Ce que nous faisons pour vous plusieurs fois par an. Avec l'espoir, comme Jack Kerouac, que* « quelque part sur le chemin, on nous tendrait la perle rare ». *Conscient malgré tout de l'importance de savoir avant de voir, plutôt que de tout regarder sans comprendre.* « En Inde, rien à voir, tout à interpréter », *résumait, à sa façon Henri Michaux. En résumé, savoir aussi écouter, et ainsi que Pierre Josse (1) le conseille, sortir des sentiers battus, être ouvert et curieux, se faire le plus discret possible, se plier aux coutumes locales, laisser préjugés et idées toutes faites à la frontière, et ne jamais se départir d'une bonne dose d'humour. En somme, le portrait idéal du lecteur du* Monde Voyages...

PATRICK FRANCÈS

(1) *Génération routard*, Patrice Trapier (J.-C. Lattès).

Hauts plateaux andins

Eclipse totale de soleil, le 3 novembre, sur les hauts plateaux andins où l'altitude donne un ciel limpide. Peuples du monde (tél. : 42-72-50-36) observera l'éclipse mais aussi le ciel austral inversé par rapport à l'hémisphère nord et en profitera pour découvrir, dans les hautes *vallées, des villages et de petites* villes d'altitude où vivent des communautés indiennes attachées à leur culture (3 semaines, 19 900 F). Arrivée à Buenos-Aires, puis circuit original avec campements. Images du monde (tél. : 44-24-87-88) s'intéresse au pays inca, de la côte à la cordillère des Andes, empruntant le petit train qui grimpe vers le Machu Picchu. Etapes à Lima, Cuzco, La Paz, Arequipa (15 jours, 22 750 F).

Carthagène des Indes

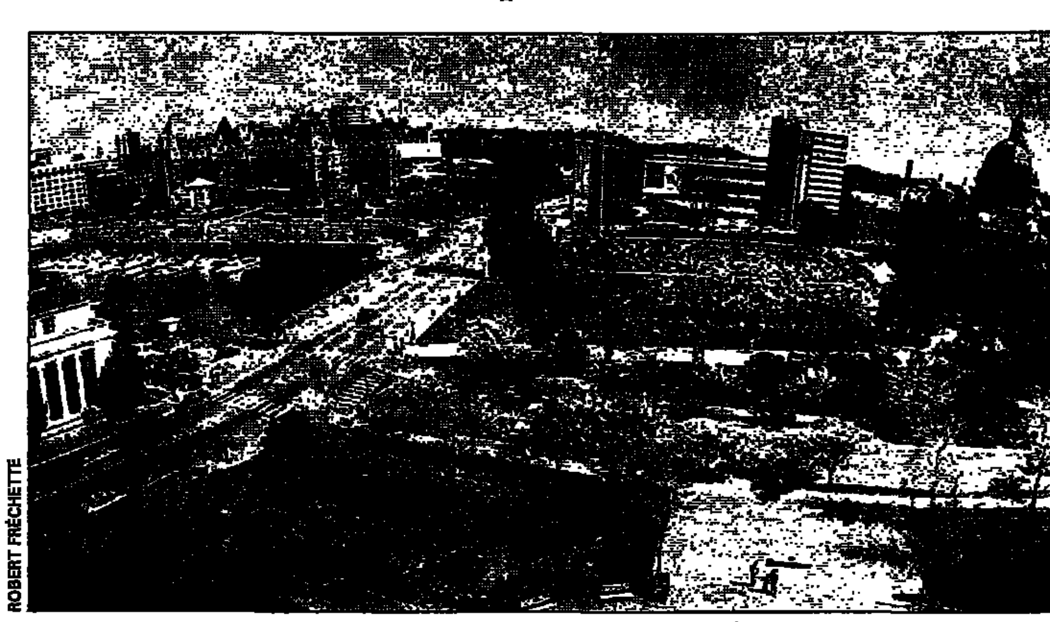
Le soleil brille toute l'année sur cette ville coloniale de Colombie, au bord de la mer des Caraïbes. La belle servit de cadre à diverses séquences de films (*Mission, A la poursuite du diamant vert, Chronique d'une mort annoncée*). El Condor, *spécialiste de l'Amérique latine*, y ancre des séjours dynamiques, familiaux ou romantiques dans quatre établissements différents à des prix intéressants : 8 jours, de 5 740 F à 6 680 F, vols, nuits et petits déjeuners inclus. Excursion suggérée : une promenade en bateau aux îles du Rosaire, des îles coraliennes de carte postale – sable fin et mer turquoise.

CANADA

Thé d'Amérique

Au bord du Pacifique, une Colombie très britannique.

LE plus « classe » est d'y arriver par les airs avec un hydravion qui amerrit dans la rade paisible de Victoria et débarque ses passagers sur le quai, à deux pas de l'Hôtel Empress, ainsi nommé en l'honneur de la reine Victoria, impératrice des Indes. Plus prosaïquement, on peut prendre le traversier *(ferry) qui, parti de* Vancouver, longe ensuite la péninsule de Saanich. Ou encore, depuis les Etats-Unis voisins, monter à bord, au départ de Seattle, d'un catamaran des Victoria Clipper (il n'embarque pas les voitures), pour suivre le Puget Sound, entre la péninsule Olympic et le mont Rainier (4 392 m), avant de traverser le détroit de Juan de Fuca. Un cauchemar pendant les rares jours de l'année où sévit la tempête. Sinon une superbe croisière depuis l'une des villes américaines les plus attachantes.



ROBERT FRÉCHETTE

Vue de Victoria, avec l'Hôtel Empress à gauche, face au bassin, et la coupole du Parlement à droite.

L'Empress, lui, appartient à cette catégorie d'hôtels, peu nombreux, qui, à eux seuls, valent le voyage. Une de ces véritables légendes qui ont su traverser et les années et les modes. Au point que la poste canadienne lui a même consacré un timbre. De Victoria, capitale de la Colombie-Britannique nichée au sud de l'île de Vancouver, Kipling, qui séjourna à l'Empress, écrivait : *« Pour l'imaginer, il faut prendre tout ce qui charme les yeux à Bournemouth, Torquay et dans l'île de Wight (1). Happy Valley à Hongkong, le Don, Sorrente et Capri, y ajouter des réminiscences des Mille Iles et disposer le tout autour de la baie de Naples avec, en toile de fond, quelques cimes de l'Himalaya. »*

Entouré de bâtiments « anciens » – en Amérique du Nord, l'adjectif caractérise souvent des édifices érigés dans la seconde moitié du XIXe siècle –, l'Empress, gros gâteau de pierres grises et de briques recouvertes de lierre, joue, avec conviction, les patriarches. Construit en 1908 par l'architecte anglais Francis Mawson Rattenbury, il incarne à merveille le style inimitable de ces hôtels qui, anciennes propriétés des chemins de fer canadiens (2), ont balisé le pays de haltes luxueuses, du Pacifique à l'Atlantique, du confortable hôtel Vancouver à l'imposant Château Frontenac de Québec. Attiré à Victoria par la fièvre de l'or, Rattenbury, qui avait alors 25 ans, devait également y construire plusieurs bâtiments officiels, à commencer par le Parlement. Irascible et original, il devait aussi choquer la société bien-pensante de Victoria – *« plus anglaise que les Anglais »* – en succombant au démon de la cinquantaine. Un démon qui le verra abandonner sa femme pour une jeunesse, Alma Packenham. Le scandale sera tel qu'il sera obligé de regagner l'Angleterre, où il mourra assassiné, en 1935, par son jeune chauffeur, devenu l'amant d'Alma, laquelle se suicidera après la condamnation à mort du meurtrier.

Salons kitsch et golf

Avec ses immenses couloirs, ses grands salons kitsch, son Tea Lobby où, tous les dimanches, se joue la cérémonie traditionnelle du thé, son Bengal Lounge tapissé de trophées exotiques et où l'on entretient la tradition du *rice and curry* dominical, ses immenses salles de réception où, *jadis, quelques excentriques* jouèrent au golf, et sa verrière colorée, l'Empress se distingue avec éclat de ces hôtels contemporains standardisés et aseptisés qui, de Denver à Shanghaï, offrent à une clientèle paradoxalement grégaire le visage presque identique qu'elle réclame. A des années-lumière de l'Empress, de ses légendes, de ses fantômes et de ses vieux serviteurs qui, après des décennies de bons et loyaux services, pouvaient dire, fièrement, que *« l'Empress n'était pas un hôtel, mais un art de vivre »*. Un pied-à-terre raffiné, en tout cas, pour visiter Victoria et l'île de Vancouver.

Victoria où auront lieu, en août, les XVes Jeux du Commonwealth. Victoria avec sa Chinatown, ses bâtiments rétro, ses magasins à l'anglaise où se pressent les touristes américains, également séduits par ses golfs et ses jardins, dont les fameux Jardins Butchart, aménagés dans une ancienne carrière de pierre et qui changent de couleur et d'aspect au fil des saisons. Une nature domestiquée qui contraste avec celle que l'on découvre lorsqu'on se dirige vers le nord avec, de l'autre côté du détroit de Géorgie, le somptueux décor des pics enneigés des Rocheuses. Se succèdent de petits ports de pêche et des localités comme Duncan, la Cité des Totems, avec son Native Heritage Centre, brève introduction à ce qui subsiste de la culture amérindienne.

Fresques de la vie locale

Chemainus. Un bourg de 3 900 âmes qui vivait de l'exploitation de la forêt. Jusqu'en 1982, année où il décida de couvrir ses façades de peintures murales, inspirées de vieilles photos et illustrant, dans un style naïf qui rappelle celui de certains peintres contemporains dont le Français Michel Lacoste, la vie locale, celle des bûcherons, la rencontre des premiers pionniers et des Amérindiens établis sur les lieux, etc. La poste, l'épicerie et des dizaines de murs en briques sont ainsi recouverts de fresques colorées réalisées par des artistes locaux. Une réussite qui voit la ville envahie par des milliers de curieux venus des quatre coins du monde.

Après Nanaimo, la Route 4 oblique à travers bois vers la « Forêt cathédrale » (Cathedral Grove), dont les sapins Douglas, huit fois centenaires, atteignent 75 mètres de haut et 3 mètres de diamètre. Le lieu, où le soleil ne parvient plus à percer l'épaisse toison sous laquelle prolifèrent mousses et fougères, est plongé en permanence dans une obscurité humide et oppressante. Vestige pathétique et spectaculaire de ce qui subsiste de la couverture boisée qui recouvrait l'île avant que les bûcherons occidentaux – et en particulier la société MacMillan Bloedel, symbole de dynamisme forestier pour les uns, de désastre écologique pour les autres – y pénètrent armés de leur tronçonneuse. Après Port-Alberni, capitale des bûcherons et des pêcheurs de saumon, des coupes claires, à flanc de montagne, témoignent avec éloquence du mal que l'homme peut faire à la nature.

Le long de la route de Tofino s'allonge le Parc national Pacific Rim – le Canada est un pays bilingue ! – et ses sections de forêt *humide primitive où poussent* cèdre rouge, épicéa (sitka) et pruche (tsuga). Quelques ours, loups, cougars et aigles rôdent dans les parages. Sur la côte s'étend Long Beach, avec ses cimetières de troncs et les rides dessinées sur le sable par la marée. En dehors de la saison touristique, les amateurs viennent, en janvier, y admirer de spectaculaires tempêtes hivernales ou, en mars-avril, y suivre la migration des baleines en provenance de la Basse-Californie. A Cox Bay, hydravion, bateau de pêche ou kayak de mer permettent d'explorer la côte, ses îles et ses villages, royaume des derniers Amérindiens (Nootka, Kwakiutl, Haida, Tsimshian...) qui se partageaient la région avant l'arrivée, il y a deux siècles, des navigateurs espagnols, anglais ou américains.

Comme nombre d'artistes, Roy Vickers est venu s'installer à Tofino, au bout de la route. Fils d'un pêcheur tsimshian, il a ouvert une galerie où il expose ses peintures, mélange d'art moderne et de traditions ancestrales. Ses lunes sont habitées d'oiseaux tandis qu'apparaissent en filigrane totems et chefs disparus. Un univers hanté par la solitude de la nature de cette côte Pacifique, par ses forêts noires, la grisaille des pluies interminables, les couchers de soleil d'un rouge presque irréel. Autant de visions qui furent celles de ses ancêtres. Préservée entre terre et mer, entre eau et montagne, Tofino continue de vivre au rythme des saisons. Loin, si loin des grandes cités nord-américaines, pourtant si proches de ce paradis qui n'en finit pas de contempler le Pacifique.

De notre envoyé spécial
PATRICE DE BEER

(1) *Dans le sud de l'Angleterre et en Cornouailles.*

(2) Regroupés, pour la plupart, aujourd'hui dans la chaîne d'hôtels Canadian Pacific.

CARNET DE ROUTE

VOLER. Sur les ailes d'Air Canada (tél. : 42-18-19-20) qui desservira, dès le 22 juin prochain, Vancouver depuis Paris, à raison de 2 vols hebdomadaires sans escale (de 4 990 F à 5 990 F en haute saison). Air Canada et Canadian Airlines assurent des vols quotidiens *via* Toronto. Egalement charters sur Air Transat à partir de 3 500 F.

ROULER. A bord d'une voiture de location, clef d'une liberté dont on usera à sa guise et à son rythme. Location à partir de 1 000 F par semaine en kilométrage illimité.

CHOISIR. Entre les divers voyagistes qui programment l'Ouest canadien : Canadien National, Jet Tours, Jet Set, Nouveau Monde, Vacances Air Canada, Vacances Air Transat, Pacific Holidays ou Voyageurs au Canada. Les plus sportifs et les plus aventureux opteront pour les circuits programmés, par exemple, par Déserts/Natures, Allibert, Grand Nord-Grand Large, Nouvelles Frontières et Terres d'aventure.

LOGER. Dans les hôtels et villégiatures Canadian Pacific. Notamment à Victoria : Hôtel Empress (réservations : numéro vert 1-800-441-141, ou à Paris, par UTELL, tél. : 48-97-96-97). A Vancouver : au Waterfront Center Hotel, ou au Vancouver. A *Whistler* : au *Château Whistler* Resort. A Tofino, au Weigh West Marine Resort, base de départ pour une sortie en mer. A défaut d'orques, on pourra taquiner le saumon en admirant le paysage. A Tofino, au Pacific Sands Beach Resort. Propriété de l'aimable famille Pettinger. L'hôtel ne sert pas de repas, mais on peut faire la cuisine dans chaque chambre ou se restaurer dans les bistrots locaux, comme l'Orca.

SAVOURER. Les mets proposés par The Cannery, à Vancouver, et le restaurant-jardin de Butchart Gardens, près de Victoria.

VISITER. L'Aquarium de Vancouver et le Musée d'anthropologie de l'université locale, ainsi que le Musée royal de Victoria pour tout savoir sur l'histoire des Amérindiens de la côte, très différents de ceux des grandes plaines de l'intérieur.

NAVIGUER. Avec les BC Ferries : 1112 Fort Street, Victoria, tél (604) 386-3431. Lesquels relient de nombreux points de la côte canadienne, à commencer par Vancouver avec l'île qui porte le même nom et les Gulf Islands.

S'INFORMER. Par Minitel (3615 OTCAN) ou à l'ambassade du Canada (35, avenue Montaigne, 75008 Paris, tél. : (1) 44-43-29-00). S'y procurer le précieux Guide des voyages 1994, diffusé gratuitement. Office du tourisme de Victoria, accueil information : 812 Wharf Street ; tél. : (604) 382-2127.

LIRE. *L'Ouest canadien* (titre commun des guides Jika et Solar), le Grand Guide du Canada (Gallimard), le Routard et le Guide bleu (Hachette), et le guide Olizane. Sur les Indiens, *People of the Totem* (Peter Bedrick Books NY), *Sea and Cedar* (Douglas & McIntyre, Vancouver/Toronto) et *Indian Art and Culture of the Northwest Coast* (Hancock House Publishers). Sur Victoria, *More English than the English*, de Terry Reksten (Orca Publications), *Tea Time Victoria* (Monk Publications) et *The Empress of Victoria*, de Godfrey Holloway. Enfin, le nouveau guide Ulysse, une édition canadienne distribuée en France, consacré à la Colombie-Britannique et aux Rocheuses canadiennes.

هكذا من الأصل

BORA-BORA

Les sens d'une île

L'harmonie en dix leçons.

QUELQUES jours à Bora-Bora. Juste le temps de s'initier à l'harmonie. D'emblée, vue du ciel, c'est bien l'île promise. L'éclat d'un bijou dans son écrin de corail. Jade, émeraude et turquoise, au gré des jeux de lumière, des humeurs de la mer. Le « chiffre magique » – 40 % de terre pour 60 % d'eau – affirme Paul-Emile Victor, familier du lagon.

Bora-Bora, la « première-née » – dit la légende – des cent trente îles polynésiennes, fille aînée de Raiatea, l'« île sacrée ». Et, sans doute, la plus éblouissante de toutes. Tardivement devenue française, en 1888. Quatre mille six cents âmes, trois villages – Vaitape, Anau et Faanui –, quatre policiers, deux chevaux et un beau taxi blanc. Après le premier inventaire, Bora-Bora se décline au superlatif, se conjugue en quelques verbes essentiels.

Voguer, nager, écouter

Voguer. Autour de l'île, sous les caresses de l'alizé. Voguer sur le lagon, en pirogue ou en catamaran. Indispensable prélude à toute découverte émerveillée, c'est le mode d'approche idéal, offrant à l'œil le meilleur recul. Le double éperon volcanique – Otemanu et Pahia – qui, on ne sait pourquoi, effrayait la petite Rarahu du *Mariage de Loti*, se laisse alors admirer sous tous les angles.

Pour les hardis navigateurs du Pacifique, la pirogue est une déesse. Grâce à elle, des équipages partis de Bora-Bora découvrirent – et baptisèrent – Hawaii. C'était il y a plus d'un millénaire... Aujourd'hui, la pirogue reste la reine du Tiurai, la grande fête polynésienne. Pendant près d'un mois, la célébration du 14 juillet offre l'alibi d'une longue « bringue ».

Autour des « baraques » fleuries de Vaitape, on chante et on danse au son de l'ukulélé, on se grise – à la bière Hinano – et l'on applaudit les meilleurs piroguiers du monde. Histoire, peut-être, de ne pas contredire Victor Segalen qui disait, à l'aube de ce siècle, avoir rencontré à Bora-Bora les *« maîtres du jouir »*. Ou de divertir l'âme d'Alain Gerbault, qui, rappelle la dédicace gravée sur sa tombe toute proche, *« seul sur le* Fire Crest *a fait le tour du monde »*, d'avril 1923 à juillet 1929.

On a pardonné, depuis longtemps, au navigateur, d'avoir fait arracher de superbes flamboyants pour dessiner une esplanade vouée à son autre passion, le football. Entre deux fêtes, les pêcheurs de thon ou de *mahi mahi* – la fameuse *daurade coryphène* – protègent le vil contreplaqué de leurs pirogues neuves en les suspendant au-dessus de l'eau.

Voguer, et nager. Dans la splendeur coralienne, parmi les poissons « clowns » ou « perroquets », les balistes Picasso et les Napoléon, les mérous et les grandes raies tachetées, dont la queue faisait jadis de redoutables martinets. Guetter l'instant où la coque géante du « bénitier » referme sa vulve violette. Avant d'assister, pour la minute d'émotion sous-marine, au repas des requins attirés par le sang versé, une spécialité touristique de l'île.

Ecouter. *Le rythme* chaloupé des cantiques tahitiens, pendant la messe du dimanche, au temple du village qui sent l'encaustique. Entendre vibrer cette langue amoureuse des voyelles. Plus tard, après l'office et la causette, les « mamas » *en toilette* – robes missionnaires et chapeaux à fleurs – rentreront d'un pas lent à la maison. Les femmes de Bora-Bora ont créé un club, le plus actif de l'île, qui organise spectacles, tombolas et « virées » sur terre ou en mer.

Portes sur la vie et la modernité

Ecouter Dany, le meilleur guide du cru – formé en Amérique – perpétrer la tradition orale, en évoquant devant l'enceinte noire d'un *marae*, les grands mythes ancestraux. Construits en blocs de basalte ou de madrépores, les *marae* témoignent des cultes d'antan, vestiges énigmatiques d'un âge livré à l'emprise des dieux, au règne des *tapu* – les interdits polynésiens encore bien vivaces – et à la tentation des sacrifices *cannibales*.

La chrétienté imposa d'autres *tapu*, proscrivant les vêtements de *tapa* – un tissu d'écorce battue – l'adoration des *tiki* – divinités rituelles, – les tatouages bleus, si chers aux Maoris. Aujourd'hui, l'Eglise repentante protège ce qui reste de l'héritage culturel et artistique. Les adolescents de Bora-Bora, qui ont remis le tatouage à la mode, peuvent s'inspirer des tortues gravées sur les vieilles pierres. Seule viande rouge de l'île – et nourriture sacrée –, la tortue était réservée jadis aux chefs et aux prêtres.

Grimper. A flanc de volcan, bringuebalé dans la Land Rover qui peine et tangue. Gravir la piste jusqu'à l'un des huit canons d'acier qui veillèrent sur l'île pendant la guerre du Pacifique. Avec une seule passe vers le large, facile à défendre, son lagon bien protégé et *ses pitons d'observation*, Bora-Bora fut une base de liaison propice, où vécurent, de 1942 à 1946, six mille soldats américains.

L'US Navy laissa un aérodrome – le seul, pendant dix-huit ans, de la Polynésie française –, des installations portuaires, des caches de munitions, reconverties en abris *anticycloniques, et quelques* dizaines d'enfants au teint clair. Héritage plus récent : au pied de la montagne, les bungalows d'un hôtel Hyatt, inachevé pour cause de faillite, s'abandonnent aux appétits de la forêt. Retour d'escalade, *le tour de l'île est un pur* délice, de plage en plage, de pointe en baie, sur l'unique route en « soupe de corail », cette route qui apporte la vie et la modernité, vers laquelle les maisons polynésiennes – les fameux *fare* – tournent leurs *portes, dos à la mer*.

Manger. La nourriture de base. *Poisson, poulet, cochon. Igname*, manioc, bananes. Et quelques douceurs. Les crabes qu'on attrape sur les îlots et qu'on engraisse en vue du festin. Les gros fruits verts de l'arbre à pain, bouillis ou rôtis. La goyave, venue d'Espagne. La *papaye et l'ananas. Sans oublier la* baguette que le boulanger dépose *dans un long casier à pain, près de* la boîte à lettres. Le fruit du *nono* – un arbrisseau des plages – sert surtout, lancé contre leur volet, à fixer rendez-vous aux belles.

Lire. Tous ceux qui contèrent leurs aventures polynésiennes. Lire ou relire Bougainville et Loti, Melville et Stevenson, Jack London et *Maugham, Segalen et Gauguin. Et*, le soir venu, lire le ciel étoilé. Contempler Vénus, celle pour qui James Cook *quitta l'Angleterre un* jour de 1769 afin de mesurer la distance entre Soleil et Terre. A Tahiti, cette mission scientifique fut un échec. Mais le récit du capitaine remporta un succès littéraire. Deux siècles plus tard, à Bora-Bora, on *peut lire Cook lorsque Vénus brille*. Manière de réconcilier le navigateur et sa planète.

De notre envoyé spécial
JEAN-PIERRE LANGELLIER


MARK BUSCAIL/ERNOULT FEATURES

Les « mamas », le dimanche, l'office et, après, la causette...

En pirogue à la rencontre des « hommes fleurs »

A travers la forêt des esprits, la pirogue glisse sous une voûte tropicale. Quelques kilomètres à pied, le long d'étroits sentiers tracés dans la jungle, et voici le territoire des Sakkudeï, les *« hommes fleurs » tatoués de la* tête aux pieds. Nuits de fêtes rythmées au tambour, parties de pêche et chasse à l'arc. C'est, au cœur d'une petite île indonésienne nommée Siberut, sur la côte ouest de Sumatra, l'un des 26 périples programmés par *Fleuves du* Monde (174, rue Jean-Jaurès, 92800 Puteaux, tél. : 42-04-25-92). Quinze jours, avec guide-accompagnateur français, assistant, cuisinier et porteurs, 16 300 F, avion inclus, 4 départs en été et à l'automne, pour des groupes de 5 à 9 personnes. *La meilleure saison.*

Le Pacifique au naturel

Select the natural Pacific présente, en français, vingt-quatre expériences d'hébergement et de voyage dans des régions intactes, en Australie et dans certaines îles du *Pacifique. Courts voyages de* 3 jours/2 nuits, que l'on peut prolonger et combiner afin de multiplier les découvertes : forêt de Nouvelle-Guinée (3 jours, 3 320 F), safari à travers la chaîne des Flinders, dans l'Outback australien (4 jours/3 nuits en camp de toile, 4 275 F), îles et *dauphins de la baie des Iles*, à l'extrémité nord-est de la Nouvelle-Zélande (3jours/2 nuits, 2 920 F). Brochure et réservations auprès de Tours 33 (à Paris, tél. : 43-29-36-50, ainsi qu'à Marseille, Montpellier, Nice et Toulouse).

CARNET DE ROUTE

CHOISIR SON CIEL. Juillet et août *sont* les plus agréables : air sec, mercure oscillant entre 25°C et 30°C, le jour, 20°C et 21°C, la nuit. Les fêtes du 14 juillet durent presque un mois : courses de pirogues entre les îles, concours de danse, etc. Réserver plusieurs semaines à l'avance. Durant les autres mois de la saison sèche *(de mars à la fin novembre), avions et* hôtels affichent rarement complet.

S'ENVOLER. Trois compagnies françaises desservent la Polynésie : avec 3 vols par semaine sur Air France (à partir de 5 800 F en Jumbo Charter, 6 700 F en tarif « vacances », période verte) et AOM (à partir de 6 400 F, tél. 49-79-12-34), tandis *que Corsair-Nouvelles Frontières* annonce un second vol charter (de 5 190 F à 6 700 F selon les dates, tél. 41-41-58-58) chaque semaine, dès le 26 juin.

S'INSTALLER. Dévasté par un raz de *marée*, l'ancien « village » du Club Méditerranée avait fermé ses portes en 1992. En décembre 1993, il a ressuscité, dans la baie de Faapore, sous le nom du « Jardin de corail » : dans une cocoteraie bordant le lagon, 150 chambres abritées dans des maisonnettes couleur bonbon coiffées de pandanus. Forfaits de Paris (vol AOM inclus) : de 12 870 F à 16 900 F la semaine en pension complète avec planche à voile, catamaran, bateau à fond de verre, plongée libre, pirogue à voile ou à rames, tennis (2 courts), practice de golf, programme de remise en forme, etc. Renseignements au (1) 42-96-10-00. Des « Circuits Découverte » de 6 ou 7 jours, avec étapes dans les villages de Bora-Bora et de Moorea, *sont* également proposés dans les Iles Sous-le-Vent (à bord d'un ketch confortable) et aux Marquises.

PANACHER. Compte tenu du décalage horaire (12 heures) et de la longueur du voyage (une vingtaine d'heures), il est conseillé de demeurer au moins deux *semaines dans les îles. Bon spécialiste* de la destination, Le Quotidien Voyages (tél. : (1) 47-47-11-16) y propose divers combinés à des prix attrayants. Par exemple, 16 jours, de Paris, pour 18 165 F (Air France jusqu'à Papeete plus vols inter-îles) avec étapes dans les Club Med de Bora-Bora et Moorea (en pension complète) et, en *demi-pension, à Huahiné (au Bali Hai) et à* Ranguiroa (au Raira Lagon). De son côté, Nouvelles Frontières associe à son vol charter Corsair des options à la carte (séjours et croisières), ainsi que des périples organisés. Par exemple, un « Safari Turquoise » (14 nuits) qui permet de découvrir cinq îles, avec, dans certaines, une voiture de location : de 9 380 F à 15 470 F, selon les dates et les hôtels choisis, avec les vols inter-îles mais sans l'acheminement de Paris.

LIRE. Les guides Aujourd'hui, Arthaud, Roucheux, Jaguar et Visa (Hachette), ainsi que *les Immémoriaux*, de Segalen (Plon), *Noa-Noa, séjour à Tahiti*, Paul Gauguin (Gallimard), *Gauguin, les mers du Sud*, Glorgia Sion (Herscher), *Bora-Bora*, José Garanger (Nouvelles Éditions latines), *Tahiti, naissance d'un paradis au siècle des Lumières* (Complexe), *les Dépouilles des dieux* (Maison des sciences de l'homme) et *Naissance d'une tradition* (ORSTOM), de Alain Babadzan, *l'Ancienne Civilisation du Rurutu*, P. Verin (ORSTOM), *Mythes tahitiens*, Terrua Henry (Gallimard), *Tahiti métisse* (Denoël), *Terre et civilisation polynésiennes* (Nathan).

Bora-Bora
2 km
récif corallien

INDE

Un sacré fleuve

Le Gange, miroir d'un pays où vie et mort se côtoient.

THÉODORE VOGEL

Allahabad, à l'aube. Heure étrange, entre nuit et aube, quand le ciel a la pâleur d'un voile bleu transparent. Tout dort, prêtres, pèlerins, mendiants, oiseaux. Dans cette vaste tranquillité universelle, seul semble se mouvoir le Gange. Nu sur le sable livide, le souffle lourd, la nage lente, baigné dans des ténèbres magiques.

Il y a de la fébrilité dans l'air lorsque s'élance le bateau qui, d'Allahabad à Bénarès, entreprend sa croisière au cœur de la civilisation indienne. Là, sur les rives du Gange, sont nées les grandes épopées hindoues : le Mahabharata et le Ramayana, mais aussi les Veda. *« Pour bien connaître l'Inde,* insistait un voyageur, *il vous faut écouter les rives du Gange. »*

Les bateliers assurent que tout est prêt pour la descente du fleuve. *« Avez-vous pensé à emporter de l'eau ? »* La question désarçonne. *« De l'eau ?* rétorquent-ils, *mais il y en a tout autour ! » « Un peu polluée, à ce qu'on dit »,* fait-on remarquer. La réponse fuse : *« Grands Dieux ! Comment l'eau de Gangaji serait-elle polluée ? Elle est plus pure que du lait, plus douce que du miel et elle peut guérir les maladies les plus incurables. Un jour, dans mon village, une jeune fille est morte. On a plongé son corps dans le Gange et elle est revenue à la vie... »*

Le Gange appartient à un monde où les gens croient encore aux pouvoirs magiques.

Arail, le matin. Poussé par un vent favorable, le bateau trace sa route vers Bénarès, à travers les pétales d'œillet et de jasmin que les pèlerins ont lancés dans le courant. Des manguiers et des jamuns vénérables se penchent sur les eaux. Malgré l'heure matinale, l'animation règne sur les berges du fleuve. Le Gange étant, pour les zones riveraines, la seule source d'eau régulière, c'est par centaines que les villageois s'y rassemblent, pour leurs ablutions du matin, pour y baigner le bétail et y puiser l'eau nécessaire à la journée. Au fur et à mesure que le soleil monte dans le ciel, les berges se vident peu à peu. A travers les champs de riz et de moutarde, les femmes, jarre en cuivre sur la tête et enfant dans les bras, regagnent leur maison.

Fête de l'amour dure trente jours

Naviguer sur le Gange est une entreprise incroyablement hasardeuse en raison des énormes quantités de limon qui se déposent sur le lit du fleuve. Seuls des bateliers chevronnés en connaissent le cours imprévisible. Il arrive cependant que le bateau heurte un banc de sable et que sa quille s'y enlise profondément. Des ouvriers compatissants (accompagnés de leurs femmes, ce qui est rare en Inde) viennent alors à la rescousse. Il s'agit de Santhals (une tribu du Bihar) affectés à des chantiers du génie civil, sur le Gange. On partage leur repas, à l'ombre d'un arbre : lentilles, riz complet, oignons et poisson du fleuve.

« Vous vivez toute l'année ici ? » interroge un batelier. *« Non, nous travaillons jusqu'à ce que nous ayons gagné assez de roupies puis nous rentrons chez nous. Nous partons demain car nous voulons participer à la fête de Sohrae. »* Une fête de l'amour unique au monde. Pendant un mois, hommes et femmes mariés peuvent rencontrer leurs anciens flirts ! Manière pour le moins originale de conjuguer monogamie et polygamie...

Une des femmes se met à chanter : *« Tes mains sont moites. / Tes yeux sont embués. / O mon amour, qui es-tu ? / Laisse tes mains sentir. / Touche-moi de tes hanches. / Je suis ton ancien amour. »*

Ganga est le fleuve des sens.

Sirsa, à midi. Le Gange est inondé de soleil. Le ciel d'une clarté absolue, d'un bleu pur. Le fleuve scintille comme un miroir. Dans un ballet incessant, des grues plongent vers le fleuve, happent l'eau au passage puis remontent vers l'azur.

Tout au long du Gange se succèdent les bûchers funéraires. Des filets de fumée grise montent en tournoyant au-dessus des flammes. Le vent apporte des bouffées de santal, bois utilisé pour les crémations. Les chants funèbres hindous sont la musique lancinante du Gange. En dépit des corps qui, partout, se consument, la mort, ici, apparaît plus paisible que terrifiante.

Un homme, solitaire, veille un corps enveloppé dans un linceul. C'est un modeste ouvrier agricole, habitant un village voisin. *« Comment un pauvre homme comme moi,* explique-t-il, *pourrait assumer la charge d'une crémation convenable ? Le bois, à lui seul, coûte 200 roupies, soit la moitié de mon salaire mensuel. »* Il se contentera donc de lester le corps avec des sacs de sable avant de l'immerger dans le Gange. *« Je sais bien,* ajoute-t-il, *que, selon les rites hindous, il faut brûler le corps, mais Ganga-Ma est généreuse et qu'y a-t-il de plus paisible, pour une âme disparue, que d'être accueillie par ses eaux saintes... »*

Ganga est le fleuve de la mort apaisée.

Comme un long ruban de feu

Chunar, au crépuscule. *« Tiens, les oiseaux rentrent au nid. Il faut penser à jeter l'ancre »,* observe le batelier tandis que le fleuve se transforme en un long ruban de feu et que les oiseaux, par milliers, envahissent le ciel en décrivant de savantes arabesques. Grues, cigognes, mouettes et moineaux s'en viennent frôler le fleuve, comme pour saluer la nuit avant de se poser sur les bancs de sable fin. Le soir, sur le Gange, offre toujours le spectacle de ces nuées d'oiseaux qui peuplent de leurs chants le crépuscule.

Sur la rive droite du fleuve, perchée sur un éperon rocheux, se dresse l'impressionnante forteresse rouge de Chunar. Habitée par le souvenir de tous les souverains qui ont régné sur l'Inde, son architecture éclectique, où se mêlent les époques, est une véritable leçon d'histoire gravée dans la pierre.

Au pied de la forteresse rouge de Chunar, un neurologue est venu confier au fleuve les cendres de sa grand-mère. *« Elle vénérait Ganga. C'est peut-être pourquoi elle a vécu jusqu'à cent ans ! »* Lui, aussi, vénère Ganga. *« La science et la foi peuvent-elles se concilier ? »* La réponse tombe, un tantinet agressive. *« La science n'est rien sans l'esprit. Si la science n'est pas capable de servir la richesse intérieure de l'être humain, elle faillit à sa mission. Je préfère me baigner dans un fleuve sacré plutôt que de devenir un robot sans cervelle. »*

Le Gange est un fleuve où monde moderne et tradition se donnent la main.

Bénarès, l'après-midi. C'est à 2 kilomètres, en amont, que la vue de la cité sainte est la plus saisissante. Sur la rive droite, un palais merveilleusement ouvragé. Sur la rive gauche, une exploitation horticole où l'on cultive les flamboyants œillets jaunes qui serviront aux offrandes. Droit devant, Bénarès, dans toute sa splendeur avec ses arches sarrasines, ses dômes, ses flèches, ses minarets et ses vérandas.

Un batelier grommelle : *« Les hommes les plus impies vivent dans la cité la plus sainte. »* Objets de sa colère, les pandas sont intimement mêlés à la vie du Gange. Historiquement, ils servaient de médiateurs entre les dieux et les hommes, et assuraient les rites funéraires. Aujourd'hui, ils sont devenus des marchands du temple particulièrement cupides. Les plus riches d'entre eux ont une influence politique considérable. Pour eux, la mort est un commerce comme un autre, particulièrement lucratif. Source de leur richessse, un énorme registre de près de 100 kilos qui constitue, génération après génération, la mémoire généalogique de la plupart des hindous venus participer à une cérémonie au bord du Gange. Fidèles à leur « panda de famille », les personnes en deuil deviennent ainsi des proies faciles.

Ganga est un fleuve où cohabitent la vraie piété et l'imposture.

De notre envoyé spécial
VIJAY SINGH

De Srinagar à Calcutta

En parcourant le nord de l'Inde et le Népal, Michel Ogier se voulait d'abord photographe. L'Inde en décida autrement. Confronté à un monde si différent, interpellé et bousculé, il a finalement choisi, pour raconter au jour le jour son immersion, d'allier texte et images, sous la forme d'un carnet de voyage (Editions Callichrome). Un carnet où les images d'Epinal cèdent la place à *« la chaleur, au grouillement, au bruit et à la misère ambiante »* qui contrastent avec la vision des zélateurs de l'Inde. Cet ouvrage honnête ne cache ni les désarrois ni les désillusions de celui qui, découvrant ce pays pour la première fois, se demande : « Me serais-je trompé de pays ? » Vision lucide qui illustre l'exercice auquel est confronté le visiteur : se « blinder », c'est ne plus rien voir, mais regarder, c'est, souvent, se sentir voyeur. Défi ? Michel Ogier se rendra à Srinagar, ex-paradis d'un Cachemire théâtre d'une guerre larvée. Puis, toujours par le train, à Bénarès, à Calcutta (une ville qui ignore le silence), au Népal et à Agra avant de revenir à Delhi. La boucle est bouclée. Retour à Paris, *« où personne ne se parle ni ne se voit ».* En résumé, un petit livre attachant, en vente par correspondance (120 F franco de port) chez Ikkon, 35, rue Carnot, 35700 Rennes.

Monastères ladakhis

Le Ladakh, bien qu'intégré à l'Inde depuis 1947, est un pays tibétain qui regarde vers Lhassa. Depuis l'invasion du Tibet par la Chine, en 1950, et la fermeture de la frontière, les deux pays frères sont séparés et les grands monastères ladakhis coupés de leurs sources. Mais la culture bouddhiste, bien vivante, brille avec un éclat particulier lors des festivals qui ont lieu à Hémis, Phyang et Taktok notamment. Artou (tél. : 19-41-22-311-84-08 à Genève), spécialiste très pointu de la culture himalayenne, parcourt chaque année (15 jours, 18 000 F environ, départs de juin à septembre) ces solitudes arides où s'inscrit l'architecture robuste des monastères. Arts et vie assiste aux festivals (20 jours, 14 900 F) avant de se rendre à Agra (Taj-Mahal) et sur les sites d'Ellora et d'Ajanta.

CARNET DE ROUTE

BAROMÈTRE. L'hiver est la saison idéale avec des températures variant de 8 degrés, la nuit, à 30 degrés maximum, lorsque le soleil est au zénith. Opter, de préférence, pour novembre ou février.

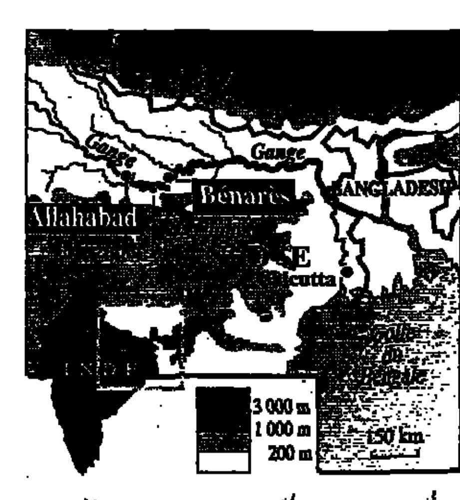
VADE-MECUM. Pas de provocation vestimentaire qui pourrait choquer la population locale. Bannir la minijupe et le short moulant. Renoncer à photographier les crémations, les ponts et les sites militaires. Prudence : l'eau du Gange, bien que sacrée, n'est pas bonne à boire. Contre l'ennemi numéro un, le moustique, glisser dans vos bagages le produit adéquat. Visa obligatoire.

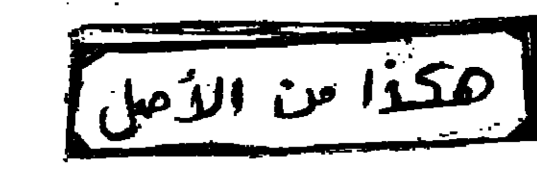
AGENDA. A la mi-janvier, les fêtes religieuses de Magh Mela se déroulent à Allahabad, ainsi qu'à Ganga-Sagar, à l'embouchure du Gange.

PÉRIPLE. Le Gange n'est pas un fleuve facile. Hauts fonds, basses eaux et barrages rendent le périple aléatoire si l'organisation du voyage n'est pas parfaite. La Route des Indes, en collaboration avec Fleuves du monde, a aménagé un bateau privé qui embarque passagers et équipage (avec cuisinier) à des dates précises. Prochains départs de Paris, les 15 octobre, 17 décembre, 18 février et 4 mars. Il s'agit d'une vaste barge en bois, naviguant de jour, à la voile et au moteur, et dotée d'un confort spartiate. On dort sous un taud, sur le pont, ou à terre sous la tente. Cette croisière de 4 jours, d'Allahabad à Bénarès, est proposée dans le cadre d'un circuit de 16 jours : 15 700 F de Paris (avec accompagnateur, 8 à 15 personnes). Pension complète, sauf à Delhi, Bénarès, Bodh-Gaya, Chandernagor et Calcutta, où l'hébergement se limite aux chambres et petits déjeuners. Le reportage présenté ne concerne qu'une partie de ce périple qui se poursuit en train, puis, à nouveau, en bateau sur l'Hoogly (un bras du Gange qui traverse le Bengale) jusqu'à Calcutta, via Chandernagor, ancien comptoir français.

LIRE. *Jaya Ganga, le Gange et son double,* Vijay Singh (épuisé chez Ramsay), disponible en anglais (Penguin Books). Du même auteur, *La déesse qui devint fleuve* (Gallimard Jeunesse). Egalement en anglais, *Slowly Down the Ganges,* Paul Newby (Picador). *Le Gange, fleuve des dieux et des hommes,* d'Amina Okada, photos de Fred Kohler (Agep). Pour l'aspect pratique, les guides Bleu et Routard (Hachette), et Lonely Planet, en anglais, réactualisé tous les ans et truffé d'informations.

S'INFORMER. Auprès de l'Office indien du tourisme, 8, boulevard de la Madeleine, 75009 Paris, tél. : (1) 42-65-83-86, et Minitel 3615 INDE.





هكذا من الأصل

MALAISIE

Le livre de la jungle

Sous les arbres géants, des varans géants regardent passer les pirogues.

S'IL est une chose que la Malaisie a héritée des Anglais, c'est bien le sens du confort. Ainsi, ceux qui désirent s'enfoncer dans la jungle locale pourront-ils le faire à partir d'un luxueux bungalow « 4 étoiles », voire, à la rigueur, d'un *lodge* rustique mais bien équipé. Quant au visiteur poussé par une âme d'aventurier à traquer le grand fauve en pleine forêt, il aura la possibilité de *passer la nuit dans un mirador* équipé de couchettes et de sanitaires. Certes, la nature se mérite mais, en Malaisie comme ailleurs, pas question de laisser l'amateur livré à lui-même. Après l'effort, le confort.

D'autant que ce que les Anglais ont baptisé la *rain forest* porte on ne peut mieux son nom. Il ne se passe guère de jour, en effet, sans que le ciel ne déverse sur la forêt une de ces ondées dont les tropiques ont le secret. Brève averse ou déluge prolongé, peu importe : le visiteur, même doté du meilleur équipement imperméable possible, se retrouve inexorablement mouillé. Trempé de sueur ou ruisselant de pluie, personne, ici, n'échappe à la touffeur tropicale de la *rain forest*.

Difficile, également, d'éviter les sangsues, ces petits vers à tête chercheuse, tapis dans les feuilles mortes des sentiers et qui n'attendent que votre passage pour se fixer sur vos chaussures et se faufiler jusqu'à la peau. Certes, leurs morsures sont indolores, mais il est toujours désagréable de découvrir ses chaussettes maculées de sang et ses chevilles marquées de points rouges. Pouvoir, dans ces conditions, prendre une bonne douche représente un confort minimal. Quant à la climatisation, personne ne la considère ici comme un vulgaire caprice de star. Il s'agit même du *seul moyen, dans cette jungle* saturée d'humidité (entre 90 % et 95 % !), de retrouver, l'espace d'un instant, une atmosphère à peu près sèche.

Cris et mystères de la forêt

Pour qui veut découvrir la jungle tropicale de Malaisie, le meilleur lieu est sans conteste le parc national Taman Negara. Depuis 1938, ses 434 000 hectares de forêt primaire sont intégralement protégés, aucune coupe de bois et aucune chasse n'y étant autorisées. Seuls les tribus aborigènes qui subsistent dans la zone – les Orang Asli – ont *conservé le droit d'y prélever le* gibier nécessaire à leur subsistance. Un très faible prélèvement, au demeurant, seuls les pièges et les sarbacanes étant utilisés à cet effet. Quant aux visiteurs, ils n'ont que le droit de pêcher, en respectant strictement les règles du parc.

Généralement, on accède à Taman Negara par bateau. Après 200 kilomètres de route depuis la capitale, Kuala-Lumpur, on embarque sur une pirogue à moteur pour, pendant deux ou trois heures selon la saison, remonter une rivière boueuse. Occasion idéale pour le voyageur de s'initier en douceur à la forêt tropicale, à ses arbres géants, *ses lianes et ses cris mystérieux. Ici*, c'est un macaque qui s'enfuit dans un froissement de feuilles. Là, on entend l'appel rauque du calao qui, de son vol lourd, franchit le fleuve. Le long des berges sablonneuses, les martins-pêcheurs veillent. Au passage de la pirogue, ils filent comme l'éclair, *déployant* leur plumage chamaré.

Gunung Tahan (2 189 m)
MAL
OCCIDE
• Kuala-Lumpur
SINGA
INDONÉSIE

On débarque à Kuala-Tahan, au confluent de deux rivières, l'une limoneuse, couleur café au lait, l'autre sombre comme du thé. Port d'entrée du parc national, c'est aussi le passage obligé où le visiteur doit se faire enregistrer avant son séjour, qu'il ait choisi de camper ou de réserver une suite climatisée. De ce *resort*, où l'on trouve un restaurant, une boutique et le bureau des gardes, on peut ensuite rayonner à travers le parc, en suivant des itinéraires dûment fléchés et minutés. On a ainsi le choix entre la boucle de 2 kilomètres, qui permet de découvrir la sylve équatoriale, et le trek de plusieurs jours qui permet de visiter les grottes ou d'escalader le Gunung Tahan, un sommet qui culmine à plus de 2 000 mètres.

Autre bon moyen de découvrir la luxuriance végétale, la « promenade des cimes », un itinéraire qui *s'effectue à 20 mètres ou* 30 mètres au-dessus du sol, au niveau de ce que les Anglais appellent la « canopée » (la voûte du feuillage). Avec un peu de chance – et de patience –, le visiteur verra s'ébattre sous ses yeux les écureuils, singes, oiseaux et papillons qui peuplent le grand livre de la jungle.

L'idéal, cependant, consiste à embarquer à bord d'une petite pirogue découverte – au mépris de la pluie – pour remonter les rapides de quelque rivière secondaire. On s'enfonce ensuite dans l'immense forêt, toisé par des géants de 40 mètres ou 50 mètres de haut, couverts de lianes et de plantes épiphytes. En chemin, on note une odeur forte, semblable à celle exhalée par la piste d'un cirque. L'enquête aboutira à un crottin d'éléphant. Ce dernier restera invisible. Mais on apprendra que les seuls à avoir surpris le pachyderme et avoir pu l'observer, dans la nuit, du sommet d'un mirador, garderont longtemps le souvenir de l'animal broyant sur son passage les tôles des sanitaires...

Baignade dans les rapides

Sur le chemin du retour, la récompense prend la forme d'une baignade dans les rapides, avec, à la fois, piscine et douche naturelles. Ceux qui croiront alors voir un crocodile fondre sur eux en seront quitte pour la peur jusqu'à ce qu'ils identifient un varan, ce lézard de belle taille (il peut atteindre 2 mètres de long), on ne peut plus *pacifique mais ne dédaignant pas* les reliefs d'un pique-nique. Reste que lorsqu'il traverse une rivière à la nage, il peut effectivement faire naître quelques frissons.

La forêt primaire de Malaisie s'étend parfois jusqu'à la mer. Tel est le cas de l'archipel de Langkawi, un semis d'îles calcaires au relief tourmenté qui n'est pas sans rappeler la baie d'Along, au Vietnam, ou le site de Phuket, en Thaïlande. Des îles couvertes d'une jungle épaisse, souvent impénétrable et qui dévale jusqu'aux plages de sable blanc (le corail). Falaises, mangroves, rivages écrasés de soleil ou ombragés jusqu'à la mer, tout, ici, invite à la flânerie et à la découverte de la nature, fonds sous-marins exceptés en raison de la turbidité de l'eau.

Parmi les hôtels qui méritent le détour, le Dataï est l'un des plus attachants. D'une simplicité de monastère, l'établissement, qui vient d'ouvrir au cœur même de la jungle, dissémine ses bungalows de *bois sous les grands arbres. De sa* plage du bout du monde, on peut circuler en bateau à travers tout l'archipel, visitant ici un lac d'émeraude, là une île déserte, escorté par une troupe de dauphins joueurs. Le soir, après l'accablement du soleil et de la chaleur, on retrouve avec délice la fraîcheur d'un bungalow *confortable. Les Anglais, certes,* ont quitté la Malaisie. Mais ils y ont laissé, à jamais, leur empreinte.

De notre envoyé spécial
ROGER CANS

CARNET DE ROUTE

S'Y REPÉRER. Situé sur trois des treize *Etats qui composent la Malaisie* – Kelantan, Terengganu, Pahang, – le parc national du Taman Negara n'est accessible qu'en bateau. De mi-novembre à mi-janvier, le parc est fermé en raison de la *montée des eaux du fleuve*.

Y ALLER. Depuis la suppression des *vols directs Air France, seule la compa*gnie Malaysia Airlines (tél. : 47-42-26-00) dessert la ligne Paris-Kuala-Lumpur (deux vols par semaine, à partir de 4 500 F A/R dans les agences de voyages programmant la Malaisie). Nouvelles Frontières, pour sa part, propose, jusqu'à fin juin, un A/R à 3 950 F. Mentionnons également de multiples vols quotidiens vers Bangkok et Singapour, deux portes d'entrée *commodes pour* la Malaisie. A noter qu'on peut aussi rallier Kuala-Lumpur en train à partir de ces deux villes.

Y SÉJOURNER. La Malaisie dispose d'un réseau d'hôtels très complet. Dans le parc national, l'hébergement va de la chambre à huit lits (moins de 30 F la nuit) à la suite (1 000 F la nuit). *On peut également* camper dans les lieux prévus à cet effet mais la pluviosité peut, parfois, rendre pénible la vie sous la tente...

CONSULTER. *Orient-Extrême* (tél. : 42-61-35-65) consacre une brochure à la Malaisie : choix de circuits dont une découverte du pays avec deux jours dans le parc (15 jours, 14 950 F) et un Taman Negara *Safari de 3 jours* (2 200 F au départ de Kuala-Lumpur). Voyageurs en Malaisie (La cité des voyages, 55, rue Sainte-Anne, 75002 Paris, tél. : 42-86-17-00) présente une sélection prometteuse dont un grand tour avec deux *jours dans* le parc national (17 jours, 16 900 F) et un forfait de quatre jours dans le Taman *Negara* (2 700 F). *Malaysia Tours* (agences de voyages) prévoit un circuit de 11 jours (10 845 F) dont trois dans le parc et une nuit dans un observatoire. Asia annonce également un 4 jours dans cette même forêt primaire (3 585 F) Ces voyagistes proposent, en outre, des formules voiture-hôtel intéressantes dans ce pays *qui dispose d'excellents réseaux* routier et hôtelier. En outre, deux agences malaisiennes ont une antenne à Paris et sont donc bien placées pour « monter » des voyages sur mesure : Tiger Trace Travel (tél. : 45-50-28-93) et VIIP (tél. : 42-76-05-85).

S'Y DÉPLACER. *On trouve partout* des voitures à louer, ainsi que des deux-roues à moteur et même des vélos. Ne pas oublier que l'on roule à gauche, ce qui peut compliquer d'autant la conduite en terre inconnue. *De multiples lignes de bus* mais aussi le train sillonnent le pays du nord au sud.

S'Y NOURRIR. Au carrefour de quatre cultures (anglaise, indienne, malaise et chinoise), ce pays offre un exceptionnel choix culinaire. Les fruits tropicaux, notamment, y abondent. Quant au poisson, il est excellent. L'Islam étant la religion dominante, les petits établissements locaux ne servent pas d'alcool. Mais les restaurants et les bars fréquentés par les touristes ne connaissent aucune restriction, et la bière y coule à flots.

SE RENSEIGNER. Office national du tourisme de Malaisie, 29, rue des Pyramides, 75001 Paris, tél. : 42-97-41-71.

LIRE. Un guide, *Malaisie*, de Wendy Moore (Olizane) et un roman, *Malaisie*, d'Henri Fauconnier (Stock).



J.-C. LABBÉ

VIETNAM

Riz amer

Une verte vallée. Dien-Bien-Phu. Il y a quarante ans, les canons se sont tus. Aujourd'hui, les survivants témoignent.

« J'*AVAIS appris le patriotisme chez les scouts. C'était en 1953, je venais d'avoir vingt-cinq ans. Marié depuis un an, maître d'école à Hanoï, j'ai tout abandonné*, dit M. Han. *Même ma voiture, une Citroën traction avant noire. Ma femme a suivi, ma petite fille aussi. On la portait sur le dos. De nuit, à travers la forêt, on a marché des mois et des mois pour arriver jusqu'à Dien-Bien-Phu. Je me suis enrôlé dans les troupes comme radiotéléphoniste, et ma femme est devenue infirmière.* » Quarante ans plus tard, lunettes cerclées d'acier et béret marine, l'ancien professeur, qui n'a rien oublié de la langue française, confie dans un souffle : « *Le soir du 7 mai 1954, tous ces drapeaux blancs sur la plaine, on était émerveillés.* » Il ajoute : « *J'ai horreur de la guerre.* »

Ainsi se terminait, à Dien-Bien-Phu, l'un des sièges les plus célèbres de l'histoire moderne. Après cinq mois et demi d'occupation du camp retranché, et cinquante-sept jours de combats acharnés, la reddition des troupes du général de Castries sonnait le glas de l'Indochine française. Décidée par le général Navarre, dès le 20 novembre 1953, la transformation de la « cuvette » – une plaine de 16 kilomètres sur 8, ceinturée de collines – en « hérisson » fortifié, sur lequel devaient venir se briser les troupes du Vietminh, avait pour but de poser un verrou stratégique à la frontière nord du Laos : à 500 kilomètres à l'extrême ouest d'Hanoï, Dien-Bien-Phu est enclavée au cœur même de la haute région vietnamienne. Le ravitaillement serait assuré par un pont aérien.

En suivant cette route défoncée, qui grimpe et dévale en lacets d'innombrables cônes postés en sentinelles jusqu'aux confins des frontières laotienne et chinoise, on mesure l'ampleur de l'expédition pour l'armée vietminh du général Giap. Car, s'il faut aujourd'hui, à 20 kilomètres à l'heure de moyenne, deux à trois journées de voyage pour accéder à la cuvette de cruelle mémoire, il fallait à l'époque des semaines de marche.

« *A partir du 18 février 1954* (...), écrit l'historien Jacques Dalloz, *l'annonce de la conférence de Genève a élevé les enjeux* (...). *Depuis des semaines, conduisant 700 camions, poussant des bicyclettes surchargées* (les « coolies-vélos » font 25 kilomètres par jour avec 200 kilos de charge), *portant leur fardeau sur le dos ou dans les paniers traditionnels, des dizaines de milliers d'hommes et de femmes mobilisés par le gouvernement révolutionnaire ont permis de concentrer vivres et armes pour que l'essentiel du corps de bataille vietminh puisse soutenir si loin de ses bases un long combat de destruction.* (1) »

A peine passé Hanoï, les rizières s'étendent à perte de vue. De part et d'autre de la piste de bitume, surélevée comme une digue, des chapeaux coniques dérivent lentement : les femmes repiquent le riz. Un homme retourne la terre grasse avec une charrue tirée par un buffle. Seules taches de lumière dans cet univers plombé, le vert cru des jeunes plants posés comme des pions fluorescents sur un damier aquatique.

Pains de sucre, écharpes de brume

Première étape. Hoa-Binh, au bord de la rivière Noire (Song-Dà). Le lac vert jade, les pains de sucre et leurs écharpes de brume évoquent ces paysages karstiques du Guangxi, en Chine du Sud. Une pirogue file le long de la berge. A son bord, un pêcheur rame avec les pieds, à la vitesse d'un *sprinter* sur la ligne d'arrivée.

Man-Duc, midi, l'heure de pointe. Au Com Pho, la gargote locale, les vingt passagers d'un camion-bus avalent bruyamment leur bol de soupe. Sur une toile cirée, le menu du jour à 5 000 dongs (3 francs) présenté dans des coupelles de dînette : vermicelle au poulet, bœuf bouilli à la coriandre, choux mariné, riz blanc. Le thé est servi dans des verres à eau et la bière 333, ersatz de la 33 Export, en canettes. Autour de la table, capelines, casquettes, feutres et bonnets ont détrôné casques militaires et bérets basques qui restaient encore l'uniforme à Hanoï il y a un an. Ambiance routier : les pin-up épinglées sur les murs entre deux chalets suisses cohabitent avec l'autel des ancêtres et quelques bâtons d'encens.

On est à l'entrée des Hautes Terres, territoires des ethnies Tay et Hmong. Les Vietnamiens proprement dits – les Kinhs – sont minoritaires dans la région. Les Tays, 80 % de la population de Dien-Bien-Phu, ont conservé intact leur habitat traditionnel. Ils vivent dans de vastes maisons de bambous, sur pilotis, coiffées de chaume. Les hameaux, groupés au pied des montagnes et au bord des rivières, sont reliés à la route principale par de gracieuses passerelles de bambou qui enjambent d'un seul jet les cours d'eau. Jupe fourreau noire façon sarong, courte veste rose vif, fermée par une guirlande de boutons en argent ciselé (c'est la tenue des champs), une petite grand-mère exhibe avec fierté son bijou le plus cher, une piastre en argent de l'« *Indo-Chine française* », qu'elle porte piquée dans son chignon. On croise sans cesse des femmes vêtues comme des princesses. Elles vont pieds nus, portant, à l'aide d'une palanche, d'énormes fagots.

Sur cette route champêtre qui ondule en déclinant tous les verts, seuls les monuments aux morts rappellent la guerre. Il y a une dizaine de cônes à passer, dont celui de Sonla, pour atteindre la passe stratégique de Pha-Din, textuellement « la porte du ciel ». Ici, à 1 200 mètres d'altitude, après 400 kilomètres de virages encaissés, l'horizon s'ouvre, enfin. La route bascule sur la crête, et plonge en direction de Tuan-Giao et de Dien-Bien-Phu. « *Je suis arrivé en haut du col à minuit, c'était une nuit de lune,* raconte l'écrivain Nguyen Dinh Thi. *J'avais fait une marche forcée d'une semaine, à raison de 40 kilomètres chaque jour pour rattraper les troupes.* »

Ban-Mon, village hmong, est au sommet, à l'écart de la piste. Un air de flûte déchire le silence. Les Hmongs, ou Miaos en Chine, ont émigré à la fin du XVIII[e] siècle du Guizhou et du Yunnan, après avoir lutté près de mille ans contre les Hans. Au Nord-Vietnam, les vallées étaient occupées par les Tays. Restaient les sommets. Les Hmongs y cultivent le riz sur brûlis, et l'opium.

Attroupements sur le bord de la route. Les femmes sont venues par centaines assister au match de foot. Maillots rouges contre maillots jaunes. Pakou contre Pako, deux villages hmongs se disputent la finale. On se croirait au fond de l'Auvergne, en plein été.

Giap : « Bataillon par bataillon »

A 35 kilomètres de Dien-Bien-Phu, une piste en terre conduit au quartier général de Giap. Rencontré chez lui à Hanoï, en janvier dernier, le commandant en chef des troupes vietminh, héros national, a aujourd'hui quatre-vingt-deux ans. Mais, lorsqu'il évoque ce jour du 25 janvier 1954 où, de ce QG, il choisissait, contre l'avis des conseillers chinois, de renoncer à l'attaque rapide initialement préparée pour le soir même, sa voix change, il redevient cet homme débordant d'énergie, ce stratège hors pair, qui a vaincu successivement deux des plus fortes armées du monde, la française, puis l'américaine. « *C'est*, dit-il, *la décision la plus importante de ma vie de militaire. J'étais convaincu que ça n'allait pas. Ce plan aventureux impliquait pour nos troupes deux jours de déplacement, en rase campagne, à découvert. On aurait été écrasés par le feu ennemi. Il fallait au contraire engager une opération longue, faire des tranchées et anéantir le camp fortifié, poste par poste, bataillon par bataillon.* »

Le 13 mars 1954, après deux mois de préparatifs intenses – 400 kilomètres de tranchées avaient été creusées tout autour de la cuvette, – Giap prend deux positions stratégiques, « Béatrice » et « Gabrielle » (deux des sept collines baptisées par les Français) qui protégeaient le terrain d'aviation. Après le 28 mars, aucun avion ne se posera plus sur la piste (2).

L'arrivée à Dien-Bien-Phu surprend. « *Je ne parvenais pas à me repérer lors de mon premier retour dans la cuvette,* raconte le colonel Allaire, qui a été parachuté deux fois sur le camp. *J'avais laissé des collines chauves. J'ai retrouvé les pitons couverts de tram, l'herbe à éléphant, des buissons de bambous de 15 à 20 mètres dans les tranchées.* » Dien-Bien-Phu est devenue, en quarante ans, le grenier à riz du nord-ouest du Vietnam.

Sur les plaques en aluminium du terrain d'aviation, le paddy, étalé en nappes blondes, sèche au soleil. Un jeune paysan aidé de sa femme et de ses deux fils ensache le riz par 50 kilos : « *Avec 5 000 mètres carrés de rizières,* dit-il, *j'ai deux récoltes par an. Avant, on partageait les bénéfices avec la coopérative. Aujourd'hui le rendement est plus élevé.* »

A quelques centaines de mètres, le PC du général de Castries, entouré de barbelés, se visite comme un sanctuaire. Deux boyaux en croix, à demi-enterrés, cachent des cellules vides. Reste un embryon de tranchée. « *J'avais pour mission de faire une percée sur le PC,* raconte le lieutenant-général Pham Hong Song, commandant de la célèbre division 308, baptisée par les Français « *la division de fer* ». *Mon régiment devait réaliser 4 kilomètres de boyaux depuis la forêt. On a creusé en silence quinze nuits de suite, sous le feu ennemi. Il fallait rester muet, malgré les blessés et les morts. Aucune plainte, sinon les Français nous entendaient. On a eu plus de pertes en hommes en progressant ainsi, que durant la bataille. Dans mon régiment, mille hommes ont été blessés, ou sont morts, le tiers des effectifs.* »

De l'autre côté, « *on les voyait surgir, au milieu des barbelés, à l'intérieur du camp retranché, comme des fantômes* », se souvient le colonel Allaire.

Sur la plaine, la lumière décline. Les cigales ont commencé leur lancinant cri-cri. Passent un char à bœufs et deux paysans juchés sur un tas de cannes à sucre, sans un regard pour la carcasse rouillée du char de combat qui laisse encore deviner un numéro de série : SC3528. Une modeste dalle de ciment gravée, le mémorial des Français, gît au milieu du maïs. Quelque 3 000 soldats français, tombés au combat, reposent ici, sous les champs cultivés. Pas une tombe. Çà et là, des pièces d'artillerie marquent la plaine comme des stigmates.

Collines aux noms de femmes

Huin Van Dinh, soixante-dix ans, est accroupi, à côté de son vélo. Tout autour, les collines aux noms de femmes s'enflamment dans le soleil couchant. « *Je suis originaire du delta, mais Dien-Bien-Phu me manquait,* dit-il, *je suis revenu. Mes deux frères sont morts ici. On n'a toujours pas retrouvé leurs corps. J'ai participé à la bataille d'Eliane II. J'étais sous-lieutenant dans l'artillerie.* »

C'est sur cette colline, théâtre des combats les plus acharnés – Eliane II résista trente-six jours avant de tomber – qu'ont été reconstituées les tranchées : des boyaux de 2 mètres de profondeur dans lesquels on se faufile. « *Je suis resté là dix-huit jours avant d'être remplacé,* raconte Nguyen Dinh Thi, *c'était une bataille homérique, un corps à corps parmi les cadavres. Un jour (en 1992) j'ai rencontré un ancien officier français* (le colonel Allaire). *Tous deux, sur cette colline, nous échangions nos souvenirs. Nous éprouvions de l'estime pour nos adversaires. Les combattants français ont fait leur devoir.* » Il cite François I[er] : « *Tout est perdu fors l'honneur.* » « *Nous parlions hors du temps,* se souvient le colonel Allaire, *et nous nous sommes retrouvés en parfaite communion de pensée.* »

Au pied d'Eliane II, la municipalité restaure à grands frais le cimetière principal de Dien-Bien-Phu, où sont enterrés les soldats vietnamiens. La célébration du quarantième anniversaire semble avoir stimulé la ville, promue chef-lieu de province. On construit, à tour de bras, des hôtels et des banques. Les échoppes ambulantes, qui détaillent les cigarettes Dien Bien à l'unité, jouxtent les « *bars-video-karaoke* » et les boutiques de « *Potocopi* ». Sur le marché, on trouve toute la quincaillerie typique du Sud-Est asiatique, des fausses Ray Ban aux machines à coudre chinoises.

L'artillerie dans les dahlias

Le Musée commémoratif de la bataille, « *site historique protégé par l'Etat sous la responsabilité de la culture et de l'armée* », a été inauguré en 1984, dans la grand-rue, à 500 mètres du PC de Castries. « *Il a reçu 20 000 visiteurs en 1993, 750 étrangers, dont 300 Français,* affirme son directeur, ravi que Dien-Bien-Phu devienne un lieu touristique. *Il n'y a aucun préjugé contre les Français. Je suis désolé qu'on n'ait pas pu protéger tout le site. Mais sur les 49 positions stratégiques des forces françaises, il en reste 30 %. On peut en visiter plus de dix.* » Dans la cour du musée, des canons antiaériens sont exposés entre les œillets, les dahlias, les delphiniums et les roses plantés comme dans un jardin de curé. A l'intérieur, sur les murs chaulés, des photos en noir et blanc du camp hérissé de barbelés, de l'armée vietminh à vélo... Des vitrines rassemblent les documents d'époque : le téléphone de Giap, les pelles et les pioches qui ont servi à creuser les tranchées. Mais aussi des cartes, des lettres, des coupures de journaux, et le dernier message du général de Castries au général Cogny, le 7 mai 1954 : « *Les Viets sont à quelques mètres du poste de radio d'où je vous parle. Nous ne nous rendrons pas.* » Et la radio se tut. A 17 h 30, les parachutes blancs étaient déployés en drapeaux sur la plaine.

De notre envoyée spéciale
FLORENCE ÉVIN

(1) *La Guerre d'Indochine, 1945-1954*, Jacques Dalloz, « Points », Seuil.

(2) *Ho Chi Minh, de l'Indochine au Vietnam*, Daniel Hémery, « Découvertes », Gallimard.

CARNET DE ROUTE

BAROMÈTRE. Chaleur et humidité en été dans le nord du Vietnam. De 26 à 33 degrés à Hanoï. Sur les hauts plateaux, le mercure baisse.

FORMALITÉS. Impossible de partir au pied levé, le visa, obligatoire, s'obtient en 2 à 3 semaines au consulat du Vietnam (62, rue Boileau, 75016 Paris, 44-14-64-20), en un mois, voire plus, par courrier !

VOIES DU CIEL. Air France assure 2 vols directs par semaine de Paris à Hanoï. Thaï International propose des vols quotidiens avec changement d'avion à Bangkok. Vietnam Airlines, qui reliera Hanoï, *via* Ho-Chi-Minh-Ville, 2 fois par semaine, à partir du 1[er] juillet, assure d'ores et déjà 2 vols hebdomadaires Hanoï-Dien-Bien-Phu.

TOITS. Compte tenu d'une infrastructure hôtelière limitée, les réservations s'avèrent indispensables. A Hanoï, les « mini-hôtels » fleurissent, chambres à 50 dollars, voire moins. Le standard international se paie plus cher. Sur les hauts plateaux, hôtels au confort sommaire.

LA ROUTE DES HAUTS PLATEAUX. Ce reportage a été réalisé dans le cadre d'un itinéraire pour voyageurs individuels, programmé par Asia (tél. : 44-41-50-10, ou agences de voyages). 5 jours, 4 990 F par personne, depuis Hanoï, en partant à deux, avec un guide parlant français, une voiture avec chauffeur et l'hébergement en pension complète. Pour les mini-groupes de 7 personnes, le forfait individuel coûte 3 450 F. En sus, le vol Paris-Hanoï, sur la Thaï, avec transferts et 2 nuits d'hôtel : à partir de 8 730 F. Propositions similaires chez Voyageurs. Des itinéraires guidés sont programmés pour les groupes par Akiou, Assinter et Nouvelles Frontières. La Maison de l'Indochine et Peuples du monde déroulent des circuits plus complets, grimpant jusqu'à la frontière chinoise, en 17 jours ou 21 jours. 4 × 4 et randonnée à pied dans les hauts plateaux peuvent être jumelés avec Peuples du monde.

LECTURES. *Dien Bien Phu*, numéro spécial de La Documentation française. Parmi les guides : *Vietnam*, chez Olizane, Arthaud, Peuples du monde et Lonely Planet (en français).



هكذا من الأصل

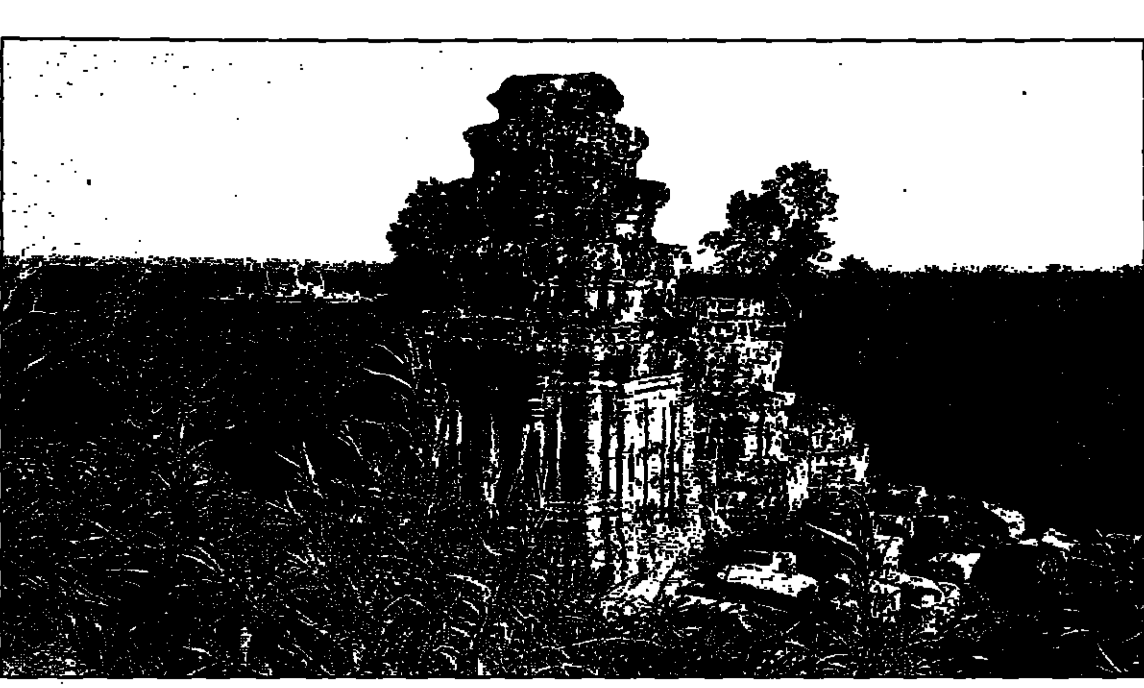
CAMBODGE

Angkor, à votre gré

Un archipel de grès pour des sirènes aux seins ronds.

SI un jour vous voulez vous fâcher avec la plupart de vos amis, si vous voulez avoir maille à partir avec les bouddhistes (ils sont 500 millions), avec les voyagistes, avec les extrême-orientalistes, avec les Cambodgiens (de tous bords), avec les mystiques, avec les amateurs de « vieilles pierres », avec ceux qui vous envient d'y avoir été et ceux qui tiennent toute vérité de la télévision – à savoir la moitié de la planète – laissez entendre que, pour vous, les temples d'Angkor ne sont pas *totalement* beaux...

Lorsque Paul Claudel s'est risqué à comparer les tours d'Angkor Vat à de vulgaires ananas – et non à des tiares comme l'avait joliment fait Pierre Loti – la moitié de la planète lui est tombée dessus. Donc ne comptez pas sur moi pour laisser filtrer mes premiers sentiments, lorsqu'au petit *matin, dans le minibus* déjà en transes, j'ai vu se profiler – grandeur nature – la « huitième merveille du monde ». Un quatrain de Baudelaire, *cependant*, m'est venu à l'esprit : *« Sous le fardeau de ta paresse/ Ta tête d'enfant/ Se balance avec la mollesse/ D'un jeune éléphant »*, et j'eus aussi une pensée furtive pour le cinéaste Fritz Lang – les cryptes carton-pâte du *Tigre du Bengale* et du *Tombeau hindou* m'ont longtemps fasciné – mais je n'en ai rien dit : je n'avais pas envie de devenir l'indécrottable intellectuel que rien n'émeut. Le bonnet de nuit d'un groupe chauffé à blanc.



PHOTOS ANNE GARDE

Le temple de Phnom Bakheng et, au loin, Angkor Vat. Ci-dessous, les « apsaras » du Bayon, leur tiare, leur « sourire éthiopien », disait Claudel.

Une « petite musique »

L'inconvénient majeur des voyages collectifs est qu'il faut s'extasier à l'unisson. Angkor, vision « dictée » d'en haut et mille fois « répétée » dans la pierre, représentation simultanée de plusieurs cultes successifs, toupie d'images et de bas-reliefs, attire les photographes comme un miroir aux alouettes. Ils cherchent l'angle et la lumière, le détail inédit, le nez cassé, le sein rond et les pieds obliques des apsaras, le point d'équilibre entre le grotesque et le sublime. Arroseurs arrosés, ils sont ici assiégés par les images. Angkor – appareil cyclopéen – est plein d'yeux qui les regardent regarder.

C'est vrai, les expressions « huitième merveille du monde », « rêve de pierre » et « forêt minérale » ont failli me détourner d'Angkor. Les artifices en trompe-l'œil, les faux-semblants, qui sont là pour donner plus de profondeur aux perspectives, plus de hauteur à l'ensemble, et ces escaliers contrefaits, ces effets de symétrie, d'enchâssement et d'emboîtement, ce monde dédoublé par la surface des canaux et des pièces d'eau, cette recherche de l'hypnose enfin, me semblent plus « porteurs » que les clichés des dépliants touristiques. Les agences de voyages devraient réviser leur rhétorique.

Ici ? Ce n'est pas *l'ailleurs*. Ce n'est pas le bout de la route ni le paradis antipodique de nos illusions. C'est le centre organique du monde. Il est fait de lumières indirectes, d'ombres bleues, de lichens et d'épiphytes, de grès (rose, vert, gris), de racines lascives et de reflets basaltiques. Chaque temple-montagne se veut un petit cosmos dans le cosmos, un modèle réduit de l'univers, un cœur vivant, un mandala, même si désormais – réseau fossile – il n'est qu'une ruche mystique abandonnée ou un puzzle disloqué.

Le parc historique d'Angkor comprend 287 temples. Les plus prisés par les visiteurs étrangers sont le classique Angkor Vat, le surréaliste Bayon et l'exotique Ta Phrom. La Terrasse du roi lépreux – dont l'EFEO (Ecole française d'Extrême-Orient) a repris la restauration – a aussi ses fervents. Ceux qui connaissent Pagan en Birmanie, Borobudur à Java ou Tikal au Mexique s'essaient à la comparaison. Personne n'échappe à l'archéologie *sentimentale*.

Personnellement, à cause d'une enfance passée en forêt de Fontainebleau, je suis plus attentif à la « petite musique » du grès. Cela est d'autant plus sensible que les sanctuaires d'Angkor n'ont pas été préfabriqués, mais qu'ils ont d'abord été montés par blocs et, ensuite, sculptés dans la masse. L'artiste a travaillé en taille directe sur des pans de mur préalablement établis. D'où, malgré la finesse des lignes et le raffinement des formes, l'architecture savante, cette sourde présence rupestre. La mise en scène du religieux et les exigences du rituel n'ont pas oblitéré l'idée du dédale. Les rois-bâtisseurs ont voulu organiser le chaos. Bien sûr, je ne parle ici sous le contrôle d'aucun savant, ni à partir d'une somme de lectures, mais seulement – vous l'avez *compris* – en me fiant à une sorte de compréhension « de grès à grès... »

Le guide m'apprend que le grès – *thma phok* ou pierre de boue – vient des carrières à ciel ouvert qui se trouvent entre le temple Beng Melea et l'extrémité sud-est de la chaîne de Phnom-Kulen, à 40 kilomètres d'ici. Les blocs sont descendus sur des radeaux et roulés sur des rondins. Des systèmes rustiques d'échafaudages et de palans ont permis de les hisser et, après les avoir rodés par frottement, ils sont simplement posés les uns sur les autres. Les plus grosses pièces portent encore la trace des mortaises qui ont permis de les manipuler. L'ensemble ressemble à un monumental Lego et les façades des temples inachevés (non sculptées donc) permettent d'imaginer le procédé. Les spécialistes estiment qu'il fallait de trente à cinquante ans pour mener les travaux à terme. C'est dire le nombre d'hommes qu'ont dû coûter ces suppliques à la déification, ces folies funéraires et ces mausolées en forme de montagne cosmique !

Les malheurs d'Angkor ne sont pas récents. Entre le VIII[e] et le XV[e] siècle, le site – qui a vu se succéder sept capitales – connaît bien des vicissitudes. Tout le monde s'y met : les antagonismes religieux, la mégalomanie des rois, la convoitise des voisins et, plus près de nous, la cupidité des antiquaires. Ne parlons pas de l'humidité, des termites et des tentatives malheureuses de restauration. Ni des derniers locataires, les Khmers rouges, qui – sans trop de dommage pour les monuments – ont donné le coup de grâce à la faune locale.

Reste le pire. Privés d'entretien au jour le jour, se tassant sur des fondations précaires, les monuments – comme de lourds navires – chassent sur leur ancre. Les terrains mal drainés s'affaissent. Assemblés à joints vifs, les blocs de grès pivotent sur eux-mêmes. La végétation s'incruste et, comme le gel sous d'autres latitudes, dynamite fentes et fissures.

Danseuses célestes, exquises

Les restaurateurs indiens et polonais ont fait ce qu'ils ont pu, l'UNESCO se mobilise, les Japonais proposent des yens et la brave EFEO, toujours présente, retrousse ses manches. Le défi n'est pas mince. Tout se passe comme si, faute d'encens et de prières, vidé de son âme, Angkor était victime de son surpoids...

Difficile de définir ce que Angkor procure. Certains parlent d'appel à la méditation, de sérénité et de sensualité. Marc Riboud fait des photos dans ce sens, et ce sont des preuves objectives de ce qu'il a ressenti. Mais il y a aussi l'omniprésence des ténèbres et, trace d'une lecture ancienne de *la Voie royale*, un plaisir inavouable qui tient de la culpabilité et de la perversion : un complexe de pilleur d'épaves. Le grès – toujours lui ! – avec ses rondeurs, son opacité, son grain, sa manière de varier selon qu'il pleut ou que le soleil se couche, son odeur fade de sable et de silice, fait immanquablement penser à quelque fond marin ou à quelque ville-fantôme qui se découvriraient à marée basse. D'ailleurs là-haut, au-dessus de vos têtes, à contrejour, ne voyez-vous pas les racines tentaculaires qui strangulent les statues ? N'êtes-vous pas le témoin impuissant d'un assassinat au ralenti ?

Ta Phrom favorise les fantasmes. Le Bayon – avec ses sentinelles quadricéphales, ses cinquante-quatre tours à quatre visages, ses guetteurs aux yeux émerveillés – voulait sûrement être un point d'orgue dans le cours de l'histoire. Une manière de stopper le monde. Pas comme Angkor Vat, empire géométrique de la mémoire, avec ses « bibliothèques » et sa frise ininterrompue de bas-reliefs qui couvre plus de deux kilomètres carrés ! Là s'inscrivent le mythe vishnouiste du barattage de la Mer de lait, la vie de Khrisna, plusieurs épisodes du Mahabharata, la bataille de Kurukshetra et celle de Lanka entre les singes et les guerriers Ravana. L'art khmer n'a jamais rien produit d'aussi beau. A moins que ce ne soient ces danseuses célestes, ces bayadères aux seins ronds et aux postures exquises, qui partout – elles sont plus de deux mille ! – promettent les gaités de l'au-delà...

Claudel parle des *« apsaras gambillantes qui filent vers le ciel comme des moustiques »* et *« des apsaras au sourire éthiopien dansant sur les ruines une espèce de cancan sinistre »*. Claudel s'y connaissait peut-être en Dieu, en théâtre et en démonologie, mais pas en apsaras.

Vus d'avion, tous ces temples orientés vers l'est et quelquefois vers l'ouest, ont allure d'archipel. Les apsaras en sont les probables sirènes. Avec leur tiare, leurs fleurs de lotus, leur déhanchement, leur nombril délicat, leurs mains convexes, leur mignonne poitrine nue et leur sourire flottant, elle n'ont rien à voir avec les ballets bleus. Elles sont la parfaite expression de la « petite musique » du grès dont je parlais tout à l'heure. Elles sont les génies du lieu.

De notre envoyé spécial
JACQUES MEUNIER

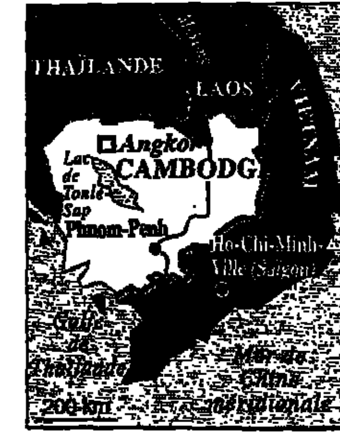
CARNET DE ROUTE

BAROMÈTRE. La mousson s'abat sur le Cambodge à partir de *mai* et *jusqu'au* début de novembre. Il pleut à verse durant quelques heures rarement plusieurs jours de suite – le reste de la journée baigne dans une belle lumière.

PARTIR. Ce reportage a été réalisé dans le cadre des « Circuits archéologiques » programmés au Cambodge, à l'intention des voyageurs individuels (minimum deux participants), par Forum Voyages (11, avenue de l'Opéra, 75001 *Paris, tél. : (1) 42-61-86-66). Vols Paris/* Phnom-Penh sur la Thaï International (de 5 790 F à 6 785 F). Les circuits, au départ de Phnom-Penh, sont proposés en pension complète, avec visites guidées en français ou en anglais. En quatre jours (4 795 F avec le vol intérieur, Phnom-*Penh/Siem-Reap) ou cinq jours* (8 720 F), selon que l'on reste une ou deux nuits à *Siem-Reap*, antichambre d'Angkor dont les premiers temples sont à une dizaine de kilomètres. A l'aller et au retour, nuit à Phnom-Penh avec possibilité de prolonger *son séjour dans la capitale. Forfaits* comparables chez Asia, Assinter, Maison de l'Indochine, Nouvelles Frontières, etc. Avec Orients (46-34-29-00) et l'Association française des amis de l'Orient (tél. 47-23-64-85), des circuits de 15 jours, guidés de Paris par des spécialistes de l'art khmer, *permettent une visite minutieuse des* temples d'Angkor (une semaine sur place) et des sites khmers disséminés dans le sud du Cambodge.

LIRE. *Angkor, la forêt de pierre,* Bruno Dagens (Gallimard, coll. « Découvertes »). *Les Monuments du groupe d'Angkor,* Maurice Glaize (Maisonneuve), le guide du site le plus complet. *Indochine,* Bernard-Philippe Groslier (Carrefour des arts, Albin Michel). *Angkor, sérénité bouddhique,* remarquable album de photos de Marc Riboud (Imprimerie nationale). *Angkor,* Claude Jacques (Bordas). *Voyages dans les royaumes de Siam, de Cambodge et de Laos,* Henri Mouhot (Olizane), un récit écrit en 1860. Un témoignage poignant : *Cambodge le sourire bâillonné,* de Ly Heng et Françoise Demeure (Anako Éditions). Côté pratique, plusieurs guides : *Cambodge et Laos* (Arthaud), *Cambodge* (traduction française du Lonely Planet). A paraître en octobre 1994, *l'Art de l'Asie du Sud-Est* (Citadelles-Mazenod) avec photos, notamment d'Anne Garde.

RELIRE. Les articles publiés dans *le Monde (accessibles par le Minitel 3617* LMDOC), entre autres ceux de Jean-Claude Pomonti («Les ombres d'Angkor », 10/04/1993), d'Annick Cojean (« Angkor, fragile renaissance », 22/09/1993) et de Florence Evin («Angkor au péril des voyageurs » dans le supplément « Temps libre » du 8/01/1994 et « Les lotus de pierre », dans *Le Monde Voyages/Terres d'été* » du 28/03/1992).



■ **La conquête de l'Ouest**

A en juger par le nombre de pages qu'il leur consacre. dans ses brochures, Forum Voyages a un faible pour les Etats-Unis. Résultat, un éventail de propositions pour découvrir l'Ouest américain sous toutes ses facettes et de manière souvent originale, voire inédite. Inventaire.

Des vols. Trois portes d'accès (Las Vegas, Los Angeles et San-Francisco) desservies par la compagnie américaine United Airlines, dont les prestations (notamment au niveau du service et de la restauration) sont d'une qualité qui mérite d'être relevée. A partir de 3 760 F A-R (4 915 F du 7 juillet au 15 août) pour Los Angeles et San-Francisco, de 4 105 F (5 265 F en haute saison) pour Las Vegas. Brochure « Vols discount ».

Des hôtels. Les vraies stars de Las Vegas, en raison de leur gigantisme, de leur architecture hors du commun et de distractions qui dépassent largement le domaine du jeu, dont la ville reste la capitale. Un forfait 3 jours/2 nuits au Luxor (un des hôtels-casinos les plus spectaculaires avec son sphinx géant et sa pyramide de verre fumé qui cache une saisissante reproduction de New-York !) est proposé au prix de 1 405 F par personne en chambre double, avec transferts, petits déjeuners et attractions, dont un spectacle hollywoodien sur le thème de l'ancienne Egypte. Nuit à partir de 280 F par personne en chambre double. D'autres établissements sont proposés, notamment le Treasure Island (un décor d'île au trésor avec pirates et bataille navale) et le Mirage (un volcan artificiel, des dauphins et un show mégalo avec, en vedette, des tigres blancs doux comme des moutons) et le mythique Caesar's Palace, dont la galerie commerciale vaut, à elle seule, le voyage. De 150 F à 580 F par personne et par nuit en chambre double, des prix qui justifient la devise du voyagiste : « Le luxe moins cher ! » Brochure « Amériques ».

Des excursions. Au départ de Las Vegas, plusieurs excursions aériennes à couper le souffle à bord des petits avions de la compagnie Scenic Airlines. Pour découvrir le Grand Canyon (une journée, 1 075 F par personne) ou Bryce Canyon (1 635 F), voire les deux sites, ou survoler et visiter le Grand Canyon et Monument Valley (le décor des westerns de notre enfance) en 2 jours pour 2 525 F par personne en chambre double. Brochure « Amériques ».

En avion privé. Le circuit s'appelle « Comme des aigles » : 8 jours/6 nuits, de Las Vegas à Salt-Lake-City, pour 30 215 F par personne en chambre double (au départ de Paris), avec les vols en avion privé (6 places), l'hébergement haut de gamme, les petits déjeuners, les dîners, quatre déjeuners et les excursions. Brochures « Amériques » et « Passions ».

Les parcs nationaux. Une large sélection d'hôtels dans les plus beaux d'entre eux. De 200 F à 655 F par personne en chambre double. Un conseil : éviter l'été et opter pour juin, septembre ou octobre. Brochure « Amériques ».

L'aventure. Avec une quinzaine de circuits camping pour découvrir les parcs, hors des sentiers battus, sous la conduite de guides professionnels. Petits groupes cosmopolites (il faut parler anglais), en maxivans tout terrain climatisés. De dix jours à cinq semaines, de 3 000 F à 9 000 F, au départ des Etats-Unis. Brochure « Trek America ».

Renseignements. Dans les 22 agences Forum Voyages, en province et à Paris (dont celles du 11, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : (1) 42-61-86-66, et du 1, rue Cassette (angle 71, rue de Rennes, 75006 Paris, tél. : (1) 45-44-56-48).

AMÉRIQUE DU NORD

Le chant des Rocheuses

Suite de la première page

Parc national Olympic (Etat de Washington)

Seattle est la capitale du *grunge* et du groupe rock Nirvana, dont le chanteur Kurt Cobain s'est suicidé le 8 avril dernier, dans sa petite maison face au Pacifique. Au début de l'été, Seattle la pluvieuse se transforme en véritable base arrière de l'Olympic National Park (373 000 hectares), situé à une demi-heure de bateau. Dès l'aube, des centaines de randonneurs quittent les hôtels pour assaillir le ferry enveloppé d'un nuage de mouettes. Ils partent pour le week-end, voire pour plusieurs jours, suréquipés, avec tentes, sacs à dos et vivres, prêts à affronter les pluies, fréquentes dans cette région où il fait rarement chaud mais toujours doux. Drôle d'ambiance sur le pont du bateau, où se côtoient cyclistes casqués (avec rétroviseur !) vêtus de cuissards et de maillots vantant sodas et corn flakes et pêcheurs armés du matériel le plus sophistiqué.

On vient de toute la région pour découvrir l'Olympic, un lieu moins médiatisé que les grands parcs américains. On y accède en voiture, moyennant 4 dollars, mais c'est à pied qu'il faut parcourir les centaines de kilomètres de sentiers impeccablement balisés qui grimpent vers des sommets de 2 000 mètres. La pluie a ses bons côtés. Ainsi, on lui doit cette luxuriante Rain Forest, avec ses épicéas de Sitka, ses sapins Douglas (90 mètres de haut), son tapis de mousse imbibé par les pluies violentes et ses cascades vertigineuses.

Victoria et Vancouver (Colombie-Britannique)

Port-Angeles est un port sinistre, d'où l'on quitte les Etats-Unis pour le Canada, en attrapant le ferry de 8 h 30. En face, la très *british* ville de Victoria, située sur l'île de Vancouver *(lire le reportage de Patrice de Beer, en page 2)*. Une succession de façades edwardiennes, des charpentes en bois et des armatures métalliques aux couleurs vives. Le tout suffisamment exotique et désuet pour que les Japonais prennent des photos.

On gagne la ville de Vancouver après une traversée d'une heure trente à bord d'un ferry qui zigzague entre des dizaines d'îles couvertes de sapins. Une croisière qui jouit d'une réputation flatteuse. Elle est justifiée, tant l'eau change de couleur en fonction du soleil et des pins qui s'y reflètent. Une visite au musée anthropologique de Vancouver, sur le campus de l'université, s'impose. En termes *politically correct*, on ne dit pas Indiens mais *first native people* (les premières nations), façon de rappeler que ce sont les Indiens qui, les premiers, ont occupé ces terres. L'architecture de l'édifice (on la doit à Arthur Erikson) est remarquable : dépouillée et complexe à la fois, tout en béton brut et en lumière naturelle. Sur fond d'océan, il est cerné, à l'extérieur, par une série de totems datant des années 1850. Hauts d'une dizaine de mètres, certains sont surmontés d'un pivert. Peu de pièces dans ce musée, mais remarquables et bien mises en valeur, avec, représentées, les vingt-cinq nations indiennes de la Côte nord-ouest, notamment les Salishs, à travers leurs totems, masques, coffres de cèdre, sculptures en argent, or et ivoire, objets rituels, etc. Nombreux sont les Indiens qui demandent le retour des œuvres sur leur terre d'origine. Réponse de Jennifer, seize ans, amérindienne qui travaille l'été au musée : *« Nous acceptons le retour lorsque nous sommes sûrs que les œuvres ne seront pas menacées. »*

Big Bar Ranch, Clinton (Colombie-Britannique)

Au nord de Vancouver, les rivières succèdent aux lacs, qui changent de couleur – bleu, vermillon, vert émeraude – en fonction de la lumière. Nombre d'Américains voyagent en caravane, en autonomie totale, désertant ainsi les nombreux *food-gas-lodge* qui bordent la route. A partir de Clinton, 40 kilomètres de piste aboutissent au Big Bar Ranch, en territoire cariboo. De nombreux ranchs comme celui-là se sont ouverts aux touristes et proposent des balades à cheval. Dans le Jacuzzi en plein air, face aux montagnes, un drôle de type, peu causant, costaud, crinière blanche, visage buriné. Brian Gunn, cinquante-six ans, est un ancien ingénieur spécialiste de bateaux. *« Mon rêve était de tout laisser tomber, de quitter ma prison dorée pour acheter un ranch. »* Brian Gunn a sauté le pas en 1989, en achetant les 40 hectares de Big Bar Ranch. Il a punaisé dans le saloon, derrière le billard, les articles de presse qui relatent son aventure. Un site idéal pour découvrir la région à cheval – même si les moments de galop sont rares –, faire du canoë sur un lac au milieu des nénuphars roses et violets et observer les castors (l'un des symboles du Canada) qui glissent hors de leur terrier.

Barkerville (Colombie-Britannique)

On peut traverser la Colombie-Britannique par la rapide Highway Cariboo. Mieux vaut, cependant, s'enfoncer, muni d'une bonne carte, sur les pistes de terre, le long de la Fraser River, où l'on croise deux voitures en trois heures. Le paysage est spectaculaire : dégradés de vert, montées et descentes abruptes, plateaux élevés qui s'enquillent et se jouent de l'altitude, paysages lunaires, avec des canyons de terre rouge ou orange, des cactus géants, des nuages bas qui se perdent dans les pins et le soleil qui flirte avec les averses. La piste débouche sur Barkerville, à deux pas du superbe lac Bowron. En 1858, Billy Barker participa à la ruée vers l'or qui embrasa la Fraser River. Il posa ses pioches et ses pelles à William's Creak, creusa à 50 pieds de profondeur et, le 21 août 1862, tout prêt d'abandonner, découvrit un gisement d'or évalué à 600 000 dollars. Barkerville était née. Elle poussa comme un champignon, prospéra, fière de son théâtre royal, de son équipe de hockey et de ses bicyclettes, le premier vélo de Colombie-Britannique ayant été fabriqué ici. La ville disparut quelques années plus tard, quand l'or se raréfia.

Cette ville fantôme, comme il en existe tant en Amérique du Nord, est aujourd'hui vouée au tourisme. Ville fantôme ? Plutôt une sorte de Disney World, avec un péage à l'entrée. Tout a été reconstitué pour faire revivre le Barkerville des années 1850. Jusqu'aux habitants qui déambulent dans la rue principale, colts à la ceinture, sans oublier les diligences, ombrelles et orchestres folkloriques qui invitent à pousser la chansonnette.

Un « vrai-faux » maréchal-ferrant frappe le fer. Dans l'église, les missels sont soigneusement posés sur les chaises en attendant les fidèles. Les touristes, eux, font la queue chez le photographe, où ils poseront en costumes d'époque. Le serveur du salon de thé Wake Up Kacke est *british* à souhait : cheveux roux soigneusement coupés, barbiche, gilet élégant et menton haut. *« Tea, sir ? »* Si nombre d'intérieurs ont été minutieusement reconstitués (de la poste au saloon), les maisons, elles, sont d'époque, tel le saloon-hôtel de Johnny Knott (1869), qui présente la plus belle façade victorienne de la ville.

A l'entrée de Barkerville, trois lavoirs contiennent quelques pépites, nichées dans le gravier, histoire d'appâter le touriste. Il en coûte 5 dollars pour obtenir un *« authentique »* plateau métallique pareil à ceux qui servaient à trouver l'or. On peut aussi acheter de petits flacons d'eau contenant des paillettes d'or ou des blocs de minerai noir, à moins que l'on ne se plonge dans l'abondante littérature consacrée aux *golden years*, dont le manuel du parfait chercheur d'or.

Partout, dans Barkerville, des pancartes en bois vieilli indiquent les emplacements où d'importantes quantités du métal précieux ont été extraites : 150 000 dollars, 300 000 dollars, 400 000 dollars... Des galeries abandonnées sont peuplées de chariots. Mais il reste une mine, une vraie, qui tourne encore, derrière la colline, à quelques kilomètres. Le décor y est moins glamour, mais, précise-t-on, *« elle rapporte 50 000 dollars la semaine »*.

■



THIERRY ETEVE



CARNET DE ROUTE

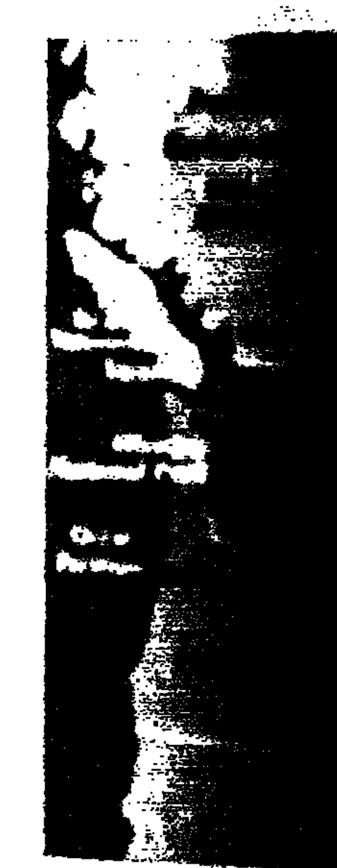
Y ALLER. Vols réguliers (Paris-Seattle ou Vancouver) sur Air Canada, Canadian Airlines, Delta ou Northwest. A partir de 4 350 F, en juin, autour de 5 000 F en haute saison (1er juillet-15 août) et autour de 4 200 F en charter.

AVEC QUI ? Ce reportage d'un mois à travers le nord-ouest des Etats-Unis et l'Ouest canadien a été réalisé avec Déserts (23, rue du Pont-Neuf, 75001 Paris, tél. : (1) 40-26-19-40). Outre des itinéraires à la carte, ce voyagiste propose diverses formules. « Au pays des ours » : voyage individuel de 22 jours, en voiture, de Vancouver à Seattle. Points forts : Victoria, les Rocheuses canadiennes, Glacier National Park, Yellowstone, Grand Teton, la côte pacifique et Seattle.A partir de 6 700 F, sans les vols de Paris. « Au milieu coule une rivière » : un voyage individuel à travers le Montana avec séjour dans un ranch, au Wyoming. A partir de 6 350 F, sans l'acheminement de Paris. « Montana Aventure » : un circuit accompagné à travers le Montana, avec balades à pied, à cheval et en canoë. Logement sous la tente, en ranch et à l'hôtel. Départs les 9 et 16 juillet, 6 et 13 août. A partir de 9 850 F, sans le vol. « Rafting sur la Snake River » : 6 jours et 5 nuits au départ de Cambridge (Idaho). De mai à septembre. A partir de 6 600 F, sans le vol.

Parmi les nombreux voyagistes programmant ces régions, citons Allibert, Americatours, Assinter, Atalante, l'association Arts et vie, Back Roads, Canadien National, Club Aventure, Club Med Découverte, Comitour, Council Travel, Discover America, Explorator, Flâneries américaines, Forum Voyages, Horizons lointains, Jet Tours, Jetset, Kuoni, Marlboro Country Travel, Nouvelles frontières, Nouveau monde, Pacific Holidays, Rev'Amérique, Terres d'aventure et Esprit d'aventure, Terrien, Tourmonde, Travel'Am, Vacances Air Transat, Vacances fabuleuses, Voyageurs du monde et Zenith.

LIRE. Un *must*, le journal de Meriwether Lewis et William Clark, deux explorateurs qui, au début du XIXe siècle, effectuèrent la première traversée du continent américain, d'est en ouest. *« Aucun autre voyage n'a eu un aussi profond retentissement sur l'imaginaire américain »*, relève Michel Le Bris, à qui l'on doit l'édition française de *la Piste de l'Ouest* et du *Grand Retour* (Phébus). Plantés le long des routes du Montana, des panneaux d'information permettent de suivre l'épopée des deux explorateurs. A signaler également le très bel album de Giuseppe Grazzini : *les Parcs nationaux du monde* (Solar), dont une douzaine situés en Amérique du Nord.

S'INFORMER. Auprès de l'Office de tourisme des Etats-Unis, au (1) 42-60-57-15 ou par Minitel 3615 USA.



هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



La rue principale de Virginia-City, ville fantôme.

Parc national Jasper (Alberta)

En entrant dans le parc de Jasper (le plus grand des Rocheuses canadiennes), des panneaux illustrés donnent le ton : *« Attention aux animaux sauvages. » « Il est interdit de nourrir les animaux. » « Vous êtes au pays des ours. »* Dès l'entrée de cette grosse station de ski (– 30 °C en hiver, *mais des étés* chauds), biches, mouflons et chèvres des montagnes provoquent des embouteillages. D'où l'expression *« embouteillages de caribous et d'ours »*. Les rares marcheurs croisés sur les chemins de randonnée *qui s'étendent sur des* centaines de kilomètres portent, accrochés à leur sac, des grelots bruyants. *« C'est dangereux de se promener sans clochettes*, nous explique un touriste américain : *elles servent à éloigner les ours. »*

On comprend vite, également, pourquoi il ne faut pas nourrir les animaux. Donner un peu de pain à un oiseau, c'est, aussitôt, être assailli par des dizaines de volatiles qui, comme dans le célèbre film de Hitchcock, piquent vers les visages et frôlent les cheveux pour obtenir quelques précieuses miettes. Seule solution : battre en retraite en abandonnant ses sandwichs... Sur la route, une colonne de chèvres des montagnes fait la manche auprès des voitures ; une belle bique blanche et barbichue colle son museau à la vitre. « Tu me donnes à manger et je te laisse me photographier », semble-t-elle dire tandis qu'un grand cerf tente sa chance dans une station-service. Etrange impression – ressentie d'ailleurs *dans tous les parcs* – que de voir bien plus d'animaux au milieu des voitures que dans les montagnes. Comme s'ils avaient été placés là par le syndicat d'initiative.

Lac Moraine (Alberta)

La route qui traverse Jasper est une invitation permanente à abandonner sa voiture pour emprunter chemins de randonnée et téléphériques, en direction des montagnes enneigées et dentelées, des grottes, des lacs et des cascades. Là-haut, un cirque de glaciers resplendit à plus de 4 000 mètres. Nouveau bouchon : cette fois pour observer un jeune ours brun, debout sur ses pattes arrière, qui s'alimente de branchages sans se soucier de la vingtaine de téléobjectifs braqués sur lui.

Le lac Moraine présente une étendue bleu turquoise. Vraiment turquoise, comme ces pierres exposées dans les innombrables boutiques indiennes destinées aux touristes. Ce petit lac est un écrin, plus beau qu'un décor étudié, dominé par une dizaine de pics enneigés, un glacier, une montagne de pierres plates noires qui tombe dans l'eau, des torrents qui se jettent ici et là, *un sentier qui borde la rive et* une forêt de conifères où s'aventurent des daims. Il ne manque rien, même pas la quinzaine de *lodges*, intelligemment dessinés par Arthur Erikson, mélange de bois, de pierre et de verre, parfaitement intégrés au décor. *Le paradis a un prix :* 240 dollars la nuit, 20 dollars l'heure de canoë.

Head-Smashed In Buffalo-Jump (Alberta)

Avant de quitter le Canada pour le Montana, un panneau présente, au fond de la prairie, les fameuses Rocky Mountains. Un léger détour mène au site de Buffalo-Jump. Une sorte de blockhaus est niché dans la falaise qui borde une vallée de hautes herbes jaunes balayées par le vent. *Le site* est inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Ici, pendant cinq mille ans, les Indiens de la plaine ont chassé les bisons en les faisant se précipiter depuis la falaise, haute d'une quinzaine de mètres. Il ne reste rien de ce terrain de chasse, déserté en 1880 : les Blancs ont récupéré les millions d'ossements de bison pour en faire des balles de fusil. D'où ce musée postmoderne, à quatre niveaux et une entrée digne d'un temple antique, où ont été reconstitués la chasse, la falaise, les bisons et les Indiens. Une sorte de Musée Grévin démesuré. Efficace et pédagogique.

Parc national des glaciers (Montana)

Un des sites naturels américains les plus fameux. Cinquante glaciers qui déversent leur masse blanche entre plusieurs pics dentelés. Deux cents lacs d'altitude. Et une route. Ah ! la route ! Beaucoup s'en contentent, tant elle est digne des montagnes russes. Cette traversée du parc, d'ouest en est, sur 80 kilomètres, a exigé douze ans de travaux. Fort justement nommée « Going to the Sun », elle est fermée huit mois par an à cause de la neige. La route ressemble à la caravane du Tour de France, parcourue qu'elle est par de rustiques minibus décapotables rouges destinés à mieux faire « vivre » aux touristes précipices, tunnels, virages secs, glaciers et cascades. La menace des ours est encore plus pressante, et les boutiques regorgent de clochettes. Des panneaux – fond rouge, lettres noires, dessins menaçants – avertissent : *« Vous entrez dans le territoire des grizzlis. Des ours ont déjà, ici, blessé et tué des gens. »*

Info ou intox ? Légende pour entretenir le mythe d'un territoire sauvage ? En tout cas, l'ours est un animal étrange, affectueux sur les brochures touristiques, mais autrement plus inquiétant une fois qu'on est sur place. Tout le monde souhaite voir un grizzli, mais tout le monde tremble à l'idée d'en surprendre un. *« Dans les années 70,* témoignent les habitants des lieux, *les touristes les nourrissaient et l'on pouvait, en deux jours, en voir quatre-vingts mendier aux portes des voitures. D'autres étaient surpris en train de faire les poubelles. Il a fallu arrêter tout ça. »* Le risque est réel, en effet. Sans rapport avec les empreintes de grizzli en plastique, *« symbole de la sauvagerie »*, qui s'arrachent comme des petits pains dans les boutiques, au même titre que guides, photos, souvenirs, posters et produits alimentaires à l'effigie de l'animal. Des panneaux placés à l'entrée des chemins de randonnée qui pénètrent dans les forêts sombres incitent à rebrousser chemin. Et pour cause : des accidents peuvent arriver. D'où les innombrables brochures expliquant la différence entre le grizzli et l'ours brun, et précisant la conduite à tenir face à l'animal : surtout ne pas courir *(l'ours peut atteindre les 60 km/h)*, se mettre en boule, se protéger le visage des griffes meurtrières, ne jamais le regarder dans les yeux et reculer doucement. *« Et prier »*, ajoute un hôtelier en racontant la blague en vogue : *« Vous savez à quoi on reconnaît un grizzli ? On trouve des grelots dans ses excréments. »*

Les villes fantômes (Montana)

L'Amérique entretient son rêve en offrant aux visiteurs du Montana une série de villes fantômes. Nevada-City et Virginia-City sont, dans le genre, des attrape-touristes trop proprets pour emporter l'adhésion. Tout, en effet, est prétexte à consommer dans ces villages où d'innombrables et médiocres boutiques jouxtent quelques intérieurs reconstitués. Le site de Bannack, lui, fait exception. Emouvant au possible. Créée en 1862, la ville a été abandonnée en 1938. Elle est vraiment fantôme. En l'état, sans intervention aucune. Un plan est donné à l'entrée, des bornes discrètes, en bois usé, identifient chaque lieu : l'école avec son tourniquet en bois pour la récréation ; le temple, juste au-dessus ; la prison obscure, avec ses barreaux rouillés et son cachot glacé ; la *potence*, où l'*on pendait* les hors-la-loi, sur la colline ; le saloon-hôtel, seule construction en brique. Le site est trop brut, pas assez « joli », pour attirer les foules. Mais dans les rues désertes, empoussiérées et brûlées par le soleil, le visiteur peut, enfin, imaginer ce qu'étaient réellement ces villes, loin du rêve américain. Et comprendre, notamment, la distinction qui existait alors entre les riches et les pauvres. Ainsi, si la rue centrale présente des façades élégantes, on découvre, à l'écart, des bicoques sommaires, basses et sombres, où s'entassaient des familles entières, avec, pour seul espoir, *la rivière qui coulait en* contrebas et dont on disait qu'elle charriait de l'or.

Le parc de Yellowstone (Wyoming)

Il y a du monde, beaucoup de monde, à l'entrée de West Yellowstone. Il faut payer 10 dollars pour pénétrer dans le plus ancien parc national du monde (1872), un des plus réputés des Etats-Unis (5 500 kilomètres carrés), avec ses lacs, ses dix mille sources de geysers, ses soixante espèces de mammifères (ours bruns, grizzlis, bisons, cerfs, élans, daims, antilopes et quelques lions des montagnes) et ses deux cents spécimens d'oiseaux. A l'entrée de Yellowstone, bisons et daims s'abreuvent au point d'eau aménagé, pour le plus grand bonheur des touristes. Un prospectus, donné à l'entrée, rappelle qu'il faut se méfier des apparences : *« Attention ! Le bison semble apprivoisé, mais il est sauvage et dangereux. De nombreux touristes ont été encornés par des bisons. »* La route s'enfonce dans une forêt victime de l'incendie qui, en 1988, a dévasté un tiers du parc. Résultat : des milliers de troncs noirs et calcinés. Les autorités locales se veulent néanmoins rassurantes : *« Nous sommes dans une phase de repousse dynamique. »*

Pour apprécier Yellowstone et déjouer la présence des millions de touristes, il faut oser l'aventure. Partir, par exemple, plusieurs jours à pied ou en canoë, avec des guides qui connaissent les divers emplacements de camping. Mais savoir que le canoë est conseillé uniquement aux sportifs : ramer pendant des heures, au même rythme, sans faire chavirer la légère et fragile embarcation est, en effet, fatigant, tout comme remonter le courant des rivières en tirant le canoë.

Les geysers, eux, sont incontournables. C'est le grand spectacle de Yellowstone. Le paysage est lunaire. Partout, des cratères, des trous aux couleurs pastel : rose, rouge, orange, jaune, mauve, marron, bleu ciel ou vitreux. Le sol n'est qu'une succession d'huîtres ouvertes, et il faut faire attention où l'on met les pieds, ne pas s'enfoncer dans la croûte blanche et jaune. Des cratères sont éteints, d'autres fument et bouillonnent, dégageant une odeur puante. Parfois, l'eau gicle, à intervalles réguliers, réglés comme une horloge, à 4 ou 5 mètres de haut.

Les Indiens Arapahos (Wyoming)

Partout, dans le Nord-Ouest américain, notamment sur la route 99, qui traverse le Montana, l'automobiliste est incité à visiter de petits musées, faits de bric et de broc. Ils célèbrent le mythe de l'Ouest américain et rappellent que Buffalo Bill était originaire du Wyoming. Souvent aménagés dans des anciens *trading post*, ils jouxtent une épicerie, un restaurant, une station-service ou une galerie d'art indien, ces *native stores* où l'on achète mocassins, totems miniatures, posters à l'effigie de Sitting *Bull*, bijoux et peintures naïves. A l'entrée, des tentes, des cornes de bison en plastique, des selles de cheval, des diligences, de grandes roues en bois. On y expose aussi des photos jaunies de familles indiennes posant devant leur tente *en famille*, à cheval ou lors de cérémonies. Elles sont légendées à la main : *« Waiting for the White Man »* (En attendant l'homme blanc) indique ainsi la photo d'un Indien torse nu, fusil au poing.

L'Amérique s'est inventé une histoire avec les Indiens, auxquels elle rend hommage à grand renfort de petits musées, de mémorials, de *sites de bataille aménagés, tel* l'émouvant Big Hole. Sans jamais vraiment avouer qu'elle les a allègrement massacrés et qu'elle a, pendant longtemps, nié leur civilisation. *« Vous entrez en terre indienne »*, avertissent guides et panneaux sur la route. Mais ils sont où, les Indiens ? Partout le même décor de motels, de publicités et de concessionnaires automobiles. Les *native people*, on les croise dans la rue ou au café, mais, le plus souvent, ils sont relégués à la périphérie des villes, « digérés » par un paysage uniforme. A Riverton (Wyoming), 70 % des Indiens sont au chômage et 3 % seulement travaillent dans la ville. *« Mais ils jouent un rôle déterminant pour le tourisme »*, souligne le représentant local de la tribu Arapaho. Seul un *pow wow* (une fête indienne) permet de les retrouver dans leur intégrité. Et encore, à condition qu'il ne s'agisse pas de ces fêtes folkloriques pour touristes annoncées à grand renfort de publicité.

Le *pow wow* des Indiens Arapahos, à Riverton, a lieu du 6 au 8 août, à une vingtaine de kilomètres de la cité. Des centaines d'Indiens de toute la région se retrouvent ici pour trois jours de fête, en compagnie de quelques rares curieux. Sur une vaste « piste de danse » en terre battue, des dizaines d'Arapahos marchent, tournent, dansent. Au même rythme. *De 19 heures à l'aube.* Tout autour de la piste, sous des tentes bricolées, des familles discutent, assises sur des chaises pliantes. Certains Indiens, le visage maquillé, en costumes aux couleurs vives, mocassins, plumes dans les cheveux ou coiffes de chef, dressent lances ou tomahawks. Ils portent des dossards dans le dos et attendent que le speaker les invite sur la piste. Car il s'agit de compétitions de danses, réservées aux filles, puis aux garçons : les quatre à cinq ans – déjà experts –, puis les plus grands, les adultes et les vieux. Une lourde et lancinante rythmique de tambours accompagnés de voix hurlantes, amplifiée par une sono d'enfer, monte des quatre coins de l'assistance. On frappe avec méthode. Huit par tambour. Certains portent des casquettes de base-ball, des jeans, des *survêtements et des chaussures de* sport. Entre deux plaintes, ils se désaltèrent au Coca-Cola. Toute la nuit, ils danseront, chanteront et échangeront des nouvelles de la famille. La famille enfin reconstituée.

De notre envoyé spécial
MICHEL GUERRIN

Le jeu des semailles

Si les échecs règnent sur l'Occident et le go sur l'Asie, l'awélé est pratiqué, depuis près de deux mille ans, dans toute l'Afrique noire. Ainsi, découvrir ce jeu, c'est aller à la rencontre de la mythologie, du rythme et de l'âme africaine. Sculpté dans le bois et creusé de douze cases rondes destinées à contenir quarante-huit pièces ou « graines », cailloux ou coquillages, le tablier aurait été, à l'origine, une représentation cosmologique, une image du monde originel inspirée de l'Arche du monde dogon, d'où son caractère sacré. Semer pour récolter, tel en est le principe, qui puise ses sources dans la pratique du troc et de l'échange. Il n'y a pas deux joueurs opposés cherchant à se détruire, mais plutôt circulation et partage des nourritures terrestres. Sur la place du village, une partie d'awélé est une pièce de théâtre antique à laquelle participent acteurs et spectateurs. Pascal Reysset, spécialiste du Sahel, et François Pingaud, polytechnicien, signent l'ouvrage, *Awélé : le jeu des semailles africaines*, Editions Chiron.

L'Afrique des villages

Démuni de plages de sable fin, de cocotiers, de Kilimandjaro et de folklore, le Burkina-Faso (ancienne Haute-Volta) a été, pendant longtemps, ignoré des voyagistes. Un mépris d'autant plus injuste que s'y côtoient soixante ethnies à l'habitat varié et que les parcs naturels de l'est du pays y recèlent toutes les richesses de la faune et de la flore africaine. Le tourisme n'y a pas perverti l'ancestrale hospitalité d'une population souriante et spontanée, ni altéré cette « Terre des hommes intègres », l'Afrique noire des villages. A découvrir, également, d'étonnantes fermes fortifiées et des mosquées, parmi les plus belles d'Afrique de l'Ouest. Un univers détaillé par Jean-Claude Klotchkoff dans le dernier-né des guides de la collection « Aujourd'hui » (Editions Jaguar). De son côté, le voyagiste Espaces africains (19, rue Gabriel-Péri, 31000 Toulouse, tél. : 61-99-05-05) commercialise les circuits proposés, notamment en pays dogon, par un des nombreux réceptifs locaux. Pour s'informer sur cette destination, également programmée par Uniclam et Africatours : la Maison du tourisme africain, 2, rue de Viarmes, 75001 Paris, tél. : (1) 45-08-36-69.

BÉNIN

Aux sources du vaudou

Quand sonne l'heure des féticheurs.

HIER soir déjà, les tambours résonnaient dans les huit villages de la rive est du lac Ahémé, aux confins du sud du Bénin et du Togo. Les ruelles appartenaient aux zangbétos, ces « gardiens de la nuit » à l'apparence de meules de fibres tournoyantes. Leur mission : chasser le mal de la collectivité. A leur approche, on se claquemure dans les cases. Les enfants se terrent. Si, à l'aube, il restait un soupçon de discorde dans le pays, le « gongoneur » y mettrait bon ordre. Un très vieil homme, celui-là. Ployant sous sa charge héréditaire, dans le petit jour blême, il passe le long de la rive, lançant aux derniers esprits malveillants une admonestation modulée qu'il coupe de deux sons de cloche. On lui sert du « sodabi », une eau-de-vie de palme à laquelle on a donné le nom de l'artilleur français qui introduisit l'alambic sous ces climats. Une goutte sur les gris-gris. Cul sec pour l'exorciste. Et notre homme reprend sa route, grande ombre boitillante qui se découpe sur le miroir des eaux.

L'arrivée du grand fétiche de Possotomé est annoncée pour 10 heures ce matin. Un symbole que cette statue de divinité. Condamné à disparaître par le régime marxisant qui, avant de céder la place, en 1990, à l'actuelle démocratie, a tenté, vingt ans durant, de « planifier » le Bénin. Peine perdue. Les ennemis de traditions jugées archaïques se sont cassé les dents sur un fantôme de raphia. Sous l'écorce, le dieu a réagi : en 1986, un vent violent a arraché les toits en tôle ondulée de Cotonou. Saisis de frayeur, les néo-technocrates ont entendu le message. Les interdits levés, mille tam-tams sont ressortis des bois sacrés et le peuple de la brousse a retrouvé dans l'ancestral animisme dahoméen une identité que l'on croyait à jamais perdue.

Aujourd'hui, le grand fétiche de Possotomé se porte bien. Même si, en cette période d'intense activité vaudou au pays Adja-Fon, en cette éclosion de fêtes jubilaires au royaume d'Abomey, son arrivée se fait quelque peu attendre. Le gros tam-tam de la commune, lui, est déjà là, bientôt suivi des premières congrégations d'Ouassa-Tokpa, d'Okoumé, de Possotomé... Les « couvents » (1) affluent de toute part. Les féticheurs brandissent leurs attributs fabuleux. Les maîtres de cérémonie et leurs acolytes agitent des grelots et frappent des calebasses.

La plage grouille déjà de trois mille torses, et les deux ministres venus spécialement de Cotonou ne donneraient pas leur place pour une conférence internationale, aussi prestigieuse soit-elle. Délaissant les fauteuils façon Grand Siècle qui les attendaient sur le sable, ils sont debout, comme tout un chacun, pour vivre l'événement. De l'autre rive, les délégations approchent. Dix, vingt pirogues noires dont on entend le rythme ternaire des tambours et qui grossissent peu à peu dans la couleur d'argent si caractéristique de ces pays de lumière. Somptueux mélange de parures et de nudités de l'Afrique profonde. A midi, le ciel croule sous le vacarme : Awilé 94 sera un cru inoubliable.

A la différence des messes très secrètes, si nombreuses dans le vaudou, Awilé est la forme béninoise de la grande cérémonie ouverte à tous, celle où les non-initiés peuvent danser en se mêlant aux initiés. Celle où l'animisme permet que l'on mime tous les gestes de l'animiste. Rite de renouvellement et de pacification de la société. Régulateur des tensions entre les villages. On y mime même le « Yovo », c'est-à-dire le Blanc. Pourquoi, dans ces conditions, le Yovo de passage, qui n'est ni dieu ni diable mais un simple être humain, n'y tiendrait-il pas son propre rôle ? Tel est le pari de François Houessou, informaticien et fils de chef coutumier, pour qui cet échange est susceptible de donner confiance à une population qu'il s'attache, le reste de l'année, à faire passer du stade de survie à celui de *« vie décente »*. La fête comme instrument de développement.

C'est dans ce contexte que, trois jours durant, les visiteurs étrangers seront invités dans toutes les maisons, autour de tous les arbres à palabre, et qu'ils auront accès à la grande kermesse de tous les sanctuaires (hounfos). En attendant de prendre, avec discrétion, la route d'Abomey, épicentre religieux de l'ancien Dahomey.

La nuit tombe à Abomey, où l'on célèbre le centenaire de l'intronisation du roi Agoli-Agbo. L'année 1994 tout entière sera consacrée à ces cérémonies où les anciens feront revivre des tam-tams et des rythmes que l'on croyait oubliés. On se faufile dans une foule électrisée. Criblé de lances par les vaudous à foulards blancs, le bœuf du sacrifice en est à ses derniers soubresauts. Superbe estampe que ce parterre de femmes, de dignitaires et d'initiés rassemblés autour de l'imposante silhouette royale.

Pour comprendre les croyances, retour à la légende. A la fin du XVII[e] siècle, une princesse de Tado, qui se rendait à la source voisine, est surprise par un guerrier déguisé en panthère. L'enfant né de cette union revendiquera plus tard le trône et, après avoir évité le piège tendu par son frère, recevra le surnom d'Adja-Huto (tueur d'Adja). A la suite de quoi cet ancêtre fondateur disparaîtra dans une termitière. C'est alors qu'Allada, Abomey et Porto-Novo constitueront le royaume des Adja-Fon. Rien d'étonnant que le culte de cette ethnie, conquérante en dépit de quelques défaites initiales, se retrouve dans ceux des Ashantis du Ghana et des Yorubas du Nigéria et constitue, ultérieurement, la texture religieuse de l'Amérique noire. C'est de ces rivages, en effet, que le vaudou émigrera, trois siècles durant, à bord des bateaux négriers qui transportaient, par centaines de milliers, les esclaves déportés.

Clé de voûte du panthéon africain, Mawo, que l'on prononce Mahou. Créateur suprême avec Lissa, son double féminin. Sur les rives béninoises et togolaises du fleuve Mono, on l'appelle Tschonwé. Inaccessible, il est beaucoup moins redouté ou amadoué que la légion de dieux secondaires, d'esprits et de héros dont les ethnologues eux-mêmes sont incapables de donner le nombre exact.


Danse vaudou, photographie de Pierre Verger (1949).

Le volant de la dernière auto

Héviosso, représenté par un bélier, est le dieu de la foudre et des tornades. C'est lui, probablement, qui fit réfléchir, en 1986, les apprentis stakhanovistes. Ceux qui, par 36 degrés à l'ombre, faisaient chanter aux enfants des écoles : *« Debout, jeune travailleur ! »* Autres dieux zoomorphes, le boa Dan, la panthère Agassou et Agbé l'écureuil qui, en urinant, aurait donné naissance à l'immensité océanique. Parmi les dieux anthropomorphes, citons Legba, le protecteur des maisons, Gou, maître des forges, et Zakpata, dieu de la terre et de la variole, à qui on ne sacrifiera jamais assez de poulets blancs. En fait, l'animisme procède d'une conception du monde dans laquelle l'homme s'intègre à la nature bien plus qu'il ne cherche à la commander.

A Ouidah, changement de décor. Ouidah, « fleur de sang », où l'on embarquait les longues files d'esclaves capturés, par la guerre ou la razzia, aux frontières des royaumes. Y subsiste un fort São João Baptista, propriété du Portugal au cours de la colonisation française, aujourd'hui Musée de l'esclavage. Les Béninois, qui ne manquent pas d'humour, ont posé sur un piédestal, au centre de la cour d'honneur, le volant de la dernière auto incendiée en 1961 par ces mêmes Portugais, soucieux de ne rien laisser derrière eux. On peut y voir également un temple des Pythons qui, en 1838, intriguait fort, par ses pensionnaires à sang froid, un chirurgien de la marine impériale, le docteur Répin. La réputation de ce sanctuaire, gardé par un vieil acariâtre, paraît bien surfaite. Aujourd'hui désertée, il a perdu tout mystère.

Neuf jours au Bénin. Un condensé du continent noir. Avec en prime, le geste des pêcheurs de Ganvié, cette Venise des débuts du monde, lorsqu'ils lancent l'épervier. Comme si, soudain, se figeait pour l'éternité une Afrique inquiète, fiévreuse et possédée.

De notre envoyé spécial
CHRISTIAN DEDET*

* Auteur, entre autres, de *la Mémoire du fleuve* (Phébus et Livre de poche).

(1) Ensemble des adeptes d'une secte vaudou.

Sa Majesté Dedjolani, roi d'Abomey

Le palais des rois de l'ancien Dahomey. Un édifice de latérite rouge, résidence de sa majesté Dedjolani, autorité suprême de l'animisme africain, successeur d'Agoli-Agbo I[er] et de dix autres monarques dont Ghézo, qui limita le nombre des sacrifices humains, et du célèbre Béhanzin qui, pour avoir résisté aux Français, demeure, dans la mémoire collective, le symbole de l'irrédentisme Afrique-Guinée.

Un salon très simple. Seul luxe occidental : deux ventilateurs flambant neufs. Sa Majesté est assise sur un canapé. Visage structuré comme un masque gélédé. Curieux et bienveillant. Imposant – trois cents livres au bas mot – et drapé dans une toge de soie jaune doublée d'un péplum raffiné. Coiffé d'une toque noire aux insignes vaudou avec, cachant ses narines, un coupe-poussière en argent massif. De part et d'autre des augustes genoux, sept de ses nombreuses épouses, assises sur des nattes et présentant aux visiteurs sept paires de plantes de pied roses et soixante-dix orteils pareils à de petites étoiles.

Ancien fonctionnaire, il a été porté sur le trône, de préférence à tous les membres de la famille royale, pour sa grande sagesse. Comprenant parfaitement le français, il est néanmoins tenu de ne s'exprimer qu'en langue fon. On pose les questions au ministre présent, Agoli-Agbo Degbé – lui-même prince et ancien ingénieur des postes –, qui traduit. La cohabitation d'un roi et d'une république populaire, celle du Bénin ? *« Dans l'ancien Dahomey, la monarchie détenait tous les pouvoirs. Les choses ont évolué. Aujourd'hui, nous représentons une autorité morale, consultée pour toutes les questions cultuelles, culturelles et sociales. Les Béninois apprécient cette référence et le gouvernement voit en elle une entité incontournable dans le culte rendu aux divinités et pour tout ce qui concerne les valeurs léguées par nos ancêtres. »* Silence sur la période de la dictature où l'institution royale ne dut sa survie qu'à son attitude courageuse.


DANIEL LAINÉ

Illustrations de l'étroit syncrétisme animiste-chrétien, la présence, au-dessus du canapé royal, d'une statuette de la Vierge de Lourdes et de la photo de Jean-Paul II voisinant avec l'iconographie de la dynastie. *« Ce sont les premiers missionnaires,* précise Sa Majesté, *qui persuadèrent Ghézo de renoncer à son droit de vie et de mort sur ses sujets. Depuis, les relations entre la cour et les adeptes du vaudou, d'une part, et le catholicisme, d'autre part, ont toujours été excellentes. Quant au pape, il œuvre pour le bien de l'humanité. »*

Sa Majesté lit les journaux, écoute la radio, regarde la télévision. Que pense-t-elle des conflits interethniques qui ensanglantent la planète y compris au cœur de l'Europe ? *« Plus le monde progresse, plus il donne des signes de retour à la barbarie. En ce qui concerne les guerres entre peuples, on pouvait autrefois invoquer l'incompréhension. Mais que dire lorsque des frères parlant la même langue sombrent dans une violence inexplicable ? »* Aussi prie-t-il chaque jour en s'adressant aux mânes de ses ancêtres pour que *« les hommes s'aperçoivent qu'ils sont tous des créatures de Dieu et qu'ils doivent se considérer comme un trésor de Dieu »*.

L'entretien terminé, le roi raccompagne ses visiteurs jusqu'aux portes du palais, sa récade à la main, abrité sous le parasol royal et suivi de ses élégantes épouses.

C. D.

CARNET DE ROUTE

LE PAYS. Ex-Dahomey, le Bénin (superficie : 112 600 km²) compte 4,5 millions d'habitants. Frontalier avec le Togo, le Niger, le Burkina et le Nigéria, il s'étend sur 700 km du nord au sud avec une façade maritime sur le golfe de Guinée, l'ancienne Côte des esclaves.

LE CLIMAT. Equatorial, chaud et humide au sud. Longue saison sèche de novembre à mars mais on peut y séjourner tout au long de l'année. Vaccin contre la fièvre jaune obligatoire. Traitement anti-paludéen recommandé et précautions habituelles en matière d'hygiène et d'alimentation.

S'Y RENDRE. En avion, trois fois par semaine, avec les vols réguliers d'Air France (tél :(1)44-08-24-24) Paris-Cotonou, avec escale à Niamey ou Ouagadougou. Egalement trois vols Air Afrique par semaine. Passeport requis mais pas de visa préalable.

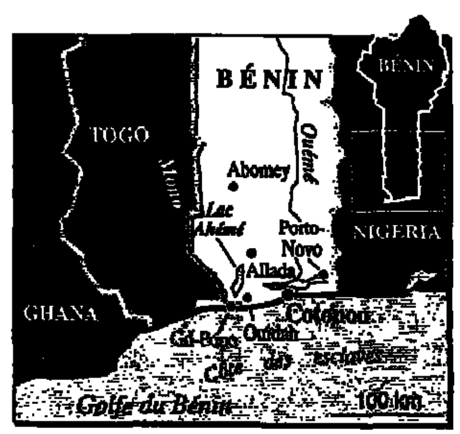
S'Y LOGER. Au sud du Bénin, dans un écrin de brousse, le village-club Ahémé, une vingtaine de bungalows climatisés et confortables situés dans une agréable cocoteraie, sur le lac Ahémé.

S'Y DÉPLACER. Bonnes routes côtières de Cotonou au Togo. Ailleurs règne la piste. Du village-club on peut se rendre à Abomey, Ouidah, Grand-Popo et aux cités lacustres de Ganvié. En minibus ou en taxis-brousse.

AVEC QUI. Spécialisé dans le tourisme culturel et bien introduit localement, le voyagiste Hermeia propose, à l'occasion des « cérémonies Awilé », des forfaits de 9 jours avec circuit et séjour au village-club. Autour de 11 000 F avec l'avion. Les départs tiennent compte du calendrier des fêtes animistes. Prochains Awilés en août 1994 et mars 1995. D'autres circuits sont proposés, notamment un circuit de 11 jours (« Bénin : tradition et modernité ») en janvier et avril 1995 et un circuit de 9 jours à l'occasion des fêtes du Nouvel An. Renseignements au 38 bis, avenue René-Coty, 75014 Paris, tél. : (1) 43-21-61-24. D'autres voyagistes programment des circuits au Bénin et des combinés Bénin-Togo. Informations auprès de l'Office du tourisme béninois au 165, rue Jeanne-d'Arc, 75013 Paris, tél. : (1) 45-35-11-25.

UNE ASSOCIATION. En créant le village-club Ahémé, François Houessou avait pour objectif de valoriser les huit villages de sa région. Une conjonction de bonnes volontés a abouti à la création de l'Association pour le développement de la région de Possotomé (ADRP), qui, depuis 1992, multiplie les initiatives notamment en faveur d'un tourisme fondé sur le respect des populations. Renseignements auprès de l'ADRP, 2, impasse du Versoir, 91430 Igny, tél. : (1) 69-41-05-24.

A LIRE. *Histoire du Bénin*, de Robert Cornevin (Maisonneuve et Larose), *Au pays des Fon*, de Quenum (même éditeur), et *Peuples du golfe du Bénin* (Karthala). Sur place, *Ouidah* (FIT, Cotonou) et *Dieux en diaspora*, de Guérin Montilus (Celhto, Niamey). Egalement un guide du Bénin rédigé par la Maison de l'Afrique (Marcus). On relira avec profit *Afrique ambiguë*, de G. Balandier (Plon), et *Afrique noire, la création plastique*, de Michel Leiris et J. Demange (Gallimard). Sur l'animisme, deux ouvrages incontournables, *les Dieux d'Afrique*, de Pierre Verger (Hartmann, 1954), et le passionnant *Vaudou haïtien*, d'Alfred Métraux (Gallimard).



هكذا من الأصل

TANZANIE

Le volcan de Noé

Son arche échouée au cœur de l'Afrique, le patriarche s'écria : « Tout le monde descend ! »

A l'heure chaude où les félins sommeillent, un lion et une lionne font la sieste, affalés dans un arbre. Gueule aplatie, pattes dans le vide, le roi des animaux fait le mort. Les naturalistes pensent que les lions perchés du lac Manyara, comme leurs semblables du Serengeti et du Ngorongoro, recherchent l'élévation des branches pour échapper à la densité du sous-bois, aux piqûres des mouches et jouir d'une relative fraîcheur.

Pendant ce temps, un consistoire d'hippopotames fait le gros dos dans la rivière. Heureux comme nageurs dans l'onde, ils s'ébrouent, s'enfoncent et virent lentement dans un bruit d'eau brassée. Quand ces mastodontes se heurtent, ils soulèvent des gerbes de gouttelettes qui brillent dans le soleil. Parfois un branle-bas agite le troupeau : un repositionnement général et la flottille retombe en léthargie.

Près d'eux barbotent les plus fragiles oiseaux : flamants battant des ailes, grues couronnées, un éventail jaune sur la tête, bajoues blanches crêtées de rouge, oies d'Egypte, cigognes, pélicans à bec jaune et petits oiseaux pressés qui sautillent sur deux bâtonnets rouges. Le fort courant de la rivière, d'un bleu intense, serpente entre les berges vertes.

La prairie appartient aux impalas à robe fauve. Ils avancent sur leurs pattes déliées, une lyre en étendard sur la tête. Survient une girafe, Quand elle navigue parmi les arbres, c'est son cou télescopique que l'on voit d'abord. Sa petite tête compliquée touche le ciel.

Le cratère du Ngorongoro est une des merveilles du monde. Ailleurs, la terre a vieilli. Tout, ici, parle de commencement : le vert incroyablement doux de l'herbe, les grands animaux aux formes préhistoriques et jusqu'à cette proximité de la grotte d'Olduvai, où l'on situe le berceau de l'humanité.

Cette indicible remontée

La vaste cuvette – une caldeira – aux bords relevés en corolle, a gardé sa pureté primitive. Une route regarde de haut le petit lac bleu, les vertes prairies, les traînées mauves et jaunes sous fond de brume et cette indicible remontée douce.

On y verra les *« big five »*, les cinq « grands » : des éléphants découpés dans le marbre gris balancer leur trompe et agiter leurs grandes oreilles ; des hippopotames qui s'envoient de l'eau sur le dos avec la queue ; des rhinocéros, cornes en avant, menaçants et grotesques (il n'en reste plus qu'une vingtaine, les seuls de Tanzanie, surveillés par les *rangers*) ; des buffles aux naseaux humide ; et des lions. Mais aussi des zèbres fraternisant avec des gnous, des antilopes graciles et gracieuses – gazelles de Grant et gazelles de Thomson, le bas-ventre souligné d'un trait noir – et des nuées de flamants roses dont les reflets piétinent le lac.

Des fauves jouent dans la prairie. Un couple de lions se mordille, se roule dans l'herbe. La femelle, pattes en l'air comme un gros chat, montre sa gorge blanche. Parfois, les animaux relèvent leur crinière somptueuse et hument le vent.

Dans l'obscurité, le lac Magadi est une flaque argentée. Avec le jour, la brume déboule en gros tourbillons qui s'évanouissent aussitôt. Les pentes du cratère glissent vers le fond de la cuvette herbeuse. Descente précautionneuse et cahotante. Au loin, poudre rose sur le lac, les flamants.


REINHARD KÜNKEL

Rêveries dans la zone protégée du Ngorongoro.

Epars, des acacias parasols, emblématiques de la Tanzanie, des arbres à fièvre, l'écorce jaune pâlissime, des euphorbes candélabres et des arbres à saucisse dont les noms reflètent l'image. La prairie est piquée de marguerites d'or.

Au bord d'un cours d'eau, deux petits vervets grappillent et grignotent. Les babouins roulent les mécaniques. Eux ont posé sur leurs yeux un loup aussi noir que leurs oreilles.

Surviennent les gnous, modèles de discipline. Quand le chef (femelle âgée ou mâle puissant) s'enlève et galope, le troupeau suit, en file indienne. Quand il s'arrête, le troupeau s'assemble derrière lui. Ils sont peut-être un millier sur la grande plaine du cratère. Un millier à tracer une ligne sans un cri. Ligne d'animaux filant à l'oblique, au rythme des sabots qui *se soulèvent et frappent le sol.*

Le lac est bleu, peuplé de flamants roses. C'est un lac piétiné par des milliers de pattes, si fines et fragiles qu'on les dirait prêtes à se casser. Ils les déplient avec des grâces de jeunes filles marchant sur des talons aiguilles. Au-dessus de ces brindilles d'un rose plus soutenu, un battement de plumes ourlées de noir. Ils se déplacent tous ensemble dans la même direction, en jacassant constamment.

Un mouvement général porte les flamants vers le centre du lac : les gnous, tête baissée, déboulent. Une étrange plainte douce, comme un mugissement court, emplit alors l'espace. Des zèbres striés jusqu'au bout du museau mêlent leurs rayures aux robes fauves des gnous à barbichette blonde. Les bêtes se désaltèrent et se répandent dans la plaine. Les flamants roses reviennent, jacassant toujours.

Le Ngorongoro *précède* les plaines ouvertes du Serengeti. Serengeti, de *« siringet »*, « le grand espace », en masaï. Ce parc se prolonge brièvement au nord dans le Masai Mara kenyan et butte, à l'ouest, devant les rives du lac Victoria. Savane soulevée en collines, semée d'épineux, de petits bois, de paquets de roches arrondies – les kopjes – et traversée de rivières sinueuses au bord desquelles se concentre la végétation.

Ici éclate la sagesse de la nature. Les gros – éléphants, buffles, hippopotames – *broutent* l'herbe haute et préparent, par leurs piétinements, la pâture des animaux de moindre envergure – zèbres, topis et gnous – friands d'herbe plus courte. Ces derniers, à leur tour, apprêtent celle des phacochères et des frêles gazelles. Ainsi, par le mouvement perpétuel des troupeaux, l'herbe du *bush* se régénère.

De l'intelligence des instincts

Dans cet esprit, chaque espèce fréquente des lieux propices à sa survie. Les éléphants et les girafes ne recherchent pas les arbres pour la même raison que les fauves. Les premiers broutent les feuilles, les seconds s'y reposent et surveillent la savane. Le moment venu, ils suivent la migration des gnous, eux-mêmes suivis par les charognards.

L'instinct fait des choses étonnantes. Les naturalistes ont observé que les femelles gnous mettent bas au même moment, ce qui est leur meilleure défense contre les prédateurs prêts à bondir sur leur progéniture. Et l'on a constaté que chez les zèbres, où les rayures sont différentes pour chaque individu, la femelle se présente de profil à son nouveau-né afin qu'il visualise à jamais les marques de sa mère.

Quatre guépards se prélassent sous le feuillage d'un camphrier. L'heure *est paresseuse. Ont-ils* chaud d'un côté ? Ils roulent de l'autre. L'animal le plus rapide de la création (pointes de 110 km / h) trahit sa sveltesse à la vivacité avec laquelle il redresse et tourne la tête pour recevoir les messages du vent. Quand ils bâillent, on voit leur gueule rose. Ils se lèvent tour à tour, un petit tour de piste, marquent leur territoire et reviennent faire ployer l'herbe verte. Pour s'allonger, ils se laissent tomber tout d'un coup.

Solitaire, un léopard, pendu dans la fourche d'un acacia, surveille d'un œil la savane. Ce gros matou passe sa vie dans les arbres d'où il repère sa proie. Survient un phacochère. Les rosettes coulent et filent dans les hautes herbes. Las ! le phacochère, tous les sens en éveil, décrit un demi-cercle, sent le léopard, grogne et détale.

L'arche de Noé est répandue dans la prairie. Girafes, éléphants, zèbres, et la grande famille des antilopes – bubales, topis à taches noires, impalas–, et toutes les gazelles. Dans la lumière matinale, la savane n'est que courses, galops, sauts, enlèvements aériens, parades de cornes. Les oiseaux les plus extravagants fusent des herbes. Au loin, des lions passent sous le couvert.

De notre envoyée spéciale
DANIELLE TRAMARD

CARNET DE ROUTE

SANCTUAIRE. La Tanzanie ne transige pas avec la protection de la vie sauvage, *« une priorité préservée à tout prix, même aux dépens d'autres buts »*. Les parcs nationaux (Serengeti, lac Manyara notamment), la zone protégée du Ngorongoro (le cratère est inscrit sur la liste du Patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO), les réserves et des *restricted areas* occupent un quart du territoire. Sans compter les lacs et les forêts. Dans les parcs nationaux et les réserves, il n'y a pas d'habitations. La zone protégée du Ngorongoro a été établie afin de préserver les droits des Masais qui y font paître leurs troupeaux.

AVIONS. Air France (tél. : 44-08-24-24) relie chaque semaine Paris à Kilimandjaro Airport, à partir de 8 015 F A/R. Jumbo Charter (agences de voyage) propose des vols Paris-Kilimandjaro à partir de 4 450 F A/R.

SAISONS. On peut aller en Tanzanie toute l'année. Haute saison de décembre à mars (soleil, averses) et de juin à septembre. Un temps fort : la migration des gnous. Ils quittent le Serengeti fin mai-début juin et se dirigent vers le nord pour revenir avec les pluies de novembre.

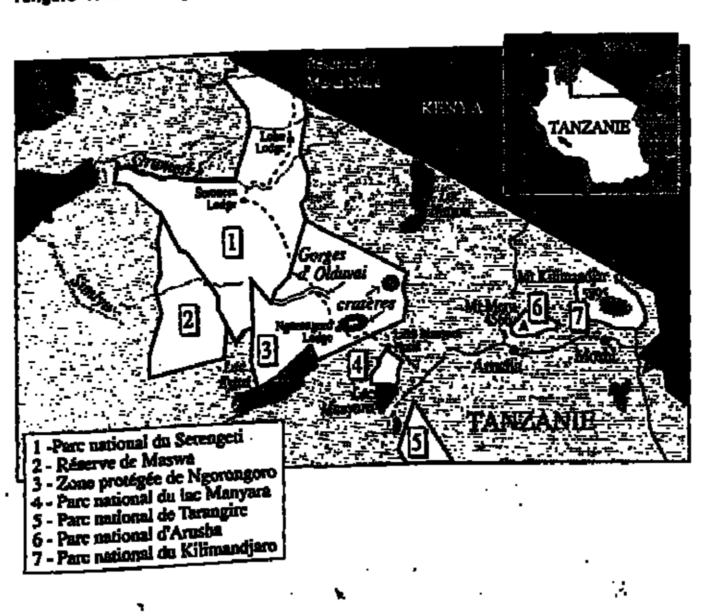
LODGES. Belle architecture, décoration africaine, situation exceptionnelle pour les quatre lodges gérés par le groupe Accor, qui les rénove actuellement : le Lake Manyara Lodge, en bordure du rift, surplombant le lac du même nom, le Ngorongoro Wildlife Lodge, au bord du cratère, à 2 670 mètres d'altitude, le Seronera Wildlife Lodge, au cœur du bush, et le Lobo Wildlife Lodge, sur un promontoire au milieu des rochers. Ce dernier est de toute beauté (architecte : Robert Mar shall), ne pas le manquer. Une liaison radio remplace le téléphone dans les deux derniers. Chaque lodge entretient un petit village pour le personnel avec école et chapelle. Ce sont les seules habitations des parcs. Fréquentées aussi par les damans, les agames et les babouins chapardeurs que l'on croise sur les balcons...

AU CHOIX. Ce safari figure aux catalogues d'Africatours, Arts et vie (tél. : 40-43-20-21), Jet Tours, MVM, Rev'Vacances et Transsafari, dans les agences de voyages, à des prix allant de 9 900 F à 14 900 F pour 9 ou 10 jours. Circuits à la carte auprès de Grandeur Nature (tél. : 40-82-90-30), Out of Africa et WTR (tél. : 40-71-00-30). On peut également s'adresser, pour un voyage sur mesure, à State Travel Service (P. O. Box 1369, Arusha, tél. : 8715-8, fax : 255-051-46016), une agence tanzanienne dont nous avons constaté la souriante efficacité.

MONTGOLFIÈRE. Le survol du bush en ballon permet de suivre le tracé des pistes empruntées par les animaux. S'informer au lodge de Seronera.

JUMELLES. Indispensables.

RENSEIGNEMENTS. Ambassade de Tanzanie, 70, boulevard Pereire, 75017 Paris, tél. : 47-66-21-77.



La bibliothèque du safari

Emporter, pour consulter ses planches en couleurs sur le terrain, *A Field Guide to the National Parks of East Africa*, de John G. Williams (Collins, Londres, 6e réédition, 1988). A défaut, *Mammifères d'Afrique et de Madagascar*, de Theodor Haltenorth et Helmut Diller (Delachaux et Niestlé, 1985). Poursuivre avec *Animaux du Kenya et de la Tanzanie*, de Frantz Thille, Michel Breuil et Jean-Paul Mayeur, préface de Pierre Pfeffer (L'Harmattan, 1993). Guides : *le Grand Guide des safaris africains* (« Bibliothèque du voyageur », Gallimard, 1991) ; s'agissant de la Tanzanie, le tout récent *Tanzanie, Tanganyika, Zanzibar*, de Bernard Passot (L'Harmattan, 1994), donne tous les renseignements souhaitables ; sur place : *A Guide to Tanzania National Parks*, de Lilla N. Lyogello (Tourist Publishing Consult, Dar-es-Salaam, troisième édition, 1991), ainsi que de remarquables monographies, *Serengeti National Park* et *Ngorongoro Conservation Area*, notamment – rédigées en collaboration avec les conservateurs et le personnel des parcs, illustrées de croquis et très documentées ; ce sont des mines d'informations. Deux albums en couleurs : *Ngorongoro, paradis africain*, de Reinhard Künkel (Chêne, 1992), et *Serengeti, le plus grand parc naturel d'Afrique*, de Lisa et Sven-Olof Lindblad (Chêne, 1989). Terminer – ou commencer – par *le Lion*, de Joseph Kessel (Gallimard), hymne à l'Afrique et aux bêtes sauvages.



Cap sur la Coupe du monde

Spécialiste des événements sportifs aux Etats-Unis, Performance Production (9, rue Emile-Verhaeren, 76000 Rouen, tél./fax : 35-71-98-92) propose d'associer le plaisir d'une transatlantique à bord du célèbre *Queen-Elizabeth-II* (le plus grand paquebot de la flotte Cunard avec une longueur égale à trois terrains de foot) et celui d'assister à l'un des matches de la Coupe du monde de football qui se déroulera cet été sur le sol américain. Deux programmes au choix. Le premier fait embarquer le 27 juin à Cherbourg pour accoster le 2 juillet à New-York (un spectacle qui, à lui seul, vaut le voyage), où, dans le cadre d'un séjour de 5 jours en hôtel de luxe (avec petits déjeuners américains), on assiste à un match de seizième de finale (place réservée derrière les buts mais possibilité de surclassement) avant de regagner Paris en avion le 6 juillet. Le second permet de s'envoler directement pour New-York, le 4 juillet, d'y passer 4 jours, d'assister au match puis d'embarquer le 7 juillet pour une croisière qui s'achève à Cherbourg le 13 juillet. Prix : 20 770 F par personne en cabine double extérieure, tarif comprenant les acheminements entre Paris et Cherbourg, ainsi que les transferts à New-York, l'assistance et les taxes locales.

Des îles aux antipodes

Rarotonga, Aitutaki, Nukua-Lofa, Vanua, Apia... Ces noms, véritables invitations au voyage vers les antipodes, identifient la poussière d'îles qui, par milliers, émergent du Pacifique pour y constituer les archipels des Fidji, Tonga, Cook, Samoa et Salomon. Grâce à une bonne connaissance du monde polynésien, Australie Tours (tél. : (1) 45-53-58-39) propose les liaisons aériennes adéquates (à partir de 10 400 F de Paris) et divers types de croisière, meilleur et parfois unique moyen d'aborder ces lagons. Sous voile, dans l'archipel de Vava'u, aux îles Tonga, les bateaux de 12-15 mètres (avec skipper) se louent 14 000 F la semaine. On peut également croiser, à bord de mini-paquebots d'une trentaine de cabines (de 6 570 F à 7 890 F la semaine, en pension complète), dans l'archipel Yasawa, qui compte certaines des plus belles îles des Fidji.

CROISIÈRES

La vie en bleu

« Homme libre, toujours tu chériras la mer ! » Baudelaire.

DE plus en plus nombreux sont les Français séduits par les attraits de la croisière : valises défaites une fois pour toutes à bord d'un hôtel flottant qui soigne restauration et animations, confort mais aussi dépaysement, convivialité et liberté, redécouverte de la fuite du temps et du droit à la paresse, sans oublier, *last but not least*, des prix moins élevés qu'imaginé. Chère, ennuyeuse, démodée et réservée au troisième âge nanti ? La croisière a balayé clichés et préjugés pour faire, en douceur, sa « révolution ».

Résultat : près de 130 000 passagers français en 1993 (deux fois plus qu'en 1987) et 85 % de récidivistes, illustration du taux de satisfaction le plus élevé de tous les secteurs touristiques. L'âge moyen ? 60 % des passagers ont moins de 55 ans, 30 % moins de 35 ans. Conséquence des efforts réalisés par les compagnies pour proposer des circuits plus courts, donc moins chers et mieux adaptés à une clientèle familiale sensible aux tarifs spéciaux et aux réductions (voire à la gratuité totale lors des vacances scolaires) consentis aux enfants partageant la cabine de parents, grands-parents ou accompagnants.

Les prix chutent également en basse saison et sont réduits de 5 % à 10 % en cas de réservation deux à trois mois avant le départ. Enfin, on peut également célébrer, en mer et à des conditions préférentielles, voyage de noces et anniversaire de mariage.

Où naviguer cet été ? Sans vouloir vous priver du plaisir de feuilleter les brochures, voici une sélection de croisières intéressantes pour leur rapport qualité-prix, leur actualité ou l'excellent niveau de leurs prestations, les tarifs mentionnés s'entendant par personne, taxes portuaires et assurances comprises, sur la base d'une cabine double intérieure.

Méditerranée et Scandinavie : valeurs sûres

Proche, un climat souvent au beau fixe, des circuits de 8 à 14 jours, diversifiés à souhait, mais aussi des croisières « escapades » de 3 à 5 jours à prix doux, des escales pour amoureux du soleil ou passionnés de culture, la Méditerranée reste la destination idéale pour une première croisière. Chez Costa, quatre paquebots – dont trois de ses plus récentes et confortables unités – y offriront, cet été, des itinéraires variés et bien conçus : Egypte/Grèce/Turquie, Israël/Grèce/Turquie et mer Noire depuis Venise (départs et arrivées y sont un spectacle inoubliable) à bord du *Costa-Marina* (10 jours à partir de 8 000 F), du *Costa-Romantica* (7 jours en Méditerranée occidentale, au départ de Gênes, à partir de 5 870 F, transfert gratuit de Nice), du *Costa-Classica* (une semaine, au départ de Venise, vers les îles grecques, pour un prix identique) ou de l'*Eugenio-Costa* avec des circuits de 10 jours vers la Méditerranée orientale ou les îles de l'Adriatique.

Chez Paquet, le *Mermoz* et le *Daphné* proposent croisières à thème et circuits en Méditerranée orientale (13 jours, Venise-Venise, à partir de 14 430 F). Jusqu'en octobre, le sympathique et familial *Ausonia* (Grimaldi Siosa) programme des itinéraires éprouvés dont une formule, originale et très abordable, « Les perles de la Méditerranée », qui permet d'interrompre sa croisière dans un des ports d'escale pour un séjour, libre ou organisé, d'une ou plusieurs semaines (Gênes-Gênes, 8 jours à partir de 6 240 F, transfert gratuit depuis Nice).

De son côté, Epirotiki reprend, de mai à octobre, ses circuits traditionnels de 3 à 7 jours, au départ du Pirée, et ses périples en Méditerranée orientale (à partir de 5 875 F pour 3 jours du Pirée avec un jour à Athènes, vol compris, ou de 9 000 F pour 7 jours à bord du *Pallas-Athena*, transport aérien compris). A noter également cet automne, chez Starlauro, une belle croisière musicale à bord du *Monterey* (7 740 F, de Gênes, transfert de Nice inclus), ainsi que les circuits de Transtours, qui, d'avril à octobre, affrète le *Chota-Roustavelli* (8 jours à partir de 4 450 F, transport en sus).

Quant aux amoureux des grands voiliers, ils opteront cet été pour le *Ponant* (un contact inégalé avec la mer et une excellente table, à partir de 12 380 F la semaine, de Nice, avec escales en Corse, Sardaigne et sur l'île d'Elbe), le *Star-Flyer* (un clipper romantique pour 8 850 F la semaine entre Corse, Sardaigne et Italie, au départ de Cannes), le *Club-Med 1* (séduction high-tech et activités nautiques à l'honneur, 3 jours de Cannes à Cannes, à partir de 4 790 F et circuits) ou le *Wind-Star* (haut de gamme, 8 jours entre Grèce et Turquie, à partir de 26 600 F, avion compris). Enfin, version « palace », croiseront en Méditerranée les magnifiques unités que sont les *Silver-Cloud* (8 jours, 20 570 F, avion compris), *Radisson-Diamond* (8 jours, à partir de 23 240 F, avion compris), *Royal-Viking-Sun* et *Royal-Viking-Queen* (compter de 2 800 F à 4 500 F par jour et par personne).

Autre destination vedette, à la séduction confortée par des prix de plus en plus abordables : le Nord avec Copenhague, Oslo, Stockholm, Helsinki et Saint-Pétersbourg, mais aussi le Spitzberg et sa banquise, l'Islande, le Groenland et les îles Shetland. Parmi les « fidèles » de cette zone, le *Mermoz* et son charme rétro, avec plusieurs programmes « Fjords », en juin et août (8 jours à partir de 11 580 F, avion compris), ponctués de trois « Spitzberg » en juillet (19 870 F, avion compris), destination également programmée par le luxueux *Vistafjord* (Cunard) avec des circuits de 13 à 15 nuits (à partir de 23 350 F).

Fjords et cap Nord accueilleront également le *Queen-Elizabeth-II* (5 à 8 nuits, à partir de 5 770 F, Cherbourg/Cherbourg, transfert inclus), l'*Enrico-Costa* (ambiance familiale, 7 jours à partir de 6 590 F) et le *Costa-Allegra*, qui, de mai à septembre, y ajoutera Islande et capitales nordiques (9 à 13 jours, à partir de 10 710 F). Dans un tout autre registre, l'*Express-Côtier* (Scanditours) propose, au fil des jours, de Bergen ou Kirkenes (à partir de 8 820 F, avion compris), une découverte de quelque trente-six ports. Le *Nordstjernen* permet même d'explorer les fjords les plus reculés du Spitzberg. Navigueront également dans ces eaux l'*Amerikanis* (Chandris), le *Dalmacija* (affrété par Scanditours), le *Song-of-Norway* (Royal Caribbean Cruise Line) et, dans le haut de gamme, les *Silver-Cloud*, *Royal-Viking-Sun*, *Royal-Viking-Queen*, *Sea-Goddess* et *Seabourn*.

Toujours plus loin, toujours plus beau

Première zone de croisières au monde, les Caraïbes concentrent, en hiver, l'immense majorité des navires. La plupart émigrent au printemps vers d'autres soleils, mais certains y demeurent, tels le *Norway* (Norwegian Cruise Line), le *Cunard-Countess* (Cunard), le *Star-Clipper* (Clipper Cruises) et le *Zenith* (Celebrity Cruises France), sans oublier de nombreux voiliers. Un avantage : les prix plus doux. L'occasion, également, de s'offrir une vraie transatlantique. A bord du *Queen-Elizabeth-II*, par exemple, qui propose cinq traversées Cherbourg/New-York (les 27 juin, 13 juillet, 1er août, 4 septembre et 16 octobre) et trois New-York-Cherbourg (forfaits avec hôtel à New-York à partir de 13 500 F, avion inclus) avec accompagnement français, conférences et animations. Une traversée également proposée, à des tarifs très intéressants, par divers navires lors de leurs stationnements aux Caraïbes et en Méditerranée, tant au printemps qu'à l'automne.



CARNET DE BORD

CHOISIR UNE CROISIÈRE. Les croisières citées sont en vente dans les agences de voyages. Pour toute information complémentaire, on peut s'adresser :

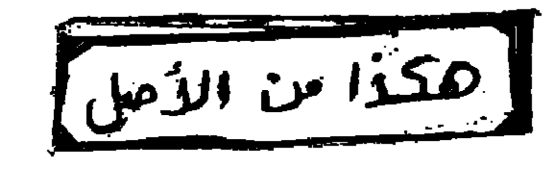
– **Les compagnies** (ou leur agent en France). Celebrity Cruises France : 40-41-09-22. Club Méditerranée : 42-61-85-00. Cie générale de croisières (Cunard, Diamond Cruis, Norwegian Cruise Line, Seabourn Cruise Line, Windstar Sail Cruises) : 42-93-81-82. Compagnie des Iles-du-Ponant, à Nantes : 40-58-14-95. Croisières Costa-Paquet : 49-24-94-20. Discover America Marketing (Royal Caribbean Cruise Line) : 45-77-10-74. Eurocroisières (Epirotiki) : 42-66-97-25. Le Quotidien Voyages (Aranui) : 47-47-11-16. Navy Club International (Starlauro) : 48-04-76-20. Scanditours (Express Côtier) : 47-42-80-00. Silversea Cruises : 40-53-82-23. Star Clippers : 30-15-06-87. Stardust Marine : 44-65-11-11. Transports et Voyages (Grimaldi Siosa, Royal Viking Line) : 44-94-20-40. Transtours : 42-61-58-28.

– **Les voyagistes.** En dehors des brochures éditées par chaque compagnie, on pourra consulter celles des divers voyagistes qui font, dans leurs programmes, une large part aux croisières : Apsara, Asia, Benett, Ecrit, Frantour, Havas Voyages, Hotelplan, Jet Tours, Kuoni, Marmara, Nouvelles Frontières, Rêv'Vacances, TMR France, Transtours, Travel'Am, Zénith, etc.

– **Les agences spécialisées** dans le domaine de la croisière, notamment : L'Espace Croisières (54, rue François-Ier, 75008 Paris, tél. : 45-62-59-00). Le Comptoir de la Croisière (20 *bis*, av. Mac-Mahon, 75017 Paris, tél. : 40-68-68-88). Havas Voyages Croisières (26, av. de l'Opéra, 75001 Paris, tél. : 42-60-29-53). Mondovoile (47, quai des Grands-Augustins 75006, tél. : 44-41-32-90). La Boutique des croisières (19, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, 40-16-99-98). Plus de 200 agences sont également réunies au sein du Club Amiral de Costa-Paquet, liste sur demande.

– **Un guide.** *Le Guide de la croisière et des escales* (l'Archipel, 125 F), de Michèle Valandina, dans sa nouvelle édition 1994-1995, donne le mode d'emploi d'une centaine de navires et de quelque 250 escales à travers le monde.

– **Les loueurs de voiliers.** Archipels (27, rue Bleue, 75009 Paris, tél. : 42-46-70-13). Moorings Distribution (20, rue des Pyramides, 75001 Paris, tél. : 42-61-66-77). Stardust (Comptoir de la Croisière : *voir ci-dessus*). Sun Sail (3, rue de Paradis, 75010 Paris, tél. : 44-79-01-10). Nouvelles Frontières (87, bd de Grenelle, 75015 Paris, tél. : 41-41-58-58). Marmara (81, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, tél. : 42-80-10-90). Alcyon (10, rue Saint-Marc, 75002 Paris, tél. : 40-39-93-79). Le Syndicat national des loueurs de bateaux (port de La Bourdonnais, 75007 Paris, tél. : 45-55-10-49) donne, sur demande, la liste complète de ses membres.





ARCHIVES HISTORIQUES COMPAGNIE GÉNÉRALE MARITIME

Affiche de Herviault (1934).

Parmi les destinations de rêve, de nouvelles venues confirment leur récente popularité. On peut ainsi croiser, de mai à septembre, en Alaska, dont les paysages grandioses ont de quoi impressionner les blasés de Scandinavie. A bord, entre autres, du *Nordic-Prince* (Royal Caribbean Cruise Line, 11 jours/9 nuits, de Vancouver, les 12, 19 et 26 juin, 11 et 18 septembre, de 14 500 F à 15 500 F environ par personne, avion inclus) ou du *Sagafjord* (Cunard), du 6 au 19 juillet et du 7 au 19 août, Paris-Paris avec accompagnement français (environ 25 600 F). *Must* du rêve, la Polynésie et les mers du Sud, avec le *Wind-Song* (autour de 30 000 F la semaine, de Paris) ou l'*Aranui*, un cargo aménagé (à partir de 18 400 F pour deux semaines en cabine standard, vol Paris-Tahiti en sus). Nouvelle destination vedette, l'Asie concurrence désormais, avec des circuits de 10 à 15 jours, les forfaits et circuits terrestres proposés dans ce continent.

Présent toute l'année, le *Pearl*, navire chaleureux et raffiné (Paquet) qui programme des itinéraires aussi divers que superbes entre Chine, Japon, Indonésie et Vietnam (compter un minimum de 25 000 F, acheminement aérien compris). Enfin, et jusqu'en octobre, le *Club-Med-2* propose également des circuits de 7 jours en Asie du Sud-Est (à partir de 10 000 F, avion non compris).

Les croisières à thème

Il y en a pour tous les goûts. On y côtoie, dans une ambiance informelle, auteurs et acteurs à succès, grands interprètes, spécialistes et conférenciers éminents.

Rien d'étonnant si les adeptes retiennent leur cabine pratiquement d'une année sur l'autre. Pionnier du genre, Paquet affiche, à bord du *Mermoz*, un programme des plus séduisants. Un « Spitzberg-opéra sur mer » (Elizabeth Vidal, Philippe Lafont, Victoria Cortez, Jean-Luc Viala), au départ de Paris, du 23 juillet au 6 août, à partir de 19 870 F. « Le Festival de musique en mer » (qui fêtera, du 31 août au 12 septembre, sa 38[e] édition) en compagnie de Rostropovitch, Augustin Dumay et Emmanuel Krivine, de Casablanca à Malaga *via* Madère et Cadix (Toulon/Toulon, à partir de 31 010 F par personne).

Quant au « 19[e] Festival de théâtre en mer », il partira à la rencontre de l'Italie, en compagnie de Robert Manuel, Claudine Coster et leur troupe (Toulon/Toulon, du 12 au 23 septembre, à partir de 15 730 F par personne).

Enfin, pour les amoureux du Japon, la « 6[e] Croisière des Beaux-Arts », à bord du *Pearl* (Paquet), seul navire à sillonner régulièrement la *mer de Chine. Un itinéraire* exceptionnel : Pusan, Nagasaki, Tokyo, Osaka, Hiroshima, Kagoshima et Inchon.

Du 3 au 19 juin, à partir de 26 190 F par personne, transport aérien sur vol régulier inclus. La croisière à thème sera aussi à l'honneur sur le *Queen-Elizabeth-II* avec, parmi les conférences programmées, celles de l'amiral Bellec, directeur du Musée de la marine, sur les Vikings (circuit cap Nord et fjords, environ *13 500 F*, acheminement inclus).

MICHÈLE VALANDINA

18 m) à 28 200 F pour 12 personnes (caïque de 21 m à 24 m, avec douches et wc individuels). Notez que l'on déniche également de bons tarifs aériens chez Marmara.

Stardust, pour sa part, gère une base de 40 voiliers de 10 m à 16 m (et quelques grosses vedettes). Certains sont proposés avec un équipage de 4 personnes et loués à la cabine.

Fleuron de la flotte, le Scorpio 72 (22 m; 3 cabines doubles) affiche 14 100 F par jour, soit 2 350 F par personne en demi-pension, durant les mois de juillet et d'août. Avec Moorings, qui dispose de deux bases (à Marmaris et Finike), la formule du « one way » (supplément de 1 800 F) évite de ramener le bateau à la base de départ (de 13 790 F à 16 030 F la semaine, en juillet-août, sur un Moorings 36 pour 6/8 personnes). Compter 670 F *par jour pour embarquer* un skipper ou une hôtesse.

Les Baléares des calas

Pour découvrir les Baléares loin des foules estivales, choisir la côte nord-ouest de Majorque, ou les profondes calas (calanques en espagnol) de Minorque. A Mahon, un fort veille sur un fjord géant. Les eaux y sont turquoise comme celles qui baignent la magnifique baie de Fornells.

Avec Alcyon, un choix de 35 voiliers amarrés dans la marina de Palma-de-Majorque. Les prix de location à la semaine évoluent de 11 900 F en mai, juin ou septembre, à 15 500 F au mois d'août, pour un Océanis 350 (10,5 m, 3 cabines doubles) confortable à 6 personnes. Alors qu'il fait une chaleur accablante au plein cœur de l'été et que le calme plat n'est pas *chose rare, le printemps et* l'automne sont des mois délicieux.

I. E. et F. E.

Si je t'oublie Jérusalem

Verticale et horizontale, cette croisière remonte le temps en fendant les flots et, dessinant une large boucle dans la *Méditerranée, jette l'ancre en des* lieux chargés d'histoire : Gênes, Naples et Pompéi, Catane et Taormine avant Alexandrie et les pyramides d'Egypte, Jérusalem, Chypre, Rhodes et, pour le repos de l'esprit, Cythère. Des historiens de l'Europe antique et médiévale, mais aussi du Proche-Orient et de l'Europe contemporaine (René Rémond et Jean Bottéro, Pascal Vernus pour l'Egypte pharaonique, Claude Aziza, Hervé Duchêne) *ressusciteront le passé.* Programmée par Costa (renseignements au 45-65-40-75), en collaboration avec le magazine *l'Histoire,* cette deuxième « croisière dans le temps » se déroulera à bord de l'*Eugenio-Costa,* du 2 au 12 juillet. A partir de 11 200 F au départ de Nice avec transfert à Gênes, où l'on embarque en car. Ceux qui n'ont pas le pied marin et souhaitent consacrer plus de temps à Jérusalem auront recours à Intermèdes (tél. : 45-61-90-90) qui, du 29 octobre au 5 novembre (9 480 F), sillonnera *la Ville sainte mais aussi* Bethléem, Nazareth et les rives de la mer Morte.

Mythiques transatlantiques

On peut être un voyagiste démocratique et craquer, comme tout le monde, pour une croisière mythique à bord du *Queen-Elizabeth-II,* le dernier géant de l'Atlantique nord. Ainsi Nouvelles Frontières met-il, cet été, le cap sur le Nouveau Monde en proposant, du 27 juin au 16 octobre, cinq transatlantiques à bord de ce paquebot. Le forfait Paris/Paris (à partir de 9 390 F par personne en classe transatlantique (cabine double intérieure) ; 12 430 F en cabine extérieure, première classe) comprend 5 nuits à bord, 3 nuits à New-York, le retour en avion et les transferts. Sur place, le séjour est libre, mais une visite guidée *de Manhattan est inscrite au* programme. Dans un autre genre, une croisière qui, elle non plus, ne manque pas de charme : celle qui, à bord du *Regent-Sun,* remonte ou descend le Saint-Laurent en 7 jours, en longeant, dans un sens ou dans l'autre, les côtes américaines, celles de la Nouvelle-Ecosse puis les rives du grand fleuve canadien. Neuf départs de Montréal et huit de New-York, entre le 5 juin et *le 2* octobre. *A* partir de 6 180 F par personne, en cabine double intérieure, en pension complète (jusqu'à 8 360 F *pour une cabine extérieure),* prix auxquels il convient d'ajouter l'acheminement aérien entre la France et l'Amérique du Nord. Renseignements au (1) 41-41-58-58 ou par Minitel au 3615 NF.

Voiles d'été

Pour partir aux quatre vents.

Polynésie, lagons sous le vent

A l'horizon, une île se dessine. Pitons volcaniques coiffés d'un panache de nuages. On jette l'ancre. Des poissons multicolores palpitent dans l'eau bleue. Sur le pont, on découpe la daurade coryphène. A chaque jour sa découverte. Huahine dans l'anse Bourayne. Tahaa, petit lagon des îles Sous-le-Vent... Naviguer en Polynésie est devenu un rêve accessible : la concurrence entre les trois compagnies aériennes françaises a déclenché une baisse des tarifs. Six vols hebdomadaires sur Air France (à partir de 6 700 F, en mai-juin, ou 5 800 F en tarif Jumbo Charter) et AOM (à partir de 6 400 F), auxquels Nouvelles Frontières ajoute un deuxième vol charter Corsair, dès la fin juin (à partir de 5 950 F). La liaison est établie à moindre prix si l'on évite les jours de pointe en juillet et août, durant lesquels les prix grimpent de près de 50 %.

Compte tenu des offres pratiquées par les loueurs de voiliers, on constate que naviguer sur de belles unités revient souvent moins cher que de descendre à l'hôtel. Moorings, par exemple, propose sur sa base de Raïatea des voiliers de plus de 15 mètres (Océanis 510), possédant 4 cabines doubles très confortables (plus 2 couchettes dans le poste avant). Ceux-ci se louent 5 528 F par personne pour deux semaines, si on embarque à dix (ou 6 520 F du 15 juin au 1[er] août). Notez que les équipements du bord, enrouleurs automatiques pour les voiles, facilitent les manœuvres. Toujours à Raïatea, Stardust Marine propose, en juillet-août, des voiliers de 11 m (Sun Odyssée 36 confortables à six) pour 363 F par personne et par nuit, sur la base d'une semaine de *location.* Plus spacieux, les catamarans Privilège (13,70 m) pouvant accueillir 10 personnes se louent 34 596 F la semaine, en août.

Nouvelles Frontières, présent sur ce marché, suggère des croisières avec Archipels. Ce loueur dispose en Polynésie de trois catamarans de 17 m qui naviguent aux îles Sous-le-Vent, aux Tuamotu et aux Marquises. En pension complète, avec un équipage de 3 personnes, transferts aériens sur les îles inclus, compter 8 300 F par personne la semaine (aux Tuamotu ou dans les îles Sous-le-Vent), mais 12 190 F aux Marquises. *Vols* internationaux non inclus.

Les Antilles, cap au sud

A l'anse des Deux Pitons, les frégates se balancent dans l'air tiède. La douceur des îles des Caraïbes n'est pas une légende. Il fait bon y naviguer en été, malgré les grains passagers. Les cyclones menacent après le 15 août mais sont toujours annoncés par la météo. Les loueurs conseillent d'opter pour des itinéraires côté mer des Caraïbes et de privilégier les îles plates, réputées moins pluvieuses, qui se situent *dans la partie sud des Antilles.* Moorings affiche, au départ des îles françaises (Saint-Martin, Guadeloupe et Martinique), des offres attrayantes. Exemple : jusqu'au 15 août, 9 jours de location pour le prix de sept (10 220 F) pour un Océanis 351 (3 cabines doubles, longueur 10,6 m). Tandis que Stardust Marine joue les promotions, jusqu'au 30 septembre, sur toutes les locations de voiliers sans équipage à Saint-Martin, Saint-Barthélemy, en Guadeloupe, en Martinique et aux îles Vierges. Soit 20 % de réduction sur la deuxième semaine de location, la troisième *étant gratuite. Exemple : un Sun* Odyssée 36 (11 m, 3 cabines doubles, 6 personnes) se loue 17 371 F pour 3 semaines, jusqu'à la mi-août.

Grèce : retour à Ithaque

A Céphalonie, on jette l'ancre dans le port de Fiscardo, face aux nappes roses de la Taverne Dendrinos. Si, en juillet et en août, le meltemi souffle en forte brise sur les Cyclades, les îles Ioniennes en revanche, de Corfou à Leucade, Ithaque, Céphalonie et jusqu'à Zante, offrent des eaux beaucoup plus calmes, propices à une navigation sereine. Moorings propose, au départ de sa base de Corfou, un Océanis 351 (10,6 m, 3 cabines doubles), de 14 770 F à 17 150 F la semaine. Navigation en flottille au départ de l'île de Lakka avec Sun Sail qui affiche des tarifs à la semaine évoluant de 7 455 F en mai à 11 650 F en août, sur un Discovery 3000 (9,14 m, 2 cabines doubles), spacieux pour quatre personnes.

La Turquie des criques antiques

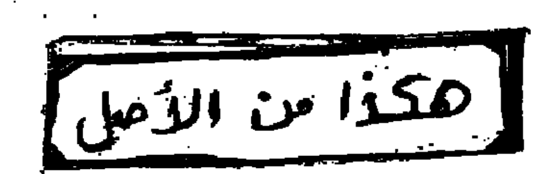
Le caïque est ancré sous les pins. A *Saint-Nicolas, l'une des douze* îles du golfe de Fethiye, les restes d'une abside byzantine. De Marmaris à Antalya, sites antiques et criques désertes justifient largement quinze jours de navigation. Le vent n'étant pas toujours au rendez-vous, l'option caïque semble la mieux adaptée. Ces anciens bateaux des pêcheurs d'éponges, équipés de moteurs puissants, permettent de faire de longues étapes. Marmara propose, au départ de Fethiye, Bodrum, Marmaris ou Antalya, plusieurs tailles de caïques, à louer avec chef de bord. Du 3 au 24 juillet, les tarifs (carburant inclus) *varient, à la semaine, de 14 960 F* pour 8 personnes (caïque de 14 m à ▶



INVITATION AU VOYAGE



Notre prochain rendez-vous Tourisme "Terre d'hiver" le 21 Octobre 1994
Pour tous renseignements - Tél : 44.43.76.17



هكذا من الأصل

ENQUÊTE

Les antichambres du voyage

Un voyageur averti en vaut deux.

FINIE la consommation aveugle et ignorante d'évasion. Le désir d'en savoir plus avant le départ est désormais une aspiration légitime des voyageurs. Cela, beaucoup de grands et petits tour-opérateurs l'ont compris et, depuis plusieurs années, ont développé de solides structures d'accueil-information et de préparation au voyage. Chacun d'entre eux adaptant ces services à la philosophie de la maison et aux aspirations de sa clientèle. Ces activités préliminaires à la fois didactiques et pédagogiques, se présentent sous forme de réunions-rencontres avec les accompagnateurs spécialistes des pays concernés, de forums, expositions, conférences, projections de films, accès à une bibliothèque, une librairie... Un prélude enrichi de fiches techniques, conseils pratiques, guides personnalisés, dossiers culturels, et parfois d'une banque d'informations sur Minitel. Auquel s'ajoutent les entretiens avec les vendeurs de ces agences, possédant de solides connaissances sur chaque destination.

■ Pionnier dans ces entreprises, Nouvelles Frontières (NF, 87, boulevard de Grenelle, 75015 Paris, tél. : (1) 41-41-58-58 ; Minitel 3615 NF), n'a cessé, au fil des années, de multiplier et de diversifier ce type de services dans ses propres agences, tant à Paris qu'en province. Première étape de cette initiation : les **permanences d'information** hebdomadaires (de 18 h à 20 h, les jours étant précisés dans le catalogue au début de chaque rubrique). Autres rendez-vous ponctuels, les forums de rencontres pour une présentation plus approfondie d'un pays. **Conférences-débats** de deux heures, accessibles à tous, illustrées par un film-vidéo ou un diaporama, et dirigées par un spécialiste maison ou un invité expert en la matière.

Nouvelles Frontières possède également son école de langues (dix-neuf langues y sont enseignées). Enfin, pour certains voyages plus ciblés, l'accompagnateur convie les participants à une réunion. Ceux qui ne peuvent se déplacer reçoivent un dossier récapitulatif. Au retour, une salle est mise à la disposition des groupes pour une rencontre conviviale, avec projection de diapositives.

A la recherche de l'esprit de groupe

■ Terres d'aventure (Terdav, 16, rue Saint-Victor, 75005 Paris, (1) 43-29-94-50 ; Minitel 3615 TERDAV), l'un des grands spécialistes du **voyage-découverte à pied**, a une autre vision de cette préparation. Ses expéditions représentant une épreuve physique, il est essentiel que la cohésion du groupe soit la plus parfaite possible. Aussi souhaite-t-il établir à la fois un contact amical et un climat de confiance réciproque avec ses clients, mais aussi obtenir que ces derniers participent comme acteurs et non comme assistés à la préparation des randonnées. Relations proches de l'esprit club.

Stratégie parmi d'autres, l'envoi d'un questionnaire sous forme de coupon joint au catalogue. Selon la réponse, un rendez-vous est proposé, par téléphone, pour un complément d'informations dans les locaux de Terres d'aventure. A celle-ci s'ajoutent les réunions d'information (prévues pour de petits groupes d'une trentaine de personnes), les soirées thématiques (présentation d'une région dans les locaux de la maison) et enfin les week-ends de préparation physique à une expédition : par exemple, entraînement à Chamonix en prévision d'une ascension au Népal.

■ Vélonature (5, rue Saint-Victor, 75005 Paris, (1) 40-46-87-65), filiale de Terres d'aventure, a créé une formule sympathique d'entraînement pour ses adhérents, avant-première à **ses évasions du bout du monde à bicyclette** : « les dimanches vélonature ». Courses de 30 km à 50 km, organisées en Ile-de-France et, au mois d'août, dans Paris (matériel fourni). Inscriptions ouvertes à tous.



JEAN-PIERRE GILSON

■ Explorator (16, place de la Madeleine, 75008 Paris, (1) 42-66-66-24 ; Minitel 3615 EXPLO), infatigable bourlingueur sur quatre des cinq continents, s'est associé à l'Institut du monde arabe, afin de donner aux voyageurs (en partance, ou de retour d'expéditions, vers **le bassin méditerranéen, le Sahara et le Moyen-Orient**) l'occasion privilégiée de se familiariser ou d'approfondir leur connaissance de la civilisation arabe. Au programme, rencontres, expositions et conférences.

■ Voyageurs du Monde (55, rue Sainte-Anne, 75002 Paris, tél. : (1) 42-86-16-00, Minitel 3615 VDM), un cap supplémentaire, vient d'inaugurer l'ouverture de son nouveau centre, ouvert 7 jours sur 7 (de 9 h à 21 h du lundi au jeudi, jusqu'à 19 h vendredi et samedi, et de 11 h à 17 h le dimanche). « La Cité des voyages » regroupe désormais toutes les activités et destinations, auparavant éparpillées dans différents locaux (information, vente, préparation au voyage). Un très bel espace de 1000 m² répartis sur trois niveaux, et des comptoirs par pays, regroupés en zones géographiques (**Europe, Amérique du Nord, Moyen-Orient, Amérique latine, Afrique, Asie et Australie**) tenus par des spécialistes. Ainsi, à chaque voyageur, un interlocuteur avisé.

Sur place, un bureau de change, une librairie (3 000 ouvrages sur le voyage, des cartes, des plans et des guides, notamment les dix-neuf guides « maison », réactualisés tous les ans, qui font une large part à la vie quotidienne comme à l'actualité politique, économique et sociale), une vidéothèque et des cassettes à visionner, un restaurant pour découvrir les cuisines d'ailleurs, du thé et du café à déguster à discrétion, une boutique vendant les gadgets utiles au voyage et des expositions-ventes consacrées à l'artisanat (notamment, jusqu'à la fin juin, celui de la Thaïlande).

■ Orients (29, rue des Boulangers, 75005 Paris, tél. (1) 46-34-29-00) parcourt **les routes de la soie, de la Turquie à la Chine et du Cambodge au Pakistan, en passant par l'Inde**. Ses réunions préparatoires sont dirigées par des accompagnateurs chevronnés, tous amplement informés sur ces contrées et prêts à répondre aux questions les plus trapues. Certains d'entre eux organisent ponctuellement, pour des groupes constitués, des visites au Musée Guimet ou à l'Institut du monde arabe. Un mois avant le départ, est remis à chacun « le livre de voyage » contenant un lexique de termes courants, des repères sur l'histoire et la religion, des plans de sites et monuments, ainsi qu'une bibliographie. Enfin, dans leurs locaux, des expositions temporaires dévoilent les diverses formes d'expressions artistiques et artisanales spécifiques des routes de la soie, notamment les textiles.

Avec des sinologues confirmés

■ La Maison de la Chine (36, rue des Bourdonnais, 75001 Paris, (1) 40-26-21-95 et (1) 40-28-43-60 ; Minitel 3615 Maison de la Chine) consacre une large part de son activité à l'avant et à l'après-voyage, et porte un soin minutieux au bon déroulement de **chaque circuit guidé**. A commencer par le choix de ses accompagnateurs, tous sinologues confirmés, chercheurs au CNRS, ou faisant partie de l'équipe du Musée Guimet, ils ont vécu en Chine et parlent le chinois. Lieu de rencontre, leur « maison de thé » est un espace agréable pour bavarder et consulter les revues, ou l'un des ouvrages conservés dans la bibliothèque du centre – manuels de voyage, romans, essais politiques, livres spécialisés dans les disciplines les plus variées : poésie, médecine, philosophie, religion. Au sommaire des activités culturelles : le mardi, conférences consacrées à l'histoire, l'art, l'architecture et l'actualité en Chine ; le jeudi, soirée d'information touristique ; le samedi, projection de films de grands réalisateurs chinois ou rencontre avec des artistes. Parallèlement, six expositions annuelles permettent de découvrir l'œuvre d'un artiste ou la tradition artisanale encore préservée d'une région isolée (du 18 mai au 30 juin, « Les murs de caractères », photos de Daniel Gely à Pékin). Utile aussi, la banque de données (sur Minitel) dispense des informations sur quarante villes chinoises. Animations jumelées avec la Maison de l'Indochine qui partage les mêmes locaux.

■ La Route des Indes (7, rue d'Argenteuil, 75001 Paris, (1) 42-60-60-90) apporte une multitude de réponses à tout ce qui touche à ce vaste territoire qu'est **le sub-continent indien**. La rue d'Argenteuil est un véritable petit centre de documentation où l'on peut se procurer guides, cartes, livres d'art et textes d'auteurs indiens. Plusieurs centaines d'ouvrages et une bibliographie complète. Six titres de revues et journaux locaux, en français et en anglais, sont également mis à la disposition des visiteurs. Chaque semaine, projection d'un film documentaire ou de fiction d'un réalisateur indien, ainsi qu'un magazine vidéo regroupant les actualités du mois écoulé. Conférence thématique (programme sur demande) et, très régulièrement, des expositions de photos, de peinture, d'art populaire, et d'artisanat (actuellement « Hommage au Taj-Mahal », objets de marbre blanc incrustés de pierres dures). Un calendrier culturel annonce toutes les **manifestations « indiennes » à Paris**, concerts, spectacles, conférences, expositions, avec une sélection de restaurants indiens dans la capitale.

■ Clio (34, rue du Hameau, 75015 Paris, (1) 53-68-82-82, bureaux à Lyon et Marseille), spécialiste du **voyage culturel** – Clio est la muse de l'Histoire – dispose d'un éventail important d'activités, et diffuse toutes sortes d'informations utiles aux voyageurs. La *Lettre de Clio*, publiée trois fois par an, en janvier, mars et mai, présente en seize pages une destination sous forme d'articles ou d'interviews. Des réunions préparatoires sont organisées un mois avant le départ. Ceux qui n'habitent pas Paris reçoivent une fiche d'information détaillée. Ces fiches sont régulièrement remises à jour. Autre service envoyé à la demande : la brochure détaillée qui indique étapes du circuit, renseignements pratiques et bibliographie. Enfin, à l'aéroport, un dossier culturel est remis au participant, avec résumé sur l'histoire et la civilisation de la région à visiter, plan des sites et bibliographie. Ce remarquable cahier de soixante-dix pages, digne d'être archivé ensuite, n'est cependant pas systématiquement établi pour chaque destination. En revanche, la revue *Ulysse*, liée par des intérêts communs à Clio, et vendue en kiosque, consacre chaque mois une dizaine d'articles à une ville ou un pays. Dernier point : des cycles de conférences thématiques (art, histoire, grandes civilisations, religions) sont organisés d'octobre à avril à la Maison des Mines (250 F pour dix conférences).

Un souci didactique

■ Le Monde et son histoire (80, rue Taitbout, 75009 Paris, (1) 42-80-53-11) annonce des **circuits strictement thématiques** (sur les traces d'une civilisation ou d'un personnage illustre), à travers l'Europe et le bassin méditerranéen, et, une ou deux fois par an, en Asie et aux Etats-Unis. Une préparation au voyage, plus sommaire, est proposée sous la forme d'une rencontre entre le conférencier-accompagnateur et les participants dans un restaurant ou un salon de thé, quinze jours avant le départ. Un dossier culturel détaille avec soin plans et cartes des sites.

Des visites-conférences sont organisées deux ou trois mois à l'avance, sous la conduite d'archéologues, professeurs ou conservateurs honoraires. Le programme complet de ces conférences, réservées aux adhérents, est annoncé dans le bulletin bimestriel de leur association, *Paris et son histoire*.

■ Arts et Vie (251, rue de Vaugirard, 75015 Paris, (1) 40-43-20-21, Minitel 3614 AREVIE), association florissante et dynamique, consacre autant de soin à la préparation au voyage qu'à l'organisation des circuits qu'elle programme sur **les cinq continents**. Un souci didactique qu'expliquent sans doute ses liens privilégiés avec le milieu enseignant. Sont ainsi proposées, à son siège et pendant l'année scolaire, des séances d'introduction à chacune des destinations (deux ou trois fois par semaine) et des **« conférences civilisations »** thématiques (trois ou quatre fois par mois). Le calendrier en est publié tous les deux mois dans le journal de l'association qui, outre un cahier central consacré à un sujet culturel, propose une **sélection de spectacles dans la région parisienne**. Les adhérents (cotisation annuelle : 60 F pour un couple, ou 50 F par personne) reçoivent également de petits fascicules consacrés, chacun, à un pays et rédigés par des universitaires. Enfin, des forums sont organisés, à Pâques et à la Toussaint, en Auvergne : une semaine de conférences, de spectacles et d'ateliers permettant de découvrir les diverses facettes d'une destination ou d'un thème plus général. Des forums itinérants sont également proposés sur le même principe, au cours du voyage.

MARIE-NOËLLE HERVÉ

Un guide des guides

Eclectique, le voyageur d'aujourd'hui veut à la fois visiter un musée, redécouvrir la nature, séjourner dans un bon hôtel et rencontrer des gens. Réussir son voyage passe ainsi, souvent, par le choix d'un guide qui soit à la fois complet, érudit, attrayant, clair et facile à consulter. Un choix qui n'est pas toujours évident dans une offre aussi large qu'inégale. D'où l'initiative des librairies de la Fnac qui proposent, dans une brochure de 16 pages, le « *Guide de voyages 1994* », un mode d'emploi (historique, auteurs, cartographie, dates d'édition) destiné à aider le futur voyageur à trouver l'ouvrage pertinent. Avec présentation critique des principales collections et sélection finale de 250 titres couvrant 70 pays et 110 destinations. Un dossier disponible dans toutes les Fnac.

Les couleurs du ciel

Mettre à la disposition du plus grand nombre des renseignements fiables et complets sur l'évolution du temps, tel est l'objectif de Météo-France. Sur le Minitel, 3615 METEO offre, pour 1,27 F la minute, les données majeures des grandes villes du monde : température, pluviométrie, vent, état du ciel, visibilité. Même si vous partez pour Oulan-Bator, vous saurez tout sur le temps qu'il fait dans la capital mongole, en quelques secondes.

Le vade-mecum de l'envol

Choisir le bon vol et le bon prix. Objectif louable du voyageur. Parcours du combattant à travers la jungle des tarifs aériens. Comment distinguer parmi la multiplicité des offres les vraies des fausses « bonnes affaires » dissimulées derrière des prix d'appel, valables à certaines dates, pour quelques places seulement ? Comment expliquer les différences de tarifs pratiquées d'une compagnie à l'autre, d'une saison à l'autre, d'une agence de voyages à l'autre ? Quels sont les pièges à éviter ? En publiant son vade-mecum de l'envol baptisé « Fréquence vols », Stéphane Van Son, patron de La Compagnie des voyages (agence spécialisée dans la vente de billets d'avion à prix réduits), a décidé de jouer la transparence en déroulant, sur 50 pages, l'essentiel. Notamment en passant « à la loupe » les 35 compagnies aériennes volant au départ de la France, c'est-à-dire en révélant points forts et faiblesses de chacune d'entre elles (qualité des correspondances, ponctualité, service à bord...). Un test comparatif sur 9 destinations-clés parfait ce dossier, prix et conditions de voyage à l'appui. « Fréquence vols » est envoyé gratuitement, sur demande au 28, rue Pierre-Lescot, 75001 Paris, tél. : 45-08-44-88.

La planète verte

Un éléphant dans un magasin de porcelaine. Ainsi apparaît trop souvent *l'homo touristicus*. Heureusement, le remède existe. Son nom : l'écotourisme.


PAUL CHESSLEY/FOTOGRAM-STONE

C'EST dans l'air du temps. La prise de conscience des menaces qui pèsent sur la vie de la planète Terre est en train de passer du plan individuel au plan collectif. Le nombre de voyagistes attentifs au respect de l'environnement ne cesse de grandir. Au point qu'un mot nouveau est entré dans leur vocabulaire. L'écotourisme est né. Le terme est rationnel, non la réalité qu'il recouvre : le souci de préserver la nature, patrimoine commun de l'humanité.

Reste à identifier clairement les responsabilités. Car qui, finalement, brade les richesses nationales d'un pays ? Qui donne les autorisations nécessaires à l'édification d'un *complexe hôtelier qui défigure* à jamais une baie sauvage ? Qui expulse puis laisse démolir un habitat local plein de charme pour le remplacer par des tours sans âme ? Qui loue des kilomètres de côte à des groupes financiers puissants ? Qui, en un mot, sacrifie un pays et les intérêts prioritaires de sa majorité au bien-être d'une minorité ? Qui, sinon les Etats souverains ?

Dire non suppose un peu de courage et beaucoup de bon sens. En effet, en construisant des hôtels, beaucoup d'hôtels, pour attirer les visiteurs et, surtout, leurs devises, ne risquent-ils pas de scier, un peu chaque jour, la branche qui les porte ? Combien de villes d'Asie, du Proche-Orient et... d'Europe, belles il y a encore vingt-cinq ans, ont été défigurées et polluées pour le plus grand malheur de leurs habitants.

Pas de tourisme de masse

Il existe pourtant des chefs d'Etat et des ministres responsables. Il faut mentionner ici l'attitude louable des autorités équatoriennes qui sont parvenues à résister aux appétits que suscitent, chez certains promoteurs, le sanctuaire des Galapagos. Elles ne sont pas les seules. Le sultanat d'Oman, le royaume du Bhoutan, la République de Tanzanie, également soucieux de préserver leur identité nationale, respectivement musulmane, bouddhiste et africaine, refusent les hordes touristiques.

En Tanzanie, Hassan Kibelloh, directeur du tourisme au ministère du tourisme, des ressources naturelles et de l'environnement, disait récemment à un groupe de journalistes français : *« Nous ne voulons pas d'un tourisme de masse. »* Une volonté qui a son prix venant d'un ancien champion du marxisme en Afrique. *« Nous ne sommes pas ici pour abîmer l'environnement*, poursuivait-il, *mais pour le protéger. Ces animaux sont notre patrimoine. Nous devons le léguer à nos enfants. »* Et, souriant : *« Nous avons notre laboratoire au Nord* [le Kenya]. *Nous ne voulons pas répéter ses erreurs »*.

Du nord au sud, les initiatives se multiplient. Exemples.

Sciences polaires

Comité d'accueil aux îles Kerguelen : manchots, gorfous et albatros en grande tenue. Autres résidents, les mammifères marins. Hivernent avec eux des scientifiques emmenés par le *Marion-Dufresne. Ils étudient* la flore et la faune de ce conservatoire unique au monde. Cette année, pour la première fois, le navire effectuera ses rotations d'été avec des passagers à bord. Apsara (tél. : 47-70-26-55), spécialiste des croisières-expéditions qui sortent de l'ordinaire, a réservé les cabines pour trois dates (15 juin, 11 juillet, 8 août) et prévu l'imprévisible (28 jours, à partir de 25 000 F). Deux lectures pour accompagner cette navigation au long cours : *l'Arche des Kerguelen*, de Jean-Paul Kauffman (Flammarion) et *les Dauphins*, de Diolé et Cousteau (Arthaud).

Aux antipodes, les baleines croisent dans les eaux glacées du Saint-Laurent. Sur place, des biologistes étudient la vie et la survie de cette espèce menacée et Shipo (tél. : 19-1-514-948-3669, fax : 270-7741), un voyagiste canadien, a préparé un programme d'observation de huit jours dont trois dans une station de recherche. Avec un saut en hydravion et canoë sur les territoires d'un chef indien montagnais, une visite de l'île d'Anticosti sous la conduite d'un guide naturaliste et, en bateau, une incursion pacifique sur les côtes de Gaspésie (8 jours au départ de Québec, 7 800 F environ).

Le Grand Nord canadien à bord du *Kapitan-Khlebnikov* (du 12 au 24 août, à partir de 29 000 F), le Spitzberg et la Terre de François-Joseph *sur un autre brise-glace russe* (départ le 28 mai, à partir de 29 900 F) pour admirer ours blancs, rorquals, phoques et, de loin, les morses : deux voyages impressionnants à mettre au crédit d'Apsara déjà nommé. Le premier faisant escale à Thulé, au nord-ouest du Groenland, à l'île Ellesmere et dans *la baie de Resolute ; le second relâ*chant à Ny Alesund, à l'île des Danois, d'où l'aérostier Andrée tenta en vain de gagner le pôle, et s'approchant de Moffen, l'île aux morses. L'été est la seule saison envisageable par mer : les glaces fondent et la lumière du jour brille en permanence. Ces destinations figurent en bonne place au catalogue de Grand Nord-Grand Large-Voyages nature (tél. : 40-46-05-14).

Galapagos, un jardin pacifique

La réputation des Galapagos – où Darwin puisa maintes observations décrites dans son *Voyage d'un naturaliste autour du monde* – n'est plus à faire. L'archipel, une quinzaine d'îles volcaniques à un millier de kilomètres au large de l'Equateur, est le sanctuaire des tortues géantes, des iguanes, des otaries et de nombre d'espèces disparues ailleurs. D'où son importance. Grand Nord-Grand Large embarque pour ces îles avec la compétence et la discrétion requises (16 jours, 24 000 F). Ultra Marina (tél. : 16-40-89-34-44 à Nantes) se rend en Equateur, où les autorités ont mis en œuvre une protection rapprochée du haut bassin de l'Amazone. Occasion de pénétrer dans le parc national de Cuyabeno, de glisser sur la rivière Napo et le lac Pilchicocha, et d'observer jaguars, ocelots, tapirs, caïmans, boas, pécaris, tatous, et de milliers d'oiseaux (de 4 à 8 jours et de 3 140 F à 7 200 F). Terres d'Aventure (tél. : 43-29-94-50) va à la rencontre des baleines grises qui, venant de l'Alaska, rejoignent les eaux chaudes de la Baja California, au *Mexique*. C'est une bande de terre sauvage, presque entièrement inhabitée, entre mer de Cortes et Pacifique. Avec des forêts tropicales d'altitude, des plages, des déserts côtiers. Approche des baleines, des colonies d'éléphants de mer et des otaries de Californie et de Guadeloupe dans de petits bateaux (16 jours, 16 000 F).

L'Amazonie ou la nature dans sa démesure. Immensité du fleuve, exubérance de la forêt, moiteur du climat qui contribue à la prolifération des espèces. Tout, ici, est excessif. D'étranges animaux, de redoutables poissons cohabitent avec les plus précieuses essences, les plus rares oiseaux. Le puma et le jaguar hantent la jungle ; le piranha et l'anaconda écument les eaux. Atout Brésil monte à bord d'un grand bateau de bois qui sillonne l'Amazonie tandis qu'El Condor parcourt les plus grandioses paysages (chutes d'Iguassu, Manaus) en compagnie de guides naturalistes.

Safaris au naturel

En swahili, *« safari »* signifie « voyage. » Dans certaines régions d'Afrique, c'est même d'un transport au paradis qu'il s'agit. Sentiment renforcé par les nuits de bivouac, en osmose parfaite avec la nature et les bêtes sauvages que l'on est venu contempler. Cette option, sur tous les continents, est celle d'Explorator (tél. : 42-66-66-24), qui circule en 4×4, et de Terres d'Aventure, qui privilégie la marche à pied. Ce choix écologique vient de conduire ce dernier à participer à la création d'Equaterre, un organisme *de conseil en développement éco*touristique dans le respect des milieux naturels.

Atalante (tél. : 78-64-60-62, à Lyon), qui éprouve une véritable passion pour la Tanzanie, fait accompagner un très beau voyage de 17 jours, du 15 au 31 juillet, par Pierre Pfeffer, le naturaliste bien connu. Il dévoilera « les secrets de Ngorongoro » et des réserves avoisinantes (20 500 F). Mêmes lieux, autre moment fort, celui choisi par Teos *Afrique (tél. : 47-70-08-08)*, qui, du 17 au 28 juin, suit la spectaculaire migration des gnous (13 950 F).

La Namibie, en Afrique australe, est d'une beauté à couper le souffle, au dire de ceux qui y sont allés. Pour la parcourir, Grandeur Nature (tél. : 40-82-90-30) préconise des circuits entièrement construits sur mesure et d'une durée variant avec l'appétit du voyageur, Le spécialiste a prévu le cadre (véhicules, hébergement) dans lequel chacun mettra ses images : sanctuaires d'animaux du parc d'Etosha, dunes du désert de Namib, colonies de phoques de Valvis Bay, canyons de la rivière Shift. Des images si fortes que Safari World Image (tél. : 42-80-09-35) en fait le thème d'un itinéraire photo de 8 jours (à partir de 14 500 F). Explorator, pour sa part, conduit trois voyages en Namibie et un dans « l'Eden sauvage » du Zimbabwe, devant les chutes Victoria (17 jours, 21 800 F).

Les derniers rhinocéros

L'Inde est la patrie des derniers rhinocéros unicornes (réserve de Kaziranga), de l'ours lippu et des grands félins (réserves de Bandhavgarth et Kanha). Le Monde de l'Inde et de l'Asie (tél. : 46-34-03-20) y conduit deux voyages. Le premier, « au royaume du tigre, » dans les réserves du Nord (du 27 octobre au 13 novembre, 21 580 F) ; *le second*, sur « la piste des éléphants, » dans celles du Sud (du 21 décembre 1994 au 5 janvier 1995, 17 400 F).

Pendant ce temps, en Europe, l'Islande passe de la neige au feu, des glaciers aux volcans qui font jaillir vapeurs d'eau sulfureuse et sources d'eau chaude. Déserts et Nature (tél. : 48-04-88-40) traverse des étendues de lave, des bois de bouleaux, dévale des gorges, longe des plages noires et contemple des *falaises peuplées d'oiseaux (15* jours, 12 700 F).

DANIELLE TRAMARD

